

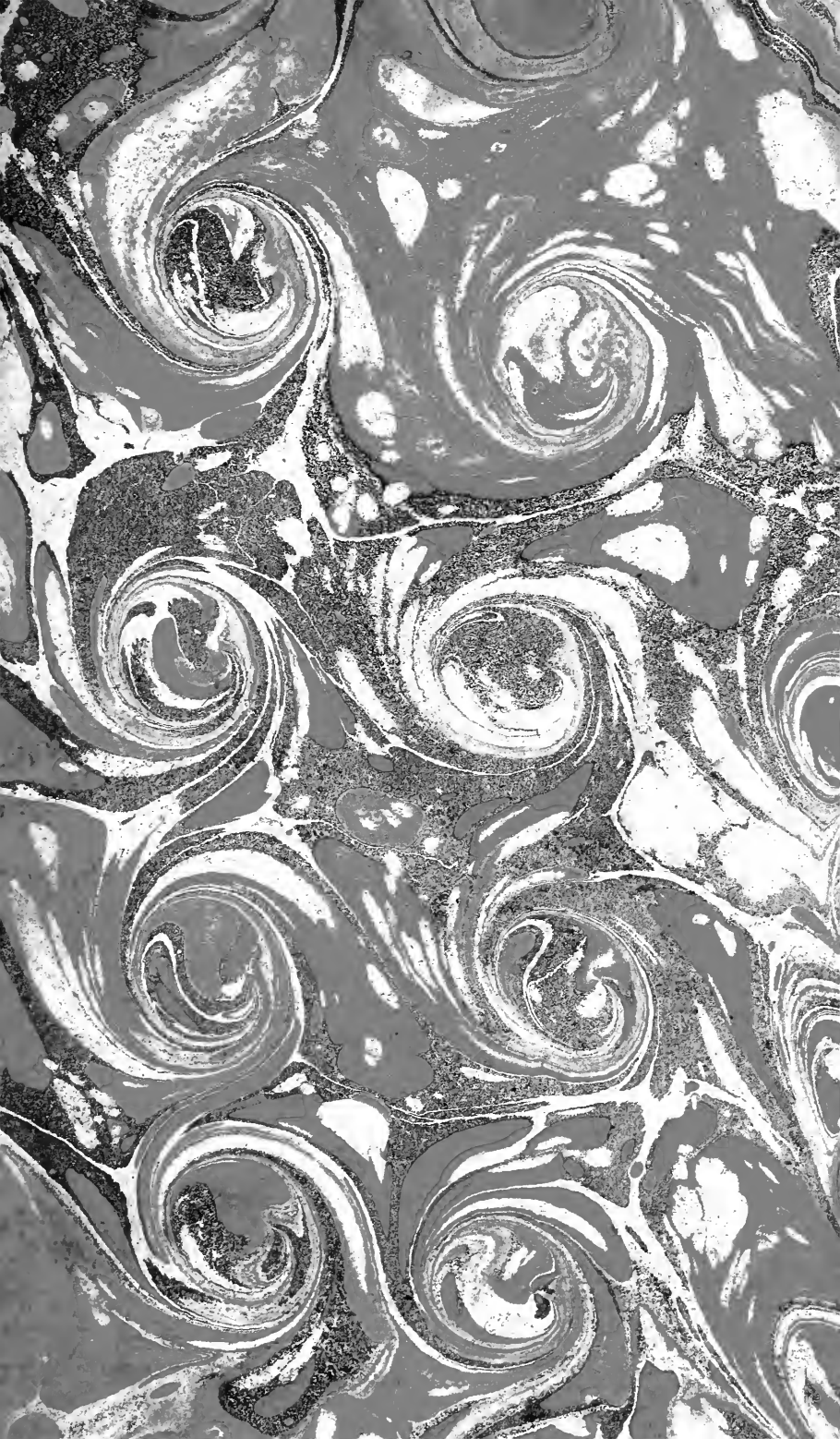
John Adams Library,



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o
★ ADAMS
★ 233.1
v.10

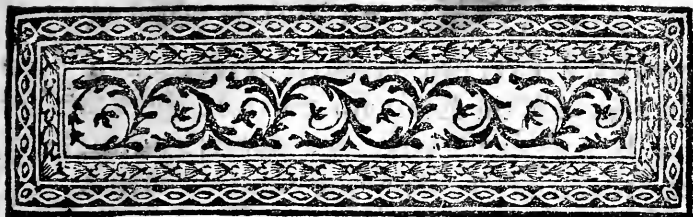






*¹ ADAMS 233.1

15.10



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 9 Mai 1778.

Vous vous souvenez, Monsieur, que dans les débats de la Chambre des Pairs du 8 Avril. il fut convenu entre le Duc de Richmond & dix-neuf autres Lords, qu'ils s'uniroient pour présenter au Roi, en leur propre nom, des remontrances sur le mauvais plan de conduite adopté par ses Ministres. Je ne fais point si ces Lords ont mis leur

ij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

projet à exécution, mais l'idée en a paru heureuse à un Ecrivain patriote qui a adressé au Roi, par la voie des papiers publics, le morceau intéressant que vous allez lire.

A U R O I.

S I R E.

» Dans la position critique & humiliante où se trouvent actuellement les possessions de Votre Majesté, chacun de vos fideles Sujets à le droit & peut se croire même obligé de mettre en usage tous les moyens qui peuvent détourner la ruine totale dont elles sont menacées. Je supplie donc Votre Majesté de donner une attention sérieuse aux vérités importantes que je prens la liberté de mettre sous ses yeux; j'espere qu'elles ne seront point rejetées, puisque Dieu lui-même, dans les plus intéressantes occasions, a daigné plus d'une fois faire servir à ses desseins les instrumens les plus foibles ».

» Il est généralement reconnu aujourd'hui (& toute espece de doute à ce sujet, seroit offensante pour Votre Majesté autant qu'absurde & ridicule) il est reconnu, dis-je, que nous avons fait la plus grande folie de sacrifier l'honneur, les richesses & la prospérité de ces royaumes pour une vraie chimere. Comment avons-nous pu entreprendre de taxer l'Amérique sans avoir la force nécessaire pour réduire, ou même (ainsi qu'on le

déclare à présent) sans avoir l'intention de lui faire tant de violence? C'étoit bien, je crois, quitter la réalité pour l'ombre. Il ne seroit pas moins extravagant de prétendre que nous sommes en état de jouer plus long-tems un jeu si ruineux. Je ne me permettrai point de reproches contre vos Ministres sur le dédain avec lequel ils ont reçu les avis, les protestations, les petitions & les remontrances de la plus respectable partie de votre Parlement & de la cité de Londres. Je ne vous rappellerai point qu'ils ont persuadé à Votre Majesté que ces démarches étoient intéressées & séditeuses, & que tout au moins c'étoit l'erreur qui les suscitoit; que serviroit-il aujourd'hui des'élever contre les manœuvres criminelles qu'ils n'ont cessé de pratiquer pour corrompre, abuser & opprimer les fideles Sujets de Votre Majesté dans la vue de faire réussir les plus pernicioeux projets? Je ne blâmerai ni ne louerai vos Ministres actuels, ni aucune autre administration quelconque, parce que je crois que tous également ils ont leurs défauts, qu'ils sont assez éclairés pour connoître leurs devoirs & les véritables intérêts de Votre Majesté & de vos Etats (intérêts qui sont inséparables) & qu'il ne leur manque qu'une ame honnête, & la volonté de faire le bien. Mon dessein n'est pas d'aggraver sur nous le poids d'une détresse que nous n'avons que trop méritée: je n'ai pour but que de montrer à Votre

iv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Majesté le seul rayon d'espérance avec le secours duquel nous pourrions sortir de ce labyrinthe d'infortunes, mais qui nous indique une route directement opposée à celle que nous avons suivie jusqu'à présent ».

» Depuis nombre d'années, le Gouvernement a adopté ouvertement le système de la corruption, & il n'y a pas de ressort qu'il n'ait fait jouer pour décourager & opprimer la vertu & le vrai patriotisme. On a multiplié les pensions à l'infini ainsi que les places sans fonctions ; dans quelle vue l'a-t-on fait ? Uniquement, j'ose le dire (& pourquoi ne le dirois-je point, puisqu'on ne s'en cache pas) pour acheter la pluralité des suffrages dans le Parlement. On donne les plus grands encouragemens au luxe & à la dissipation afin de nous plonger dans les horreurs de la misère, & de la dépendance, & de saisir l'occasion de nous présenter le salaire, de l'iniquité, comme la coupe empoisonnée de Circé. Après cela doit-on s'étonner que nous ayons sous les yeux tant d'exemples de fragilité humaine ? Non, assurément ; mais je crois fermement aussi que les tentateurs auront un compte bien plus terrible à rendre que les tentés. L'objet & les conséquences de ce système diabolique sont aussi sensibles que propres à allarmer. Car l'esclavage doit être la conséquence nécessaire du manque d'honnêteté & d'économie. Avec quelle apparence de justice peut-on blâmer les Améri-

cains d'avoir refusé d'être taxés par un gouvernement où ils n'ont ni représentans ni crédit : par un gouvernement dont ils n'avoient nulle douceur à attendre , & qui , tout au contraire paroïssoit disposé à leur ôter jusqu'au dernier sou , à moins qu'ils n'eussent été assez imbécilles pour croire que ce même gouvernement les traiteroit avec plus d'indulgence qu'il n'en a montrée pour la Grande-Bretagne & pour l'Irlande ? Cependant il y a encore plus de folie que d'injustice dans notre conduite , & elle ne peut se comparer qu'à l'avarice cruelle de cette mauvaise menagere qui s'avisa de tuer sa poule pour avoir tous ses œufs à la fois. Au moyen d'un commerce exclusif avec les Américains , & de la résidence que faisoient , chez nous , quelques-uns des principaux d'entre eux , nous avions & nous pouvions nous flatter de conserver pendant des siècles la possession tranquille & assurée de la plus grande partie des richesses de l'Amérique Septentrionale. Nous ne cessons de répéter qu'ils nous ont les obligations les plus essentielles , & nous nous plaignons amèrement de leur ingratitude. Ces propos & ces plaintes sont ridicules , car nous ne leur avons jamais témoigné de bonne volonté que dans la vue d'en tirer quelque avantage ».

» Nous paroïssons attendre d'eux une soumission & une obéissance qu'aucun Pere n'est en droit d'exiger de ses enfans , lorsqu'ils sont parvenus à un âge mûr. Ne seroit-

vj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

il pas absurde de prétendre que les Etats n'ont pas, comme les individus, leurs Périodes de maturité & de déclin ? C'est une vérité prouvée, par le sort de tous les Empires, depuis la création du monde, & j'appréhende fort qu'elle ne se trouve confirmée par l'exemple de ce royaume, n'aguères encore si heureux & si florissant ».

» Les hommes les plus prostitués à la Cour, conviennent qu'il est impossible que ce petit coin de terre conserve long-tems son autorité sur l'immense continent de l'Amérique Septentrionale, quoiqu'il soit universellement reconnu qu'une alliance établie sur des fondemens de raison, de justice & de commerce (telle qu'elle fut proposée il y a trois ans dans l'excellent Pamphlet, intitulé *l'Indépendance Américaine*) nous auroit assuré pour des siècles la conservation de tous les avantages que nous pouvions desirer, & cela sans aucunes dépenses ni inimitiés. Mais ces beaux jours sont évanouis. Par une suite constante d'inconséquences & de cruautés, nous avons forcé les Américains de recourir à l'indépendance : je crains bien même que nous ne leur ayons fait concevoir pour nous une antipathie dont ils ne reviendront jamais. Cependant, l'humanité & la générosité avec laquelle ils ont traité nos armées (envoyées pour les massacrer) lorsqu'elles étoient à leur discrétion, & les sentimens de bienveillance & de christianisme

épuré qui distinguent ce vraiment grand-homme, leur célèbre Protecteur & Plénipotentiaire le Docteur Franklin, permettent encore d'espérer que nous pourrions échapper à la ruine totale qui nous menace ; mais nous reste-t-il assez de courage pour prendre le seul parti que l'intérêt de notre sûreté devroit nous suggérer ? La première démarche seroit de reconnoître nos fautes avec cette franchise & ce repentir qui feroient honneur aux hommes les plus fiers, & qui conviennent également aux grands Etats».

» Il est pareillement de notre devoir & de notre intérêt de nous rappeler que nous n'avons pas le droit d'attribuer nos malheurs aux François, parce qu'en examinant leur conduite avec soin & sans prévention, il sera aisé de voir qu'elle n'a rien de reprehensible. Qui osera leur faire un crime de s'être ouverts un commerce qu'ils ne pouvoient faire autrement que d'accepter, que nous avions repoussé avec mépris, & qu'il nous devenoit impossible de recouvrer « ?

» La France a reconnu l'indépendance de l'Amérique ; elle l'a reconnue, non pas secrètement, mais publiquement. La France est accusée de perfidie dans quelques écrits ministériels. Mais est-ce une perfidie bien atroce à une nation rivale de conclure un traité de commerce avec un pays révolté, après avoir attendu le tems nécessaire pour voir si ce pays étoit en état de se rendre indépen-

viii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dant ? Je demande encore si quelqu'autre Puissance maritime n'eût pas fait la même chose dans le cas où la France ne se fût pas décidée, & s'il n'y a pas déjà d'autres Puissances qui reconnoissent l'indépendance de l'Amérique » ?

» Suivant une lettre de France reçue ici le 23 Avril, l'escadre Françoisise est partie pour l'Amérique où elle secondera les opérations de Washington en bloquant le Général Howe dans Philadelphie «.

» Les François ne nous ont-ils pas laissé, pendant plusieurs années le loisir de nous battre ou de nous accommoder selon notre bon plaisir, sans prendre à nos divisions d'autre intérêt que celui dont l'humanité même leur faisoit un devoir ? Est-il juste de leur reprocher d'accorder quelque protection à l'innocence opprimée, lorsqu'on nous a vu piller, mettre aux fers, & détruire des Empires immenses en Asie, en Afrique & même en Amérique, quoique je voulusse pouvoir au moins excepter l'Amérique de cette liste de proscriptions ? Avons-nous daigné seulement colorer du moindre prétexte des excès aussi révoltans ? Quels peuvent-être nos autres griefs ? Etoit-il juste : étoit-il même possible que le monopole du commerce de la moitié du globe restât éternellement entre nos mains ? Quel droit avons-nous d'attendre du commerce d'Amérique ou de tout autre pays des avantages plus considérables qu'il

n'est de leur intérêt de nous en accorder ? Enfin , ne voit-on pas clairement , par la déclaration même de l'Ambassadeur de France , que le traité de commerce conclu entre les deux Nations , n'est pas exclusif , puisque les Américains se sont réservés le droit de commercer librement avec tous les peuples de l'univers , & que nous en aurons nous mêmes une grande part , si nous voulons l'accepter ? Je ne crains point d'affirmer qu'à l'avenir , soit par la guerre , soit par la paix , nous n'aurons d'autre part dans leur commerce , que celle qu'il sera de leur intérêt de nous accorder. Comme personne ne conteste la vérité de ces faits , quel seroit donc l'objet d'une guerre contre la France , qui , en déclarant les intentions les plus pacifiques , a signifié en même-temps la ferme résolution où elle est d'effectuer & de protéger son traité de commerce avec les Etats-Unis ? Il n'y a aucun motif qui puisse nous faire succomber à la tentation extravagante d'engager la nation dans une guerre , à laquelle elle est si mal préparée , & qui ne peut promettre aux Ministres d'autre avantage que de voir les calamités inévitables qu'entraînera cette guerre servir de sauvegarde à ceux qui ont été la première cause de nos infortunes , à ces hommes perfides que rien ne doit soustraire à la juste indignation d'un peuple qu'ils ont si cruellement outragé.

Ainsi , ce que nous avons de mieux à faire ,

X AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

c'est de nous contenter de la portion qu'il conviendra aux Américains de nous donner dans leur commerce : c'est d'envoyer au plutôt à nos Commissaires des pleins pouvoirs pour terminer nos différends aux conditions les plus avantageuses qu'ils pourront obtenir. En prenant ce parti, si nous mettons dans notre conduite la franchise & la loyauté convenable, nous pourrons encore conserver nos Isles & nos autres Colonies, qui, sans cela, seront infailliblement réunies sous peu d'années aux Etats indépendans d'Amérique.

La vérité de toutes ces assertions est démontrée d'une manière si évidente, qu'il est inutile de les appuyer d'autres preuves, & mon profond respect pour Votre Majesté ne me permet pas de croire qu'elle puisse jamais se laisser engager à consommer la ruine des Royaumes confiés à ses soins, par le seul motif de couvrir & de faire oublier les fautes de ses Ministres.

Si de tels écrits, Monsieur, restoient sans réponse, on pourroit penser que le Ministre se connoît une supériorité qui l'élève au-dessus de toute appréhension. Mais comme cette supériorité lui manque réellement, & qu'il seroit difficile qu'on pût y croire, il entretient à grands frais des champions qui entrent pour lui dans l'arène & qui sont toujours prêts à prendre sa défense. Voici

un autre écrit où l'on fait voir toute la sagesse du plan de conduite actuel de Milord North. Outre qu'il est convenable de ne point vous cacher ses motifs de justification, vous y trouverez encore l'avantage de pénétrer dans la marche qui pourra être tenue pour la campagne prochaine en Amérique. Ce n'est que par les écrits apologétiques des Ministres, qu'on peut avoir une connoissance anticipée de certains événemens.

*Coup-d'œil impartial sur les opérations actuelles du
Ministère.*

„ Malgré la nécessité qui a forcé le Ministère de prendre des voyes de conciliation dans la crise présente des affaires, on doit s'attendre qu'elles ne seront approuvées ni de l'un ni de l'autre des deux partis qui divisent actuellement la nation. Ceux qui ont désiré & prêché la guerre, assurent qu'il n'y a que la victoire qui puisse amener la paix; & ceux qui déploient leur éloquence en faveur de la paix, ne parlent ainsi que parce qu'ils ne sont point chargés de la conduite de la guerre. Les premiers regardent une soumission absolue de la part de l'Amérique comme nécessaire à l'intérêt & à la dignité de la Grande-Bretagne; les derniers sont persuadés que toute soumission deviendra nuisible à leurs propres intérêts. Les premiers n'osent céder quelques points aux Re-

xij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

belles , de peur des conséquences d'un pareil exemple : les seconds espèrent que l'apparence de la concession de quelques points , fortifiera les Américains dans leur résistance. Les deux partis s'efforcent de corrompre les principes de la nation , ou d'armer ses préjugés en leur faveur , & ils ont réussi à tel point que le peuple en général , après avoir balancé long-tems entre l'une & l'autre opinion , s'est ennuyé de la querelle & est devenu presque indifférent sur l'issue qu'elle doit avoir α.

» Dans cet état des choses le Ministre n'a d'autre route à suivre que celle qu'il a commencée. Un parti le presse pour la guerre , l'autre lui recommande la paix ; la dignité de la nation semble exiger la guerre , mais l'intérêt de cette même nation demande la paix. Pressé par la violence des deux partis , & ne voyant dans les esprits aucun principe déterminant propre à décider son choix , il a cru n'avoir rien de mieux à faire que de prendre un juste milieu ; & tandis qu'il a ouvert toutes les portes à la paix en faisant des concessions , il a eu soin de se préparer à la guerre pour se procurer tous les moyens d'y réussir en cas qu'elle arrive α.

» Quant aux propositions conciliatoires , il n'est gueres possible qu'on en pût imaginer de plus sages & de plus politiques. Les Commissaires sont munis de pouvoirs pour

traiter avec les Colonies *séparément* ou *collectivement*. La plupart des Chefs dans les Provinces Méridionales ont blâmé la violence des mesures prises par le Congrès. Si les Commissaires manquent leur objet avec cette assemblée, ils trouveront ailleurs des hommes en crédit qui saisiront avec plaisir cette occasion de rétablir la paix dans leurs Colonies particulières. Si cela s'effectue en un seul endroit, le Ministre aura réussi aussi complètement qu'il puisse le désirer. Rien n'étoit plus capable de faire naître cette désunion que ce pouvoir donné aux Commissaires de tâter les Colonies l'une après l'autre. Quoiqu'elles se soient toutes opposées à la taxation, parce qu'elle pèse également sur toutes, il faut espérer qu'elles ne rejetteront pas avec la même unanimité une réconciliation. Comme il est démontré que si l'indépendance s'établissoit, les Provinces du Nord seroient celles qui en retireroient le plus grand avantage, il est très-vraisemblable que nos offres seront plus favorablement accueillies par celles du Sud, je veux dire la Virginie & la Caroline où il y a moins d'Américains natifs & dont la Religion & les mœurs se prêtent moins à la forme républicaine.

» Enfin il est très-vraisemblable que nos forces, au lieu d'être dispersées comme elles l'ont été jusqu'ici, seront rassemblées à New-York pour que notre armée reste maîtresse

XIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de la riviere de Hudson & réparer autant qu'il sera possible le préjudice que nous avons souffert de la prise de Philadelphie, qui ne pouvoit d'ailleurs être d'aucune utilité «.

Vous voyez clairement, Monsieur, que tout le blâme de la mauvaise issue de la derniere campagne retombera sur M. le Chevalier Howe. Il aura lieu, ainsi que le Lord son frere, de se repentir long-tems d'avoir rejeté les avis qui lui ont été donnés pour le détourner de prendre le commandement de cet armée. J'attens son retour, que l'on dit très-prochain, pour vous faire lire une lettre que les circonstances rendent très-intéressante, & dont il ne se mocqueroit pas aujourd'hui, comme il le fit avant son départ. Nous allons parcourir rapidement ce qui s'est passé de plus curieux dans les débats du Parlement depuis sa rentrée.

Chambre des Communes.

Le Vendredi premier Mai, le Chevalier Philipp Jennings Clerk présenta son Bill contre les Entrepreneurs des fournitures de l'armée, de la marine, &c. suivant lequel aucun d'eux ne pourra conserver sa place dans la Chambre, à moins qu'il n'ait pris son marché à une enchere publique. Il fut agité s'il en feroit fait une premiere lecture, & la question fut décidée par 72 contre 61, pluralité 11. La seconde lecture fut ordon-

née pour le Lundi 4 en Comité de la Chambre. Le Lord North parut fort étonné que le nombre des voix se fût trouvé contre lui.

Mais dans les deux jours d'intervalle il manœuvra si habilement que le 4 Mai le Bill eut un sort tout différent. Le Lord Nugent débuta par demander que la Chambre ne se formât point en Comité pour délibérer sur ce Bill, & ce parti l'emporta de 115 contre 113, pluralité 2. Les Entrepreneurs & leurs amis voyant que le moment étoit favorable, insisterent pour que le Bill fût renvoyé à un Comité de la Chambre dans deux mois, à compter de ce jour, ce qui veut dire qu'il ne puisse plus en être question dans la session actuelle: Ils l'emportèrent encore de 114 contre 109, pluralité 5.

Dans cette discussion, le Lord George Gordon déclama avec beaucoup de véhémence contre le Lord North, sans cependant s'abandonner autant que dans celui où il avoit pensé se faire une affaire personnelle avec ce Ministre.

» L'entreprise de nettoyer les Ecuries d'Au-gias étoit un jeu d'enfans, en comparaison du travail qu'il faudroit pour purifier la Chapelle Saint Etienne (lieu où s'assemble le Parlement) devenue un repaire d'oiseaux de proie, dont l'infection ternit la masse de l'Orateur & déshonore le Sénat Britannique. Grace à tous nos marchés, la Chambre qui n'est plus remplie que de Tailleurs, de Cordonniers,

xvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de Marchands de sel, de choux-croute, de patates, &c. est devenue redoutable même pour l'odorat. Le tems approche cependant où je verrai ces mêmes personnes faire des marchés pour des *habits noirs* & des *échaffauds*, dont leur conduite publique doit nous offrir incessamment le spectacle «.

M. Byng fit la censure la plus amère de la conduite de l'Administration dans la crise actuelle, & en particulier dans l'affaire qui occupoit la Chambre. Il fit voir combien il étoit extravagant de donner en spectacle au peuple cette marine si vantée, & de se permettre à cette occasion des rodomontades si ridicules, lorsque ces mêmes vaisseaux qui sont encore à Portsmouth, auroient dû être en mer pour observer les mouvemens de nos ennemis, longtems avant le départ de la flotte de Toulon.

M. Temple Luttrell proposa de mettre sous les yeux de la Chambre les lettres & les mémoires des Marchands d'Afrique, comme un moyen d'information avant l'examen que l'on doit faire de la situation du commerce d'Afrique.

Le Lord North fit quelques objections à cette motion, parce que les papiers demandés étoient déjà sous les yeux d'un Comité.

M. Thomas Luttrell se plaignit que des objections & des difficultés toujours renaissantes arrêtassent depuis plusieurs années l'examen d'une affaire aussi importante pour la Nation.

Nation. » Lorsque le Lord North , dit-il , est entré dans le Ministère , il n'y avoit pas moins de 205 vaisseaux employés au commerce d'Afrique ; & actuellement il n'y en a que deux ou trois. Nous transportions tous les ans de cette partie du monde 20,000 Negres pour les Isles de l'Amérique , tandis que la traite des François ne montoit pas à 2,000. Les François nous ont enlevé notre commerce , ils ont établi des factoreries au-dessous de nos forts & même dans les maisons de nos Agens. Enfin ce commerce est dans la situation la plus périlleuse. Nos établissemens à moitié envahis n'ont aucune espece de fortifications , & ils sont incapables de résister à la plus foible attaque.

Le 5 , le Lord North présenta à la Chambre des Communes le message suivant de Sa Majesté.

George Roi.

» Sa Majesté comptant sur le zele & l'affection de ses fidelles Communes , éprouvés tant de fois , & considérant que dans cette conjoncture critique il peut survenir des événemens de la plus grande importance & qui auroient les suites les plus dangereuses si l'on ne s'occupoit pas promptement des moyens capables de les arrêter ou de les prévenir , Elle désire que cette Chambre la mette en état de faire face à toutes dépenses extraordinaires survenues ou à survenir dans les

xviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
services militaires de l'année 1778. & de
prendre toutes les autres mesures que la né-
cessité des affaires peut exiger α.

Ce message du Roi pour un vote de crédit, occasionna les débats les plus violens. M. Thomas Townsend fit une vive sortie contre les Ministres, qu'il représenta comme les gens les plus nonchalans, les plus lâches, les plus indolens, les plus inactifs & les plus traîtres qui eussent jamais tenu les rênes du gouvernement. Il dit qu'ils méritoient d'être traités ainsi d'après leur conduite dans la position présente des affaires; que l'escadre François étoit sortie de Toulon dès le 13 Avril, & qu'on avoit laissé notre escadre dans le port pour amuser le Roi & la Reine, & pour récréer les femmes & les enfans, qui auroient le tems d'aller à Portsmouth pour voir la belle parade que le premier Lord de l'Amirauté donneroit au Souverain, dans l'intention de le distraire d'une suite d'autres objets bien plus pressans & bien plus utiles.

Le Lord North parla après M. Townsend, il débuta par se féliciter qu'il y eût un citoyen assez affecté du salut de son pays pour faire présent à l'Administration d'une pareille collection d'épithètes avant de savoir si elle les méritoit ou non. Il observa que les sarcasmes que M. Townsend venoit de décocher contre les Ministres auroient fait sur lui la plus forte impression, s'ils fussent partis d'une personne mieux instruite. Pour répondre en-

Suite sur certains faits allégués par le même Membre, le Lord North parla ainsi : je sais que l'escadre Française a été prête avant les nôtres, mais attendu la différence des Constitutions des deux pays, l'avantage singulier que la France retire des classes de ses matelots, & beaucoup d'autres circonstances particulières à un gouvernement arbitraire, il y a toujours à parier que les opérations militaires seront exécutées en moins de tems que celles de la Grande-Bretagne. Cependant quoique dans ce moment-ci il ne me soit presque pas possible d'ouvrir la bouche sur ce sujet sans trahir le secret de l'État & sans préjudicier à nos intérêts, je suis très-persuadé que lorsqu'il sera tems de justifier la conduite de l'Administration, il n'y aura personne qui ne reconnoisse qu'on a pris toutes les mesures qu'il convenoit de prendre tant pour la défense du Royaume, que pour nous mettre en état de tirer vengeance de toutes les attaques ou insultes que nos ennemis pourroient nous faire. Il se peut sans doute que dans un commencement de guerre la France ait quelques petits avantages. Dans toutes guerres où les possessions d'une des Puissances belligérantes sont aussi étendues que les nôtres, on reçoit des échecs & l'on supporte des pertes ; mais je ne doute point qu'après les mesures qui ont été adoptées, l'avantage ne soit définitivement pour la Grande-Bretagne.

M. Pultney informa la Chambre qu'il avoit

XX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

été la semaine dernière à Portsmouth , qu'il y avoit vû 18 vaisseaux prêts à mettre à la mer , & que le vent avoit toujours été bon depuis le Lundi 27 Avril , jusqu'au samedi 2 Mai : qu'il ne vouloit pas pour cela former aucune accusation contre les Ministres : mais que les choses pouvant devenir très-sérieuses , il supplioit la Chambre de se souvenir de ses observations.

M. *Adams* félicita ironiquement M. *Townsend* sur la véhémence qu'il avoit mise dans son discours , & dit qu'il regrettoit seulement que les Membres de la Chambre qui pensoient ainsi n'eussent pas tenu plutôt le même langage , attendu qu'il croyoit que dans ce cas aucun de ces Messieurs n'eussent eû l'occasion d'engager le gouvernement à des mesures violentes dans un stile aussi vif que celui qu'ils employent aujourd'hui , si à la réception de la notification de l'Ambassadeur de France ils n'eussent pas prêché la paix comme ce qu'il y avoit de mieux à faire.

Le message a été envoyé au Comité de subside.

VOICI l'observation que fait sur ce débat un Ecrivain Ministériel.

» Ce qui afflige particulièrement le parti de l'Opposition , qui n'a cessé de déplorer la foiblesse de notre Marine , c'est que Sa Majesté s'est convaincue par ses propres yeux

qu'elle avoit une très belle flotte prête à combattre, & ce qui ajoute encore au chagrin de ce Parti, c'est qu'une foule d'Anglois est accourue de toutes les Provinces du Royaume pour voir cette escadre & que tout le Royaume va enfin connoître la vérité. Faut-il donc s'étonner que cette revue ait tant déplu à l'Opposition « ?

COMME vous le voyez, Monsieur, les Ministres s'applaudissent d'avoir pu faire manœuvrer devant le Roi une magnifique escadre; mais personne ne doute que trente vaisseaux de ligne en rade ne fassent un grand effet. On se plaint seulement de ce que les Ministres ont sacrifié à leur justification personnelle un intérêt aussi important que celui de mettre cette même escadre entre les flottes de Toulon & de Brest. La Nation vouloit voir ses escadres à la mer pour l'argent qu'elle donne; & elle trouve fort mauvais qu'on les ait retenues contre son gré dans les ports pour les faire voir au Roi, à qui elles ne coûtent pas un sou, & qui a fait pour cela deux voyages, dont les frais, encore pour la Nation, sont évalués à 70,000 livres sterling.

Depuis que j'ai fait l'extrait que vous venez de lire, j'ai recueilli les détails suivans de ces mêmes débats.

Le Chevalier George Yonge.

« Le Lord North qui a remis à la Cham-

xxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bre le message du Roi , est obligé par sa place de nous dire à quels services on doit employer l'argent demandé , d'autant plus qu'à l'exception de quelques préparatifs pour la défense du Royaume , il n'a été pris aucune mesure efficace pour nous mettre en état d'agir avec vigueur. Il est vrai qu'il y a à Portsmouth une belle flotte qu'on montre comme une curiosité , mais c'est tout. L'inactivité des Ministres est inexcusable ; & leur conduite , tant avant que depuis la déclaration du Roi de France relativement à l'Amérique , démontre qu'ils sont totalement indignes de la confiance de la Chambre & de la nation en général. Je soutiens donc que si les nouveaux subsides demandés aujourd'hui sont octroyés comme nécessaires , ils seront encore perdus si on les confie à l'Administration actuelle «.

M. Turner.

» Je suis de l'avis du Chevalier George Yonge. S'il est nécessaire de demander un vote de crédit dans l'intention de faire la guerre , car cela est spécialement exprimé dans le message du Roi , pourquoi proroger le Parlement dans une conjoncture aussi critique & aussi allarmante ? Selon moi , il seroit bien plus à propos de laisser siéger le Parlement par de courts ajournemens , que de confier l'argent de la nation à des gens qui n'ont d'autre talent que de piller le public pour finir peut-être par le trahir «.

M. Townshend.

» Aussitôt que les Ministres ont eu connoissance de l'activité avec laquelle on équipoit la flotte de Toulon, n'auroient-ils pas dû faire partir des forces assez considérables pour épier ses mouvemens, & se stationner de manière à mettre le Comte d'Estaing dans l'impossibilité de nous échapper ? Que pouvons-nous faire à présent ? La flotte est partie, mais où est-elle allée ? Est-ce à Halifax, à la baye de Delavare ou à Quebec ? Va-t-elle attaquer nos Isles, va-t-elle faire des conquêtes dans l'Inde ?

» Comment donc s'est perdu l'esprit de la Nation Angloise ? Où est la sagesse qui présidoit jadis à ses Conseils ? Où sont les terreurs qu'elle imprimoit dans l'ame de ceux qui l'osoient insulter. Non, je n'en doute plus ; la Grande-Bretagne a été trahie ; la trahison & la corruption se disputent à l'envi à qui complètera le plutôt sa ruine & son deshonneur..... Le moment où je parle est le plus terrible que l'Angleterre ait jamais connu : demain la scène sera peut-être encore plus effrayante. Dans une crise aussi dangereuse, il n'y a point de véritable Anglois qui ne doive frémir à l'aspect de sa patrie chancelante, & faire les derniers efforts pour empêcher sa chute..... Les Ministres, au lieu de venger la nation & de faire sortir nos escadres, ont ajouté à l'é-

XXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

puisement du public en prodiguant des sommes immenses pour la dépense d'une revue ridicule. Quelques-uns des plus braves Capitaines de l'Univers, pour se porter aux folies de la Cour, ont été obligés de se montrer en spectacle comme des marionnettes, tandis qu'ils gémissaient au fond du cœur de l'état de foiblesse de leurs vaisseaux trop mal équipés pour agir offensivement ou défensivement..... «

» Les Espagnols ont à Cadix une flotte formidable, très bien armée & approvisionnée. L'escadre de Brest n'attend que le signal pour mettre à la voile. Si ces deux escadres se propofoient une jonction dans nos mers, la premiere nouvelle que nous recevriens c'est qu'elles sont devant nos côtes : il faut ou que les Royaumes Britanniques soient l'objet des desseins de nos ennemis, ou que nous perdions quelques-unes de nos dépendances «.

M. Pulteney.

» L'Express qui a apporté à Londres la nouvelle du départ de l'escadre de Toulon, est arrivé le Lundi 27 Avril ; cependant ni ce jour-là ni le lendemain il n'y eut rien de résolu. Le Conseil ne fut convoqué que pour le Mercredi 29, & qui fait même s'il s'est tenu plutôt qu'aujourd'hui ? Ainsi on n'a pris aucune mesure quelconque. Sa Majesté & le Lord Sandwich ont été se promener à

Portsmouth pour passer en revue une flotte qui auroit dû être partie depuis long-tems... Si par notre négligence il arrive que les François obtiennent sur nous quelque avantage, les Ministres doivent en être responsables à la nation. Les ordres auroient pû être envoyés le Lundi 27, & la flotte seroit partie le 28. Le vent a été favorable jusqu'au Samedi 2 Mai après midi. A présent le vent ne permet pas aux vaisseaux de sortir du canal, & il est impossible de dire quand il sera bon «.

Chambre des Pairs, le 6.

« A l'occasion de la seconde lecture du Bill pour recruter les troupes de terre & de marine; le Duc de Bolton marqua son étonnement de ce que dans un moment où la Chambre délibéroit sur un Bill d'une telle importance, il ne se trouvoit présent aucun Ministre pour répondre aux objections qu'on pourroit faire au Bill. Ce Lord en énonça plusieurs. Il dit entr'autres que c'étoit une chose illégale & contraire à la Constitution, de presser des hommes pour aucun service & particulièrement pour celui de terre: que les hommes désignés par l'acte seroient pressés dans différens cas qui ne requeroient point absolument l'usage de ce moyen violent: qu'enfermer des gens qui ne veulent point servir, ce n'est que le moyen de remplir les prisons & d'augmenter le désordre. » J'ai

XXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vû , ajouta-t-il , lorsque les fonctions de ma place m'obligeoient de faire presser pour le service de la marine , j'ai vu ce moyen , quoique nécessaire , entraîner des conséquences si funestes , que si vous aviez été comme moi témoin de ce spectacle , vous ne penseriez certainement pas à étendre un pareil acte de violence , au cas actuel où il n'est pas justifié de même par l'impérieuse loi de la nécessité. Il est encore une autre raison non moins déterminante pour rejeter ce Bill : c'est l'étourderie inconcevable dont il porte le caractère , lorsqu'on lit qu'il sera payé à la Trésorerie , par les Commissaires de la taxe des terres , QUARANTE SOLS par livre pour le compte de l'armée «.

» Le Lord *Effingham* opposa au Bill une objection très-forte , c'est qu'en 1757 un Bill semblable avoit chargé la taxe des terres de 1756 & de 1757 du paiement du service des recrues , & que par le Bill actuel on engageroit la taxe des terres de 1778 & 1779 , ce qui étoit anticiper sur les revenus publics «.

» Le Duc de *Manchester* appuya le Lord *Effingham*. Il est très étonnant , dit-il , que les Ministres adoptent ce moyen anti-constitutionnel de presser des hommes de terre pour le service , tandis qu'ils refusent les secours de plusieurs citoyens , distingués par leur rang & par leur fortune , qui proposent de lever (a)

(a) On sait que les offres faites par le Comte

des corps à leur compte , ce qui est bien plus conforme à l'esprit de la Constitution ». Il finit son discours par un tableau frappant des suites funestes qu'entraîne la méthode d'amonceler les hommes les uns sur les autres & de les laisser ainsi enfermés jusqu'à ce que le nombre requis soit complet. Il rapporta à ce sujet un événement dont il venoit d'être témoin lui-même à Portsmouth ; où parmi un certain nombre d'hommes ainsi pressés & enfermés à bord du *Terrible*, de 74 canons, il y avoit 250 malades ».

» Le Lord *Denbigh* nia ce dernier fait ou du moins il prétendit qu'il étoit beaucoup exagéré : que les hommes qui avoient été malades , alloient tous beaucoup mieux ; & qu'on avoit pu en juger par la vivacité avec laquelle le *Terrible* avoit manœuvré. Il ajouta qu'il parloit avec d'autant plus d'assurance , qu'il avoit été témoin oculaire de ce qu'il avançoit ».

» Le Duc de *Richmond* dit qu'il avoit été à Spithead ainsi que le Comte *Denbigh*. Quelqu'ardeur , poursuivit-il , que ce Lord ait pu voir parmi l'équipage du *Terrible* , j'ai remarqué , moi , que ce vaisseau étoit très-lent dans ses manœuvres ; & la raison qu'on m'en a donnée , c'est que l'équipage étoit malade , & qu'il n'y en avoit pas la moitié

d'Effingham & par le Général Conway, n'ont pas été acceptées

xxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

en état de servir. En général la plupart des hommes embarqués sont dans le même état ; & quoique le Lord Denbigh n'ait rien entendu dire de semblable , le fait n'en n'est pas moins constant. Au surplus je dois rendre justice à ce Lord sur-tout ce qu'il rapporte de l'avidité curieuse avec laquelle il a tout examiné à Portsmouth. Il l'a même poussée au point de gêner prodigieusement le service , & de cou-ter au Roi plusieurs barils de poudre qui ont été employés à le saluer , ce qui s'est fait avec tant d'apparat que plusieurs personnes de la populace ont pris le Lord Denbigh pour Sa Majesté elle-même ».

» La question pour mettre le Bill en Comité ayant été mise aux voix , passa à la pluralité de vingt-deux contre dix ».

Le 7 la Chambre des Pairs assemblée à trois heures.

» Le Bill pour recruter les troupes de terre de Sa Majesté a passé au Comité , & il a été ordonné qu'il seroit lu une troisième fois ce même jour ».

» On a lu ensuite l'ordre de la Chambre relativement à une motion du Duc de Richmond. Ce Lord exposa qu'il convenoit de demander copie de tous les papiers relatifs aux nouvelles reçues de l'équipement , du départ & de la destination de la flotte de Toulon ».

» Le Lord *Weymouth* objecta qu'il paroif-
soit peu convenable de communiquer des

papiers d'une nature aussi délicate, & qui pourroit par la suite empêcher le gouvernement de recevoir de pareilles informations ».

» Le Duc de *Richmond* convint que l'objection étoit fondée, & ayant borné sa motion à l'équipement & à la sortie elle fut agréée sans autre opposition ».

Chambre des Communes le 7.

La Chambre a entendu & agréé le rapport du Comité du subside de la veille pour accorder à Sa Majesté un vote de crédit d'un million sterling ».

L'ordre du jour ayant été lu pour se former en Comité sur le Bill de la Milice, différentes clauses furent proposées & agréées. La Chambre alla aux voix à l'occasion d'une clause relative à la fixation du rang des Officiers des nouveaux corps de volontaires qui viennent d'être levés en Ecosse, article qui passa à la pluralité de cinquante-deux contre neuf.

Le Lord *Beauchamp* proposa un autre article pour déterminer le rang entre les Officiers de Milice en Angleterre, & ceux de ces nouveaux corps de troupes. Il dit qu'il y avoit trois cas où ces troupes pourroient servir ensemble: une rébellion ou une invasion en Angleterre ou en Ecosse, ou bien un ordre de Sa Majesté pour appeler en Angleterre ces corps Ecossois. Dans toutes ces circonstances les commissions des Officiers

xxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des troupes volontaires étant données par le Roi, & celles des Officiers servant dans la Milice d'Angleterre, n'étant émanées que des Lords Lieutenans des Comités, cette différence pourroit donner aux premiers une supériorité qu'il présuinoit n'être nullement conforme aux intentions du Parlement. En conséquence il proposa que les Officiers de l'un & de l'autre corps fussent sur le pied d'une égalité parfaite, & que l'ancienneté seule réglât le pas entre eux. Cette motion fût agréée sans aucune opposition.

A six heures la Chambre se forma en Comité sur le Bill.

DANS les débats de la Chambre des Communes du 6, encore à l'occasion du vote de crédit d'un million sterling, il fut dit de part & d'autre des choses très-remarquables. Voici ce qui en a été relevé dans les écrits publics les plus accrédités.

» M. Thomas Townshend s'expliqua ainsi : La nation est sans défense & la Milice sans armes : cette Milice va camper sans équipages de guerre ; notre marine n'est ni équipée, ni approvisionnée. L'escadre de Spithead y reste enfilée pour servir de spectacle à la Famille Royale, tandis que celle de Toulon est partie pour une expédition contre les Possessions éloignées de l'Empire Britannique, sans qu'il nous soit possible encore de savoir contre lesquelles, car nous avons autant sujet

d'appréhender pour nos magasins & notre port d'Halifax dans la nouvelle Ecosse, que pour le Canada, la Jamaïque ou l'Inde. Notre situation est vraiment déplorable. Il n'y a pas de jour que nos Villes & nos côtes ne soient pillées & jetées dans la consternation par les corsaires Ennemis ».

» M. Pinton, Lord de l'Amirauté, répondit à M. Townshend sur ce qui regardoit la marine. Je puis, dit-il, assurer la Chambre que l'escadre est équipée & approvisionnée pour toute expédition quelconque, A l'égard des déprédations du corsaire Américain, le Capitaine Thurot n'a-t-il pas également répandu l'alarme sur nos côtes dans le tems même que nos armes avoient les plus brillans succès pendant la guerre dernière? Au surplus j'ai tout lieu de croire que le corsaire le (a) *Ranger* est pris actuellement; on a envoyé quatre frégates à sa poursuite ».

» Le Chevalier George Yonge somma M. Pinton de dire s'il étoit bien informé qu'on eût donné ordre à quelque partie de l'escadre de mettre à la mer ».

» M. Pinton refusa de satisfaire à cette question d'un député, à moins que la Chambre

(a) Il est arrivé à Brest avec sa prise le *Drake*, vaisseau de Roi, dont le Capitaine a été tué dans le combat & qui a eu 42 hommes tués ou blessés. Le *Ranger* n'a eu que 2 hommes tués & 4 blessés: il a avec lui 200 prisonniers. Anvers 15 Mai.

xxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ne le lui ordonnât, disant que pour lors il
se croiroit obligé de répondre ».

» M. Fox censura la conduite des Ministres
relativement à la flotte de M. Destaing qu'ils
ont laissé sortir sans ordonner aussi-tôt qu'on
allât à sa poursuite. Suivant ce député, il y
a quinze jours qu'on a reçu à Londres des
nouvelles certaines du départ de cette flotte :
toute la ville en étoit informée, & cepen-
dant, continua-t-il, lorsque j'ai été à Ports-
mouth le 1 Mai, cette nouvelle ne faisoit que
d'y arriver. Il rappella à la Chambre que le Mi-
nistre de la marine avoit assuré, chez les Pairs
qu'il y avoit 35 vaisseaux de ligne en état de
partir & sept autres prêts à les suivre, &
pourtant dit-il à peine les 35 sont-ils prêts,
plus de deux mois après qu'on nous a donné
ces assurances. Il apprit aussi à la Chambre
que divers approvisionnemens manquoient
à l'escadre & en particulier la bierre. Il ajouta
qu'il sommoit les Ministres de dire à la
Chambre ce qu'ils savoient de la destination
de la flotte de Toulon & des mesures qu'ils
avoient prises conséquemment au départ de
cette flotte ».

» Le Lord George Germaine reconnut que
sur ce point les apparences n'étoient pas en
faveur du gouvernement : que la nouvelle
étoit arrivée le lundi 27 Avril, & que le
mercredi 29 à une heure le Conseil du Ca-
binet n'avoit pas encore été convoqué pour
délibérer sur cette affaire : il dit qu'il étoit
fâché

fâché de cette perte de tems, mais qu'on ne devoit lui reprocher aucune négligence, attendu qu'il s'étoit rendu tout de suite au lever du Roi : que pour plus grande diligence il avoit dressé les principaux chefs d'instruction dans l'anti-chambre de Sa Majesté : qu'il les avoit envoyés à ses bureaux : que les Commis les avoient copiés assez à tems pour que le Roi les signât : que ces papiers avoient passé par toutes les formes des Bureaux : & qu'ils avoient été (a)

[a] Le premier de Mai on a reçu ordre à Portsmouth de mettre sur le champ à la mer dix vaisseaux de ligne & une frégate de la flotte de l'Amiral Keppell. Il s'y débita que c'étoit en conséquence de nouvelles apportées par le Major Trigge, député de Florence par le Chevalier Horace Mann.

Voici une anecdote intéressante sur ces ordres.

Cet ordre n'a point été adressé à l'Amiral Keppel, Commandant de la flotte comme cela auroit dû être ; mais à un des favoris du Lord Sandwich. On trouve par-là le moyen de rendre inutile le jugement & l'expérience de l'Amiral, qui lui auroient indiqué le choix qu'il convenoit de faire des vaisseaux propres à l'expédition projetée. Il est évident, d'après cette circonstance, que le Gouvernement ne regarde Keppel que comme un homme de paille, auquel il a eu ses raisons pour donner le commandement ostensible de la flotte. Si on avoit voulu réellement donner une autorité & une confiance effective à l'Amiral Keppel, c'est à lui que l'ordre en question auroit été adressé. Mais c'est un honnête homme, un bon patriote, & par conséquent il n'est point propre à être initié dans les petites intrigues & les odieux mystères des Ministres

xxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

envoyés à Portsmouth le soir même avant neuf heures ; qu'ainsi il desiroit qu'on n'accusât point de négligence généralement toute l'administration : qu'il étoit possible de faire une information particulière , & qu'en supposant qu'il y eût quelqu'un de blâmable dans cette affaire ; c'étoit sur (a) cette personne seule que devoit tomber le blâme. — Il ajouta qu'on n'avoit pas jugé à propos de détacher aucune division de l'escadre Angloise, jusqu'à ce que la sûreté intérieure de la Grande-Bretagne pût le permettre ».

Suivant d'autre relations de ces débats

actuels. On voit aussi par-là que si l'Amiral Keppel a le malheur de ne point réussir dans l'expédition quelconque qui lui est destinée, soit faute d'ordres & de pouvoirs convenables, soit par quelqu'autre événement dont les Ministres seuls doivent répondre, le Lord Sandwich & ses Associés ont résolu de lui en imputer le blâme, & il sera abandonné au bras séculier des Ecrivains ministériels, qui le déchireront tous les jours dans les gazettes, comme ils ont déchiré les Freres Howe.

[a] Ce ne seroit pas non plus sur l'Amiral Keppel si l'anecdote suivante est vraie. Quelque tems avant la revue de l'escadre de Portsmouth, l'Amiral Keppel étant à diner avec plusieurs personnes, la conversation tomba sur les escadres de Brest & de Toulon. *J'ai entendu dire qu'elles étoient sorties*, dit quelqu'un de la compagnie. *Sont-elles sorties ?* répondit le brave Amiral, *plût-à Dieu que j'en eusse été témoin !* Cette répartie fait voir (à présent que nous savons le départ de l'escadre de Toulon) que ce n'est pas la faute de l'Amiral s'il n'est pas actuellement à sa poursuite.

le Lord Germaine parut jeter le blâme sur l'absence des Ministres du Cabinet, mais toute la Chambre, tant le parti de la Cour que celui de l'opposition, comprit bien que la censure remontoit plus haut. Le Lord Germaine allegua aussi qu'il n'eût pas été sûr de confier la protection des Isles Britanniques à des forces de terre, par où il a donné à entendre que le Conseil appréhende que la France ne médite quelque expédition importante contre la Grande-Bretagne.

M. Fox.

» Je rends justice à la candeur du Lord Germaine; mais il me permettra de remarquer que le découragement vient aujourd'hui de la part de l'administration & non pas de celle de l'opposition (il faut se souvenir que l'opposition avoit essayé de tempérer le feu de paille des Ministres, après le message du Roi sur la déclaration de la France) Je désapprouve cette petite politique qui conserve une flotte aussi formidable pour la défense de la Grande-Bretagne. Elle aura toujours assez de force & de courage pour repousser toutes les troupes Françaises qui viendroient débarquer chez elle; & j'aimerois mieux entendre dire que les Français se sont emparés de notre Isle, que de voir sacrifier honteusement nos Possessions éloignées à une sûreté flétrissante pour la Grande-Bretagne ».

» Le Lord Germaine répondit qu'il s'étoit

xxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

expliqué d'une manière franche & ouverte , mais qu'il ne croyoit pas avoir rien dit qui sentît le découragement ; que tout au contraire si M. Destaing alloit en Amérique , il comptoit assez *sur les faveurs du ciel* pour espérer que la flotte Angloise y arriveroit assez-tôt pour le punir de tout ce qu'il oseroit entreprendre contre les armes Britanniques ».

» M. Burke parla pendant près de deux heures. Il compara le Lord North au bon homme *Palinure* qui s'étoit endormi après avoir amarré le gouvernail , & qui avoit abandonné le vaisseau au milieu de la tempête ; il dit que le Chevalier Howe & ses 36000 hommes, l'élite de l'Armée Britannique, étoient menacés d'éprouver le même sort que M. Burgoyne , attendu qu'ils ne recevoient de vivres que par la mer qui étoit actuellement leur nourrice & leur protectrice , & qu'aussi-tôt quel'Amiral François, se feroit rendu maître des mers Américaines (ce qui ne pouvoit pas manquer d'arriver , parce que le Lord Howe n'auroit pas le courage de tenir la mer devant lui) le Chevalier Howe & toute son armée se rendroient à discrétion. Il termina son discours en regretant que les Ministres Anglois n'eussent plus que des vœux & des prières à adresser au ciel ; la seule consolation , ajouta-t-il, que nous puissions attendre, c'est que le Lord Germaine se fasse Moine , s'il

se juge lui même incapable d'être plus long-tems Ministre ».

» Le Chevalier *Astley* déclara qu'il ne donneroit point son consentement au vote de crédit, s'étant toujours opposé aux opérations du gouvernement depuis le Bill pour fermer le Port de Boston. — Il demanda si le gouvernement étoit sûr de la fidélité des Canadiens, si on n'avoit pas appris que ces peuples se disposoient à une révolte, qu'ils désiroient d'être admis dans la confédération des treize Colonies, & qu'ils avoient prié le Marquis de la Fayette d'appuyer leur demande ».

» Le Gouverneur *Pownal*, sans s'arrêter à l'objet particulier des débats, discuta les instructions données aux Commissaires, partis pour l'Amérique. Les Américains, dit-il, ne consentiront jamais à la suprématie des Parlemens, ou bien ce ne sera que par un stratagème politique. — En conséquence s'il est encore tems je requiers que les Commissaires soient autorisés à reconnoître l'indépendance, à rétablir la paix, le seul objet dont la Grande-Bretagne doive s'occuper, & à conclure avec eux un traité de commerce offensif & défensif ».

La question du vote de crédit, mise aux voix passa à l'affirmative.

» On fit ensuite la seconde lecture des Bills Irlandois dont le premier a pour objet de supprimer les droits imposés sur les toiles à voiles d'Irlande, les toiles ordinaires, &c.

xxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le Chevalier Cecil *Wray* proposa de substituer dans le Bill, *d'aujourd'hui en deux mois* au lieu de ce mot *actuellement*. Cette motion, qui devoit anéantir le Bill occasionna quelques discussions entre lui & le Lord Nugent, promoteur de ces Bills ».

M. *Burke* parla en faveur de l'Irlande. Il rendit un compte détaillé de la transaction entre les deux pays, lorsque l'Irlande fit le sacrifice de son commerce de laines uniquement pour partager avec la Grande Bretagne, ses manufactures de lin & de chanvre. » Mais celle-ci, ajouta-t-il, jalouse des succès de l'Irlande, qui accordoit une gratification d'un denier par verge sur ses toiles à voiles, chargea les toiles Irlandoises d'un denier à l'exportation, ajoutant en même tems une gratification d'un denier à ses propres manufactures; ce qui devint l'équivalent d'une prohibition entière de cet article de l'Irlande. » Il finit par déclarer que le refus de ces Bills pourroit occasionner en Irlande un soulèvement.

La proposition du Chevalier Cecil *Wray* passa cependant. Ainsi il ne sera plus question dans cette session du Bill pour retirer l'impôt sur l'exportation des toiles d'Irlande. On lut ensuite le second Bill pour la libre importation en Irlande de toutes les marchandises d'Amérique, d'Afrique & des Isles de l'Amérique, &c. Le Chevalier Cécil *Wray* s'y opposa pareillement par une autre motion,

pour substituer ces mots *d'aujourd'hui en trois mois* au mot *actuellement*. Cette proposition occasionna des débats très-animés ».

» Le Chevalier Cécil Wray fit l'exposé de l'état du commerce d'Irlande, & il témoigna le désir le plus ardent qu'il fût possible au Parlement Britannique, de donner à ce Royaume tous les secours qui sont en son pouvoir, sans porter préjudice au commerce de la Grande-Bretagne. » Il n'y a point d'inconvénient, dit-il, à laisser l'Irlande partager sur un pied égal avec nous les bénéfices d'un commerce libre, pourvû qu'elle supporte sur le même pied sa part des charges nationales. Mais c'est ce qui n'a pas lieu. On compte en Irlande deux millions d'habitans, & ce Royaume n'est taxé que pour un million, ce qui fait 10 shellings par personne. La Grande-Bretagne, avec six millions d'habitans, paye douze millions de taxe, c'est à dire 40 sols par personne. Cette différence énorme suffit pour faire rejeter les Bills sur lesquels on délibère. Je connois très-bien les griefs de l'Irlande & j'en gémis comme tous les bons Irlandois : tels sont entr'autres la liste des pensions, les Offices sans fonctions, les Bills des Catholiques Romains, les taxes sur les absens & plusieurs autres. Personne ne seroit plus flatté que moi de pouvoir contribuer à la réforme de ces abus. Mais les affaires actuelles sont trop sérieuses & trop compliquées pour être exa-

xl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

minées comme il convient dans le tumulte inséparable de la fin d'une session. Selon moi l'examen des intérêts de l'Irlande doit être renvoyé à un Comité, qui fera sur cet objet les recherches les plus exactes & rapportera son travail à la Chambre. Alors nous prendrons le tout en considération, & nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour soulager les Irlandois. Quant au danger d'une rébellion en Irlande, dans le cas où le Parlement ne passeroit pas ces bills, je ne vois rien qui puisse justifier cette inquiétude. En général le gros de la Nation Irlandoise n'est point intéressé à la passation des Bills, qui ne sera utile qu'à un petit nombre de Marchands de Corke, de Dublin, &c. Ce ne sont point les gens riches qui font les révoltes; il faut n'avoir rien à perdre pour jouer à ce jeu là. Si l'Amérique eût été riche, elle ne se seroit jamais révoltée, car il n'y a que les riches dont on puisse faire des Esclaves. C'est en Angleterre qu'il faut craindre une rébellion si les Bills passaient, parce que nos Manufacturiers se trouveroient sans emploi; & on devroit avoir d'autant plus d'inquiétudes sur les suites de cette opération, qu'elle laisseroit de même sans pain plus de onze cents matelots à Liverpool.

Le Chevalier *Thomas Egerton* appuya la motion relativement à ses constituans de Manchester. Il dit que les Bills feroient perdre au commerce de cette Ville plus de cent mille

livres sterling par an. Il pria la Chambre de vouloir au moins entendre les Avocats des différentes Villes qui ont présenté des requêtes avant de passer les Bills en question, & il insista aussi pour que l'examen du commerce d'Irlande fut renvoyé à un Comité.

La Chambre ayant été aux voix, il y en eût 126 pour le Bill & 77 contre : pluralité 49.

Le Bill fut lu une seconde fois, & il fut arrêté qu'on entendroit le 8 les Avocats des Villes qui ont présenté des mémoires.

Le 7 la Chambre approuva l'arrêté pris la veille relativement au vote de crédit, & il fut ordonné de rédiger le Bill.

Le 8, le Chevalier Meredith proposa de demander communication des avis donnés au Ministère relativement à l'armement de l'escadre sortie depuis peu de Toulon. — On lui observa que le Parlement n'ayant point scû d'une manière autentique que cette escadre fût sortie, il n'étoit pas possible qu'il s'exprimât de la sorte, & qu'il suffiroit de dire relativement à l'armement & au départ de l'escadre de Toulon. — Cette dernière motion fût rejetée par 49 contre 47, & la proposition du Chevalier Meredith passa. M. Temple Luttrell avoit demandé qu'on fît en sorte d'y joindre que le Parlement seroit informé s'il étoit vrai que l'escadre fût sortie du Détroit le 23 ou le 27 d'Avril. Mais cela ne fit rien changer à la motion.

xlij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

On entendit les Avocats des villes qui s'opposent aux Bills pour faciliter le commerce d'Irlande : l'affaire fut remise au Lundi 11.

Chambre des Pairs, le 7.

» Après quelques discussions sur une modification à faire à l'article de la presse de terre, qui suivirent les délibérations dans lesquelles fût agréé le Bill pour les recrues de l'armée, le Duc de *Richmond* ouvrit l'avis de demander communication de tous les avis reçus par le Ministre relativement à l'armement de l'escadre de Toulon & de sa destination. » C'est un principe de notre politique, dit-il, lorsque nous sommes en guerre avec la France, d'entretenir une forte escadre à Gibraltar, pour empêcher celles de Toulon & de Brest de se joindre, ce qui est l'unique moyen de garantir nos ports dans la Manche, & de nous rassurer contre une invasion.... On s'est si fort écarté de ce principe, que c'est tout au plus s'il y a présentement dans Gibraltar une frégate. On m'objectera que nous n'avons pas en état le nombre de vaisseaux suffisant pour garder nos côtes & pour envoyer une escadre à Gibraltar. Mais seroit-ce Milord Sandwich qui oseroit faire cette objection, lui qui a déclaré dans cette Chambre, il n'y a que quelques semaines, qu'un Ministre de la Marine qui n'auroit pas toujours une armée de mer égale aux forces réunies de la France & de

l'Espagne, ne seroit pas capable d'être à la tête d'un département de cette importance ». Ce Seigneur répéta tout ce qui avoit été déjà dit dans les deux Chambres sur le tems qui s'est écoulé depuis l'arrivée de la nouvelle du départ de l'escadre Françoise, jusqu'à l'envoi des ordres à Portsmouth & sur toutes les fâcheuses conséquences qui en peuvent résulter. Il finit en observant que sa motion n'étoit pas la première de son espèce, & qu'il y en avoit eu un exemple dans la dernière guerre ».

» Le Lord *Weymouth* convint que l'on avoit sù le 27 le départ du Comte d'Estaing, mais qu'il n'en étoit venu des nouvelles authentiques que le 29. — Si la flotte, poursuivit-il, n'a point appareillé aussitôt, c'est qu'il restoit à faire quelques petits préparatifs inévitables. Dans cet intervalle le vent a changé ; & quoique tout soit prêt aujourd'hui, c'est encore le vent qui la retient (a) en rade. — Il n'admit point l'exemple dont s'étoit appuyé le Duc de Richmond, attendu que la chose s'étoit passée en pleine guerre. » Ce n'est pas, observa-t-il, que je prétende insinuer qu'il n'y aura point de guerre mais au moins ne sommes-nous pas en guerre actuellement, & c'est une raison suffisante

(a) Elle étoit encore le 11 à la rade de Sainte Helène, d'où elle devoit se rendre à Plymouth. Elle sera de douze vaisseaux de ligne.

xliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pour nous empêcher de faire une démarche qui équivaldroit presque à une déclaration de guerre. Il fit voir aussi qu'il seroit dangereux de mettre au grand jour ce que l'on fait de la destination du Comte d'Estaing puisque ce seroit informer le public des mesures que l'on prendra en conséquence. — Il proposa donc de délibérer préalablement s'il y avoit lieu à la motion du Duc de Richmond. » Ce Seigneur, dans sa réplique au Secrétaire d'Etat, apprit à la Chambre que les nouvelles du départ du Comte d'Estaing lui avoient été mandées de Paris le 17 Mars, & qu'ainsi il les avoit eues près de cinq jours avant les Ministres, ce qui faisoit voir qu'ils étoient bien mal servis. — Il soutint que toute l'administration partageoit la faute du Lord Sandwich, puisqu'elle n'avoit pas pu ignorer que les préparatifs de l'escadre étoient si peu avancés, & qu'elle avoit aidé, par sa connivence, ce Ministre de la Marine à tromper la nation. Il entra dans le détail de divers articles qui manquent à cette escadre pour qu'elle puisse sortir. Il y a sur les vaisseaux rassemblés à Portsmouth 21,000 hom. & la provision de bière & d'eau suffiroit à peine pour la consommation de 18,000. Qu'est donc devenu l'argent qui a été donné avec tant de profusion à Milord Sandwich? Quoiqu'il y ait de fortes Brasseries dans les environs de Portsmouth, les mesures ont été

si mal prises, que ce sont celles de Londres qui fournissent la bière qu'on embarque sur l'escadre. — » Il est vrai, poursuivit-il, que nous ne sommes pas en guerre & que la guerre n'a pas été déclarée; mais est-ce une raison pour agir comme si nous étions en pleine paix? — On veut qu'il se soit passé quelque événement pour qu'une pareille recherche soit admise. C'est - à - dire, qu'il faut attendre que le Général Howe ait capitulé avec M. le Comte d'Estaing pour qu'on puisse faire une démarche qui aura l'air d'un acte de guerre. (M. le Duc de Richmond auroit pû rappeler à la Chambre que le Gouvernement Anglois n'avoit pas toujours été si scrupuleux) «.

» Ce Seigneur convint au surplus qu'il y auroit du danger à exposer ce qu'on peut savoir de la destination du Comte d'Estaing; & après qu'il eût présenté de nouveau sa motion, dont cet article ne faisoit plus partie, le Lord Weymouth se départit de sa *question préalable*, & la motion passa *nemine contradicente*. — Il fût arrêté en conséquence qu'on rédigeroit le projet d'adresse au Roi «.

ON fut généralement surpris dans la Chambre de l'issue de cette motion, qui tourna tout-à-coup contre le Lord Weymouth. On s'attendoit à un autre effet de la *question préalable* qui, suivant l'usage, devoit la mener à être rejetée. Cette défaite, si on la rap-

xlvi AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

proche de celles dont le Lord North s'est vu (a) menacé dans l'autre Chambre, annonce qu'il est tems que les Ministres fassent proroger le Parlement. On pourroit même se permettre de conjecturer que le discours de la clôture de la session roulera principalement sur le bon état où Sa Majesté a eu la satisfaction de voir ses forces navales & ses principaux arsenaux, & sur les merveilles qu'on doit attendre de la bravoure de ses Officiers de mer & de leurs équipages.

(a) Si le Bill des Entrepreneurs eût passé à la Chambre des Communes, le Lord North auroit demandé sa retraite, comme n'étant plus en état de regler les opérations de cette Chambre conformément à ses desfeins. Le Lord North a plus de courage que le Chevalier Robert Walpole, qui, pour n'avoir eu l'avantage que de deux voix seulement dans une affaire qui lui tenoit à cœur, fut si déconcerté de cet événement, qu'il engagea le Roi à séparer le Parlement & à le faire passer sur le champ dans la Chambre des Pairs.

Le Bill des Entrepreneurs a échoué par la pluralité d'une voix seulement. Le Lord Irnham & M. Temple Luttrell étoient sortis pour porter un Bill à eux relatif à la Chambre des Lords & le Chevalier Michael Flenning étoit enfermé dans la buvette. Une circonstance remarquable, c'est que M. Soumes Jennings, ce brave champion du Ministère s'étant endormi pendant les débats, se reveilla comme la Chambre alloit aux voix. Entendant alors le Lord Ongley autre Membre Ministériel, mais qui appuyoit le Bill, donner sa voix en conséquence, il en conclut qu'il en falloit faire autant, & par cette méprise il se trouva voter pour l'Opposition.

s'il y a quelque Puissance assez insensée pour oublier le respect qui est dû à la supériorité du pavillon Britannique.

Vous ferez peut-être bien aise, Monsieur, de savoir comment on raisonne ici sur l'expédition de M. le Comte d'Estaing, tandis que l'escadre destinée à le chercher, attend le vent favorable pour appareiller.

« Si le Comte d'Estaing est parti pour l'Amérique Septentrionale, il est assuré d'y faire tout ce qu'il voudra, sans que notre flotte puisse l'en empêcher. Dans le nombre des cinq ou six vaisseaux de ligne de l'escadre du Lord Howe, il n'y en a que trois qui soient armés pour combattre. Il n'y a pas moins de quarante de ses frégates de rappelées par des ordres partis d'Angleterre il y a environ un mois. On voit, par-là, quelle est la maladresse de nos Ministres. Au lieu de fortifier notre flotte en Amérique, ils l'ont affoiblie. Les Gardes ont été aussi rappelés dans le même tems. »

« C'est avec la même gaucherie que nos Ministres envoient des troupes à Halifax. Le soixante-dixième Régiment, celui d'Argyleshire de nouvelle levée, & celui de Macleau, dans lequel est le Duc d'Hamilton, aussi nouveau, se sont embarqués à Gréennock pour Halifax. Cette opération est inutile, & pourra avoir de fâcheuses suites. Halifax n'est pas une place dans laquelle on puisse se défendre. Il y a mille à parier contre un, qu'elle

XLVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sera prise si elle est attaquée. On auroit mieux fait de laisser ces troupes en Ecosse, où elles étoient nécessaires pour la sûreté des côtes. «

» Il n'a été & il ne sera envoyé aucuns renforts aux armées de Philadelphie & de New-Yorck. On a assuré le Général Howe, à plusieurs reprises, qu'il recevrait un renfort de vingt mille hommes vers le commencement de Mai. Comme il se trouvera *désappointé* ! Un ministre sage auroit renforcé cette armée, ou bien il l'auroit fait revenir. Elle est trop foible s'il est question d'agir : elle est trop nombreuse & trop précieuse à l'Angleterre, pour qu'on souffre qu'elle soit perdue, ce qui est inévitable, si la destination du Comte d'Estaing est de soutenir les opérations de Washington. «

Les Ministres conviennent enfin que le Canada s'est soulevé ; qu'environ sept mille hommes de troupes de la nouvelle Angleterre, (les mêmes qui ont triomphé du Général Burgoyne,) sont partis pour les lacs ; qu'ils ont fait de Ticondérago une place d'armes ; que cette armée est commandée par le Général Conway, Officier François ; que le Général Arnold & le Marquis de la Fayette, à la tête d'un corps considérable des Provinces centrales, doivent le joindre ; que ce sont ces Provinces & celles du Nord qui se chargent de cette expédition, tandis que les Etats méridionaux ont promis de fournir au Général Washington toutes les forces qui lui
seront

Dront nécessaires ; & que pensent les Ministres de toutes ces belles nouvelles ? — Mylord North est tranquille , parce qu'il croit la Ville de Quebec & les munitions du Roi à l'abri de tout danger. Quant au reste du Pays , il a dit froidement aux Marchands Canadiens , qui lui ont exposé leurs inquiétudes , qu'il ne répondoit pas que les Américains n'y fissent des incursions , & qu'il ne savoit qu'y faire pour l'empêcher.

P. S. du 13 Mai.

LA Chambre des Communes discuta le 8 la question du bill annuel de la Police des grains. M. Gascoyne ayant démontré que la publication du prix des grains ordonnée par l'acte entraînoit de grands inconvéniens , en ce qu'elle étoit plus favorable que contraire aux Monopoleurs , & facilitoit la fraude & la collusion , il fut arrêté par une pluralité considérable , qu'il ne seroit plus formé par les Jurés de Registre hebdomadaire du prix des grains.

La Chambre agita ensuite celle des bills relatifs au commerce d'Irlande : on entendit les Avocats de plusieurs Villes d'Angleterre à qui ces bills porteroient préjudice ; & après des débats très animés , le lord Nugent qui défendoit les bills consentit que la Chambre s'ajournât au lundi 11 pour discuter cette matière de nouveau.

Le 11 , les Témoins produits de la part de

1 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Liverpool furent entendus, & on remit au lendemain 12 à entendre ceux qui se présentoient à l'appui des pétitions de Glasgow, de Chester, de Bristol & de Lancastre.

Il étoit onze heures du soir, lorsque le Colonel Barré, d'une voix entrecoupée de sanglots & fondant en larmes, demanda que le Roi fût supplié d'ordonner que l'inhumation du Comte de Chatham (mort le matin sur les onze heures à sa terre de Hayes) se fît aux frais publics. M. Thomas Townshend, presque suffoqué par sa douleur, appuya cette motion. On s'attendoit que les partisans du lord North la feroient rejeter par une suite de leur aversion pour le nom de Chatham; mais M. Rigby parlant pour les Ministres, donna à sa mémoire les plus pompeux éloges. Loin de mettre aucun obstacle à la proposition, il s'exprima dans des termes qui durent faire juger que la haine du Parti Royaliste connoissoit des bornes, & qu'à leur mort, tous les Membres de l'Opposition pouvoient compter sur son estime. Le plaisir avec lequel on enterre un ennemi, éclata dans l'approbation qui fut donnée par M. Rigby à la motion; & il voulut même y mettre du sien, en demandant qu'il fût élevé un monument à ce grand homme. M. Townshend essaya de parler; mais les forces lui manquèrent, & il fut obligé de se rasseoir, & de laisser couler un torrent de pleurs. Lorsqu'il se fut remis, il observa :

tion qui ne seroit pas venue de M. Rigby, quelque justice qu'il eût paru rendre au Lion défunt, c'est qu'il étoit bien fatal que l'aveugle Parque eût coupé un fil si précieux, le seul, peut être, auquel tenoit le salut de l'Etat.

M. Dunning, du même parti, exprimait ses sentimens sur cette perte avec un pathétique dont la Chambre, qui lui donnoit la plus grande attention, étoit peut-être diversément affectée, lorsqu'on vit rentrer Mylord North qui avoit quitté la séance quelques momens avant pour retourner chez lui, & qui revenoit d'un air très-empressé. Ce Ministre déclara, (ce sont ses termes,) » qu'il s'estimoit heureux d'arriver à tems pour donner son suffrage au projet d'honorer de toutes les manières possibles, la mémoire du Lord Chatham, & qu'il ne doutoit point que la motion n'obtînt une pleine unanimité. « Il s'excusa d'en dire davantage, sur ce qu'il étoit venu très-vîte, & qu'à peine pouvoit il respirer. Sans cela, il auroit donné l'essor aux sentimens de respect dont il étoit pénétré pour Mylord Chatham, & qu'il regrettoit de renfermer en lui-même, tandis qu'il avoit une si belle occasion de les manifester. La motion, portée aux voix, passa unanimement, & il fut arrêté :

» Qu'une humble adresse seroit présentée au Roi pour supplier Sa Majesté de vouloir bien ordonner que les cendres de William

liij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Pitt Comte de Chatham , feroient mifes en terre aux frais de la Nation ; que de plus il feroit élevé un monument dans l'Eglife collégiale de Saint Pierre de Westminster , à la mémoire de ce *grand & excellent homme d'Etat* , avec une infcription , qui exprimeroit la douleur sentie par la Nation pour une perte si grande & si irréparable , & que Sa Majesté feroit assurée que la Chambre satisferoit aux dépenses & de l'inhumation & du monument. «

O N fera surpris , sans doute , de voir qualifier de *grand & excellent homme d'Etat* , celui à qui il a été dit en face dans cette session même , que jamais le Roi ne prendroit de ses conseils. Chacun se dira qu'on voit bien qu'il n'est plus , & qu'avec lui sont disparus les risques qu'il y auroit eu pour ses adversaires à lui rendre de son vivant un si magnifique témoignage. Pour vous , Monsieur , qui avez bien présente à l'idée l'histoire de la guerre dernière entre l'Angleterre & la France , ce sera sous un autre point de vue que vous le considérerez. Vous vous souviendrez que pour avoir sacrifié à sa propre gloire jusqu'au caractère de la Nation qu'il avoit à conduire , caractère marqué pour le commerce & non pour les conquêtes , Mylord Chatham a porté un coup mortel à l'Angleterre par les triomphes mêmes qu'il lui a fait obtenir. Quand il se félici-

toit d'avoir conquis l'Amérique en Allemagne, il oublioit que cette conquête avoit coûté à l'Angleterre quatre-vingt millions sterling qui devoient la mettre hors d'état de soutenir toute autre guerre de plus d'un demi-siècle. C'est cette même conquête de l'Amérique par l'Angleterre qui est cause que l'Amérique échappe aujourd'hui à sa domination. Combien elle a lieu de regretter tous les millions inutilement prodigués par ce Ministre pour ses extravagantes & inutiles expéditions sur les côtes de France, & pour la pompe ridicule avec laquelle il a fait placer à la tour quelques cloches & quelques (a) canons fleurdelisés? Les qualités dominantes dans Mylord Chatham, étoient la vaine gloire & l'entêtement. Peut-être n'auroit-il pas poussé les choses avec l'Amérique aussi loin que Mylord North; mais il n'auroit pas non plus reculé comme celui-ci vient de le faire par ses Bills conciliatoires. Une faute impardonnable de ce Ministre, c'est d'avoir donné à l'Angleterre une trop haute idée d'elle-même, en même tems qu'il la ruinoit. Comme il ne pouvoit pas se le dissimuler, il n'a cessé d'insister dans le Parlement pour faire rappeler d'Amérique l'armée angloise, & pour que l'Angleterre se bornât à une guerre contre la France; mais

(a) Il les faisoit venir à Londres en poste à 36 chevaux.

IV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le mal étoit plus grand qu'il ne croyoit encore. Il l'a connu dans toute son étendue par les adresses fulminantes des deux Chambres en réponse au fulminant message du Roi sur la déclaration de la France, qui n'étant suivies que d'une inaction presque léthargique, ont dû être regardées de lui-même comme l'effervescence passagère d'un orgueil impuissant. Il se traîna le 7 Avril au Parlement pour l'accuser d'une foiblesse & d'une irrésolution qui étoient son ouvrage ; mais quelle impression sa voix mourante pouvoit-elle faire sur une Nation prête elle-même à expirer ? Ses reproches ne furent point sentis, ou ils furent dédaignés ; & un grand mois après, sans qu'il ait pu voir un seul vaisseau mettre à la mer, surmonté par son dépit ou par ses remords, il s'est endormi avec tous les autres grands & excellens hommes d'Etat, dont l'ambition a été le fléau de leur pays.

La demande arrêtée par la Chambre pour l'enterrement de ce Lord, a été portée le 12 au matin au Roi, qui a fait aux Députés l'accueil le plus gracieux.

P. S. du 14

A la grande surprise de la Cour & de la Ville, le Général Burgoyne vient d'arriver. Il a débarqué hier matin à Portsmouth de la frégate le *Grampus* partie le 10 Avril de Rhode-Island. Le parti ministériel, toujours attentif à profiter des circonstances pour re-

lever, ne fût-ce que pour quelques momens, le crédit des fonds, fait courir le bruit qu'il apporte des propositions d'accommodement; mais comme cela n'est gueres vraisemblable d'après ce qu'on fait des résolutions du Congrès, on est plutôt porté à croire que c'est une grace personnelle qui lui a été accordée, pour qu'il puisse plaider lui-même sa cause au Parlement, avant sa séparation, confondre les Ministres qui ont voulu le perdre, & faire entendre au Roi & à la Nation qu'il n'y a plus rien de mieux à faire, que de ratifier sa capitulation & de retirer toutes les armées angloises de l'Amérique, où elles se consomment inutilement & sans gloire, indépendamment des autres risques qu'elles peuvent y courir. On saura par ce Général des détails plus précis de l'expédition contre le Canada.

La division du Contre-Amiral Palliser n'étoit point encore partie le 13 de la rade de Sainte-Hélène: mais tous les vaisseaux de force attendus de la Tamise, ainsi que de Plimouth, étoient réunis à l'escadre d'observation de Spithead aux ordres de l'Amiral Keppel.

P. S. du 15 Mai.

LE Général Burgoyne n'a point encore paru devant le Roi, & on croit qu'il ne demandera point d'audience à Sa Majesté, qu'il n'ait été justifié, par un Conseil de

lvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Guerre, relativement à la malheureuse affaire de Saratoga. On assure que son début avec le Ministre, a été de demander à être jugé, & qu'on lui a promis de prendre, à ce sujet, les ordres du Roi.

La corvette le *Grampus*, sur laquelle il est revenu, étoit accompagnée de trois bâtimens de transport chargés de malades & de blessés de l'armée de Rhode-Island.

Le vaisseau l'*Europa*, de 64 canons, Amiral Montagu, est parti avec plusieurs bâtimens sous son convoi, pour la station de Terre-neuve. Le *Prince de Galles*, de 74 canons, Amiral Barrington, destiné pour celle des Isles du Vent, étoit encore retenu par le vent, à Sainte-Hélène, le 13; ainsi que le *Royal Oak*, de 74 canons, Amiral Parker. C'est celui-ci qui conduira les onze vaisseaux de ligne attendus à Plimouth par l'Amiral Byron, sur l'*Albion* de 74 canons. — De ces onze vaisseaux, il y en a dix de 74 canons, & un de 70.

Il en restera à Spithead vingt un, savoir, un de cent, destiné pour l'Amiral Keppel, c'est le *Victory*; cinq, de 90; neuf, de 74; un de 70, & cinq de 64. On assure que tous en général, au nombre de trente-trois, sont très-mal armés, le vaisseau de 90 canons n'ayant que 600 hommes, & le reste à proportion. Ils ne sont pas mieux approvisionnés.

Il y a eu de nouveaux débats dans le Par-

lement au sujet du Lord Chatham. Mylord Shelburne ayant exposé aux Lords tout ce qui s'étoit fait chez les Communes pour honorer la mémoire du Lord Chatham, & ayant représenté à la Chambre, qu'il ne convenoit point que celle des Communes eût l'avantage sur elle d'avoir signalé seule sa reconnoissance pour ce grand homme, il demanda qu'il fût arrêté que la Chambre assisteroit à ses funérailles; mais cette motion fut combattue fortement par le Duc de Chandos & par le Chancelier, qui firent voir que ce seroit le premier exemple d'un pareil hommage rendu par la Chambre, & qu'il seroit bien plus glorieux pour le nom du feu Lord, s'il étoit volontaire, que s'il étoit forcé. La motion fut rejetée à la pluralité d'une voix.

Il en a été porté une dans la Chambre des Communes, pour demander au Roi de payer ses dettes & de faire un sort à sa famille, attendu qu'il est mort presque insolvable. Le Lord North s'y est prêté d'aussi bonne grace qu'à celle de l'inhumation & du monument, à laquelle le Colonel Barré, ami intime du feu Lord, observa que son Ombre seroit bien plus sensible, d'après sa passion connue pour la gloire, qu'à toutes les graces pécuniaires qu'on pourroit faire à ses enfans. En conséquence, il a été ordonné de rédiger un projet d'adresse au Roi.

iviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

PRISES FAITES A LA MER.

Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Un bâtiment François.			
Un Américain.	Fretté à Curaçao par Miles, dont 320 boisseaux de sel, 27 barriques de rum & des salaisons.	Pour Charles wood de Bermudes, & actuellement à Boston.	Pris par un des Croiseurs du Chevalier Collier, & conduits à Halifax.
Un vaisseau ..	De la Caroline Méridionale, 76 boucauts de tabac, 40 caisses d'indigo 170 barils de riz.	Pour France.	Pris par l'équipage après 24 jours de navigation, & amené à Bristol.
Neuf bâtimens.	Bordeaux, chargés de munitions.	Caroline Méridionale.	Pris par l' <i>Ariane</i> , frégate de guerre, sur les atterages de la Caroline.
Les Freres.	.....		Pris près de la Jamaïque par le vaisseau de guerre la <i>Diligence</i> .
Quatre bâtimens.	Chargés de tabac & d'indigo.	.....	Pris par deux lettres de marque de la Dominique.
L' <i>Adive</i> , Corsaire Américain.	.....		Pris & conduit à la Jamaïque.
Quatre gros bâtimens Américains.	Chargés de tabac & d'indigo	.....	Pris par deux lettres de marque & conduits à Tabago.
Deux Brigantins.	De Saint Eustache chargés de sel & de rum.	.....	Pris par le vaisseau de guerre le <i>Fairfax</i> , & amenés à New-York.

ET DE L'AMÉRIQUE. fix

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils font devenus, &c.
<i>La Comete</i> , Corsaire Américain de 16 canons de 6, 20 pietriers & 160 hommes.	Charles-Town,	France.	Pris par la frégate de guerre la <i>Daphné</i> allant de la Jamaïque à Pensacola.
Un <i>Senaut</i> François.	Chargé de couvertures, de cordages de toiles à voiles, &c.		Pris par le <i>Nottingham</i> de Cotte pour Philadelphie, & envoyé à New-York.
<i>Le Lexington</i> , Corsaire de 30 canons.	.....		Pris par une lettre de marque & conduit à Tabago.
<i>L'Indépendance</i> , Corsaire de 26 canons & 120 hommes.	.....		.....
Six bâtimens Américains.	Tous chargés de riz, d'indigo & de tabac.	.....	Pris & conduits à Lisbonne.
Un brigantin Américain de 90 tonneaux.	Chargé de douves, cerceaux, &c.	.....	Pris par le <i>Salles</i> de Liverpool pour Tortola.
Un Corsaire de 16 canons.	.....		Coulé bas par le même, après un combat de quatre heures.
<i>Le Boston</i> , Corsaire de 16 canons	.....		Pris par un vaisseau armé & conduit à New-York.
<i>Le Devonshire</i> , Corsaire de 14 canons.	.....		Pris & conduit à Antigua par un vaisseau ayant lettres de marque.
<i>Le God-intent</i> .	Terreneuve.	Dominique.	Repris & conduit à la Dominique.

IX [AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Vaisseaux pris sur les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus.
<i>Le Hope</i> , Capit. Jones. }	Des Isles.	Pour Bristol.	Pris par la <i>Revanche</i> , Capitaine Cuninghame. Treize des matelots du <i>Hope</i> ont passé à bord du Corsaire. - Le <i>Hope</i> a été repris par un vaisseau de guerre, & conduit à Gibraltar.
<i>Le Mermaid</i> , Capit. Gilbert. }	Bâtiment de transport de Rhode-Island.	Pour Philadelphie.	Pris dans la baye de Delaware.
<i>Le Mary</i> , Capit. Randall. }	Malaga.	Nice.	Pris par un Corsaire Américain, & envoyé en France.
Un vaisseau de la Compagnie des Indes. - On croit que c'est le <i>Mount-Stuard</i> , Capitaine John Steward. }	Parti des Dunes le 25 Janvier.	Pour la côte de Coromandel & la baye de Bengale,	Pris par deux Corsaires Américains & envoyé à Boston.
<i>La Bethsy</i> , Capitaine Morgan. }	Antigua.	Halifax.	Pris le 10 Mars par deux Corsaires de la Caroline Méridionale, l' <i>Entreprise</i> & la <i>Défiance</i> , & envoyé à Curaçao.
Un vaisseau. . .	De Londres.	.....	Pris devant le havre de Milford par un gros Corsaire Américain & envoyé en France
<i>Le Mary</i> , Capit. Henri Johnson. }	Kingston de la Jamaïque.	New York.	Pris à la Nouvelle Providence par le Corsaire Américain qui s'est emparé du fort.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Cinq bâtimens.	.....		Repris par le même Corsaire au même lieu sur le Corsaire Anglois le <i>Gayton</i> .
<i>La Paix</i> & l' <i>Harmonie</i> , Capitaine Kennedy.	Lisbonne.	.....
<i>Le Fanny</i> , Capitaine Barb, montant 8 canons & 12 pierriers.	De Zante, chargé de fruits.	Londres.	.....
Deux vaisseaux d'Irlande.	.....		Retenus à Bordeaux.
<i>Le Fanny</i> de 300 tonneaux.	Londres.	.....	Pris le 23 Mars par un Corsaire Américain de 36 canons, à 50 lieues du cap Finisterre & envoyé à Charles-Town.
Un gros vaisseau des Isles Angloises.	.....		Pris & mené à la Martinique, où il a été changé en Corsaire de 32 canons.
Deux brigantins, l'un Capitaine Richard, l'autre Capitaine Golifinets.	.....		Pris par le <i>Ranger</i> , Capitaine John ou Paul, parti de Piscataqua le premier Novembre pour Nantes, où il est arrivé le 2 Décembre 1777. Ce Corsaire percé pour 20 canons, en monte 18 de 6 & 6 pierriers. Il a à bord environ 150 hommes.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Le Lord Chatham dont les Assureurs avoient refusé une prime de 50 guinées.	De Londres avec le bagage du Général Irwin.	Pour Dublin.	Pris par le même Corsaire & envoyé à Brest.
Un brigantin . .	De Rhode-Island chargé de graine de lin.	Pour l'Irlande.	Pris par le même.
Un autre. . . .	Chargé d'orge & d'avoine.	
Un sloop sur son lest.	De Dublin.	Pour Londres.	
Le Drake, corvette du Roi en croisière avec quelques barques de pêcheurs, & le brigantin l'Elishabeth.	De Glasgow.	. . . . .	Pris sur la côte de Galloway, par le Corsaire Américain le Ranger.
Le Sally, Capit. White.	New-York.	Pour les Indes Occidentales.	Pris & mené à Boston.

Il y avoit au commencement de Mars six Corsaires Américains qui croisoient aux attéragés de la Dominique, dont le moins fort montoit 16 canons. Le paquebot pour l'Angleterre ne leur a échappé qu'avec peine.

Le Consul d'Angleterre à Madere a mandé qu'une des frégates du Roi y est bloquée par trois forts Corsaires Américains.

On apprend de l'Orient que l'équipage Anglois du Corsaire le Hawke de Guernesey, pris par une frégate du Roi ayant été laissé en liberté, tous les matelots se sont dispersés & qu'ils se sont enrôlés de côté & d'autre sur des bâtimens Américains. C'est

ET DE L'AMÉRIQUE. Ixiii

ce qu'ont fait encore ceux du vaisseau le *Hope* pris par Cunningham ; & on apprend toujours en Angleterre la perte d'un vaisseau avec d'autant plus de déplaisir , que l'équipage augmente sur le champ les forces des Américains : ce qui ne se passoit pas ainsi dans les guerres avec la France.

F I N.

Fautes essentielles à corriger au N.º XLII.

Page cccl ligne 26 , en *Irlande* , lisez en *Cumberland*.

Note , ligne 2 , cette partie de l'*Irlande* ; lisez cette partie de la mer d'*Irlande*.

Handwritten text, likely a letter or document, with several lines of cursive script. The text is mostly illegible due to fading and bleed-through.

Handwritten text, possibly a signature or a short phrase, centered on the page.

Handwritten text, likely a letter or document, with several lines of cursive script. The text is mostly illegible due to fading and bleed-through.

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 22 Mai 1778.

DANS le portrait que j'ai hasardé de faire de Milord Chatham, j'ai osé avancer, Monsieur, que la vaine gloire & l'entêtement avoient été ses deux qualités dominantes. Peut-être ce jugement aura-t-il paru trop sévère à quelques personnes qui se seront laissé prendre aux éloges que le Ministère Anglois a toujours eu grand soin de faire prodiguer à cet Ex-ministre, dans la fausse persuasion que son nom en imposoit beaucoup à la France. S'il est nécessaire, pour les faire revenir de leur erreur, qu'elles aient devant les yeux des témoignages non suspects, je ne puis point en choisir de plus efficace qu'un écrit dont je viens d'avoir connoissance, & que Milord Chatham a pu lire quelques jours avant sa mort. Certainement l'Auteur est un homme très-persuadé que jamais l'Angleterre n'a eu d'aussi grand Ministre, & il le lui dit avec une abondance de cœur tout à fait édifiante. Mais en même tems il veut qu'il lui soit permis de combattre son opi-

IXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

nion pour le maintien des droits du trône à l'égard des Américains, de laquelle il fait même dépendre la gloire future de ce grand homme; & il le juge si prévenu de ses idées sur ce point, qu'il met en œuvre tout ce que la flatterie a de plus séduisant & de plus adroit pour le fléchir. Daignez, Monsieur, suivre attentivement cet Ecrivain, & vous serez bientôt convaincu qu'il envisageoit du même œil que moi Milord Chatham, & qu'il savoit que ce n'étoit qu'en faisant un usage outré du ressort de sa vaine gloire, qu'on pouvoit espérer de triompher de son entêtement. — Il est visible que cette piece est sortie de quelque plume intéressée à justifier la résolution où l'on suppose Milord North de se détacher, s'il le faut absolument, de l'article de la dépendance de l'Amérique, résolution regardée comme une conséquence nécessaire de l'expédition des Commissaires, puisque sans cela, elle ne seroit d'aucune utilité. Ce morceau, d'ailleurs, pourra contenter les partisans de Milord Chatham; car c'est l'éloge le plus magnifique, non seulement de sa conduite réelle quand il a été en place, mais même de celle qu'on suppose qu'il auroit tenue s'il y fût resté.

AU COMTE DE CHATHAM

Vincit amor patriæ.

MILORD.

J'ai été long-tems accoutumé à voir en vous l'homme qui avoit relevé notre gloire nationale dans la dernière guerre, & celui que le Ciel destinoit encore à tirer un peuple malheureux du précipice entr'ouvert sous ses pas. La foi entière que je donne à toutes vos décisions, qui sont pour moi autant d'oracles, me subjugué à un tel point, que je me sens saisi de cette crainte & de ce tremblement qui naissent des scrupules de Religion, parce que j'ai donné accès dans mon idée à quelques doutes sur une opinion que vous avez cru devoir adopter & soutenir. J'ai la hardiesse d'élever en moi-même un tribunal d'appel contre un de vos arrêts, celui qui regarde l'indépendance Américaine, tandis que je rends hommage d'un autre côté à la conduite que vous avez tenue dans cette grande discussion politique, sinon par une approbation absolue, au moins avec toute la candeur possible.

A l'époque mémorable où le feu Roi, pour condescendre aux desirs de son peuple, remit entre vos mains les rênes de l'Etat, la Grande-Bretagne, déjà trop humiliée à ses propres yeux & aux yeux de toute l'Europe, n'avoit perdu cependant que fort peu de

IXVij AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

ses possessions. L'Isle de Minorque étoit la seule qui nous eût été enlevée. Nous pouvions craindre, il est vrai, que l'ennemi ne tournât ses vues sur nos Colonies de l'Amérique Septentrionale. Mais pendant le cours de votre administration glorieuse, la sagesse & la vigueur de vos conseils, aidées de la valeur des armes Britanniques, sauvèrent l'Amérique du danger de devenir un appanage de la Couronne de France. L'usurpateur y fut par tout repoussé : nos disgrâces furent remplacées par des triomphes. La France, bien loin de s'aggrandir par des conquêtes, se vit battue & dépouillée ; & le Canada fut ajouté à l'immense continent des Anglo-Américains.

Vos succès, Milord, ne se bornèrent point à la terre ferme de l'Amérique. Les Isles à sucre des François éprouvèrent le sort de leurs possessions continentales. Votre génie triomphateur écrasa celui de la France sur toutes les parties du globe. Les côtes d'Afrique & d'Asie retentirent du bruit de votre gloire ; & l'on ne sauroit dire jusqu'à quel point les limites de la nation Française auroient été resserrées si vous n'aviez pas été arrêté au milieu de votre brillante carrière, lorsque très-heureusement pour l'autre branche de la Maison de Bourbon vous jugeâtes à propos de quitter le timon de l'Etat. Cependant, il étoit impossible que la sagesse de votre politique n'opérât pas encore quel-

que tems après votre retraite. L'Espagne sentit les effets du magnifique plan que vous aviez conçu. Nous eûmes tout le bonheur possible dans nos expéditions contre les établissemens. C'est ainsi que les vibrations d'un pendule continuent par la seule impulsion qu'il a reçue d'abord.

Vous avez cru, Milord, devoir abandonner les affaires dans un moment où l'honneur & l'intérêt de la nation exigeoient qu'elles restâssent entre vos mains. Est-il punition trop rigoureuse pour l'homme dont le pernicieux crédit vous a forcé à cette fatale retraite ? Oui, sans doute, avant qu'il meure, la nation devrait faire tomber sur sa tête tout le poids de sa malédiction & de sa vengeance. Vous avez renoncé au brillant éclat de votre caractère public pour jouir d'un bonheur plus solide dans une situation privée. Vous vous êtes reposé à l'ombre de vos lauriers, & au milieu des trophées amassés autour de vous par votre sagesse patriotique. Vous avez laissé votre pays amplement dédommagé des pertes légères qu'il avoit supportées sous l'administration précédente &, à ce qu'il paroissoit, n'ayant presque rien à redouter des revers de la fortune ou des balourdises de l'ignorance. Les acclamations de vos compatriotes vous ont suivi jusques dans votre retraite.

Depuis ce moment fatal, Milord, l'étoile politique de l'Angleterre a constamment ré-

LXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

trogradé, car il seroit puérile de faire mention de quelques lueurs passageres de direction contraire qui à peine ont été remarquées. L'étoile Ecoissoise a pris le dessus, & la maligne influence continue encore à se faire sentir. La ruine & le deshonneur de la nation en ont été les suites. Les désastres ont succédé aux désastres sous des administrations foibles, perverses ou de peu de durée: elles ont remplacé une suite brillante de prospérités nationales, fruit glorieux de votre administration. Nous venons de voir le dénouement de cette déplorable scène sous le Ministère du Lord North, par le démembrement d'une grande moitié de notre empire.

Permettez-moi, Milord, de me figurer ce qui seroit arrivé si vous eussiez occupé le poste de Ministre quand on travailloit à la paix de Paris, & depuis cette époque si vous eussiez continué d'être le dispensateur & le gardien de la prospérité de votre pays jusqu'au moment actuel. Je veux me livrer un moment à une illusion séduisante. Si vous fussiez resté en place, l'Angleterre auroit certainement fait une paix qui l'auroit amplement (a) dédommagée des dépenses énor-

— (a) Il est tout aussi croyable que la paix ne se seroit point faite, malgré le besoin extrême qu'en avoit l'Angleterre, qui ne pouvoit plus trouver d'argent, ni armer des escadres, pour avoir perdu 30,000 hommes à la mer seulement, & dépensé 80 millions sterling.

mes de la guerre. Si vous eussiez été à la tête de l'administration, l'Angleterre, en tems de paix, auroit vû ses Colonies gouvernées suivant un système fondé sur une politique vraiment sage. Notre dette nationale auroit été liquidée d'année en année en proportion de l'étendue & de l'accroissement du commerce national. Sous une administration juste & prudente comme la vôtre, les heureux habitans de nos possessions dans l'Inde, au lieu de maudire leur destinée & de nous avoir en exécration, auroient célébré par des chants de victoire le jour qui soumettoit leurs personnes & leurs fortunes à la domination de la Grande-Bretagne.

L'Agriculture & les Manufactures des Isles Britanniques, accablées de charges qui deviennent tous les ans plus insupportables, se feroient vues délivrées de plusieurs impôts oppressifs dont le fardeau les fait gémir depuis long tems. Mais par dessus tout cela, mon imagination présente à ma vue enchantée le Parlement de ma patrie rétabli dans cet état de vertu & de dignité qui a signalé son origine; & même, selon toutes les apparences, brillant d'un nouveau lustre, & porté au plus haut degré possible de perfection. Le charme d'une telle vision répand une douce volupté dans tous mes sens. Je m' imagine voir par l'heureuse influence de votre Ministère, prolongé jusqu'à ce jour, le grand Conseil de la Nation devenu réellement l'é-

lxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

lite de ses Membres, & purifié de toutes les souillures de la corruption & de la dépendance, Les petits Bourgs, appelés avec raison les parties honteuses de notre Constitution, n'y enverroient plus ces Membres, qui ne semblent destinés qu'à servir de recrues au parti de la vénalité; & le Parlement n'admettant plus dans son sein que les Représentans des Provinces & des Villes, se rapprocheroit davantage de son institution. Cette auguste assemblée n'auroit plus à rougir de la présence d'un seul Pensionnaire de la Cour. Un Bill efficace contre cette espèce d'esclaves eût lavé le Sénat de cette tache qui souille sa gloire. Pour couronner ce tableau, je me figure, Milord, ces vénérables Sénateurs insensibles à toutes considérations particulières, passant unanimement un Bill proposé par vous pour rendre égale dans toute l'étendue du Royaume la taxe des terres, dont la répartition se fait depuis long tems avec une si étrange partialité.

Est-il absolument impossible que même un Chatham se laisse emporter quelquefois au-delà des bornes d'une juste raison, pour réaliser au moins dans son idée un système formé pour la gloire & le bonheur de son pays? Je conçois aisément combien il doit être difficile de descendre de la théorie ravissante d'un ordre de choses aussi sublimes, à la triste réalité de notre existence actuelle. Vous devez avoir trop à souffrir, Milord, si du point d'élé-

vation & de gloire où vous nous auriez placés, vous êtes obligé d'abaisser vos regards sur l'état de misère & d'abjection auquel nos Ministres actuels ont réduit la Grande-Bretagne. Des armées détruites, une marine énervée, & plus de la moitié de l'Empire révolté & indépendant, sont des événemens d'autant plus nouveaux pour vous, que sous votre administration ils auroient été impossibles.

Je ne suis donc point surpris, Milord, qu'au premier coup-d'œil vous ne puissiez voir sans indignation l'orgueil croissant de la Maison de Bourbon, ou l'union des Colonies de l'Amérique Septentrionale en une grande République confédérée. Vous avez été accoutumé à voir réellement la France à vos pieds, & l'Amérique solliciter votre protection. Mais les destinées de l'Angleterre sont changées, & ce changement s'est fait par des moyens qu'il ne vous étoit pas plus possible d'empêcher, que vous ne le deviez en suivant les conseils de votre sagesse.

Certainement, Milord, un grand homme d'état ne compromet ni son esprit, ni sa vertu en s'accommodant aux circonstances des tems, quelque fâcheuses qu'elles puissent être. C'est une espèce de capitulation du sage avec la fortune, dont l'histoire nous offre plus d'un exemple. Nous n'avons pas oublié, & le devoir de la reconnoissance présente sans cesse à notre souvenir le tems où le plus

lxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

habile & le plus zélé patriote dont cette nation puisse se glorifier, soumit son opinion particulière (a) sur la question importante de la continuation de la guerre en Allemagne, à la prédilection du feu Roi pour le pays de sa naissance. Nous nous rappelons avec un juste sentiment de vénération pour sa prudence & ses sentimens d'humanité, que cet esprit si peu endurant souffrit néanmoins que Minorque restât entre les mains des François, sans vouloir leur en disputer la possession. Le succès même de cette expédition ne lui parut pas valoir tout le sang qu'elle auroit coûté.

Or si nous ne pouvons conclure de paix qu'en laissant à l'Amérique cette indépendance que la France a reconnue : si nous persistons à vouloir dicter les conditions de cette paix, que résultera-t-il d'une pareille obstination ? Nous avons déjà prodigué sans fruit notre sang & nos trésors dans une guerre de terre. Est-il nécessaire que la mer, où jusqu'à présent nous avons été invincibles, voye flétrir nos lauriers & devienne pour nous, comme il y a tout lieu de le craindre, le théâtre de nouvelles disgrâces ? Dans la situation actuelle

(a) C'étoit une condition sans laquelle M. Pitt ne fût pas resté en place, & alors son ambition prit le dessus, ainsi qu'il lui étoit déjà arrivé lorsqu'il abandonna le parti dans lequel l'avoient engagé les bienfaits de la Duchesse de Marlborough.

des affaires , l'Amérique , la France & l'Espagne réunissant leurs marines deviennent des ennemis que nous ne devons point mépriser.

En supposant que nous ayons le bon esprit de ne point chicaner l'Amérique sur les conditions qu'elle voudra mettre à la paix ; nous sommes presque sûrs qu'indépendamment d'une part considérable dans son commerce , nous conserverons la jouissance paisible de nos îles. Dans l'hypothèse contraire , & si nous voulons absolument nous précipiter dans tous les embarras d'une guerre aussi cruelle & aussi générale que celle dont nous sommes menacés , il n'est point de planteur qui ne vous assure , Mylord , que les îles à sucre finiront par suivre le sort du pays que l'on appelloit autrefois l'Amérique Britannique.

Si votre ame au-dessus des atteintes de la vieillesse & des infirmités conserve toujours la même ardeur pour le salut de votre patrie , il vous reste encore , même en consentant à l'indépendance , de quoi exercer vos grands talents & satisfaire une honorable ambition. Le commerce des deux Indes , celui d'Afrique , & les ressources inépuisables de nos propres îles sont des objets assez intéressans pour mériter l'attention du plus grand Ministre occupé de conserver ces avantages , de les étendre & d'en éterniser la jouissance , s'il est possible.

Les Anciens , Mylord , avoient pour usage

lxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de ne jamais sacrifier aux héros qu'après leur mort. Puissions-nous, je parle d'un avenir éloigné, trouver un jour dans notre gloire un juste sujet de rendre cet hommage à Milord Chatham!

QUELQUE outrée que vous ait pu paroître, Monsieur la flatterie des complimens dont on accable Milord Chatham dans cette lettre, ce n'est encore qu'une foible esquisse des louanges excessives données à toutes les actions par ses Panégyristes depuis sa mort. Un Ecrivain, qui s'annonce pour aimer ce qui est dans l'ordre, a pris de l'humeur. Il trouve un danger réel pour la nation, dans les extravagances auxquelles elle se livre pour marquer la haute opinion qu'elle avoit du Lord Chatham. Sa maniere de voir m'a paru très-raisonnable; vous allez en juger.

Observation sur ce qui s'est passé dans le Parlement à l'occasion de la mort du Lord Chatham.

» Tous les éloges donnés avec tant de profusion à la mémoire de feu Comte de Chatham par les deux partis dans le Parlement, sont autant de sarcasmes contre notre Conseil-Privé, contre les amis du Roi, & contre les patriotes dans les deux Chambres «.

» Que penseront les étrangers de voir tout ce que nous avons de grands hommes d'état se désoler de la mort du Comte de Chatham,

& accuser l'injustice du sort pour nous avoir enlevé le seul homme qui pût tirer l'Angleterre de l'abîme où elle est prête à s'enfvelir dans le moment même où elle avoit le plus besoin de ses talens supérieurs ? Peuvent-ils avoir oublié que Milord Chatham a été laissé sous la remise pendant près de 17 ans , que depuis il n'a jamais été rappelé dans le ministère , si ce n'est une seule fois pour être placé dans un poste qui ne lui donnoit aucun pouvoir & où il n'avoit rien à faire , poste qu'aussi il n'a gardé que très-peu de tems ? Ignorent-ils qu'il a passé le reste de sa vie à censurer les mesures de la Cour , & à montrer tout autant de mépris pour les Chefs de l'Opposition ? Ne l'ont-ils pas vu nombre de fois contrarié , désapprouvé , abandonné , baffoué même des deux partis selon qu'il lui arrivoit d'adhérer ou de s'opposer à leurs opinions ? Enfin toute l'Europe ne fait-elle pas que la seule démarche importante faite d'après son avis , pendant tout cet intervalle de tems , a été la révocation de l'acte du tymbre : que cette démarche est condamnée aujourd'hui universellement comme la source de toutes les calamités qui nous assiègent ; & que le dernier discours de ce grand homme , si généralement applaudi , n'étoit qu'une contradiction frappante de tous ses anciens discours en faveur de cette révocation & de presque tous les discours qu'il a prononcés depuis cette époque. Payons

LXXVIIJ' AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

donc tout ce que nous devons à sa mémoire, mais pour l'amour de Dieu ménageons un peu plus l'honneur & la dignité de la nation, & ne lui faisons pas perdre toute sa consistance. Ne donnons point lieu de croire aux François & aux Espagnols que notre nation est sans ressources, que le seul homme qui pouvoit la sauver n'existe plus, que nous deviendrons la proie facile de nos ennemis, parce que nous ressemblons à un troupeau de moutons sans berger & sans chien. En vérité nous ne nous comportons en cette occasion ni comme hommes, ni comme politiques, ni comme philosophes, ni même comme Chrétiens.

Vous conviendrez sans peine, Monsieur, que les appréhensions de cet Ecrivain sont fondées. Je les trouve aussi raisonnables que l'observation d'un Député dans la Chambre des Communes, sur une conséquence tirée par le Colonel Barré à l'appui de sa proposition pour faire inhumer le Lord Chatham aux frais publics. Il prétendoit que ce grand Ministre ayant été tant de fois outragé dans cette Chambre par les propos injurieux de ses Membres, il étoit bien juste qu'elle lui en fit une réparation publique, par les honneurs qu'elle lui feroit rendre sur l'argent de la Nation. Quelqu'un lui répondit aussi-tôt que la nation ne feroit pas assez riche pour payer l'enterrement de tous les Ministres ou gens

ET DE L'AMERIQUE. lxxix
en place qui sont journellement traités en
pleine Chambre de dissipateurs, de fripons
ou d'imbécilles par les Députés leurs con-
freres.

LE placart satyrique que vous allez voir ,
sur ceux qui décernent tant d'honneurs au
Lord Chatham après sa mort , l'ayant né-
gligé & méprisé de son vivant , m'a paru
mériter place dans ce Recueil.

É P I T A P H E

DU COMTE DE CHATHAM.

Ci gît le corps
de

GUILLAUME PITT,

Comte de CHATHAM,

GRAND ET EXCELLENT HOMME D'ÉTAT,

que le Roi GEORGE III

n'a voulu ni employer ni consulter :

Sénateur très-instruit & très-éclairé,

Éloquent Orateur

&

possédant au suprême degré le talent

de la persuasion ,

de qui cependant le Parlement

écoutoit l'opinion

& les conseils.

LXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

avec la plus malhonnête impatience ,
répondant
à ses argumens par le plus souverain mépris.
Tels étoient à son égard
les sentimens & la conduite
du Roi & du Parlement.
qui ,
pour perpétuer le souvenir
de ses lumieres
& de ses talens ,
lui ont élevé ce monument.

Priez Dieu pour eux.

Je crois, Messieurs, que la mort de Milord Chatham devenant à peu - près pour nous , ce qu'on entend par la mort de Turenne, nous ne pourrions pas nous en occuper davantage sans laisser échapper d'autres affaires que leurs suites rendront beaucoup plus intéressantes. Nous devons certainement la préférence à celle du Général Burgoyne, ainsi qu'à l'événement du départ de l'escadre qui s'est ennuyée d'attendre le vent à Sainte-Helene, & qui en est partie avant qu'il fût arrivé.

Parlons d'abord du Général prisonnier. On avoit dit qu'il attendroit pour demander à paroître chez le Roi, qu'il eût été innocenté par un jugement militaire. En même-
tems

tems le bruit a couru que le Roi avoit voulu le voir & l'entretenir. Mais il s'est trouvé que ces deux nouvelles étoient l'une comme l'autre sans fondement. Le pauvre Général dont la santé paroît, dit-on, très-altérée, n'a point paru à la Cour, ni annoncé qu'il eût l'intention d'y paroître. Il s'est rendu au Parlement, dont il est membre pour le Bourg de Preston dans le Comté de Lancastre. Il s'étoit persuadé, dit-on, que sa présence y feroit mettre sur le tapis la malheureuse affaire de Saratoga, & qu'il auroit l'occasion d'entamer sa justification. Mais la Chambre a paru ne faire à lui aucune attention, & il y a passé inutilement toute une journée. On donne pour raison de cette indifférence la nature embarrassante de son affaire. Quoiqu'en Angleterre, & à sa place, dans le Parlement Britannique, il est le prisonnier des Américains, & aussi peu libre, que s'il étoit dans les prisons de Boston. Il seroit absurde qu'on prétendît juger ou dans un Conseil de guerre ou en Parlement, un homme qui ne seroit point à l'entière disposition de ses juges.

On ne conçoit point comment il n'a point prévu cette difficulté. En effet si on le condamnoit à mort, comme l'Amiral Byng, d'après le seizieme des articles de guerre, pour n'avoir pas fait tout ce qu'il auroit pu faire, quelle possibilité y auroit-il à exécuter ce jugement, en la personne d'un prisonnier.

lxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

engagé par sa parole, & qui a laissé pour otages son armée entière? Entend-il promettre, comme Régulus, de revenir en Angleterre quelque soit le sort qui l'y attende, après avoir été dire aux Américains, » Messieurs je » vous prie de vouloir bien m'échanger pour » que je retourne chez les barbares subir mon » arrêt de mort? » C'est un acte d'Héroïsme dont je le crois fort capable; mais quand il y auroit lieu à une pareille condamnation, le gouvernement Anglois ne voudroit point lui faire acquérir tant de gloire, en se compromettant lui-même par un jugement qui tiendrait de la férocité des anciens ennemis de Rome. Il est donc vraisemblable que M. Burgoyne ne tirera aucun fruit du congé très court, dit-on, qui lui a été accordé, & qu'avant peu il retournera en Amérique sous la garde de l'Officier Américain, dont on assure qu'il étoit accompagné. Voilà quelle est sa position relativement à ses Juges. Vous allez connoître à présent une des principales opinions qui s'établissent ici sur le fond de l'affaire. C'est celle des partisans du Général Carlton son antagoniste, mécontent comme lui du ministère actuel. Vous observerez que sur beaucoup de points, elle rentre dans celle de Milord Germaine, dont je vous ai entretenu déjà plusieurs fois. Elle vous apprendra aussi des anecdotes intéressantes sur la dernière campagne, que le seul Général Carlton pouvoit donner.

*Observations sur la conduite du Général
Burgoyne.*

» Depuis plusieurs siècles , il n'y a point eu d'opération militaire qui ait eu des suites aussi funestes pour la Grande-Bretagne ; que celle du Canada ; il me paroît naturel d'en conclure que le Public portera jusqu'à un certain point son attention sur le plan & sur la conduite de cette expédition. C'est ce qui me décide à lui soumettre le jugement que j'en ai porté.

» On dit qu'elle a été imaginée dans le Cabinet, d'après des informations qui justifioient l'entreprise. Le Ministre qui dirige les affaires de la Nation, quoique capable de tenir le timon dans un tems de tranquillité, a prouvé que, dans les circonstances actuelles, c'étoit une tâche au-dessus de ses forces. Il manque de vigueur, d'activité & de résolution. Une économie mal raisonnée a énérvé nos opérations. L'expédition d'Albany étoit un projet mesquin, conçu dans la vue principale d'épargner la dépense. Ce projet, & l'état des forces destinées à l'effectuer, furent envoyés au Général Carleton, pour avoir son avis. On assure que comme politique, il désapprouva le projet, & que, comme militaire, il lui parut qu'on n'y employoit pas des forces suffisantes. Les Ministres avoient l'expédition

LXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

fort à cœur, & la franchise de Carleton leur fut très-désagréable. M. Burgoyne revint du Canada. Les papiers publics se remplirent d'articles injurieux contre Carleton, sur ce qu'il étoit retourné à Quebec en 1776. Suivant M. Burgoyne, il eût dû *aller en avant*, Carleton soutenoit qu'il avoit mieux fait de se retirer. L'événement justifie ce dernier avis. M. Burgoyne sollicita le commandement de l'expédition, conformément au projet des Ministres. S'il eût demandé un seul bataillon de plus, on auroit cherché un autre Général. «

» Chacun se persuadoit que le Général Howe avoit ordre de faire avec son armée les mouvemens nécessaires pour seconder celle du Nord, & diviser les forces que l'ennemi pouvoit lui opposer. Jusques-là tout alloit bien. M. Burgoyne arrive au Canada, se met en marche, entre dans Ticondérago, poste extrêmement fortifié, & abandonné par l'ennemi quoiqu'il lui eût été très-possible de s'y défendre. Le jour que M. Burgoyne prit possession de ce fort, fut un jour malheureux pour l'Angleterre. — Le Chevalier Howe, dès le commencement de l'été, avoit informé le Général Carleton qu'il ne falloit attendre aucun secours de sa part. M. Burgoyne n'ignoroit point cette circonstance. Mais elle ne produisit d'autre effet que de lui inspirer l'espoir d'avoir tout l'honneur de l'expédition d'Albany, sans l'assistance de l'armée du Sud. «

» M. Burgoyne, en se livrant ainsi aux illusions de l'amour-propre, oublia les devoirs que lui imposoit sa qualité de Sénateur & de Général. Il savoit que son armée étoit principalement composée d'auxiliaires. Il auroit dû savoir aussi qu'il n'y avoit qu'une suite de succès qui pût lui répondre de l'attachement de cette espèce de troupes. Les difficultés les font murmurer, & le danger les effraye. M. Burgoyne pouvoit bien se douter que toutes les forces des Rebelles dans les Provinces de la Nouvelle-Angleterre, se rassembleroient pour s'opposer à sa marche; & qu'elles tenteroient de l'envelopper. Les Américains connoissoient ses forces, & par conséquent l'impossibilité où il étoit de conserver une communication sur ses derrières pour les subsistances de son armée. Ils savoit que par-tout où il pourroit aller, en pénétrant dans le pays, il ne feroit obéir que jusqu'à la portée de son canon, & point au-delà des postes avancés de son armée. Ajoutez à cela que la route qu'il prenoit, étoit naturellement très-difficile, & que l'industrie de l'ennemi avoit encore prodigieusement augmenté ces difficultés. Dans ces circonstances, étoit-il prudent à M. Burgoyne de s'engager si avant chez l'ennemi? N'étoit-ce pas au contraire le comble de la témérité? M. Burgoyne fait calculer. Il ne risqueroit pas mille guinées, si la chance étoit de vingt contre un à son dé-

lxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

savantage. Pourquoi donc a-t il risqué une armée, lorsque la chance de la victoire étoit aussi considérable en faveur de l'ennemi ? La Cour a publié une lettre de M. Burgoyne, où il dit que ses ordres étoient positifs, & il s'en prévaut pour justifier sa conduite. Il n'y a jamais eu de Général chargé d'un commandement séparé, à la discrétion duquel on ne s'en soit rapporté de ce qu'il y auroit à faire pour le bien du service dont il étoit chargé. Je n'hésite point à affirmer que les ordres donnés à M. Burgoyne étoient conçus dans cet esprit. Il est impossible en effet qu'ils l'aient été autrement, à moins qu'on ne suppose le dernier degré de démence dans les Ministres dont ils étoient l'ouvrage. »

» Tels sont mes sentimens sur la conduite de M. Burgoyne dans le commandement qui lui a été confié. — Au milieu de toutes les difficultés qui viennent d'être exposées, lorsqu'il a voulu faire avancer son armée, elle s'est trouvée enveloppée, & forcée de mettre bas les armes. La nouvelle de cet événement a été portée à la Cour de France avec toute la célérité possible. Cette Puissance le jugeant décisif pour l'indépendance de l'Amérique, a conclu aussi-tôt un traité avec elle comme Etat séparé ; & bientôt après elle a chargé son Ambassadeur de nous faire une déclaration, où elle joint le *défi à l'insulte*. »

Signé, UN BRETON.

» P S IL n'y a que l'arrivée de M. Burgoyne qui ait pu engager l'Auteur de cette lettre à la publier. Il respecte dans M. Burgoyne l'homme lettré & l'Officier d'une bravoure éprouvée , & il déplore sincèrement sa situation. Il le plaint comme homme d'honneur & comme Particulier , en même tems qu'il l'accuse comme Général & comme homme d'Etat. «

A B A N D O N N O N S pour aujourd'hui ; Monsieur, les discussions sur la conduite du Général Burgoyne , pour nous amuser un moment du combat des Ministres , les partis , avec une faction que chaque jour voit devenir plus redoutable. Il s'agit de la conduite tenue par le Ministère , après qu'il eut appris le départ de l'escadre de Toulon. Deux Ecrits très curieux ont paru sur cette matière.

Premier Ecrit , pour les Ministres.

» Le Lord George Germaine , après avoir passé neuf jours à Drayton dans la Province de Northampton , est arrivé le 27 Avril à Londres , précisément à l'instant qu'on y recevoit la nouvelle du départ de l'escadre de Toulon. Il écrivit aussi tôt au Lord North , qui étoit à *Bushy-parck* , & au Lord Veymouth qui étoit à *Ealing*. Le Lord North répondit qu'il feroit le lendemain 28 de bonne heure à la ville. Il s'y rendit en effet , & eut

Lxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
un entretien de plusieurs heures avec le Lord Sandwich. Ces deux Ministres concerterent ensemble toutes les mesures nécessaires pour expédier la flotte. Les ordres & les instructions furent dressés ensuite pour être vus par le Conseil qui s'assembla le 29 à midi, & ils furent envoyés sur le champ à Portsmouth où ils arriverent sur le soir. Le 30, on travailla, avec la plus grande activité, à mettre une puissante flotte en état d'appareiller. Le vendredi premier Mai, le vent tourna à l'ouest, & depuis ce moment-là il a été presque toujours si violent, qu'on s'est trouvé dans l'impossibilité de porter à bord la bière & les provisions nécessaires pour un long voyage. En général il paroît qu'il seroit injuste de taxer de lenteur ou de négligence les Membres du Conseil. Le Lord Germaine est heureusement arrivé assez tôt pour donner les plus prompts avis aux Lords North & Weymouth, qui, pendant toute la vacance du Parlement, se tenoient sur leurs gardes. Le Lord Sandwich étoit alors à Londres. Pour le Lord Suffolk, il est retenu à la campagne par une maladie si grave, qu'il ne doit pas être question de lui. Enfin, d'après cet exposé des choses, il est démontré que les Ministres n'ont point perdu de tems, & qu'ils ont fait tout ce qu'on pouvoit attendre de leur activité pour mettre la nation en état de se défendre au-dedans, & pour la disposer à agir efficacement au-dehors. α

Second Ecrit, contre les Ministres.

» Le Lord George Germaine arriva *par hazard* à Londres le lundi 27 Avril. Deux heures après, on y reçut de Paris la nouvelle que l'escadre de Toulon avoit appareillé le 13. Le Lord Germaine dépêcha sur le champ un courier à *Bushey-park*, pour informer le Lord North de ce qu'on venoit d'apprendre. Ce Ministre répondit par un petit billet, qu'il seroit le lendemain de bon matin à Londres, où il n'est arrivé cependant que le soir, & très-tard. Le mercredi 29, le Conseil s'assembla. Le jeudi 30, les ordres furent envoyés à Portsmouth, pour faire partir l'escadre; mais il lui falloit encore une semaine, pour être en état de mettre à la voile. *Par bonheur*, le vent devint contraire le vendredi premier Mai, événement heureux parce qu'on n'avoit pas pu encore embarquer ni l'eau, ni la bierre, ni une infinité d'articles qui manquoient. Mais, au dire des Ministres, ce fut le vent qui empêcha la flotte de partir. Il a continué à être contraire pendant plusieurs jours, dans l'intervalle desquels le *Victory* de 100 canons, & le *Ruby* de 64, sont pourtant venus des Dunes à Spithead, ce qui ne se seroit pas pu, si le vent n'eût pas été très propre à sortir du canal. «

Si ces faits sont vrais, & nous avons tout lieu de le croire, que la Nation est à plaindre d'être si mal gouvernée! Hé quoi! dans

un tems où l'Administration auroit dû épier tous les mouvemens de la France, une escadre formidable est sortie de Toulon le 13 Avril ! Une nouvelle aussi importante n'a été fçue des Ministres que le 27, quatorze jours après l'événement. Lorsqu'elle arrive, il ne se trouve à Londres qu'un *seul* Ministre, & encore est-ce par le plus grand *hasard* du monde. Ce Ministre en informe un de ses Collègues par un Exprès, & ce Collègue, qui n'est qu'à douze milles (quatre lieues) de distance, n'étoit pas encore arrivé au bout de quarante-huit heures. Alors le Conseil s'assemble. On expédie les dépêches, pour profiter du vent, & appareiller sans délai ; mais hélas ! la flotte manque des provisions les plus ordinaires ; & voilà un nouveau retard de près de trois semaines. Si l'on se fût conduit ainsi en 1759, lors de la sortie de l'escadre de Brest, il y a long-tems que l'Irlande seroit une Province de France ; mais alors le grand Chatham étoit premier Ministre.

ENFIN la division de douze vaisseaux de ligne, dont l'Amiral Byron doit prendre le commandement pour aller chercher l'escadre de Toulon, est partie le 20 Mai de la rade de Sainte Helene, par un vent Sud-Ouest absolument contraire. Aussi le lendemain 21 étoit elle revenue à Sainte Helene, d'où pourtant elle peut être repartie depuis, le vent ayant sauté à l'Est. Voici l'état de

de cette division qui est commandée par l'Amiral Hyde Parker.

	Canons.	Commandans.
La Princesse Royale.....	90	Millbanck.
Ce vaisseau est celui que montera l'Amiral Byron quand la flotte l'aura joint à Plymouth.		
Le Bedford.....	74	Affleck.
Le Cornwall.....	74	Edouards.
Le Conqueror.....	74	Graves.
Le Culloden.....	74	Balfour.
Le Grafton.....	74	Wilkinson.
Le Ruffel.....	74	Drake.
Le Sultan.....	74	Wheelock.
L'Invincible.....	74	Evans.
Le Royal Oak.....	74	Hyde Parker.
Le Fame.....	74	Colby.
Le Cumberland.....	70	Peyton.
La Guadeloupe.....	28	

En retirant ces onze du nombre de 33 qui étoient assemblés à Spithead, il ne devoit plus en rester que 22 ; mais le port de Portsmouth en a fourni sur le champ 4 nouveaux, savoir :

	Canons.	Capitaines.
Le Sandwich.....	90	R. Edwards.
Le Berwich.....	74	Stewart.
L'Elisabeth.....	74	Maitland.
La Pallas.....	36	King.

xcij AFFAIRES DE L' ANGLETERRE

Aujourd'hui l'Escadre de Spithead doit donc être de vingt-six vaisseaux de ligne, du nombre desquels il faut retirer le *Prince de Galles* amiral Barrington, parti, dit-on, pour la station des Isles du Vent : reste vingt cinq. Il y en a huit qui sont destinés à établir leur croisiere dans le canal aussi-tôt que le vent y fera favorable. Ces vaisseaux sont le *Prince George*, l'*Ocean* & le *Queen*, chacun de quatre-vingt-dix canons : la *Princesse Amélie* & le *Foudroyant* de quatre-vingt : l'*Hector*, l'*Egmont* & le *Ramillies* de soixante quatorze, & en outre le *Romney* de cinquante, & le *Romulus* de quarante - quatre. — Alors il ne restera plus à Spithead que dix-sept vaisseaux de ligne soi-disant armées, & peut-être en aussi mauvais état que certains de ceux qui sont sortis, & qui ont donné lieu à l'Amiral Keppel d'écrire à la Cour, qu'il ne pouvoit point se résoudre à appareiller avec des vaisseaux à moitié pourris, dans lesquels les Matelots eux-mêmes ne mettoient aucune confiance, & n'auroient point le courage de se battre, parce que la premiere bordée de canon qui leur seroit envoyée les mettroit en pièces. Vous pouvez être sûr, Monsieur, que ces états de vaisseaux sont très-justes ; je vous exhorte à ne point donner de foi à ceux de certaines Gazettes en langue Françoise qui copient servilement celles qui sont foudroyées par les Ministres Anglois, pour dire que le nombre des vaisseaux de ligne

restés à Spithead depuis le départ de l'Amiral Hyde Parker est de quarante quatre.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. Du 23. — Enfin, Monsieur, le jour est pris dans la Chambre des Communes pour y entendre le Général Burgoyne qui a promis de dévoiler des mystères de la plus grande importance. Ce jour sera mardi prochain 26, pourvu cependant que le Roi ne fasse pas lundi 25, la prorogation du Parlement. On est fort surpris ici que sa qualité de prisonnier ne lui fasse point perdre son droit de séance & de voix dans la Chambre; quelqu'un à qui cela paroît, comme à moi inexplicable, a dit plaisamment, que sans doute il y venoit comme le Député des Etats-unis d'Amérique, & qu'il doit y lire à rebours l'expédition de Xenophon ou la retraite de Prague. En général il n'a pas autant d'amis qu'il s'en est peut-être flatté, ayant contre lui, outre les principaux Ministres, les factions des Howe & de Carlton. On paroît, sur-tout, lui savoir mauvais gré de la lettre qu'il a écrite à M. Gates, pour se plaindre de l'infraction de la capitulation. Le Congrès, dit-on, n'a pas eu plutôt connoissance de son mécontentement qu'il a senti la nécessité de changer de conduite à son égard & à l'égard de son armée. Il a pris sur le champ la résolution de ne plus compter sur la parole d'un corps d'Officiers qui avoient eu le courage de blâ-

xciv AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

mer hautement sa conduite; & il a prétendu de ce moment là être fondé à exiger que la sanction des Ministres fût donnée aux termes qu'il lui plaisoit de demander. Par là le Congrès a mis le Roi & son Conseil dans le plus grand embarras, car s'il se décide à accéder aux propositions sur lesquelles le Congrès insiste, ce sera une reconnoissance virtuelle de son indépendance, & il n'y aura pas un Etat en Europe qui n'acquiere sur le champ le droit de faire son traité particulier avec les Etats-unis, & d'enlever à l'Angleterre tout ce qui pourra lui convenir de leur commerce.

P. S. Du 24 Mai.

Il n'y a que quelques jours encore qu'on a appris ici que le Maréchal Duc de Broglie étoit nommé Commandant-Général des troupes de France assemblées sur les côtes de Normandie, &c. & l'effroi que cette nouvelle a causé généralement, s'est déjà étendu jusqu'aux extrémités des trois Royaumes. Il se débite que cette armée est forte de 60,000 hommes dont il y en aura 18 mille employés à une descente, soit en Angleterre, soit en Ecosse, soit en Irlande, soit même dans les Isles de Jersey & Guernsey, &c.

Je ne puis vous peindre, Monsieur, le trouble & la consternation de tous les ordres de Citoyens dans toutes villes. Quelque reproche que le Lord Effingham ait pu faire

aux Ministres pour avoir augmenté de deux tiers depuis cinq ans le nombre des Commis de l'Amirauté ; on vient de doubler celui des Commis de la guerre ; pour les expéditions de tous les ordres , à envoyer & à renouveler sans cesse aux Milices & aux troupes réglées dans toutes les parties où l'on se croit menacé , c'est-à-dire , par-tout à la fois. — Il vient d'être fait aussi des changemens essentiels dans les destinations des vaisseaux de guerre. Plusieurs Capitaines qui comptoient faire campagne resteront ici pour le service des rades. — Toutes les villes maritimes se cottoient pour élever des fortins , des redoutes , &c. & pour hérissier leurs murs de canon. Quand elles se sont bien fortifiées d'un côté : elles craignent que l'ennemi ne vienne de l'autre ; les bras manquent aux travaux , & le commerce ainsi que l'agriculture souffrent tout ce que vous pouvez vous imaginer. Il y aura six camps de Milice , en Angleterre seulement. Ils couteront des sommes immenses par le nombre prodigieux des Officiers d'Etat-Major , ainsi que pour les tentes , le bois de chauffage , la paille , &c. &c. &c. On estime à cinquante mille livres sterling l'établissement de chacun de ces camps. Au milieu de tous ces embarras M. Hobart , frere du Vice-Roi d'Irlande , vient d'arriver de la part de ce Seigneur , pour annoncer au gouvernement qu'il y auroit certainement une révolte en Irlande avant la fin de Juin.

xcvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

si on n'y fait point passer au plutôt des sommes considérables : peut-être deux ou trois cents mille livres sterling. Où les trouvera-t-on ?

Le 16 il s'est tenu une nombreuse assemblée à Londres chez le Duc de Northumberland. Elle étoit composée de la Noblesse & des Notables, des Comtes de Northumberland, de Durham & de Newcastle, qui se trouvoient alors à Londres. Cette assemblée avoit pour objet de délibérer sur les moyens de mettre les côtes de ces Provinces à l'abri d'une invasion. Le Duc de Northumberland informa ces Messieurs qu'il n'y avoit que trop de sujet de croire que les François se disposoient à frapper quelque coup dans leur canton : qu'on avoit des avis très-allarmans de leurs dispositions ; & qu'il s'en rapporteroit à l'assemblée sur les mesures qu'il étoit convenable de prendre pour se garantir d'une invasion. Après diverses ouvertures relatives à cet objet, on est convenu que le Duc de Northumberland & le Lord Darlington, Lords-Lieutenans du premier de ces Comtés, s'adresseroient sans délai au gouvernement & lui demanderoient cinq régimens, dont trois de milice & deux de troupes réglées, indépendamment d'un régiment de cavalerie, pour être mis en quartier à Sunderland, Durham, Newcastle, Morpeth & Alnwick : qu'un Officier général s'établirait au centre de ces places ; qu'on
formerait

formeroit des magasins de toute espèce & sur-tout d'armes, article qui manque aujourd'hui dans les arsenaux d'Angleterre; & enfin que deux sloop croiseroient sans cesse devant la côte. Il a été arrêté sur la proposition du Chevalier Charles Hardy, de demander au gouvernement deux gros vaisseaux de guerre, dont l'un feroit en station à l'entrée du port de Shields & l'autre à Sunderland. Le Duc de Northumberland proposa en outre de concourir aux mesures adoptées à Morpeth. Entre autres personnes de distinction qui ont assisté à cette assemblée on nomme les Ducs de Richmond & de Portland, les Lords Darlington, Ravensworth, Lisburne & Percy: le Chevalier William Middleton, M. Fenwick & le Doyen de Winchester.

Observations du Banquier de Londres sur un article du Courier de l'Europe., N.º XXXIX, relatif à la Feuille politique qui se publie à Anvers.

DANS ma lettre du 16 Avril dernier, Monsieur, je vous donnai connoissance d'un quatrain en vers latins sur l'alliance conclue entre la France & les Etats Unis d'Amérique. L'idée de l'Auteur m'avoit paru heureuse: je la trouvois pleine de sentiment, & j'y voyois la vérité réunie au mérite de l'expression: d'ailleurs point de faute contre les

regles de la Grammaire ou de la Poësie : tout cela m'a paru suffire pour vous engager à le lire , & même pour essayer d'en faire une traduction. Je vous avouerai aujourd'hui le motif secret qui m'animoit , c'étoit l'espoir que ce premier éloge poétique d'un Traité auquel vous avez vu toute la France applaudir , pourroit être connu par le canal de votre Feuille , à la Cour de Versailles , & que l'Auteur , sujet d'une Cour étrangere notre amie , y seroit noté favorablement , ce qui , dans la vie , peut quelquefois se retrouver. Je vous donnai le nom , la demeure & la qualité de cet Etranger , qui est M. *Peusqueurs* , premier Commis de la Poste de Dusseldorff. Je ne connois nullement ce sujet de l'Electeur Palatin ; mais il ne m'a point paru que ce fût une raison pour résister au désir que je sentoits en moi , de lui faire quelque bien , par un moyen facile & innocent , en traduisant & publiant son quatrain , dont , comme bon François , je lui fais tout le gré possible.

Quel est donc aujourd'hui mon étonnement de voir qu'au contraire je lui ai rendu un très-mauvais office : que je l'ai exposé à être jugé digne de la mort des chiens enragés , ou du supplice des blasphémateurs , oui , Monsieur , d'être noyé , ou d'avoir la langue coupée ! Mais ce qui me paroît sur-tout inconcevable , c'est que cet arrêt barbare autant qu'au fond il est inique , ait été signifié à toute l'Europe par un Courier dont le Maître

formeroit des magasins de toute espèce & sur-tout d'armes, article qui manque aujourd'hui dans les arsenaux d'Angleterre; & enfin que deux sloop croiseroient sans cesse devant la côte. Il a été arrêté sur la proposition du Chevalier Charles Hardy, de demander au gouvernement deux gros vaisseaux de guerre, dont l'un seroit en station à l'entrée du port de Shields & l'autre à Sunderland. Le Duc de Northumberland proposa en outre de concourir aux mesures adoptées à Morpeth. Entre autres personnes de distinction qui ont assisté à cette assemblée on nomme les Ducs de Richmond & de Portland, les Lords Darlington, Ravensworth, Lisburne & Percy : le Chevalier William Middleton, M. Fenwick & le Doyen de Winchester.

Observations du Banquier de Londres sur un article du Courier de l'Europe., N.° XXXIX, relatif à la Feuille politique qui se publie à Anvers.

DANS ma lettre du 16 Avril dernier, Monsieur, je vous donnai connoissance d'un quatrain en vers latins sur l'alliance conclue entre la France & les Etats Unis d'Amérique. L'idée de l'Auteur m'avoit paru heureuse : je la trouvois pleine de sentiment, & j'y voyois la vérité réunie au mérite de l'expression : d'ailleurs point de faute contre les

regles de la Grammaire ou de la Poësie : tout cela m'a paru suffire pour vous engager à le lire , & même pour essayer d'en faire une traduction. Je vous avouerai aujourd'hui le motif secret qui m'animoit , c'étoit l'espoir que ce premier éloge poétique d'un Traité auquel vous avez vu toute la France applaudir , pourroit être connu par le canal de votre Feuille , à la Cour de Versailles , & que l'Auteur , sujet d'une Cour étrangere notre amie , y seroit noté favorablement , ce qui , dans la vie , peut quelquefois se retrouver. Je vous donnai le nom , la demeure & la qualité de cet Etranger , qui est M. *Peusqueurs* , premier Commis de la Poste de Dusseldorff. Je ne connois nullement ce sujet de l'Electeur Palatin ; mais il ne m'a point paru que ce fût une raison pour résister au désir que je sentoient en moi , de lui faire quelque bien , par un moyen facile & innocent , en traduisant & publiant son quatrain , dont , comme bon François , je lui fais tout le gré possible.

Quel est donc aujourd'hui mon étonnement de voir qu'au contraire je lui ai rendu un très-mauvais office : que je l'ai exposé à être jugé digne de la mort des chiens enragés , ou du supplice des blasphémateurs , oui , Monsieur , d'être noyé , ou d'avoir la langue coupée ! Mais ce qui me paroît sur-tout inconcevable , c'est que cet arrêt barbare autant qu'au fond il est inique , ait été signifié à toute l'Europe par un Courier dont le Maître

s'est annoncé pour être un François zélé, & pour avoir droit à ce nom par les services militaires de ses peres en France & par les siens propres ! S'il a le cœur vraiment François, il faut croire que c'est à son insçu qu'on l'a rendu l'organe d'un vœu aussi détestable. En vain le Correspondant auroit pu lui dire qu'on ne peut pas faire un trop rigoureux exemple des mauvais Versificateurs : il auroit sûrement répondu à cet aigre & farouche Censeur, qu'il pouvoit distiller son fiel sur d'autres objets moins agréables à la Nation Française que le Traité avec les Etats-Unis. — Ce qui me prouve encore que le Rédacteur n'a point eu connoissance de cette méchanceté, c'est qu'il auroit infailliblement observé qu'en me citant, moi qui ai dit que *M. Peusqueurs* étoit de Dusseldorff, on n'avoit pas le droit de le supposer d'un autre pays. Or on a imaginé de le qualifier *Poëte Alsacien*. Cette infidélité eût inspiré au Rédacteur une juste défiance, & il auroit dit à son pédant, » pourquoi est-ce un *Alsacien* que vous choisissez, quand vous voulez faire noyer quelqu'un ou lui faire couper la langue, à l'occasion d'un Traité de la France avec l'Amérique ?

En voilà assez de dit sur cet article ; *verbum sapienti*. Il me suffit d'avoir prouvé, d'une manière contre laquelle je ne crois pas que le Rédacteur réclame, que cette noire

C AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

platitude a passé dans sa Feuille sans sa participation.

Il me reste à défendre ma traduction du quatrain, qui a été aussi attaquée. Il ne me conviendrait point de dédaigner une imputation aussi grave en fait de traduction, que celle de n'être point fidèle au texte. Toute ma correspondance avec vous, Monsieur, roulant sur des traductions, il m'importe beaucoup de me laver de ce reproche, qui m'ôteroit le mérite essentiel de ce genre. D'abord on n'a rapporté au-dessous des vers latins que la moitié de ma traduction, que vous trouverez dans votre Numéro XLI, page cccvij. On prétend ensuite que j'ai mal traduit *oppida & urbes*, en le rendant par *Villes & Etats*. Mais ma justification est entre les mains de tout le monde dans l'Horace de Sanadon & dans l'Homere de Pope. Sanadon a traduit ainsi ce vers de l'invocation de l'Odyssée, — *Qui mores hominum multorum vidit & urbes*, » qui voyagea dans plusieurs PAYS, & s'instruisit des mœurs de plusieurs peuples. « Voici Pope sur la même invocation, & pour le mot grec qui correspond à *urbes*, » *Their manners noted and their States survey'd*. « Ce Poëte Anglois auroit mis tout de même *Cities*, car il n'étoit point gêné pour la rime. Mais le mot grec, qu'en ce lieu tous les Traducteurs Latins ont traduit par *urbes*, il l'a rendu par *Etats*. Madame Dacier a mis *Villes*

S'est annoncé pour être un François zélé, & pour avoir droit à ce nom par les services militaires de ses peres en France & par les siens propres ! S'il a le cœur vraiment François, il faut croire que c'est à son insçu qu'on l'a rendu l'organe d'un vœu aussi détestable. En vain le Correspondant auroit pu lui dire qu'on ne peut pas faire un trop rigoureux exemple des mauvais Versificateurs : il auroit sûrement répondu à cet aigre & farouche Censeur, qu'il pouvoit distiller son fiel sur d'autres objets moins agréables à la Nation Française que le Traité avec les Etats-Unis. — Ce qui me prouve encore que le Rédacteur n'a point eu connoissance de cette méchanceté, c'est qu'il auroit infailliblement observé qu'en me citant, moi qui ai dit que M. *Peusqueurs* étoit de Dusseldorff, on n'avoit pas le droit de le supposer d'un autre pays. Or on a imaginé de le qualifier *Poëte Alsacien*. Cette infidélité eût inspiré au Rédacteur une juste défiance, & il auroit dit à son pédant, « pourquoi est-ce un *Alsacien* que vous choisissez, quand vous voulez faire noyer quelqu'un ou lui faire couper la langue, à l'occasion d'un Traité de la France avec l'Amérique ? »

En voilà assez de dit sur cet article ; *verbum sapienti*. Il me suffit d'avoir prouvé, d'une maniere contre laquelle je ne crois pas que le Rédacteur réclame, que cette noire

C. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

platitude a passé dans sa Feuille sans sa participation.

Il me reste à défendre ma traduction du quatrain, qui a été aussi attaquée. Il ne me conviendrait point de dédaigner une imputation aussi grave en fait de traduction, que celle de n'être point fidèle au texte. Toute ma correspondance avec vous, Monsieur, roulant sur des traductions, il m'importe beaucoup de me laver de ce reproche, qui m'ôteroit le mérite essentiel de ce genre. D'abord on n'a rapporté au-dessous des vers latins que la moitié de ma traduction, que vous trouverez dans votre Numéro XLI, page cccvij. On prétend ensuite que j'ai mal traduit *oppida & urbes*, en le rendant par *Villes & Etats*. Mais ma justification est entre les mains de tout le monde dans l'Horace de Sanadon & dans l'Homere de Pope. Sanadon a traduit ainsi ce vers de l'invocation de l'Odyssée, — *Qui mores hominum multorum vidit & urbes*, « qui voyagea dans plusieurs PAYS, & s'instruisit des mœurs de plusieurs peuples, » Voici Pope sur la même invocation, & pour le mot grec qui correspond à *urbes*, « Their manners noted and their States survey'd. » Ce Poète Anglois auroit mis tout de même *Cities*, car il n'étoit point gêné pour sa rime. Mais le mot grec, qu'en ce lieu tous les Traducteurs Latins ont traduit par *urbes*, il l'a rendu par *Etats*. Madame Dacier a mis *Villes*

& Pays. C'est dans Pope & dans le P. Sana-
don, comme dans mon Essai de Traduction,
une Synecdoche du genre, c'est-à-dire, le
plus pour le moins, figure très-familier aux
Traducteurs, qui savent quelque chose de
plus que la signification de *Collegium*, & qui
n'ont pas oublié ce précepte d'Horace, *nec
verbum verbo curabis reddere, fidus interpres.*

cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

PRISES FAITES A LA MER.

Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Trois bâtimens.	De France, chargés de munitions, d'habits, &c. taine Lane.	Pour la Baye de Chefapeak.	Arrivés à New-York le 16 Mars; ils avoient été pris par les vaisseaux de guerre en croisiere.
<i>La Lydia.</i>	Virginie, chargé de tabac.		Par les mêmes.
<i>Le Vicomte de Vaux</i> , Capitaine Martin Donat, de 600 tonnaux, monté de 24 canons.	Du port l'Orient chargé de lainage &c.	Pour l'armée du Général Washington.	Prise 23 Février par le Capitaine Symonds de la frégate le <i>Solbay</i> de 30 canons, & envoyé à New-York.
Un gros bâtiment Suédois monté de 20 pieces de canon de fonte.	De Cadix, avec munitions de guerre & sel.	Pour la Virginie.	Envoyé à New-York par le vaisseau de guerre le <i>Saint Albans</i> .
<i>Le Newport</i> , brigantin.	Boston.	Virginie.	Envoyé à New-York par le <i>Solbay</i> .

ET DE L'AMÉRIQUE. c]

& Pays. C'est dans Pope & dans le P. Sana-
don, comme dans mon Essai de Traduction,
une Synecdoche du genre, c'est-à-dire, le
plus pour le moins, figure très-familier aux
Traducteurs, qui savent quelque chose de
plus que la signification de *Collegium*, & qui
n'ont pas oublié ce précepte d'Horace, *nec
verbum verbo curabis reddere, fidus interpres.*

cij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

PRISES FAITES A LA MER.

Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Trois bâtimens.	De France, chargés de munitions, d'habits, &c. taine Lane.	Pour la Baye de Chesapeak.	Arrivés à New-York le 16 Mars; ils avoient été pris par les vaisseaux de guerre en croisiere.
<i>La Lydia.</i>	Virginie, chargé de tabac.		Par les mêmes.
<i>Le Vicomte de Vaux</i> , Capitaine Martin Donat, de 600 tonnaux, monté de 24 canons.	Du port l'Orient chargé de lainage &c.	Pour l'armée du Général Washington.	Pris le 23 Février par le Capitaine Symonds de la frégate le <i>Solbay</i> de 30 canons, & envoyé à New-York.
Un gros bâtiment Suédois monté de 20 pieces de canon de fonte.	De Cadix, avec munitions de guerre & sel.	Pour la Virginie.	Envoyé à New-York par le vaisseau de guerre le <i>Saint Albans</i> .
<i>Le Newport</i> , brigantin.	Boston.	Virginie.	Envoyé à New-York par le <i>Solbay</i> .

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils font devenus, &c.
Le brigantin le <i>Beckford</i> , Capitaine Thomas Mackfield.	Nouvelle Angleterre, sur son lest.		Tous pris & envoyés à New-York par le brigantin, lettre de marque de Glasgow, le <i>Loyal Subject</i> , Capitaine André Symes, qui n'a commencé la course que vers le 10 Mars.
Le brigantin le <i>Joseph</i> , Capitaine Abraham Japan.	<i>Idem.</i>		
Le brigantin le <i>Rachael</i> , Capitaine Purnel Johnson.	Barmodar, chargé de sel.		
Le brigantin le <i>Sally</i> , Capitaine Samuel Tucker.	<i>Ditto.</i>		
Le sloop <i>Henri</i> , Capitaine Moody.	De l'Isle Saint Domingue avec ballotteries.	Pour la Caroline, avec ordre d'y charger du tabac pour la Maison Guasque & fils à Bilboa.	
La <i>Rosiere d'Artois</i> , de 220 tonneaux, de Nantes.	Saint Domingue, melasses.		Pris par le vaisseau de guerre la <i>Galatée</i> .
L' <i>exeter</i> , Capitaine Mount.	Edenton dans la Caroline Méridionale, 63 boucauts de tabac.		Pris par 34 degrés 10 minutes de longitude, à la hauteur du Cap Hottetas, par le Corsaire le <i>Hammond</i> , Capitaine Goodridge.

CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus ; &c.
Trois bâtimens.	{ Dont un de France chargé de cordages.	.....	{ Pris par le même , qui a fait en tout neuf prises depuis le mois de Décembre.
<i>Le Deficient</i> , Corfaire.	{ De Salem.	.....	{ Pris par une lettre de marque & conduit à Tabago.
Quatre bâtimens.	{ Chargés de riz & de tabac.	.....	Pris par le même.
Un bâtiment.	{ Virginie, 188 boucauts de tabac, valant 16000 livres sterling, sur le pied de 80 à 90 livres sterl. le boucaut.	France.	{ Pris par la frégate <i>l'Emerald</i> , & conduit à New-York.
<i>Le Delaware</i> , Capitaine Marshall,	{ Guadeloupe.	{ Caroline Méridionale.	{ Pris par un vaisseau armé & conduit à New-York
<i>La Minerve</i> , Capitaine Beard.	{ Caroline Méridionale.	France.	{ Pris par une petite frégate & conduit à Saint Christophe.
Un bâtiment.	{ 95 boucauts de tabac.	.....	{ Pris par le <i>Héros</i> , Corfaire de Guernesey.
<i>La Panthere</i> , Corfaire Américain de 14 canons & trois bâtimens de transport.	.....	.....	{ Pris par le <i>Setauket</i> , après cinq heures de combat, par le vaisseau de guerre le <i>Haerlem</i> , & conduit à New-York.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Le brigantin le <i>Beckford</i> , Capitaine Thomas Mackfield.	Nouvelle Angleterre, sur son lest.	. . . . .	Tous pris & envoyés à New-York par le brigantin, lettre de marque de Glasgow, le <i>Loyal Subject</i> , Capitaine André Symes, qui n'a commencé sa course que vers le 10 Mars.
Le brigantin le <i>Joseph</i> , Capitaine Abraham Japan.			
Le brigantin le <i>Rachael</i> , Capitaine Purnel Johnston.	Barmodar, chargé de sel.	
Le brigantin le <i>Sally</i> , Capitaine Samuel Tucker.	Ditto.	
Le sloop <i>Henri</i> , Capitaine Moody.	De l'Isle Saint Domingue avec ballotteries.	Pour la Caroline, avec ordre d'y charger du tabac pour la Maison Guafque. & fils à Bilboa.	
La <i>Rosiere d'Artois</i> , de 220 tonneaux, de Nantes.	Saint Domingue, melasses.	. . . . .	Pris par le vaisseau de guerre la <i>Galatée</i> .
L' <i>exeter</i> , Capitaine Mount.	Edenton dans la Caroline Méridionale, 63 boucauts de tabac.	. . . . .	Pris par 34 degrés 10 minutes de longitude, à la hauteur du Cap Hotetas, par le Corsaire le <i>Hammond</i> , Capitaine Goodridge.

CIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Trois bâtimens.	<div> <div>Dont un de France chargé de cordages.</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>.....</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>Pris par le même, qui a fait en tout neuf prises depuis le mois de Décembre.</div> <div>.....</div> </div>
<div> <div>Le Deficient, Corsaire.</div> <div>.....</div> </div>	De Salem.	<div> <div>.....</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>Pris par une lettre de marque & conduit à Tabago.</div> <div>.....</div> </div>
Quatre bâtimens.	Chargés de riz & de tabac.	<div> <div>.....</div> <div>.....</div> </div>	Pris par le même.
Un bâtiment...	<div> <div>Virginie, 188 boucauts de tabac, valant 16000 livres sterling, sur le pied de 80 à 90 livres sterl. le boucaut.</div> <div>.....</div> </div>	France.	<div> <div>Pris par la frégate l'Emerald, & conduit à New-York.</div> <div>.....</div> </div>
<div> <div>Le Delaware, Capitaine Marshall,</div> <div>.....</div> </div>	Guadeloupe.	<div> <div>Caroline Méridionale.</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>Pris par un vaisseau armé & conduit à New-York</div> <div>.....</div> </div>
<div> <div>La Minerve, Capitaine Beard.</div> <div>.....</div> </div>	Caroline Méridionale.	<div> <div>France.</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>Pris par une petite frégate & conduit à Saint Christophe.</div> <div>.....</div> </div>
Un bâtiment....	<div> <div>95 boucauts de tabac.</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>.....</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>Pris par le Héros, Corsaire de Guernesey.</div> <div>.....</div> </div>
<div> <div>La Panthere, Corsaire Américain de 14 canons & trois bâtimens de transport.</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>.....</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>.....</div> <div>.....</div> </div>	<div> <div>Pris par le Setauket, après cinq heures de combat, par le vaisseau de guerre le Haerlem, & conduit à New-York.</div> <div>.....</div> </div>

ET DE L'AMÉRIQUE. CV

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Les quatre Frères bâtiment François, Capitaine Bartholzi Altazin.	Ténériffe.		Ce vaisseau a ralâché à Spithead où il a été saisi par les Officiers du port le 6 Mai en vertu de l'ordre de l'embargo.
Les deux Frères, Capitaine Mac- bride, Corsaire Américain, ayant un Officier Fran- çois à bord.	.....		Pris le 3 Avril par le Duc de Port- land, Capitaine Connor, conduit à la Jamaïque.
Le Lutet, bâti- ment François & tout l'équipage Français.	Rivière d'York, chargé de tabac.	Nantes.	Pris par la Junon, lettre de marque, & conduit à Wa- terford.
Un bâtiment. . .	.....		Amené à Lis- bonne par le Pea- ce & Plenty, M'Gregor de Bel- fast.
Un bâtiment. . .	.....		Amené à Bristol par le Barbary, paquet de la Gre- nade.
Le Nancy, Capi- taine Lane.	Caroline Méri- dionale, 120 ba- rils de riz, 79 d'in- digo & 40 bou- cauts de tabac.	Nantes.	Pris & conduit à Milford.

(cvj) AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Vaisseaux pris sur les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus.
<i>La Comtesse de Morton</i> , Capitaine Orock.	Barcelone.		Pris par la <i>Revenge</i> , Capitaine Cuningham, à 30 lieues Sud-Ouest du Cap Saint Vincent. On compte que ce Corsaire a fait vingt-quatre prises depuis Noël.
<i>L'Escape</i> .	De Trapin.	Terreneuve.	Par <i>idem</i> .
<i>Le Tapley</i> , Capitaine Hall.	Malaga.	Biddiford.	Par <i>idem</i> . - Les trois Capitaines ont été renvoyés en Angleterre sur un bâtiment Suédois.
<i>La Polly</i> , Capitaine Westcoat.	Afrique avec 200 Noirs.	Jamaïque.	Pris par un Corsaire Américain, & envoyé à la Guadeloupe.
<i>Les illustres Cinq</i> .	Alicante.	Londres.	Pris par le Corsaire le <i>Silas Deane</i> , & conduit à Lisbonne où il a été saisi par ordre de la Cour.
<i>La Marie</i> , Capitaine Green.	Barbades, chargé de rum.	Philadelphie.	Pris par un Américain & conduit à la Martinique.
<i>Le Jenny</i> , Capitaine Pierrepoint.	Îles de l'Amérique.	Halifax.	Pris par un Corsaire Américain.

Noms & désignations des vaisseaux.

Lieu de leur départ & chargement.

Lieu de leur destination.

Ce qu'ils sont devenus, &c.

Le Prudent, Capitaine Rouxhall. }

Londres.

Madere.

{ Pris par le Corsaire Américain le *Lion*, & conduit à la Martinique.

L'Eliza, Capitaine Jack. }

Clyde.

Halifax.

{ Pris par un Américain.

Le Lively, Capitaine Calvert. }

De Corke.

.....

{ Pris le 12 Mars sous le vent de Curaçao.

Le Batchelor.

New-York

Philadelphie.

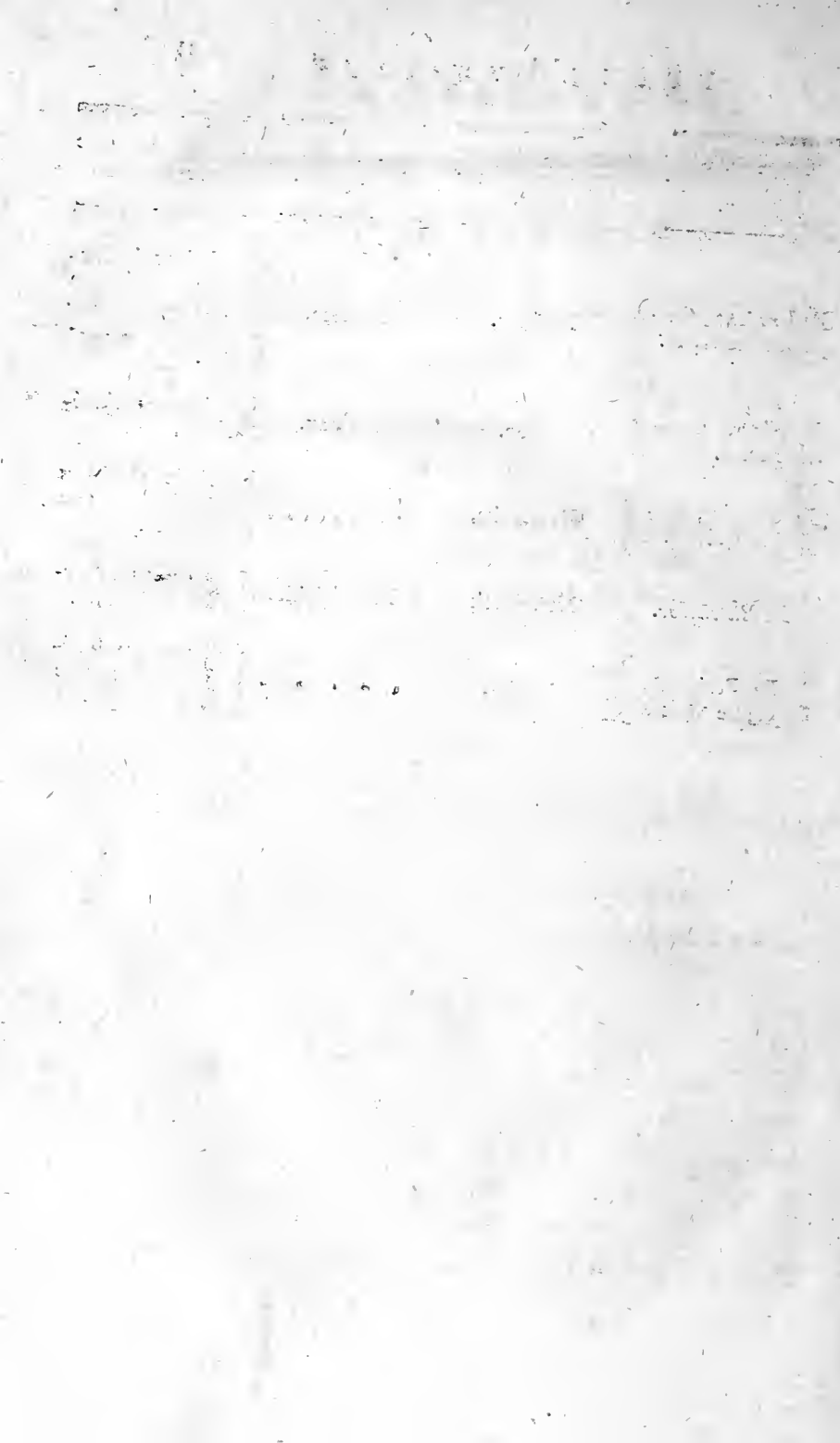
{ Pris par un Corsaire Américain.

Le Perigord, Capitaine Wood. }

Venise.

.....

{ Pris par un Américain & envoyé en Amérique.



L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. ***
à Anvers.*

De Londres le 29 Mai 1778.

LA session, Monsieur, approchant de sa fin, je ne puis pas différer d'avantage de reprendre le fil des discussions du Parlement. N'appréhendez point des récits longs & ennuyeux, comme la plupart des discours qui s'y font entendre. Je m'attacherai aux points capitaux & je ne releverai que les notices que tout homme qui aime l'instruction prendroit la peine de porter sur ses tablettes.

Chambre des Pairs le 12 Mai.

Le Lord Effingham demanda qu'il fut donné communication à la Chambre de l'emploi de onze millions sterling octroyés pour les dépenses ordinaires & extraordinaires de la marine, & qu'on rendît raison de l'accroissement de la dette de ce département depuis sept ans. Ce Seigneur expliqua les motifs de sa motion, & entra dans divers détails & calculs. Le Lord Sandwich lui ayant répondu, il ne fut point tenu compte de sa réplique, & sa motion fut re-

CX AFFAIRES DE L' ANGLETERRE

jettée sans aller aux voix. La justification des Ministres de la Marine roula sur l'urgente nécessité qui obligeoit quelquefois de détourner les fonds des objets précis pour lesquels ils avoient été donnés. — Il alléguait l'impossibilité de calculer juste les besoins d'un vaisseau, à l'occasion du vaisseau le Dragon qui ne coûteroit que 29,000 liv. sterl. pour être bâti à neuf; & qui en a coûté 37,000 de réparations. Il se tira mieux, attendu les circonstances, de l'augmentation des Commis, qui, du nombre de 58 en 1773, se trouvent portés aujourd'hui à celui de 127. — Le Lord Sandwich ne manqua pas ce moment pour reprocher au Comte Effingham que lui même étoit cause de cette augmentation de Commis, pour avoir demandé une immensité de copies d'états qui avoient fait passer inutilement quantité de nuits à tout ce monde. Mais le Lord Effingham retourna le reproche contre Mylord Sandwich, à qui il fit voir que c'étoit sa faute, si tous ces papiers avoient été copiés inutilement, puisqu'il s'étoit obstiné à refuser les essentiels, & qu'il n'avoit donné les autres qu'imparfaits.

VOICI un passage de l'Esprit de Merlin qui servira de commentaire aux allégations du Lord Sandwich :

» Ce fut en 1760, immédiatement après la

mort du bon Roi Georges II, qu'on forma le plan de laisser pourrir notre marine, & de la tenir hors d'état d'agir. Il fut arrêté en même tems de démembrer de la Grande-Bretagne toutes ses possessions étrangères. Il n'est pas même encore certain que nous conservions l'Irlande. Tous les préparatifs de guerre ne se font que dans la vue d'amuser les ignorans. Il faut bien sauver les apparences ; mais nos escadres seront toujours trop foibles pour agir avec efficacité. «

» Lorsqu'on veut stationner pour cinq ans une frégate à la côte d'Afrique ainsi qu'aux Indes orientales ou occidentales, où le ver est si destructeur, on a toujours soin de la doubler en cuivre, & cela se fait fort secrètement ; mais si quelqu'un s'avise de conseiller à l'Amirauté d'employer le même moyen pour conserver toute la marine, elle répond que l'eau s'insinuant entre le cuivre & les planches pourrit les bordages, & que le cuivre corrode le fer. Ces Messieurs trouvent cependant le moyen de remédier à ce mal, lorsque cela leur plaît. La vérité est que le dépérissement de la marine remplit leurs poches, & ruine la Nation. «

» La disette de bois de chêne est si grande en Angleterre, qu'il a été question de faire ordonner, par un acte du Parlement, de doubler en cuivre tous les vaisseaux destinés pour les deux Indes. Il n'y a d'autre difficulté à surmonter que le crédit des Conf-

cxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tructeurs qui gagnent davantage à réparer un vieux vaisseau qu'à en construire un neuf. La prompte destruction de la marine fait leur fortune. Pourquoi Sa Majesté, & les Propriétaires des vaisseaux marchands, chacun pour leur propre compte, ne s'entendent-ils pas pour prévenir de si horribles abus? C'est qu'ils sont bien anciens & bien enracinés. Du tems même de Charles II, l'Inspecteur de la marine doubloit mal les vaisseaux, exprès pour tromper ce Prince qui cherchoit des moyens d'empêcher les vaisseaux de pourrir si promptement. «

» On a fait voir au Roi à Portsmouth une frégate doublée en cuivre. Si Sa Majesté avoit demandé pourquoi tous les vaisseaux de guerre n'étoient point doublés de la même manière, on auroit répondu : » Sous le bon plaisir de Votre Majesté, la marine actuelle doit être renouvelée cinq fois pendant un siècle; ce qui est très-avantageux pour les Employés, à commencer depuis le premier Lord de l'Amirauté, jusqu'au plus petit Commis des chantiers. Si tous les vaisseaux étoient doublés en cuivre, à peine faudroit-il reconstruire la marine deux fois pendant cent ans. Ce n'est point l'argent qui nous manque, car pendant les cinq dernières années, nous avons eu plus d'argent qu'il n'en faut pour reconstruire toute la marine; mais nous sommes attachés à nos profits. Votre Majesté & la Nation pourront dire pareillement

ment que nous sommes obligés d'employer du chêne étranger ; mais cela nous est encore égal , pourvû que nous puissions exercer le péculat avec impunité. « C'est ainsi que la Nation est ruinée par les émolumens & les tours de bâton de tous ces Messieurs. »

» Le Comte de Bristol devoit arborer son pavillon sur le *Royal George* de cent canons ; mais apres la visite qui a été faite de ce vaisseau , on a reconnu qu'il étoit hors d'état de mettre à la mer , & qu'il avoit besoin d'une réparation considérable. On dit actuellement que ce Lord n'aura point de commandement cet été. »

» Le public auroit certainement tiré plus d'avantages de la promenade dispendieuse du Roi à *Chatham* & à *Portsmouth* , si Sa Majesté s'y fût fait accompagner d'un Marin expérimenté , pour lui expliquer *pertinemment* & *loyalement* les différens objets qu'il a examinés. Il lui falloit un homme de qui il pût apprendre à connoître la véritable *structure d'un vaisseau* , & à distinguer un vaisseau pourri d'un vaisseau qui ne l'est pas. Cet homme lui auroit aussi fait porter un coup-d'œil éclairé sur les bois de construction qui sont dans les magasins : car la force d'une marine ne consiste pas seulement en *tambours battans* , *pavillons flottans* , & *saluts de canon*. A la manière dont s'est faite cette revue , on ne fait rien qui puisse contredire ce qui a été avancé par

CXIV AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

le Duc de Richmond , lorsqu'il a proposé d'examiner l'état de la Nation. »

Le 15.

La Chambre fit la premiere lecture du bill du vote de crédit , qui lui avoit été apporté des Communes : & une Commission du Roi donna l'approbation de Sa Majesté à 63 bills sur des affaires publiques ou particulieres.

Le 18

Le Lord Weymouth apporta à la Chambre diverses Lettres reçues par les Secrétaires d'Etat relativement à l'équipement de la flotte de Toulon. Il fut ordonné qu'elles resteroient sur le bureau ; & arrêté ensuite , sur motion , que la Chambre , les examinerait le lundi 25.

Chambre des Communes , le 11 Mai,

M. Pulteney attaqua violemment les Ministres sur ce que les recrues destinées à renforcer le Général Howe , n'étoient point encore parties de Glasgou , tandis qu'elles pourroient être arrivées en Amérique , si les transports qui devoient être rendus à Glasgou le 2 Avril y fussent arrivés au tems marqué. — M. Penton , l'un des Lords de l'Amirauté , ne put défendre les Ministres , qu'en alléguant que les Armateurs de Glasgou avoient demandé un fret excessif , & qu'il avoit fallu fréter des bâtimens dans la

Tamise pour aller prendre ces troupes dans la riviere de Clyde. — M. Pulteney prit occasion de cet aveu, pour faire entendre que les Ministres trouvoient toujours le moyen de faire tomber toutes les affaires aux Entrepreneurs leurs cliens dans Londres; & il insista sur sa motion pour que les ordres donnés à l'occasion de ce fret fussent mis sous les yeux de la Chambre. Sa motion fut admise.

On disputa ensuite l'affaire des Bills pour le commerce d'Irlande, sur laquelle la Chambre s'ajourna au 13 Mai, après avoir entendu les témoins & les avocats qui paroissoient pour les villes ou communautés de Liverpool, de Lancastre & de Glasgou. — M. Creighton, témoin pour cette dernière, représenta à la chambre que son commerce étoit ruiné par la guerre d'Amérique, & que ne recevant plus le tabac de la Virginie & du Maryland, cette ville s'étoit tournée du côté des îles à sucre, dont elle exportoit les productions à l'Irlande, qui n'avoit pas le droit de les tirer à droiture: que sur vingt-cinq vaisseaux qu'elle avoit envoyés l'année dernière aux îles, il y en avoit eu vingt pour l'Irlande: que si le Bill qui permettoit l'importation à l'Irlande passoit, ce seroit Glasgou qui tireroit d'Irlande le sucre, au lieu d'y en porter; que Glasgou privé de son commerce

CXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

avec l'Amérique & avec l'Irlande , seroit totalement anéantie.

M. M. Bolton , Harding & Campbell s'efforcèrent de prouver que leurs cliens seroient infailliblement ruinés , si le bill dont la Chambre s'occupoit passoit en loi. Il fut prouvé que la corporation de Liverpool devoit 24000 livres pour la construction & réparation de ses chantiers , & que ce Bill rendroit très-précaire la sûreté des créanciers. Les sommes dûes à Lancastre par les Planteurs des Isles de l'Amérique furent évaluées à 500,000 livres. Ils sont en arriere de plus d'un million avec Glasgow.

Il est très-probable que ces sommes immenses seront perdues pour les Marchands , ou bien il faudra qu'ils aillent s'établir en Irlande , s'ils veulent les recouvrer. Le commerce de Glasgow employoit quinze mille tonneaux pour transporter le sucre en Irlande ; tous ces bâtimens vont se trouver sans emploi , & la destruction de cette pépinière de Matelots causera par contre-coup un préjudice considérable à la nation , tandis que l'Irlande n'y gagnera pas plus de 18000 livres sterling par an.

Quelqu'un a observé que si les cinq bills en faveur du commerce d'Irlande passoient en loi , 60,000 manufacturiers dans le Lancashire seroient ruinés par l'effet de ces bills. Il faut donc s'attendre qu'ils feront tout au monde pour les faire avorter. D'un autre

côté, M. Burke assure que l'Irlande se soulèvera, si les bills sont rejetés.

Le 12.

Les affaires de l'Afrique occuperent la chambre en comité : elle entendit plusieurs dépositions. Mais comme il y avoit trop peu de députés, la chambre s'ajourna au lendemain. Il y a apparence qu'il ne sera point question efficacement de l'Afrique dans cette session, quoique M. Luttrell ait fait tout son possible pour persuader la chambre du danger où il voit l'Afrique, qui, suivant lui, sera peut-être une des premières possessions britanniques attaquées par la France. Dans cette séance, le Lord North présenta à la chambre, l'original & la traduction d'un traité avec le Prince d'Anhalt-Zerbst pour un corps de troupes.

Le 13.

A l'occasion de l'octroi annuel de 13,000 livrés sterling, proposé pour l'entretien des forts sur la côte d'Afrique, M. Luttrell, déclara qu'il s'opposoit à la motion, si le premier Lord de la Trésorerie ne justifioit point de l'emploi de pareille somme octroyée l'année dernière, ainsi qu'il l'avoit promis lors de l'octroi. Il assura que bien loin qu'on y eût employé cet argent, toutes les fortifications le long de la côte étoient restées dans le plus mauvais état imaginable. En

CXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

répliquant à quelques objections que lui fit le Lord North, il entra en détail sur la situation & les productions de l'Afrique. Il fit voir que les habitans des parties méridionales du continent américain ne pouvoient point cultiver leurs risières sans le secours des noirs qu'on y importoit ci-devant d'Afrique. Il pria la chambre de faire attention aux progrès des François dans ce commerce, en lui rappelant qu'anciennement la côte d'Angola fournissoit, année commune, aux Traiteurs anglois, 18,000 negres, tandis qu'à présent à peine en tire-t-on deux mille, » ce qui démontre assez, dit-il, l'inattention du gouvernement sur cette partie. «

M. Burke pria la Chambre de remarquer qu'avec une si modique somme il étoit impossible de relever tous les forts d'une côte si étendue : qu'il falloit ou réduire le nombre de ces forts, ou octroyer une somme plus considérable. M. Luttrell ayant été assuré par un député Directeur de la banque, qu'on devoit être sans inquiétude sur l'emploi de l'argent, il retira son opposition, & la motion passa sans aller aux voix. — On continua ensuite d'entendre des dépositions sur l'affaire des bills d'Irlande, & la Chambre s'ajourna.

Le 14

La chambre approuva l'arrêté de la veille

pour accorder une somme de 18,071 livres sterling, qui servira à payer la dépense d'un corps d'infanterie légère du Prince d'Anhalt-Zerbst.

Le Chevalier George Saville proposa de dresser un Bill à l'effet de révoquer certaines clauses de l'acte pour empêcher les progrès du papisme, passé dans les onzième & douzième année de Guillaume III.

Cette motion fut développée & appuyée par M. Dunning. Il cita les trois clauses principales qu'il conviendrait de réformer. Premièrement, celle qui déclare coupable de haute trahison, & sujet à prison perpétuelle tout Prêtre papiste étranger prêchant ou enseignant sa Religion en Angleterre, & qui décerne la peine de mort comme pour félonie, contre un Prêtre anglois coupable du même délit. 2°. Celle qui soumet à confiscation l'héritage paternel du fils d'un Anglois Catholique Romain, si ce fils est élevé en pays étranger. 3°. Celle qui adjuge la préférence pour une hérédité, à un parent plus éloigné qui se feroit protestant, sur un Catholique Romain parent plus proche. M. Dunning, après avoir démontré la dureté excessive d'une telle loi, rapporta un trait d'Histoire tiré de l'Evêque Burnet, pour faire voir quels en avoient été l'esprit & le motif. » Un article du traité de Ryswick, favorable au culte de la Religion romaine en Angleterre, fit croire dans le tems que la

cxv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Cour étoit disposée à l'encourager. La minorité des communes imagina ce Bill pour connoître ses vraies intentions. Contre son attente, le Bill fut accueilli. On voulut reculer; mais le Ministère poussa la chose avec vigueur. La minorité des Communes chargea le Bill des clauses les plus sévères, espérant le faire rejeter par les Pairs. Mais elle avoit mal calculé, & le Bill passa en loi. «

L'Avocat général (M. Thurloe) cita encore un trait de la dureté de cette loi : c'est qu'il est des cas où le fils protestant est rendu indépendant de son pere Catholique romain, & il observa qu'il y auroit de l'inconvénient à ne pas révoquer cet acte en sa totalité.

Le Lord Beauchamp exprima le vœu que cet exemple fût suivi du Parlement d'Irlande, les trois quarts des habitans de ce Royaume gémissant sous la cruelle oppression du Bill contre les papistes.

Le Lord-avocat d'Ecosse (M. Dundas) fit remarquer à la chambre que l'acte ayant été passé avant l'union de l'Angleterre avec l'Ecosse, qui dans le tems avoit porté une loi presque semblable, il en proposeroit un particulier pour la révocation de cette dernière loi.

Toute la Chambre, en général, paroissant animée du même esprit de tolérance qui avoit dicté la motion, en établissant que la liberté & la tolérance étoient inséparables, l'ordre fut donné au Chevalier George Saville, au

Juriconsulte Dunning, au Lord Beauchamp, à l'Avocat Adair, & à l'Avocat Général de rédiger le bill, & de le présenter.

L'ESPRIT de Merlin a fait sur ce bill les observations suivantes : » Parce que nos Ministres ont été si heureux dans leur plan de gouvernement pour l'Amérique; parce qu'ils ont si habilement conduit l'entreprise de réduire treize Colonies réfractaires, ils essayent aujourd'hui leurs forces pour renverser & changer toute notre constitution religieuse & civile. Courtisans & patriotes, tous les partis se réunissent, pour donner entrée chez nous, par une large porte, aux Catholiques Romains, en révoquant les loix pénales & les statuts tyranniques de notre grand libérateur Guillaume III, quoique la plus rigoureuse de toutes, je veux dire celle qui déshérite les Papistes, ait reçu un adoucissement raisonnable par un acte de la troisième année de George I, ch. 18. Ils deviennent tolérans envers un esprit d'intolérance : l'enthousiasme de la liberté les enivre. La liberté angloise va commettre un suicide. Elle va creuser elle-même l'abyssme qui l'engloutira. Voilà encore de la besogne de Mylord North faite à la hâte pour s'en repentir à loisir.

UN autre Ecrivain s'exprime ainsi :

» Le mystère est enfin dévoilé. Les anciens Wighs se sont vus congédiés : les plus détermi-

CXXIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
nés Jacobites ont été appelés au Ministère, & voilà qu'on est sur le point de révoquer, en grande partie, les loix contre le papisme, ces loix qui forment la digue la plus forte contre le retour de la tyrannie & de la race des Stuarts. C'est à ce but caché qu'ont tendu toutes les destitutions de Ministres depuis celle du feu Duc de Newcastle, & toutes les promotions depuis celles des Bute, des Litchfield, des Gower, &c. Ils sont à la fin détrompés, ceux qui affectoient de rire ou de se moquer de nos écrits patriotiques, dans lesquels on ne cessoit de montrer les allarmes les plus vives sur l'attachement secret de nos Ministres à l'Eglise Romaine, & sur leur aversion pour la liberté & le protestantisme. Les esprits les moins clairvoyans apperçoivent aujourd'hui le motif pour lequel le papisme a été établi dans le Canada: — pourquoi il a été ordonné aux Juges d'éluder, & quelquefois même d'enfreindre les ordonnances pour la punition des Prêtres papistes qui cherchent à pervertir les Sujets Britanniques, & à les attirer à leur croyance: — pourquoi on a totalement fermé les yeux sur le rapide accroissement du papisme, tant à Londres, que dans les Provinces, & sur l'érection illégale de Chapelles Romaines dans les Villes & dans les Comtés, malgré tant de plaintes portées à ce sujet: — pourquoi les créatures des Ministres en Irlande, pour intimider les Protestans de ce Royaume, & les faire ac-

quiescer à un surcroît de taxes & de charges , de pensions , les menacent depuis deux ans d'armer & d'enrôler leurs ennemis invétérés , c'est-à-dire , en termes plus clairs , de les exposer encore une fois à être égorgés par les Papistes. Enfin , ce qui étoit un paradoxe cesse de l'être aujourd'hui , & l'on n'ignore plus pourquoi le (a) *Pere Philipps* , au lieu d'être puni , n'a reçu que faveur & applaudissement sous l'administration de Bute , & pourquoi le *Pere* (b) *Mac Mahon* , ce Détracteur effronté de la Réforme & de la Révolution , est autorisé & même encouragé à répandre dans la Capitale & dans les Provinces son dernier libelle , intitulé : *English Candour and Good Nature* , malgré toutes les réclamations de plusieurs Membres du Parlement d'Irlande & de plusieurs Ecrits qui ont paru & dans ce Royaume & en Angleterre. «

» D'après les débats de la Chambre des Communes , à peine peut-on se permettre d'espérer qu'il nous reste aucun rempart à opposer à l'introduction du papisme. Un des Députés a déclamé contre les amendes auxquelles sont condamnés les Jésuites & les autres Prêtres qui exercent leurs fonctions dans

(a) Ecrivain de la communion Romaine , qui a donné une histoire de la vie du Cardinal de Poole , & des causes de la réformation en Angleterre.

(b) Autre Ecrivain de la même Communion , mais non dans les ordres , comme on le prétend ici.

CXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

des endroits non privilégiés. Un autre a blâmé cette loi si salutaire de nos sages ancêtres, qui nous défend d'envoyer nos enfans dans les Etats de nos Ennemis, de la Communion Romaine, où, sous prétexte d'éducation, on leur inspire une antipathie incurable pour notre excellente constitution & pour la Religion établie. D'autres, parmi lesquels je vois à regret plusieurs des principaux hommes de loi attachés au Conseil de Sa Majesté, (M. Thurloe, Avocat Général, & M. Dunning) se sont élevés contre tout le corps des actes qui proscrivent le papisme. Les sentimens inouis qui ont été mis en avant à cette occasion ne peuvent manquer, aussi-tôt qu'ils seront connus, d'inspirer les plus vives allarmes à toutes les Communions de Protestans répandues dans les trois Royaumes. Dans le vrai, plus nous avons lieu de craindre les innovations dont nous sommes menacés sur des objets aussi importans, plus nous devons être empressés de savoir *toute l'étendue* des concessions que nos Ministres ont le projet de faire à la Communion Romaine. Il a été dit tant de choses dans les débats sur *tous les services rendus par les Catholiques Romains*; on a tant exalté leur *attachement au Gouvernement*, ce qui signifie sans doute la plus basse adulation pour Bute & pour ses créatures, & le *droit naturel qu'ils ont au libre exercice de leur Religion*: on a fait voir tant d'iniquité à se mêler de l'éducation de nos enfans, & de cruauté à môle-

ter leurs Prêtres; que, sans être soupçonné d'une terreur déraisonnable, tout Protestant peut craindre que, dans cette session ou dans la suivante, les Papistes ne soient mis à tous égards sur le même pied que les Protestans, en supposant qu'il n'y ait pas lieu d'appréhender que le Papisme ne soit établi dans la Grande-Bretagne comme l'a été dans le Canada la *Religion dominante* «.

» Le Bill en faveur des Papistes, quoiqu'ordonné, n'étant point encore passé, & le public ne sachant point encore qu'elles *clauses de révocation* il contient, non plus que les effets dont il peut être suivi: je ne pousserai pas plus loin cette discussion. Mais avant de finir, j'avouerai franchement que malgré l'étonnement où m'ont jetté tant de fois les opérations des Ministres, relativement à l'Isle de Falkland: à la taxation & à la guerre d'Amérique: aux loix du Canada: aux déclarations faites en dernier lieu par les Cours de France & d'Espagne: à l'état de l'Irlande, privée de défenseurs: au départ de la flotte de Toulon, je n'ai jamais été aussi étonné qu'en entendant le discours contre les loix du Papisme, qui m'ont réellement laissé comme *un homme frappé de la foudre* «.

M. Temple Luttrell remit sur le tapis l'octroi pour l'Afrique, pour modifier sa motion, & dire, que la somme de 13,000 liv. sterling, ne seroit appliquée à l'acquittement d'aucunes dettes contractées par les

CXXVJ AFFAIRES DEL'ANGLETERRE.
employés du comité avant le mois de Décembre 1778. — Il donna pour motif qu'il lui étoit revenu que le Bureau du commerce avoit connoissance de pécultats singuliers à la charge du comité d'Afrique, & qu'il avoit défié le seul Commissaire de ce Bureau qui se trouvât dans la Chambre de le désavouer. — Le Lord George Germaine qu'il avoit ainsi désigné, eut avec lui une très-vive altercation, dans laquelle Luttrell fit bien voir que les regards sourcilleux d'aucun Ministre ne pouvoient lui en imposer. Enfin, le Lord North, pour appaiser Luttrell, ayant pris quelques mots de sa modification, l'octroi fût approuvé.

Le 15.

Les Bills d'exportation & d'importation d'Irlande, occupèrent encore la Chambre. Le Chevalier Philipp Jennings Clerke demanda que le dernier fût renvoyé à trois mois. Le Lord New-Haven qui l'appuyoit, fit voir la nécessité de continuer à entendre les témoins, que le parti contraire avoit demandés.

Le Chevalier Clerke ayant consenti à retirer sa motion, on entendit deux Avocats, qui plaiderent contre le Bill, & ensuite le Chevalier George Younge demanda qu'il fût arrêté que la Chambre s'en occuperoit le Lundi 25.

Le Lord New-Haven observa que le Par-

lement seroit peut-être séparé avant le 25 : qu'il étoit visible , qu'on cherchoit un misérable subterfuge , pour se défaire des Irlandois , & que la Chambre s'obstinoit à ne pas voir les avantages infinis qui résulteroient de l'un & l'autre Bill pour l'Angleterre.

M. Gascoyne nomma quantité d'articles qui ne pourroient point être exportés d'Irlande, & il insista sur les grandes conséquences de celui d'exportation, l'un & l'autre lui paroissant demander les plus mûres délibérations.

La question ayant été portée aux voix, elles furent presque toutes pour le Chevalier George, c'est-à-dire pour que le Bill fût renvoyé à huitaine, ce qui semble dire que c'est une affaire manquée pour cette session.

Seconde lecture du Bill pour les Catholiques Romains: elle donna lieu à M. Ambler de proposer une réforme entière du Code criminel anglois, composé de Loix portées dans des tems qui n'ont aucune ressemblance avec le nôtre. La session touchant à sa fin, il convint qu'une affaire de cette importance ne pourroit être entamée que dans la session prochaine. Revenant sur le Bill des Catholiques, il fit sentir le danger de se laisser emporter à un enthousiasme trop ardent en leur faveur, & il insinua quelques modifications, dont le Chevalier George Saville, soutenu de M. Charles Turner, fit

CXXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
voir l'inutilité & les inconvéniens. M. Turner se déclara pour une tolérance universelle, qui embrasseroit toutes les espèces de Religions. Il parla avec éloge de la conduite exemplaire des Catholiques, comme sujets, comme citoyens & comme chefs de famille. — La seconde lecture du Bill fut demandée par acclamation, & il fut ensuite arrêté que la Chambre s'en occuperoit le lendemain en comité.

Le Chevalier William Meredith informa la Chambre que le Vendredi 22, il demanderoit qu'on examinât les papiers concernant la flotte du Comte d'Esling, apportés le 16 par le Lord North à la Chambre.

La Chambre délibéra sur le nouveau Bill de la milice. Diverses modifications furent proposées. La seule essentielle consistoit à soulager le Gouvernement de la dépense d'un Clerc ou Secrétaire de bataillon, lorsqu'il n'y a pas plus de deux compagnies : elle passa à l'affirmative. — Le Chevalier Saville fit voir l'inconvénient d'incorporer les Officiers réformés à la demi-payé avec la milice. Il devoit résulter de-là, suivant lui, que des forces destinées pour la défense momentanée de la Constitution, deviendroient une armée permanente sous l'autorité de la Couronne.

Le Chevalier Philipp Jennings demanda pourquoi les Capitaines à la demi-payé ne seroient point admis dans la milice, ainsi que

que les Lieutenans & les Enseignes? M. Sawbridge lui répondit que les Constitutions de l'armée ne le comportoient point; attendu que si on permettoit à des Capitaines à la demi-paye de conserver leur réforme en entrant dans la milice avec le même grade, il en résulteroit un très-grand préjudice pour le service des troupes réglées. Ces Capitaines trouveroient plus doux de prendre des commissions dans la milice; & l'armée, dans le moment du besoin, se verroit privée du service des Officiers les plus expérimentés. — Après quelques nouvelles modifications, le Bill passa & il en sera fait rapport le 19 à la Chambre.

Par un compromis entre les deux partis, les Bills Irlandois seront remis à un Comité, qui continuera à entendre les témoins & les Avocats.

On lit les réflexions suivantes sur les Bills Irlandois, dans un papier très-accrédité.

» Les Irlandois ne doivent pas avoir grande obligation au Parlement d'Angleterre pour les dernières résolutions qu'il a prises relativement à leur commerce. Son objet est d'appaiser leur ressentiment & de gagner leur confiance pour leur faire supporter de nouvelles taxes, dont le fardeau l'emporte de beaucoup sur les avantages qu'ils peuvent retirer de l'étendue qu'on promet de donner à leur commerce. Le Parlement d'Irlande a

XXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

déjà octroyé 300,000 livres, & il s'est engagé à prendre des mesures pour augmenter l'établissement de ses forces militaires. Les charges que l'Irlande supporte sont certaines, les avantages qu'elle doit recueillir d'un commerce ruiné, sont bien problématiques «.

» Voici ce que répondit un Irlandois à quelqu'un qui lui demandoit ce qu'il pensoit de la prétendue faveur que le Parlement d'Angleterre paroïssoit vouloir accorder à l'Irlande. » La conduite du Ministère est exactement semblable à celle d'un filou qui vous fait penser à toute autre chose qu'à votre bourse, tandis qu'il en délie les cordons & en tire votre argent. Le Vice-Roi d'Irlande est l'homme qui vuide nos poches, pendant que le Lord North est le compere qui nous amuse «.

» Il est certain que le Gouvernement ne pourroit mieux faire que de se relâcher sur les loix du Papisme en Irlande. Les Catholiques Romains composent près des quatre cinquiemes de ce pays. Ils ne jouissent pas à présent des avantages ordinaires qui résultent des loix de la société. En leur refusant l'exercice d'un privilège si naturel, on diminue leur affection pour une Constitution qui les opprime. Faites que les Catholiques puissent avoir leurs propriétés assurées comme les autres Sujets; puisque rien n'est plus raisonnable pour quiconque connoît les

principes de justice, de morale & de politique. Mais d'un autre côté il faut empêcher qu'ils n'entrent dans la partie exécutive ou législative de la Constitution, Au moyen de cet arrangement, les deux partis seront satisfaits, ou du moins ils auront lieu de l'être: car les Catholiques Romains auront leurs propriétés assurées & les Protestans les exclueront de toute autorité politique «.

Parmi le grand nombre de raisons que l'on a fait valoir à l'appui des Bills Irlandois qui sont actuellement sous les yeux du Parlement, il en est une dont il paroît que le public n'a pas été instruit. La voici: l'Angleterre doit certainement quelques compensations à ce Peuple, pour l'infraction qu'elle a faite aux articles de Limerick. Ces articles, quoique conclus & signés par le Général Ginkle & ensuite confirmés par le Roi Guillaume & par la Reine Marie, n'ont jamais été mis en exécution; au contraire, on a publié immédiatement après plusieurs loix très-sévères dont l'objet étoit directement contraire à l'esprit de ces articles.

Le 19.

La Chambre en comité reprit le Bill des Catholiques Romains. M. Dunning proposa d'y ajouter une formule de serment, en substance la même que celle de suprématie & d'abjuration.

Dans un pareil comité sur le Bill d'ex-

CXXXIJ AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

portation de l'Irlande , M. Bamber Gascoyne proposa que la laine , & les étoffes mêlées de laine , les toiles peintes & les rouilles de coton , ainsi que les toiles fil & coton , le houblon , les verroteries , les chapeaux , le charbon & la poudre à canon , fussent exceptées du nombre des articles dont l'exportation aux Colonies seroit permise aux Irlandois (ce qui réduit l'exportation aux seules toiles de pur lin , blanches ou à carreaux ou peintes. Il ne s'en exportoit pas pour quinze cents livres sterling par an , par les Manufacturiers anglois.) — Le Lord New-Haven , répondit que ces exceptions leur enlèveroient tout le fruit de la grace qu'on cherchoit à leur faire. — Suivant M. Connolly , la misère du Royaume étoit si excessive , que le Bill devoit toujours être accepté , comme un gage de futures faveurs. Il parla des nombreuses banqueroutes qui se sont faites depuis peu dans ce Royaume , & de plusieurs milliers d'ouvriers de la ville de Dublin , aujourd'hui sans ouvrage , & soutenus par des charités publiques. Il ajouta qu'il espéroit de voir l'Irlande aussi étroitement unie à l'Angleterre , que le Comté de Middlesex. Le Lord Nugent & M. Burke furent du même avis. Celui-ci ajouta qu'il espéroit que dans la prochaine session l'affaire seroit examinée plus soigneusement , parce que le Parlement sentiroit la nécessité d'accroître les avantages de la première &

de la plus méritante des dépendances Britanniques. — La motion de M. Gascoyne passa sans qu'on levât les voix ; après que M. Gilbert eut fait voir que l'exportation , (par le Bill actuel) s'étendoit aux Chandelles , aux diverses poteries , à la bonneterie , à l'ébénisterie , aux meubles , & à toute la bijouterie.

M. Gascoyne obtint aussi , que les vaisseaux d'Irlande pour la côte d'Afrique , pussent y porter des lainages , pour compléter les assortimens nécessaires à ce commerce. L'objection qui fut faite par le Chevalier Younge , que cette permission faciliteroit aux Irlandois l'exportation de leurs gros lainages , ne prévalut point. — Ce même député fit arrêter , (cet article ayant été convenu d'avance) que le Bill n'auroit lieu que quand le Parlement d'Irlande , auroit imposé des droits intérieurs , égaux à ceux d'Angleterre , sur les articles dont l'exportation va lui être permise , sans pouvoir donner de gratifications. — Il fut arrêté de même , sur la demande du Chevalier William Bagot , qu'il seroit mis un droit de 2 livres 10 sols par tonneau sur tout le fer importé en Irlande.

Le Chevalier Thomas Egerton demanda ensuite que ce Bill d'exportation n'eût lieu , que quand le Parlement d'Irlande auroit révoqué un acte qui met un droit d'un demi denier , sur chaque livre pesant de fil de lin exporté d'Irlande. Suivant lui , ce droit

CXXXIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

revenoit à 4 pour 100 de la valeur. Si on y joint la commission de 2 pour 100, le fret, les droits de port, &c. le tout se monte à dix pour cent de plus pour le consommateur anglois que pour l'irlandois. Il allégua que le Comté de Lancastre, prenoit à l'Irlande chaque année pour 150,000 livres de ce fil. Il plaida pareillement pour les intérêts de la Ville de Manchester, à cause de ses toiles de lin à carreaux, & il fit voir que cette ville, pour avoir montré un si généreux zèle avant & depuis la déclaration de la France, ne méritoit pas d'être ruinée comme elle le feroit, si on n'ajoutoit point cette clause en sa faveur au Bill en question, parce que l'article des toiles à carreaux occupoit chez elle, quantité de femmes & de pauvres ouvriers, dans les intervalles de tems que laissoient les articles plus considérables.

Le Lord Nugent & M. Jenkinson, s'élevèrent contre cette motion, qui tendoit à rompre le traité de 1698, par lequel la Grande-Bretagne s'étoit engagée à donner tout l'encouragement possible, & sa pleine garantie, aux Manufactures de toiles d'Irlande, en considération du sacrifice qu'elle lui avoit fait de ses lainages, qui étoient dans la condition la plus florissante. M. Burke assura que l'impôt dont on demandoit la suppression rapportoit à l'Irlande 7,500 livres sterling, & que cette suppression ne

feroit pas gagner plus de 1,500 livres à l'Angleterre. Il rappella à la Chambre que l'Angleterre avoit donné jusqu'ici 5 pour 100 de gratification pour le fil de lin importé d'Irlande, & 14 pour 100 pour l'exportation des toiles manufacturées de ce fil ; ce qui compensoit bien le désavantage du droit irlandois de 4 pour cent à la sortie. Le Lord North fut du même avis que le Lord Nugent, déclarant que toute manufacture de lin, sous quelque dénomination que ce puisse être, appartient à l'Irlande, qui doit en jouir avec la plus entière liberté, & qu'en laissant aux Irlandois l'article des toiles de lin peintes à carreaux, on ne leur fait point de grace. — La clause proposée par M. Egerton fut rejetée par 79 contre 33 : pluralité 46.

Le 20.

Le Lord North remit à la Chambre un message du Roi, concernant la famille du Lord Chatham, portant que le Roi accorderoit, pour le tems de la durée de sa propre vie, une somme annuelle de 4,000 livres sterling aux héritiers du Comte Chatham ; recommandant à la Chambre de pourvoir à rendre ce secours perpétuel. — Ledit message renvoyé au Comité du lendemain, celui d'Afrique commença. — Le sieur Roberts, ci-devant Gouverneur en Afrique, appelé pour déposer, donna des détails in-

CXXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
téressans sur la diminution de cette branche
de commerce , lui assignant pour première
& principale cause , les empiétemens des
François. » Ils ont , dit-il , formé des éta-
blissemens sous le canon de nos forts qui ne
sont pas assez redoutables pour tenir dans le
devoir les Villages Negres voisins , & ils ont
même élevé une factorerie dans la maison d'un
des principaux Agens du Comité. Ces établis-
semens sont approvisionnés des magasins de
Gorée. Il y a actuellement plusieurs de leurs
vaisseaux dans la riviere Gambie , & même ,
(cette assertion fut prouvée par une lettre
sur le Bureau ,) sur la Côte d'Or. Le prix
des Noirs est haussé par les François , & le
monopole nous en est enlevé. » — Il imputa
encore la hausse du prix des Noirs à la riva-
lité des Traiteurs Anglois. Il conseilla l'éta-
blissement d'une Compagnie à l'instar de
celle des Indes , comme le moyen le plus sûr
de faire rentrer l'Angleterre dans la jouissance
de ce monopole. En 1672 , lorsque la Com-
pagnie d'Afrique fut formée , ce commerce
étoit encore plus tombé qu'aujourd'hui. De
huit forts que les Hollandois y avoient , ils
ne lui en avoient cédé qu'un , & les Danois
en avoient deux. Cependant la Compagnie
prospera beaucoup plus que toutes les au-
tres Nations dans ce commerce. Il avança
que les sommes octroyées n'étoient point ap-
pliquées suivant l'intention du Parlement ,
& qu'elles servoient à payer les prétendues

dettes des Officiers du Comité. — Cette assertion ne fut point contredite par M. Camplin, ci-devant Secrétaire, & aujourd'hui Membre du Comité. L'un & l'autre assurèrent qu'une Compagnie exclusive, qui auroit un gros capital à mettre dans ce commerce, tireroit d'Afrique, non-seulement des esclaves, de l'or, de l'ivoire, de la cire, & des bois de teinture, mais qu'elle importerait en Angleterre du tabac, du riz & de l'indigo, les uns & les autres de ces articles beaucoup meilleurs & moins chers que ceux qui venoient d'Amérique, & qu'on pouvoit y ajouter encore les minéraux, l'ambre gris, & diverses autres productions très-utiles.

Une autre cause du déclin de ce commerce, suivant le Gouverneur Roberts, c'est le défaut de crédit des Planteurs des Isles Angloises : autrefois ils avoient coutume de donner des cautions à Londres, pour le paiement des ordres que les Armateurs recevoient d'eux ; mais ils ne sont plus en état de donner ces cautions, & les Armateurs Anglois ont abandonné ce commerce.

Sur la fin de la séance, les Membres du Comité s'étant retirés successivement, comme il n'en restoit plus que dix, la délibération fut remise au lendemain.

JE viens de lire, Monsieur, un compte très-intéressant sur le commerce ancien & actuel de l'Angleterre en Afrique, qui doit

CXXXVIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
 avoir naturellement sa place à la suite des
 débats que vous venez de lire: c'est une dé-
 pendance nécessaire du système que M. Lut-
 trell cherche à établir, pour que l'Angle-
 terre puisse retrouver, par le moyen de l'A-
 frique, une partie des pertes que lui causera
 la séparation des Etats-unis.

*Etat des retours annuels d'Afrique pour les mar-
 chandises qui y étoient envoyées par l'ancienne
 Compagnie Royale, lesdits retours pris sur
 une évaluation moyenne*

	<i>Livres Sterling,</i>
40,000 Esclaves, à 12 livres sterling.....	480,000
120,000 onces d'or en pou- dre, à 40 sols sterling.....	240,000
30 tonneaux de dents d'E- léphants, à 60 livres.....	1,800
150 tonneaux de cire d'abeille, à 40 livres.....	6,000
250 tonneaux de bois dit Cam- wood, à dix livres.....	2,500
20 tonneaux de poivre de Malayetta, à 10 livres.....	200
Total des retours annuels d'Afrique, prix courant.....	<u>730,500</u>

Voici le prix qu'ont été vendus en Eu-

ET DE L'AMÉRIQUE CXXXIX

rope & en Amérique les articles ci dessus mentionnés.

Evaluation moyenne.

Livres Sterling.

40,000 Esclaves , à 30 livres par tête.....	1,200,000
120,000 onces d'or en pou- dre , à 3 livres 17 fols 6 deniers.	465,000
30 tonneaux de dents d'Elé- phans , à 100 livres.....	3,000
150 tonneaux de cire d'a- beilles , à 100 livres.....	15,000
250 tonneaux de bois dit <i>Cam- wood</i> , à 38 livres le tonneau..	8,250
20 tonneaux de poivre de Malayetta , à 50 livres le ton- neau.....	1,000

Total de la vente annuelle des
marchandises d'Afrique, du tems
de la Compagnie..... 1,692,250

Les marchandises ci-dessus
avoient été prises en échange
pour des manufactures Angloi-
ses, des marchandises des Indes
& du rum des Isles, montant an-
nuellement à 730,500

Profit annuel pour la Grande-
Bretagne, lorsque la Compagnie
Royale d'Afrique possédoit les
forts..... 961,750

cxl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Livres Sterling

Les vaisseaux Anglois, qui en 1777 ont fait la traite sur la côte d'Afrique, n'y ont acheté que 10,000 Esclaves, évalués sur un pied moyen à 20 livres par tête	200,000
300 tonneaux de gomme Sénégal, à 18 livres.....	5,400
Ils peuvent y avoir pris pour porter en Europe, en or, en dents d'Eléphants, en cire d'abeille & en bois dit Camwood, la valeur de.....	25,000
<i>Total....</i>	<u>230,400</u>

L'Angleterre, pour n'avoir point exporté la quantité de ses manufactures & des marchandises de l'Inde qu'elle exportoit annuellement du tems de la Compagnie Royale d'Afrique, a donc perdu l'année dernière (1777) un débit de.....	500,100
Puisque les importations annuelles faites par cette Compagnie, lorsqu'elle avoit des forces en Afrique pour maintenir son commerce, étoit de...	<u>730,500</u>

Les articles ci-dessus ont été vendus sur une estimation moyenne en Europe & en Amérique ; savoir :

Livres Sterling

10,000 Esclaves , à 36 livres sterling par tête.....	360,000.
300 tonneaux de gomme Sénégal , à 50 livres le tonneau.....	15,000
De l'or, des dents d'Eléphants, de la cire & du bois de Camwood, pour	40,000

Ci-devant les marchandises d'Afrique vendues en Europe & en Amérique , lorsque la Compagnie d'Afrique existoit, se montoient à 1,692,250

Vente des marchandises d'Afrique en Europe & en Amérique , en 1777..... 415,000

Perte annuelle pour la Grande-Bretagne..... 1,277,250

Indépendamment des marchandises ci-dessus mentionnés , on pourroit tirer d'Afrique les articles suivans , si on encourageoit les Negres à travailler :

Du tabac , du riz , de l'indigo. On auroit ces trois articles en telle quantité qu'on voudroit , meilleurs pour la qualité & à plus bas prix que ceux qu'on tiroit ci-devant de l'A-

mérique. L'Afrique fourniroit aussi des cuirs, des peaux de chiens & de daims, du bois de teinture en grande abondance (aussi beau que celui d'Espagne), du coton, des bois de constructions de différentes qualités, des plantes propres pour la teinture, de l'argent, du vis-argent, de l'ambre gris, des plumes d'autruches, du séné, des drogues, des minéraux, de la gomme, du blanc de baleine, de l'huile de palme, de l'huile de poisson, des chameaux, du bétail, du maïs, des yams, & du bois de merrein pour les Isles.

On fait que tous ces articles sont très-abondants en Afrique. Si l'on vouloit bien examiner cette partie étendue & peuplée du globe (il y a un plan tout prêt pour cela) on pourroit y découvrir plusieurs nouvelles branches de commerce, & ouvrir par ce moyen un débouché plus considérable qu'on ne peut l'imaginer aux manufactures Angloises, aux marchandises de l'Inde, & au rum des Isles. Mais il est impossible de se procurer ce riche avantage par le moyen de Capitaines de vaisseaux passagers ou de Gouverneurs de forts sans défense, qui ont chacun leurs intérêts distincts & personnels, & sans le secours d'une somme suffisante pour faire face à tous les événemens. Il s'élève continuellement des disputes entre les Naturels des différens Royaumes & Provinces pour interrompre le commerce entre les Européens & les Traiteurs de Ne-

gres de l'intérieur du pays. Ces contestations qui existent depuis long-tems entre les Nègres de la côte & ceux de l'intérieur de l'Afrique, seroient bientôt assoupies si nos Commandans avoient constamment des forces suffisantes pour se faire respecter.

Les Peuples d'Afrique n'ayant ni religion qui les eclaire ni ordonnances qui reglent leur conduite, & vivant dans un état d'anarchie, chacun y vise à s'arroger un pouvoir arbitraire; & ils sont presque continuellement dans un état de guerre. Ils semblent mépriser les liens de l'amitié, & rarement ils vivent dans une paix parfaite, soit avec leurs voisins, soit avec les nations limitrophes. Le système le plus en vogue parmi eux, est celui de s'opprimer mutuellement, & quiconque a acquis le pouvoir d'offenser, ne conviendra jamais qu'il mérite aucun blâme ou réprimande. C'est pour cette raison qu'il est impossible de pénétrer dans ce pays, d'y tenter des découvertes, ni d'y faire le commerce avec quelque apparence de succès. Il faut absolument que ce commerce appartienne à une Compagnie unie d'actionnaires, qui ait un gros capital, ainsi que des forts en bon état & toujours remplis de marchandises.

IL est certain, Monsieur que ce tableau offre l'idée d'un commerce immense & qui pourroit faire oublier à l'Angleterre la perte

cxliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de l'Amérique ; mais celui qui l'a tracé est meilleur patriote que politique. Son zèle lui fait oublier que dans la partie de l'Afrique où le commerce se feroit avec le plus d'avantage , le climat est si contraire aux Européens , qu'il n'est pas possible d'y entretenir des forces suffisantes pour mettre la police parmi les Naturels du pays , & y faire en même tems la loi aux Etrangers. Aucune Colonie Européenne ne peut y résister : c'est ce qui ne s'est que trop vérifié par l'exemple des Portugais , qui s'y sont dénaturés au point de ne plus conserver que leur nom.

Je conviens que les Européens vivent très-bien en Amérique sous la même latitude ; mais c'est qu'il y a une très grande différence entre les deux pays. Vous avez pû voir dans l'*Histoire de l'Amérique* , par le Docteur Robertson , que le continent de l'Amérique approchant beaucoup plus près du pôle , le froid y est par cette raison toujours plus rigoureux qu'en Europe. Il ajoute encore , qu'entre les tropiques les vents ayant leur direction Est & Ouest , il arrive jusqu'à ses côtes Occidentales chargé des vapeurs qui s'élèvent des sables brulans de tout ce vaste continent , & que quand il atteint le Bresil & la Guyane il est rafraîchi par le long intervalle de mer qu'il a parcouru , & que la température de ces parties de l'Amérique est nécessairement plus douce que celle du Sénégal & de la Caffrerie. En traversant
l'Amérique

l'Amérique il passe d'immenses plaines couvertes de forêts impénétrables aux ardeurs du soleil, ou coupées par des rivières & par des eaux stagnantes, qui ne lui laissent point reprendre un très-grand degré de chaleur. Enfin il arrive à la chaîne de montagnes appelées *Andes* ou *Cordelières*, qui partagent ce continent du Nord au Sud, & en passant par-dessus leurs cîmes glacées & très élevées, il est rafraîchi au point que les pays situés par de-là ces montagnes n'y sont point tourmentés par les chaleurs excessives qui se font sentir sous l'Equateur. Cet avantage qu'ont visiblement sur l'Afrique les parties de l'Amérique, qu'on jugeroit les plus inhabitables, décident la question contre l'Afrique, & garantissent aux Puissances Européennes, qui pourroient y craindre la rivalité de l'Angleterre, que jamais elle n'essayera d'y fonder un nouvel Empire, & que quand elle se contenteroit seulement de rétablir sa Compagnie Royale, elle n'y travailleroit pas avec plus d'efficacité que le Comité, n'ayant pas assez d'hommes à sacrifier pour subjuguier les Naturels du pays, plus instruits & plus aguerris aujourd'hui qu'ils ne l'étoient autrefois.

Le 21.

La Chambre en Comité sur le message du Roi: M. Townshend proposa que pour entrer dans les intentions favorables de S. M., envers la famille du Lord Chatham, que dans

Tome X. k

cxlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
d'aussi tristes circonstances, le Roi n'avoit pas pu traiter, comme l'avoit été par la Reine Anne celle du Duc de Marlborough, la Chambre assurât à perpétuité, au titre de Lord Chatham, dans la famille du feu Lord, une somme annuelle de 4,000 livres sterling, qui seroit payée sur le fonds aggrégé.

La motion passa aussi-tôt sans opposition.

M. Viner demanda l'attention de la Chambre sur une question ou deux qu'il avoit à faire au Général Burgoyne, qui étoit attendu dans la Chambre le lendemain 22 au matin.

Le Lord Nugent représenta à M. Viner qu'il y avoit dix mille familles à Dublin, qui mourroient de faim, dans l'attente de l'issue des bills d'Irlande actuellement sur le tapis, & le pria de trouver bon que l'affaire du Général Burgoyne, comme moins urgente, fût remise à un jour plus éloigné. Après quelques discussions avec d'autres Membres, sur le délai demandé, & auquel M. Viner se prêta de bonne grace, l'affaire du Général fut renvoyée au mardi 26. — Le Général Burgoyne, qui venoit d'entrer dans la Chambre, annonça des éclaircissemens dont tout le monde seroit étonné, & consentit à les remettre jusqu'au 26, s'il pouvoit se flatter que ce jour-là on voulût bien entendre toute sa justification, & qu'il se trouvât à la Chambre le plus grand nombre de Membres qu'il seroit possible.

Le Lord North étant arrivé, on discuta une autre matiere. Les Sheriffs de Londres ap-

portèrent une pétition du Lord-Maire, des Aldermans & du Conseil commun, dans laquelle, après avoir remercié le Parlement des honneurs qu'il avoit décernés au Lord Chatham, ils le supplioient de lui ordonner pour sépulture l'Eglise de Saint Paul au lieu de celle de Saint Pierre de Westminster.

M. Dunning déclara que lorsqu'on auroit statué sur cette demande, il proposeroit que le monument fût aussi érigé dans l'Eglise de Saint Paul, l'autre Eglise étant si remplie d'épitaphes & d'inscriptions, qu'il ne s'y trouveroit de place pour celle du Lord Chatham que sous le comble hors de la portée de la vue, ou dans quelque coin obscur.

M. Rigby, comme s'il se soucioit peu qu'on pût lire l'éloge du Lord Chatham de trop près ou trop aisément, s'éleva contre la demande du Corps de Ville. Il prétendit qu'il y avoit de la place de reste dans Westminster pour recevoir le corps du Lord Chatham : qu'au surplus la Ville de Londres n'avoit pas plus de droit que celle d'York ou celle de Bristol pour le demander, & qu'elle en avoit certainement moins que celle de Bath, dont il avoit été le Député au Parlement. — Il parla ensuite avec beaucoup de liberté des personnages qui composent aujourd'hui le Corps de Ville de Londres, pour lesquels il marqua le plus parfait mépris.

Le Colonel Barré, après avoir pris la défense de ces Magistrats, rappella à la

cxlvij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Chambre que l'Eglise de Saint Paul, ayant été destinée par le Chevalier Christopher Wren qui l'a construite, à recevoir les monumens des grands hommes, il ne falloit point hésiter à y placer celui du Lord Chatham. Les éloges qu'il trouva l'occasion de donner au désintéressement montré par ce Ministre, lorsqu'il avoit été Trésorier général des Troupes, ayant blessé M. Rigby, qui crut devoir les prendre comme une censure de sa conduite dans la même place, ce dernier lui répondit avec aigreur, & se permit de nouveaux sarcasmes contre les Aldermans de Londres, qui ne sont plus, dit-il, des Marchands, mais des (a) politiques. Il déclara au surplus, que quelque part que se trouvât érigé le monument du Lord Chatham, il iroit sûrement le voir & qu'il ne croiroit point y être gêné par la foule.

M. Townshend observa que l'Eglise de Westminster étoit surchargée, & si l'on osoit le dire, rassasiée de monumens: que celle de Saint Paul, qui ne lui cédoit point en beauté, n'en avoit presque aucun: qu'il étoit à souhaiter qu'elle ne fût point profanée comme sa rivale par les sépultures d'une multitude de prétendus hommes d'Etat, qui n'en méritoient point à beaucoup près une aussi honorable: que celui de Milord Cha-

(a) Quelqu'un a rétorqué ce compliment contre la Chambre des Communes, en disant que ses Membres ne sont plus des *Politiques* mais des *Marchands*,

tham étant le premier qui décoreroit celle de Saint Paul , les Artistes de la Grande-Bretagne se piqueroient d'émulation pour y déployer , dans les monumens des Héros & des grands Hommes en tout genre , l'opulence , le goût & les vertus de la nation , que les Etrangers auront la liberté de voir sans payer. Il ajouta qu'au surplus il convenoit de savoir avant tout les intentions de la famille.

La motion mise aux voix pour recevoir la pétition du Corps de Ville , passa à l'affirmative , sans opposition.

Le 22.

Le Chevalier Jennings Clarke parla de nouveau sur le Bill pour étendre les exportations de l'Irlande. Il se montra dans la ferme persuasion que cette indulgence pour les Irlandois seroit la ruine de l'Angleterre. » On parle , dit il , de dix mille ames prêtes à périr & à se révolter dans Dublin , & moi , je vous ferai compter dans Londres trente mille Ouvriers en soie (du quartier dit Spitalfields) qui périssent de misère , faute d'ouvrage « . — La grande quantité de remontrances contre les Bills , envoyées de toutes parts à la Chambre , peuvent la convaincre de la peine extrême qu'ils font à l'Angleterre. Il appuya ces raisons d'une apologue. » J'ai connu un homme , dit il , qui avoit deux chiens d'arrêt , qu'il aimoit beaucoup. Obligé

cl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de voyager, il les confia à son Garde de chasse. Celui-ci n'en prenoit aucun soin, il ne leur donnoit que rarement à manger : à la fin il les oublia entierement. Le maître, de retour chez lui, trouva que l'un de ses deux chiens avoit dévoré l'autre. Ce sera le sort de l'une des deux nations qui se querellent aujourd'hui pour le commerce. Elles ont été également négligées & oubliées : or, s'il faut que des deux chiens l'un mange l'autre, j'aime encore mieux manger que d'être mangé ; c'est ce qui fait que je m'oppose au Bill qui nous feroit manger par l'Irlande.

Les réclamations de ce Député n'empêcherent point le bill de passer avec les modifications dont il a été question plus haut. Les deux partis s'étant arrangés, & étant convenus entr'eux de leurs faits, le Chevalier Jennings Clarke se trouva seul opposant.

M. Hartley prévint la Chambre qu'il ouvrirait un avis le 27, pour terminer tous les différends avec l'Amérique, en reconnoissant son indépendance.

On fit la troisième lecture du bill en faveur des Papistes, qui révoque plusieurs clauses des actes des onzième & douzième années de Guillaume III, pour empêcher le papisme de s'étendre, & il fut ordonné de le porter aux Lords.

Chambre des Pairs, le 25.

Le Clerc de la Chambre fit la lecture des différens avis reçus de Toulon sur l'armement

& le départ de l'escadre françoise. Le premier de ces avis est du 3 Janvier dernier, & ils continuerent presque sans interruption jusqu'à celui qui arriva aux Ministres le 27 Avril.

Le Duc de Richmond, observa d'abord que les ministres avoient été suffisamment, & d'assez bonne heure, instruits par ces avis, si on en excepte celui du départ de l'escadre, qui n'est arrivé à Londres que le 27, & à proprement parler le 29, tandis que la nouvelle en étoit publique à Paris le 17. » Du 17 au 27, ajouta-t-il, on l'auroit apportée de Paris à Londres à cloche-pied. « Il fit remarquer que la division de l'Amiral Hyde Parker, partie le 20 Mai, avoit été retardée jusques-là, pour ne s'être pas trouvée prête, puisque le Prince de Galles, Amiral Barrington, destiné pour les Isles, étoit parti avant elle, & qu'enfin elle avoit appareillé par le même vent contraire, qu'on prétendoit l'avoir retenue depuis près de trois semaines. Il reprocha aux Ministres de n'avoir point envoyé dans la Méditerranée une escadre pour empêcher cet armement, puisqu'ils en avoient eu connoissance dès le mois de Janvier. Il démontra (par un calcul tout semblable à celui que je vous ai fait voir, Monsieur, dans le P. S. de ma dernière lettre du 22 Mai) que déduction faite des onze vaisseaux de la division de Parker, l'armée navale de l'Angleterre ne

clij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

pouvoir plus confister qu'en vingt cinq ou vingt six vaisseaux de ligne. (J'ai donc eu raison de vous avertir de ne point croire les gazettes en langue Françoisé, qui en comptoient quarante quatre.) Or, poursuit ce Seigneur, ces forces sont-elles suffisantes pour résister à la France & à l'Espagne, qui ont soixante-quatre vaisseaux de ligne en bon état ? Il fit ce compte ainsi : 16 à Toulon ou dehors, 25 à Brest & 23 à Cadix. (Je lui demanderois la permission d'ajouter, qu'encore l'Angleterre n'a d'escadres suffisantes, ni dans les deux stations de ses Isles, ni dans la Méditerranée, ni dans l'Inde, ni aujourd'hui 29 Mai devant Brest ou dans le golfe de Biscaye).

» Qu'il est humiliant, pour l'Angleterre, d'avoir laissé sortir un de ses vaisseaux, commandé par un Vice-Amiral, de l'escadre rouge, absolument seul, (l'Amiral Barrington) & un autre pareillement seul (l'Amiral Montagu) pour Terre-neuve, au risque d'être insultés ou pris sur la route ! Le Lord Sandwich n'a qu'une seule excuse légitime pour se laver d'avoir manqué à ses promesses : c'est qu'il n'a point pu trouver de matelots. Mais quand il a vû la guerre s'engager avec l'Amérique, qui nous fournissoit autrefois tous ceux qu'elle employe aujourd'hui contre nous, il devoit prendre ses précautions, ou au moins ne pas annoncer de si grandes choses «.

Si on se rappelle les précédens débats de la session actuelle sur cette matière, on imaginera aisément quels reproches le Duc de Richmond se permit de faire au Lord Sandwich pour avoir trompé la nation & donné un démenti au Lord Chatham, lorsqu'il soutenait, au commencement de la session, que l'Angleterre n'auroit pas au besoin vingt vaisseaux en état. Il prit quatre conclusions tendantes à la condamnation des Ministres : sur ce qu'ils avoient eu connoissance dès le trois Janvier de l'armement de Toulon : — sur ce qu'ils n'avoient commandé une escadre d'observation que le 29 Avril : — sur ce qu'ils avoient négligé de stationner dans la Méditerranée une forte escadre, ce qui avoit fait perdre à la Grande Bretagne tout l'avantage que lui donne la possession de Gibraltar & de Minorque : — sur ce que le Roi à l'ouverture de la session, ayant parlé clairement des préparatifs de la France & de l'Espagne, & le Parlement ayant octroyé depuis plusieurs années des sommes considérables pour le service de la marine, la supériorité de l'Angleterre devoit être assez décidée pour qu'elle pût employer des détachemens de son armée navale à la sûreté de ses possessions du dehors, sans mettre en danger celles de l'intérieur.

Il finit par ces mots : » dans un tel état des choses, il est impossible de ne point regarder les Ministres comme coupables du

crime d'Etat le plus énorme , c'est à dire , d'avoir trahi les intérêts les plus essentiels de la nation qui leur étoient confiés , & qui exigeoient d'eux l'attention la plus sérieuse & la plus suivie.

Le Lord Sandwich soutint avec chaleur , qu'il n'étoit point plus responsable , que les autres Ministres , du mauvais état de la marine : il nia que jamais il eût dit qu'un Chef de la Marine Angloise devoit toujours avoir des escadres supérieures aux forces navales réunies de la Maison de Bourbon : il prétendit qu'il avoit avancé seulement que la sûreté des Côtes Britanniques seroit le principal objet du Bureau de l'Amirauté , avant que de détacher aucune partie de la flotte pour le service extérieur.

Il parla des quarante-deux vaisseaux de ligne , qu'au mois de Novembre dernier il avoit dit être prêts : il fit voir par les comptes d'usée & de consommation , par ceux de condamnations de vieux vaisseaux , & par les accidens qu'on n'avoit point pu prévoir , qu'il avoit eu ces quarante-deux , & même sept de plus , & qu'il ne lui avoit manqué que des hommes pour les armer. — Après s'être justifié sur ce point , par ce qu'il appelloit une preuve mathématique , il essaya de rendre raison du délai apporté au départ de la flotte. Il prétendit que les vaisseaux qui s'étoient trouvés armés , n'étoient propres , par leur avitaillement & par leurs équipages ,

qu'au service du canal, (c'est-à-dire aux croisières dans les mers Britanniques, ou dans le Golfe de Biscaye,) & que par conséquent on n'auroit pas pu leur donner une destination plus éloignée. Il se rejetta aussi sur les vents. Enfin, sans vouloir déclarer son opposition à la motion, il demanda au Duc de Richmond, si, dans l'état actuel des choses, il conseilleroit de faire un nouveau détachement de l'armée navale, & si en affaiblissant l'escadre intérieure, on ne s'exposoit pas aux plus grands risques? (Vous remarquerez ici, Monsieur, l'effet de la nomination du Maréchal Duc de Broglie au commandement général des Côtes, relativement à l'emploi des principales forces de l'Angleterre.) Il fit sentir le danger de traiter en public cette question qui ameneroit la discussion des forces & des dispositions actuelles de l'ennemi. Il répondit aux inculpations à lui faites par le Duc de Richmond, sur la trop grande confiance des Ministres dans les paroles de la France, que depuis deux ou trois ans, on ne connoissoit plus rien aux sentimens & à la conduite de cette Cour: que sa dissimulation avoit fait plus de mal à l'Angleterre, qu'une déclaration ouverte en faveur des Américains; & que depuis le nouveau regne, elle avoit fait des efforts incroyables pour remonter sa marine, que jusques-là elle avoit paru négliger. Quant à l'Espagne, il assura la Chambre qu'il n'étoit

clvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

point certain que cette Cour se joignît à la France, & qu'on recevoit d'elle journellement des assurances d'amitié. Enfin il répondit d'avoir, non pas seulement quarante-neuf, mais cinquante-neuf vaisseaux en état, s'il pouvoit se procurer des matelots. Cet article lui donna l'occasion d'élever des plaintes sur tous les obstacles que la presse avoit trouvés de la part de l'opposition, comme s'il eût voulu piquer d'honneur le Duc de Richmond, pour qu'il prêtât plutôt ses bons offices à cette opération, que de la traverser. Enfin, pour justifier les délais apportés au départ de l'escadre de l'Amiral Byron : il fit entendre que celle de Toulon pouvoit aussi bien être destinée pour l'Inde, & que dans ce cas il n'y avoit point de vaisseaux anglois armés pour cette destination.

Le Duc de Richmond répondit sur ce dernier article, qu'attendu tous les avis reçus depuis long-tems, & tout l'argent donné pour la marine, elle *devroit* être assez forte pour fournir aux détachemens nécessaires ; mais il ne dit point s'il feroit ces détachemens, dans l'état actuel de foiblesse de cette marine. Quant au départ de l'escadre, il soutint qu'il auroit pu avoir lieu en même tems que celui de l'Amiral Barrington pour les ~~Illes~~, ou de l'Amiral Montagne pour Terreneuve, & par conséquent avant le 20 Mai.

Le Lord Bristol, qui étoit venu à la Chambre quoique malade, recueillit toutes

ses forces pour faire éclater son indignation contre les Ministres, & son étonnement de ce que Milord Sandwich prétendoit n'être pas plus responsable qu'un autre. Il rendit pleine justice aux diverses assertions du Duc de Richmond & à toutes les conséquences qu'il en avoit tirées. Il se mocqua des 49 vaisseaux de Milord Sandwich, tandis qu'il n'en falloit pas moins de (a) 80 pour soutenir une guerre avec succès. Il fit un tableau déplorable des armemens actuels, les vaisseaux de 80 canons & de 74, n'ayant pas plus de 5 à 600 hommes, tous mauvais ou pauvres sujets, tandis qu'ils devroient en avoir 650 au moins, ainsi qu'il est prescrit par l'ordre du Conseil de l'année 1760.

Il assura qu'en 1771 l'Amiral Hawke, prédécesseur du Lord Sandwich, avoit laissé 81 vaisseaux de ligne en bon état, & en comptant les vaisseaux en construction & en réparation 136 vaisseaux de force, au lieu qu'actuellement il n'y en a peut-être pas un tiers qui pût faire campagne, quoique depuis cette époque les constructions & réparations seulement eussent coûté 3,700,000 liv. sterl. Il rapporta divers exemples de *gaspillage* de cette partie des fonds, & entr'autres il cita une frégate vendue mille livres sterl. & qui

(a) Voyez Lettre du Banquier N.^o XXIV. le Mémoire sur la Marine & sur les Matelots de l'Angleterre.

après avoir été réparée, fut achetée, comme neuve par le Gouvernement.

Le Duc de Eolton reprocha au Ministre d'avoir manqué le moment de faire une presse efficace, pour avoir laissé écouler deux ou trois jours sans l'ordonner après la déclaration de la France. Les Matelots, dans le cas d'être pressés, eurent le tems de se sauver; & l'Amirauté a été obligée de faire main-basse sur tous les vaisseaux prêts à partir, au grand préjudice du commerce, & sans se procurer dans la première quinzaine plus de mille Matelots, au lieu de huit à neuf mille qu'il auroit pu avoir.

Le Duc de Richmond ayant à cœur de se justifier sur l'imputation relative à la presse des Matelots, reprit la parole pour assurer la Chambre de son zèle pour le service, & il apporta en preuve l'offre par lui faite au Roi de lever un régiment pour la défense du Royaume, offre qu'il n'avoit pas plu à Sa Majesté d'accepter, quoiqu'il n'y eût mis d'autre condition que celle de ne point toucher de solde pour sa personne. — Enfin, la motion de ce Seigneur fut rejetée au moyen de la question préalable, qui fut soutenue par 49 voix contre 34 : pluralité 15.

Dans la même séance, le bill des Catholiques Romains donna lieu à des discussions intéressantes.

Le Docteur *Hinchcliffe*, Evêque de Peterborough, quoiqu'assurant qu'il donnoit une

entiere approbation à l'intention du bill, pria la Chambre de ne point précipiter cette affaire, dans laquelle il voyoit divers objets dignes de la justice, de la sagesse & de la politique du Parlement. Il attaqua une des dispositions du bill, en vertu de laquelle un pere pourroit laisser son bien à son second fils Catholique, au préjudice de son aîné Protestant : pouvoir inique & barbare qu'il ne croyoit point qu'un Parlement protestant eût intention de donner.

Le Marquis de Rockingham & le Lord Le Despenfer défendirent le bill même sur ce point, en faisant voir qu'un pere ne devoit pas être gêné jusqu'à devoir préférer pour la succession un fils Protestant mauvais sujet, à un fils Catholique Romain dont il n'auroit qu'à se louer. Ils firent voir que pour astreindre un pere à donner son bien de préférence à son fils aîné, il seroit nécessaire de porter une loi particuliere pour cet objet. — Le Marquis de Rockingham pria le Prélat de considérer qu'il s'agissoit de briser les entraves données dans d'autres tems à un nombre considérable de sujets, pour des vues politiques qui étoient absolument changées. » Aujourd'hui, poursuivit-il, nous sommes menacés d'une invasion par un Prince papiste, il devient donc très-intéressant pour nous d'accorder à nos Sujets de la communion, une protection & un bien-être qui les attache à notre Gouvernement, & de leur

CLX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

prouver efficacement la confiance que nous mettons dans les assurances volontaires qu'ils viennent de nous donner, tant en Irlande qu'en Angleterre, de leur soumission, de leur dévouement & de leur zèle. »

Le Lord *Shelburne* appuya de son opinion celle de ces deux Seigneurs. Il remonta aux causes des Loix rigoureuses portées sous Guillaume III contre les Papistes, & qui ne furent imaginées par le Parlement, que pour sonder les sentimens secrets du Roi, soupçonné d'être Papiste à l'occasion d'une clause du Traité de Ryswick en faveur de ceux de cette Communion. » Au surplus, ajouta-t-il, il subsiste toujours des loix encore plus anciennes, contre les Papistes, lesquelles n'ont point été révoquées, & ne sont pas moins rigoureuses que celles de Guillaume III. Il en cita une, du règne d'Elisabeth, en vertu de laquelle on pourroit faire pendre & écarteler un Prêtre Anglois convaincu d'avoir dit la Messe dans Londres. Il rapporta une action hardie & généreuse de lui-même, étant Secrétaire d'Etat, lorsqu'il fit mettre en liberté, malgré l'opposition de l'Archevêque actuel de Cantorbéry, le P. *Maloni*, poursuivi criminellement pour avoir catéchisé des enfans, & que la justice ordinaire avoit condamné, à une prison perpétuelle. Enfin, il insista aussi sur la nécessité de procurer aux Catholiques Romains, tous les adoucissmens possibles à leur sort dans le
moment

moment actuel. — La seconde lecture du Bill ayant été faite sur la demande de ce Lord, il fut arrêté que le Mercredi 27, la Chambre s'en occuperoit en comité.

Chambre des Communes le 25.

On fit la première lecture du Bill pour étendre l'importation en Irlande. — Le Chevalier George Yonge, proposa qu'il fût remis à deux mois. — Le Lord New-Haven insistant pour que la Chambre le discutât actuellement, fit voir que c'étoit uniquement pour un aussi petit intérêt que huit mille livres sterling de commission par an sur les sucres que les Villes de Glasgow, Liverpool & Bristol, qui les fournissoient à l'Irlande, vouloient faire rejeter le Bill, en vertu duquel les sucres iroient en droiture des Isles angloises en Irlande. — Il marqua l'appréhension que les Irlandois ne prissent beaucoup d'humeur de voir ainsi leur espoir trompé, après qu'on leur avoit promis de donner plus d'étendue à leur commerce. Mais la motion pour remettre ce Bill à un autre tems, avoit été arrangée d'avance avec le parti irlandois, & elle passa malgré l'opposition du Lord New-Haven, qui se trouva seul dans la minorité.

Les avis de Toulon produits, comme ils l'avoient été, dans la Chambre des Pairs, donnerent lieu à des débats à peu près semblables. — Le Chevalier William Meredith,

clxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
qui avoit demandé la communication de ces papiers, proposa trois motions de même nature & tendance que les quatre du Duc de Richmond. — Elles furent appuyées par le Chevalier *George Young*.

La question préalable fut proposée en réponse par *M. Welbore Ellis*, qui alléguait plusieurs raisons pour prouver que le moment actuel n'étoit point propre à de pareilles discussions.

M. James Luttrell, parlant de la marine comme de son métier, dit que si on avoit laissé échapper le moment d'arrêter l'escadre françoise au détroit, on auroit dû au moins expédier un vaisseau au Lord Howe, pour l'avertir du départ du Comte d'Estaing, afin qu'il pût se tenir sur ses gardes, rassembler son escadre (de huit à neuf vaisseaux de ligne, dont cinq au moins en très-mauvais état), pour que ses vaisseaux ne fussent point pris, si on les trouvoit isolés, ainsi que pour protéger l'armée angloise aux ordres de son frère sur le Delavare. Il fit entendre que Mylord North n'avoit pas sur l'Amirauté une autorité aussi absolue que la nature de sa place le requéroit, & il imputa l'inattention des Ministres sur les mouvemens de la France, à leurs querelles privées, & à leurs intrigues pour la place de Gardien des cinq ports (valant annuellement 6 mille livres sterling) vacante par la mort de Mylord Holderness, & qui vient d'être donnée à Mylord North.

M. Byng, soutenant la motion, déclara, que si l'Angleterre avoit été obligée de sacrifier la garde du détroit de Gibraltar, à l'intérêt de sa sûreté intérieure, c'étoit une Puissance perdue.

Le Chevalier James *Touther*, accusa les Ministres d'imprudence dans leur conduite avec l'Espagne. Il prétendit qu'ils se laissoient amuser par cette Puissance, mais que les galions ne seroient pas plutôt arrivés, qu'elle se déclareroit pour la France. » Il y a, dit-il, huit millions sterling en espèces sur cette flotte. Nous devons commencer par l'enlever. Il n'y a pas encore long tems que les chantiers de l'Espagne étoient en si mauvais état qu'on les auroit détruits avec la plus grande facilité.

M. *Fox* prétendit que rien n'eût été plus facile que d'empêcher les François de sortir de la Méditerranée : puisque dans la dernière guerre l'Amiral Osborne, en gardant le détroit, les avoit tenus enfermés pendant huit mois dans les ports. Sur une observation de quelques vieux marins, qui prétendoient qu'il étoit plus sage d'avoir laissé sortir les François les premiers, & ensuite d'aller les chercher, il répondit que la sagesse de cette conduite ne le frappoit point, & qu'il ne croiroit jamais, avec le Lord Germaine, qu'il valût mieux châtier un ennemi pour une insulte reçue, que de l'empêcher de la faire.

— Ce député reprocha aussi aux Ministres

clxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

d'avoir abandonné tous leurs alliés du continent, uniquement par pique contre le Lord Chatham, & pour faire outrage à son administration.

Le Lord *North* fit la clôture du débat, en se déclarant pour la question préalable, vu le danger qu'il y auroit à traiter à fond la matière dans les circonstances actuelles. Il convint qu'il lui paroissoit impossible de garder toutes les possessions éloignées, & d'assurer le dedans en même tems : il cita à ce sujet l'exemple de l'Isle Minorque perdue, au début de la dernière guerre, parce que la sûreté de l'intérieur avoit empêché d'envoyer dans la Méditerranée des forces suffisantes. — Quant à l'Espagne, il soutint qu'on ne pouvoit pas faire autrement que de temporiser à son égard, & que malgré tout ce que l'opposition pourroit dire, on ne se décideroit point à insulter une Puissance qui venoit encore d'assurer l'Angleterre de ses sincères intentions de vivre avec elle dans la plus étroite amitié : que cela n'empêcheroit point cependant qu'on n'eût les yeux ouverts sur ses divers armemens.

Il parla des appréhensions d'une descente de la France en Angleterre, comme de quelque chose qui l'inquiétoit peu, assurant que pour la tranquillité de la Nation, on garderoit une puissante escadre dans la Manche.

Il s'excusa de dire où il croyoit qu'étoit allée l'escadre françoise, ainsi que d'entrer

dans d'autres détails sur lesquels les ennemis de l'Angleterre doivent rester dans l'incertitude. — Il nia qu'on eût abandonné les alliances sur le continent, & alla même jusqu'à dire que c'eût été une très-grande indiscretion. Mais il observa en même tems que celles de la Prusse & du Portugal avoient coûté immensément à l'Angleterre dans la guerre dernière, sans qu'elle en eut tiré de grands fruits.

Il convint qu'il étoit responsable en sa qualité de l'un des Ministres d'Etat, & du Conseil du Cabinet, mais non comme *premier Ministre*, espece d'*Animal*, qu'on n'avoit gueres vu à la tête des Conseils Britanniques.

On alla aux voix, & il y en eut pour la question préalable 117, & 91 contre: pluralité 26.

J'AVOIS fait, Monsieur, la traduction des débats sur l'affaire du Général Burgoyne dans la séance du 26, & j'étois en état de vous l'envoyer par cet ordinaire; mais je viens d'en lire un Précis non seulement plus ample que celui qui m'avoit été fourni d'abord, mais par lequel j'ai reconnu que ce premier qu'auront sans doute traduit les Gazetiers qui attachent un grand prix à la nouveauté, étoit très-partial en faveur des Ministres contre M. Burgoyne. Quelque désir que j'eusse de vous faire lire promptement une plaidoierie si curieuse, j'ai préféré d'at-

clxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tendre au prochain ordinaire pour ne vous point exposer à juger une affaire si importante d'après les vues intéressées d'un parti, tandis que votre intention est de la voir sous toutes les faces. — Je vais mettre ici sous vos yeux quelques nouvelles & essais politiques, qui me paroissent tracer le tableau le plus fidele des affaires du jour, & qui vous disposeront à apprendre une révolution dans le Ministère, que l'on dit ici très prochaine.

Apperçu des affaires politiques du 23 au 30 Mai.

Les affaires s'embrouillent. Les Puissances de la Maison de Bourbon ont contre nous des desseins funestes, qui sont sur le point d'éclater. Plus elles seront long-tems à frapper, plus le coup sera terrible. Plusieurs mouvemens indiquent que nos Ministres sont dans les plus vives allarmes à ce sujet; & on fait quelques préparatifs pour repousser l'ennemi en cas d'invasion. Mais c'est notre dernière ressource; & peut-être y auroit-il des moyens moins périlleux à employer contre un puissant adversaire. Au surplus ces préparatifs même ne sont point l'ouvrage de nos Ministres. On n'en est redevable qu'à la vigueur, au courage & à la magnanimité de la noblesse & des principaux habitans qui ont levé les différens corps de milices. Notre armée navale, ce vrai boulevard de l'Angleterre, semble, par sa pésanteur & par son immobilité, être composé de masses de plomb

au lieu de vaisseaux légers comme les vents qui les font mouvoir, ou du moins n'avoir d'autre objet que de molester le commerce & ses agens par une presse continuelle qui ne sert qu'à tourmenter les matelots, & à répandre la consternation dans leurs familles. Quels que puissent avoir été les desseins des François, en faisant des armemens aussi considérables, une grande partie de la flotte, qui est actuellement dans l'inaction à Portsmouth, devrait être en croisière dans la Manche, & faire des courses sur les côtes de France, pour observer les mouvemens de la flotte de Brest. Les François pourroient par ce moyen recevoir quelque échec même en sortant du port, ce qui nous garantiroit d'une invasion. A tout événement, s'ils échappoient à notre flotte, & qu'ils fissent voile vers quelque partie de la Grande-Bretagne, ou de l'Irlande, le même vent qui les porteroit sur nos côtes, y rameneroit aussi nos escadres sur leurs traces, pour en venir aux prises avec eux avant le débarquement, ou dans le tems même de cette opération, & leur faire perdre pour long-tems le goût de pareilles entreprises; au-lieu que, dans les circonstances actuelles, le vent qui poussera les vaisseaux françois au lieu de leur destination, retiendra nos escadres à l'ancre, & nous empêchera d'aller à leur poursuite.

Mais à quoi sert de parler ou d'écrire à des

clxviij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

gens dépourvus d'yeux , d'oreilles & d'intelligence , ou qui , s'ils ont ces facultés , n'en font aucun usage raisonnable ? Après une longue session , le Parlement est sur le point de nous laisser dans une situation pire que celle où il nous a trouvés : nous sommes de quinze millions sterling plus pauvres. Nous avons perdu treize Provinces & l'honneur national par-dessus le marché. De nouveaux ennemis se sont déclarés contre nous , & le nombre des amis qui pouvoient nous défendre , est diminué. Au milieu de cette crise & de ces angoisses , le Parlement va se séparer , en laissant notre argent , le reste de nos possessions , nos vies & nos libertés , sous la garde & protection de ces mêmes Ministres qui ont attiré sur nous tant de désastres , sans adresser au trône un seul mot d'avis dans la situation actuelle des affaires , que ces Ministres eux-mêmes appellent *effrayante*.

Quis talia fando temperet à lachrimis ?

S'il est vrai , comme on l'assure , que le Roi vient de combler le Lord North de nouvelles graces (a) , en prévenant ses es-

(a) La Gardiennie des cinq ports convoitée par chacun des autres Ministres , parce qu'il n'y a point de fonctions & qu'elle rapporte six mille livres sterl. de rente. Ces cinq ports sont ceux qui sont face aux côtes de Picardie. *Douvres , Hastings , Rye , Winchelsea , Hyth , Rumney & Sandwich*. Ils sont aujourd'hui au nombre de sept.

pérances & ses vœux , au point que de tels bienfaits passeroient pour une prodigalité , quand ils seroient destinés à récompenser les services du plus grand Ministre de l'Europe , c'est une preuve évidente qu'à mesure que le Lord North perd de son crédit auprès de toute une Nation mécontente , il acquiert de nouveaux droits à la faveur de son Maître , qui se plaît à cumuler sur lui les richesses , les émolumens & les expectatives , au mépris de la voix du Peuple , & du mécontentement de tout ce qu'il y a de Citoyens raisonnables & vertueux dans le Royaume.

Le Roi Charles I resta attaché à son favori le Chevalier Edouard Hyde , sans vouloir entendre les murmures de ses Peuples ; & enfin ils s'unirent si étroitement l'un à l'autre , qu'ils tomberent ensemble dans l'abîme. Le poids du Monarque l'entraînant jusqu'au fond , il s'y perdit sans retour. Le Ministre , d'étoffe plus légère , lutta long-tems contre les vagues irritées , & on le vit reprendre la plus haute faveur auprès de Charles II , sous le nom de Comte de Clarendon. Il est même parvenu à établir sa postérité sur ce même trône d'où les fils & les petits fils de son Maître ont été chassés.

Quelques hommes s'élèvent dans le monde par leurs vices ; mais personne n'a pris un vol si haut , & ne s'est établi aussi fermement dans le Conseil que le Lord North , par une suite continuelle de fautes & de bévues ,

CLXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ou plutôt par un nombre infini d'absurdités & par l'impudence avec laquelle il fait les avouer. On dit qu'il n'y a qu'un phœnix par siècle ; mais , à coup sûr , le Lord North est le phœnix de tous les siècles passés & à venir.

Les Provinces de Kent , de Suffex & de Devonshire sont presque entièrement soulevées , à l'occasion de la milice & de la presse qui se fait avec une violence excessive. Les habitans ne veulent point tirer à la milice , & les Miliciens prêtent leur secours aux Matelots contre la presse. Il y a eu une émeute des plus vives à Plimouth , dans laquelle les Enrôleurs de la Marine n'ont cherché leur salut que dans la fuite. Le Duc de Richmond s'est trouvé heureusement à Brighthelmstone , où il a été obligé d'haranguer la populace ameutée pour empêcher l'exécution de l'acte de la Milice. Il y a eu des soulèvemens non moins inquiétans dans le bourg de Lewes & divers autres du même Comté.

Les nouvelles d'Irlande ne sont pas plus satisfaisantes. Il y a actuellement dix mille hommes sans emploi à Dublin , & la plupart Tisserands. Ils s'assemblent la nuit par pelotons ; ils tiennent conseil ; ils prennent des décisions ; leur nombre donne beaucoup d'inquiétude aux Magistrats & aux Militaires. Ils ont déjà détruit deux ou trois maisons appartenantes aux personnes qui achètent des

Manufactures Angloises , & ils menacent de faire de nouveaux dégâts si les bills en faveur de l'Irlande ne passent pas cette Session , & de s'en prendre sur tout à ceux qui vendent de la bierre , ou quelque autre denrée angloise. Pour surcroit de malheur , le crédit public est presque perdu. Les Gazettes sont pleines de banqueroutes ; la semaine dernière il y en a eu six qui se montoient à deux cents vingt mille livres sterling. Le peuple de Corke est assez tranquille ; mais cela vient de ce qu'il y a de l'emploi pour les pauvres de cette Ville par les approvisionnemens ; ce tems-là passé , on doit s'attendre qu'ils feront comme les autres.

La nouvelle Loi en faveur des Catholiques n'occasionne pas moins de rumeurs , même en Ecosse , où les volontés & les intérêts de la Cour sont si respectés.

Le 23 , dans l'assemblée générale d'Ecosse , il fut question de répondre à la Lettre de Sa Majesté. Quelques Membres appuyèrent la proposition d'ajouter la clause suivante à la partie de la gratification de mille livres sterl. que doit donner Sa Majesté pour l'encouragement des Protestans dans les montagnes : « Nous ne pouvons point cacher à Votre Majesté les allarmes que le bill en faveur des Catholiques Romains , porté en dernier lieu au Parlement , a causées à un grand nombre de vos Sujets Protestans , dans cette partie de votre domination. Mais comme nous avons

la plus grande confiance dans votre sagesse, & dans l'attachement sincère que vous portez aux intérêts de la Réformation (pour le soutien de laquelle votre illustre famille a été appelée au trône de ces Royaumes ;) nous espérons que vous ne donnerez votre consentement royal à aucun acte qui tende, même le plus indirectement, à augmenter la hardiesse des Emissaires Papistes, ou à aggrandir la sphère de leur activité, & par conséquent à détruire les pieuses intentions de votre libéralité envers les montagnes & les isles éloignées de ce Royaume, & à annuler l'objet pour lequel la gratification confiée à notre disposition est accordée. « Cette clause donna lieu à des débats qui furent soutenus avec beaucoup de chaleur de part & d'autre. Ceux qui s'opposèrent à la motion, s'appuyèrent sur ce qu'on n'avoit point reçu d'information convenable au sujet de la nature du bill en faveur des Catholiques Romains & que par conséquent l'assemblée ne pouvoit pas juger de l'objet de ce bill ; mais comme ils convinrent que s'il arrivoit, pendant la session de l'assemblée, quelque information convenable, ou une copie du bill, on fixeroit un jour pour le prendre en considération ; celui qui avoit fait la motion consentit à la retirer.

P. S. Du 2 Juin.

JE reçois dans l'instant de mon Correspondant

dant d'Embden l'Extrait suivant d'une lettre qu'il a reçue de Nantes, & par laquelle vous saurez, Monsieur, des nouvelles très-fraîches de l'Amérique. On me fait espérer aussi d'avoir une des premières copies du discours que le Roi prononcera demain dans le Parlement, pour faire la clôture de la session. Je ne fermerai point ce paquet sans vous l'envoyer.

Une frégate américaine de 30 canons, appelée la *Providence*, est arrivée à Paimbeuf. Elle est partie de Providence, dans l'Etat de Rhode-Island, le premier Mai. Elle étoit la dernière de l'escadre de Holpkins qui y a été bloquée quelques mois par les vaisseaux de guerre anglois, & au sujet de laquelle le Chevalier Peter Parker avoit écrit au Gouvernement qu'il seroit bientôt en état d'en rendre un bon compte (a). On avoit laissé à Rhode-Island un vaisseau de 64 canons, & deux frégates, pour observer les mouvemens de cette frégate: mais elle a profité d'un vent frais pour les passer. Une des frégates Angloises courut sur la *Providence*, la prolongea, & engagea une action avec elle. Le Capitaine Anglois, après avoir reçu deux ou trois bordées, cria: *Stribord*; & aussi-tôt il vira de bord, & prit le large. Comme il y avoit un brouillard fort épais, la *Providence*

(a) Cet Amiral est aujourd'hui à la Jamaïque sur son vaisseau le *Bristol*, de 50 canons. Il y est arrivé le 14 Février dernier.

perdit bientôt de vue la frégate angloise qui s'appelle le *Lark*. La *Providence* a pris un brigantin dans sa traversée. Elle n'a apporté aucunes dépêches du Congrès, attendu qu'on n'avoit pas osé la charger de papiers, n'imaginant pas qu'il fût possible qu'elle échappât aux vaisseaux Anglois qui l'observoient. Le Général Howe étoit toujours à Philadelphie. Le Général Vashington attendoit que les semailles fussent faites pour assembler la milice, & il s'occupoit de tous les préparatifs nécessaires pour l'ouverture de la campagne. Les derniers bills conciliatoires, qui devoient précéder l'arrivée des Commissaires, & qui étoient partis d'Angleterre le 26 Février 1778, sur la frégate l'*Andromede* (a) de 28 canons, ont été envoyés par le Général Pigott, avec un Pavillon parlementaire, à la Ville de Providence. Les habitans ont examiné ces bills, & n'y trouvant pas leur *sine quâ non*, c'est à dire une ratification de l'indépendance d'Amérique ils ont été brûlés dans la place publique par la main du bourreau. La Province commençoit à être mieux fournie de provisions, parce qu'il en arrivoit de l'isle hollandoise de Saint Eustache. Toutes les classes du peuple étoient fermement déterminées à soutenir la cause dans laquelle elles se sont engagées, & elles ne doutoient point du succès.

(a) Cette frégate est arrivée à New-York le 27 Avril. Il étoit déjà parvenu des extraits de ces bills au camp du Général Washington, où ils avoient été pareillement brûlés avec ignominie.

P. S. du 5 Juin.

Je vous ai annoncé, Monsieur, le discours du Roi, par cet ordinaire. J'aurai le bonheur de pouvoir tenir plus que je ne vous ai promis. Ce discours sera accompagné d'une diatribe très-piquante sur toutes les opérations de la session, dont il vient de faire la clôture, & digne de figurer sous un Numéro 45, qui est je crois celui du cahier des affaires de l'Angleterre, où vous placerez ce discours. Ceci est par allusion au N^o. 45 du Nord-Breton, du 23 Avril 1763, sur un pareil discours de clôture: première étincelle de l'incendie qui a fait depuis de si grands ravages dans tout l'Empire Britannique.

Le 3 Juin, le Roi étant sur son trône dans la Chambre des Pairs, les Communes n'y furent pas plutôt arrivées, que leur Orateur adressa au Roi un discours, pour assurer Sa Majesté que dans le cours de cette longue & importante session, ses fideles Communes lui avoient octroyé avec plaisir & empressement les plus amples subsides, & qu'elles ne doutoient point qu'ils ne fussent appliqués aux divers objets pour lesquels ils ont été demandés: qu'elles avoient passé plusieurs actes pour opérer une réconciliation avec les colonies américaines, dans la confiance que ce seroit un moyen d'obtenir une fin si désirable: qu'elles voyoient avec la plus grande satisfaction que Sa Majesté avoit mis sur pied ce corps constitutionnel, la Milice nationale, d'autant plus, que par ce moyen Sa Majesté auroit la facilité d'employer les troupes réglées du Royaume, aux opérations du dehors, ainsi qu'à la défense & à la protection des dépendances éloignées de la Grande-Bretagne; & enfin que ses fideles Communes avoient lieu de croire qu'en faisant un emploi convenable de ses forces de terre & de mer, il lui seroit facile de punir la perfidie & de réprimer l'insolence de ses ennemis naturels.

L'Orateur ayant fini de parler, le consentement du Roi fut donné à quelques Bills, après quoi Sa Majesté adressa du haut de son trône aux deux chambres le très-gracieux discours suivant.

CLXXVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Discours du Roi tel qu'il a été prononcé
par Sa Majesté.

Milords & Messieurs.

APRES avoir donné aux affaires publiques une application si longue & si pénible, vous devez avoir besoin de prendre quelque repos, & je crois que c'est le moment où il convient de vous le procurer.

Je viens aussi vous faire mes remerciemens du zele que vous avez montré pour soutenir l'honneur de ma couronne, & de l'attention aux véritables intérêts de tous mes sujets, dont vous avez donné des preuves dans les loix sages, justes & humaines, qui ont résulté de vos délibérations, & qui, je l'espere, produiront les plus salutaires effets dans toutes les parties de l'Empire Britannique.

Vous m'avez vu constamment & sincèrement animé du désir de conserver la tranquillité de l'Europe.

Après

Discours du Roi , traduit d'après un placard affiché à la Bourse & crié dans les rues de Londres , le 4 Juin.

Milords & Messieurs.

APRÈS l'édifiant éclat de vos discussions publiques sur nos affaires les plus secrètes, vous devez avoir besoin de retourner à vos amusemens & à vos plaisirs ; & je crois que le moment où je vais montrer une résolution capable d'effrayer l'Univers est celui où il convient de vous mettre dans l'impossibilité de le détromper par votre éternel & inutile chamailllis. Je viens aussi vous faire mes remercimens du zèle que vous avez fait éclater , quoiqu'il n'ait eu qu'un instant de durée , pour soutenir l'honneur de ma Couronne , qui ne périroit que dans notre opinion , & de l'attention aux véritables intérêts de tous mes Sujets , dont vous avez donné des preuves par les loix sages , justes & humaines qui ont résulté de vos délibérations , & qui , je l'espère , produiront les plus salutaires effets dans toutes les parties de l'Empire Britannique , en décidant les unes à renoncer pour jamais à ma domination , & en suscitant une guerre civile de commerce & de Religion parmi les autres. Vous m'avez vu constamment & sincèrement animé du desir qu'on ne

Je goûte une douce satisfaction à penser que la foi des traités & le droit des gens ont été la règle de ma conduite , & que j'ai été sans cesse occupé d'éviter qu'aucune Puissance étrangere crût avoir un juste sujet de s'en plaindre.

La Puissance par qui cette tranquillité aura été troublée , sera responsable à ses sujets & à l'Univers de tous les maux dont une guerre pourra être suivie.

La vigueur & la fermeté de mon Parlement m'ont mis en état d'être prêt pour tous les évènements même les plus imprévus.

Je me persuade que la valeur & la discipline éprouvées de mes flottes & de mes troupes de terre , & le zèle loyal & unanime de la Nation armée & remplie d'ardeur pour défendre tout ce qu'elle a de plus cher , seront capables , avec le secours de la divine Providence , de déconcerter toutes les entreprises que les ennemis de ma couronne pourront oser tenter , & de leur faire sentir combien il est dangereux de défier les forces de la Grande-Bretagne , & de provoquer son ressentiment.

me soupçonât point d'avoir voulu porter la moindre atteinte à la paix de l'Europe. Je goûte une douce satisfaction à penser que la foi des Traités & le droit des gens ont pu servir à colorer ma conduite, tandis que je travaillois uniquement à donner aux Puissances étrangères les plus justes sujets de s'en plaindre. La Puissance, par qui cette perfide tranquillité aura été troublée, sera responsable à ses Sujets, qui s'en féliciteront, & à l'Univers, qui lui applaudira, de tous les maux dont une guerre pourra être suivie, & qui lui auront paru moins redoutables que son avilissement & sa ruine. La généreuse, quoiqu'un peu chère, docilité de mon Parlement m'a mis en état d'être prêt pour tous les événemens, même les plus imprévus, si mes Ministres peuvent seulement trouver de l'argent & des hommes. Je me persuade que la valeur & la discipline éprouvées des vieillards, des infirmes & des enfans enlevés pour le service de terre & de mer, & le zèle loyal & unanime de la Nation mécontente & divisée, faisant revivre son ardeur pour la défense de tout ce qu'elle a de plus cher, c'est à dire, sa liberté menacée par le despotisme de mes Ministres, seront capables, sans que la divine Providence fasse pour cela de trop grands efforts, d'encourager les Ennemis de ma Couronne dans toutes les entreprises qu'ils pourront tenter, & de leur faire comprendre qu'il ne fut jamais moins dangereux qu'aujourd'hui de

clxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Messieurs de la Chambre des Communes.

JE vous remercie de l'empressement avec lequel vous avez octroyé d'abondans & amples subsides pour le service de l'année courante, & des mesures que vous avez prises pour qu'ils soient levés de la manière la moins onéreuse pour mes peuples, quoiqu'en même tems la plus efficace.

Vous avez aussi les plus grands droits à ma reconnaissance pour les moyens par lesquels vous m'avez mis en état de soutenir plus honorablement ma famille.

Milords & Messieurs.

VOTRE présence dans vos Provinces respectives, doit être actuellement très-nécessaire au bien public.

ET DE L'AMÉRIQUE. clxxxj
défier les forces de la Grande-Bretagne & de
provoquer son ressentiment.

Messieurs de la Chambre des Communes.

JE remercie les Entrepreneurs, les Fournissans, les Pensionnaires & les Gens en place, tous esclaves de mes Ministres, & formant la pluralité parmi vous, de l'empressement avec lequel vous m'avez octroyé d'abondans & amples subsides pour le service ordinaire de corruption dans l'année courante, que la Banque, en forçant ce qui peut lui rester de crédit, essayera de réaliser : & des mesures que vous avez prises pour que ces subsides soient levés de la manière la plus onéreuse pour mes Peuples, quoiqu'en même temps la plus inefficace, en surtaxant les terres & les boissons. Vous avez aussi les plus grands droits à ma reconnoissance pour les moyens par lesquels vous m'avez mis en état de soutenir plus honorablement ma famille, que mes Ministres ont deshonorée dans quelques-unes des principales Cours de l'Europe, en la personne des Princes mes Freres & des Duchesses leurs épouses.

Milords & Messieurs.

VOTRE présence dans vos Provinces respectives, déjà soulevées par la répugnance des Peuples pour la presse & la milice, doit être actuellement très-nécessaire au bien

olxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*Je ne puis me dispenser de vous recommander
une attention convenable à vos devoirs dans vos
différentes stations.*

*De mon côté, je n'ai d'autre désir ou objet que
de mériter la confiance de mon Parlement &
l'affection de mes Peuples.*

ET DE L'AMÉRIQUE. clxxxiiij
public. Je ne puis me dispenser , après avoir
refusé les services désintéressés de plusieurs
d'entre vous , & livré quelques autres à une
injuste persécution , de vous recommander
une attention convenable à vos devoirs dans
vos différentes stations. De mon côté , je n'ai
d'autre désir ou objet que de mériter la
confiance de mon Parlement aux dépens de
mes peuples , & l'affection de mes peuples
sur la foi de mon Parlement.

Le Lord Chancelier déclara ensuite que le
Parlement étoit prorogé au 14 Juillet pro-
chain.

Vous aurez observé , Monsieur , qu'il n'est
pas fait la moindre mention dans le discours
du Roi de ses armées ou escadres en Amé-
rique. C'est ce qui vous rendra plus vrai-
semblable l'opinion qui s'accrédite fortement
ici , que le Conseil d'Angleterre a résolu que
le théâtre de la guerre seroit en Europe.

Si le départ de l'Amiral Byron a été re-
tardé depuis que la division de l'Amiral Hyde
Parker est venue le joindre à Plymouth , d'où
il devoit & auroit pû même appareiller aussi-
tôt , c'est encore une preuve que le système
d'opérations est changé. Il est visible qu'on
n'est plus dans l'intention de faire sortir cette
division de 12 vaisseaux de ligne pour aller
dans d'autres mers à la recherche de l'esca-

clxxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
 dre du Comte d'Estaing : que le dessein de
 la Cour, obligée d'abandonner aux hazards
 ses établissemens éloignés , est aujourd'hui
 de n'avoir qu'une seule escadre composée de
 la totalité de ses forces actuelles , & qui ne
 s'éloignera point des côtes de la Grande-
 Bretagne , espece de service dans la vue du-
 quel les vaisseaux avoient été d'abord armés.
 Ainsi les escadres de Keppel & de Byron
 se réuniroient pour observer celle de Brest,
 dans l'espoir de faire dépendre du sort de
 celle ci l'issue de l'expédition à laquelle on
 suppose que l'escadre Françoisse est employée.

Voici un état très-exact de l'escadre de
 Byron.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Hommes</i>	<i>Capitaines.</i>
Princesse Royale.	90	700	Amiral Byron, Ca- pitaine Milbanck.
Albion.....	74	600	Allen.
Bedford	74	600	Affleck.
Conqueror.....	74	600	Graves.
Cornwall	74	600	Edouards.
Fame	74	600	Colby.
Grafton.....	74	600	Wilkinson.
Invincible.....	74	600	Commodore Evans.
Royal Oak.....	74	600	Amiral Parker.
Russel.....	74	600	Drake.
Sultan	74	600	Wheelock.
Monmouth.....	64	550	.....
Guadeloupe.....	28	...	.....

Escadre en radé à Saint Helene le 4 Juin.

ET DE L'AMÉRIQUE. clxxxv
dont partie doit appareiller pour Plymouth
& s'y joindre à celle de l'Amiral Byron.

<i>Vaisseaux.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Hommes.</i>	<i>Capitaines.</i>
Victory.....	100	850	Amiral Keppel : Capitaine Falkner.
Queen.....	90	700	Vice-Amiral Harland : Capit. Balfour.
Ocean.....	90	700	Vice-Amiral Palliser Capitaine Leferay.
Prince George...	90	700	Lindsey.
Sandwich.....	90	700	J. Edwards.
Foudroyant.....	80	650	Jervis.
Vaillant.....	74	600	Gower.
Egmont.....	74	600	Allen.
Monarque.....	74	600	Rowley.
Ramillies.....	74	600	Digby.
Shrewsbury.....	74	600	Le Craff.
Courageux.....	74	600	Mulgrave.
Elisabeth.....	74	600	Maitland.
Robust.....	74	600	Hood.
America.....	64	600	Landford.
Bienfaisant.....	64	600	Macbride.
Arethuse.....	32	...	.....
Milford.....	28	...	.....

Vous avez compté, tant sous Byron que sous Keppel, ving-huit vaisseaux de ligne, sept d'entre lesquels sont destinés pour l'Inde & pour la Méditerranée. Il y en a encore quelques uns d'armés ou près de l'être. — C'est le *Berwick*, de 74, & le *Cumberland* de 70, dont les équipages ne sont pas encore formés. — L'*Exeter*, de 64, est mouillé à Sainte Helene avec 60 bâtimens de transport pour Gibraltar. — Le *Ruby* & le *Boyne*

clxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
sont partis pour la Jamaïque, l'*Europe* pour
Terreneuve & le *Prince de Gales* pour les
Iles du Vent. L'*Hector*, de 74, & le *Sterling-
Caple*, de 64, seront du nombre de ceux
qui resteront à la rade de Saint Helene.
Le nombre total est de 37, & vous voyez
comme ils sont foiblement armés.

Le *Leith*, vaisseau armé, est parti pour
l'Isle Guernesey avec six bâtimens de trans-
port, à bord desquels sont embarqués les
Volontaires Ecoissois au nombre de 3 à 400
hommes.

P. S. du 6 Juin.

LE 4 au soir, la frégate la *Proserpine* est
arrivée de Gibraltar à Portsmouth. Le Capi-
taine Sutton qui la commande a passé le détroit
le 16 Mai avec l'escadre du Comte d'Estaing,
forte de treize vaisseaux de ligne & huit
frégates. Sa déclaration faite hier 5 à l'A-
mirauté, porte qu'il a fait quatre-vingt-dix
lieues de route avec cette escadre à l'ouest
du Cap Saint-Vincent, & qu'il ne l'a quit-
tée, pour revenir en toute diligence en An-
gleterre, qu'après s'être assuré qu'elle portoit
au Sud. — Il a vu à Cadix vingt-un vaisseaux
de ligne, tout prêts à appareiller, n'étant
mouillés que sur une seule ancre. Le rapport
de ce Capitaine sur la route apparente de l'es-
cadre françoise, n'empêche point de croire que
sa vraie destination est l'Amérique Septen-
trionale, » quoiqu'il soit incontestablement
en son pouvoir, dit une lettre de Portf-
mouth, de faire tout autant de mal à l'An-

ET DE L'AMÉRIQUE.

gleterre dans ses îles. Mais c'est que dans la saison actuelle, il est d'usage de descendre dans le sud jusqu'aux Bermudes, pour remonter ensuite le long de la côte de l'Amérique Septentrionale avec les vents alisés.

La même Lettre de Portsmouth, datée d'hier 5, ajoute : » L'Amiral Keppel est toujours à Sainte-Hélène avec environ vingt-deux vaisseaux de ligne très-mal armés. Il a ordre d'appareiller au premier souffle d'un vent favorable. Sa destination est secrète, quoiqu'il soit très-vraisemblable qu'il ira croiser devant Brest ou devant Cadix. —

Le vent est toujours au Sud-ouest, par conséquent contraire. Tous les Ministres sont partis de Londres, pour leurs campagnes. Il ne s'est fait de changemens que parmi les Gens de Loi, pour élever M. Thurloé à la place de Chancelier, vacante par la retraite du Lord Bathurst, ce qui a occasionné quelques autres mouvemens.

Le Lord Chatham sera enterré dans Westminster, nonobstant la demande faite au Roi par le Corps-de-Ville, qui désiroit l'avoir à Saint Paul. L'église de Westminster est si remplie de monumens, qu'il n'y aura de place pour ce grand & excellent homme d'Etat, que dans le faux-jour de quelque pillier, ou dans un coin obscur. M. Rigby aura eu raison de dire dans la Chambre des Communes, que quand il iroit voir son monument, il ne craignoit point d'y trouver de foule.

1. The first part of the document is a list of names and dates, which appears to be a record of some kind. The names are written in a cursive script, and the dates are in a more formal, printed style. The list is organized into columns, with names in the first column and dates in the second column. The names are: John Smith, James Brown, William Jones, and Thomas White. The dates are: 1810, 1811, 1812, and 1813. The list is followed by a paragraph of text, which is also written in a cursive script. The text is: "The above names are the names of the persons who have been admitted to the membership of the Society since the last meeting. They are all persons of good character and are well qualified for the duties of the Society. The Society is very pleased to have them join and we hope that they will all be active members and do much good for the Society and the world."

PRISES FAITES A LA MER.

Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
L'Alfred, Corfaire Américain.	.....	.....	Pris par la Cerès & l'Ariane, frégates du Roi, & conduit à l'Isle de Barbade.
Le Randolphe, de 36 canons, Capitaine Biddle.	De Charles-Town, destiné avec trois brigantins armés à une expédition contre les Isles Angloises	.....	Coulé bas dans un combat par l'Yarmouth de 64 canons, & l'Ariane de 20, dont le Capitaine Pringle a été tué dans le combat.
Un vaisseau armé pour la course avec commission du Congrès.	Londres.	Pour l'Amérique, avec de fausses expéditions pour Lisbonne.	Pris par le Lively, Corfaire de Guernsey.
L'Ami au besoin.	Du Cap.	.....	.....
Le Hazard.	De la Martinique. l'un & l'autre chargés de tabac.	Pour Bordeaux	Pris par les Croiseurs Anglois près de la riviere de Bordeaux à cause du chargement.
La Sainte Croix.	de Port au Prince.	Pour Bayonne	.....
La Revenge, Corfaire Américain de 12 canons de 10 & 14 pierriers, Capitaine Samson.	Armé au fort Saint Pierre de la Martinique.	Allant compléter son équipage à la pointe à Petre.	Enlevé par les dix hommes qu'il avoit à bord, & conduit à la Dominique.

clxxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.

Lieu de leur départ & chargement.

Lieu de leur destination.

Ce qu'ils sont devenus, &c.

La frégate le *Colombus* de 30 canons

Armée dans la rivière de la Providence.

N. B. Cette nouvelle est douteuse, car on assure d'ailleurs que le *Colombus* a échappé aux frégates l'*Ariane* & la *Cérès* près de l'Île Saint Vincent.

Les vaisseaux du Roi en station à Rhode-Island l'ont forcé à s'échouer le 28 Mars & l'ont brûlé.

L'*Effingham* de Londres, qui avoit été pris par les Américains.

Repris par le Gouverneur Hay & conduit à la Dominique.

Deux vaisseaux.

260 boucauts de tabac.

Pour France.

Pris & conduits à Guernsey par le Capitaine Scott.

Un fenaut François.

Bordeaux, sel & balotteries.

Boston.

Pris par le *Macaroni*, lettre de marque de Guernsey, Capitaine Cabot.

Trois vaisseaux François, dont un avec lettres de marque & des Officiers à bord.

Amérique.

Charles-Town Caroline Méridionale.

Pris par le Capitaine Kirby de Jersey, après un combat de deux heures, dans lequel Kirby a eu un homme tué & 15 blessés, & la lettre de marque François 6 tués & 10 blessés. Les François ont été débarqués à Plymouth le 14 Mai.

ET DE L'AMÉRIQUE. clxxxix

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
Un brigantin.	chargé de riz.	Pour France.	{ Pris par un petit Corsaire de Jersey.
Un fenaut François de construction Angloise.	{ 600 barriques de riz, 38 boucauts de tabac, 4 tonneaux d'indigo, 259 barrils de térébentine : beaucoup de divers bois de teinture. }	. . . . .	{ Pris par le Capitaine Agnew de Guernsey.
Le Lomana, Capitaine Lematta.	{ Caroline Méridionale, 200 barrils de riz & d'indigo, & 60 boucauts de tabac. }	France.	{ Pris & conduit à Dublin.
L'Unity de 150 tonneaux.	{ De Georgie, riz & indigo. }	Pour Bilbao.	{ Pris par la Défiance, Corsaire de Jersey.
La Persévérance, de 70 tonneaux.	{ De Newbury. riz & indigo. }		
La Pallas, Corsaire Américain de 26 canons, & 4 vaisseaux de 250 à 300 tonneaux.	{ Avec de fortes cargaisons de riz, &c. }	. . . . .	{ Pris près de Léogane par l'armateur l'Aigle Noir de 30 canons, & amené le 23 Mars à Kingston de la Jamaïque.
Un vaisseau Américain.	{ Riz, indigo, tabac pour sept mille livres sterling. }	Gottenbourg.	{ Amené à Greenwich le 13 Mars par le brigantin le Saly, Capitaine Junis.
Un Corsaire, Gall-Américain 14 canons & 70 hommes.	{ Armé à Saint Pierre de la Martinique. }	. . . . .	{ Pris par un brigantin armé de la Barbade après un combat très-animé.

CXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
<i>Le Saint Pierre</i> , de 20 canons de 9	.....	.....	Pris par le vaisseau de guerre <i>P'Aurore</i> , à 25 lieues au vent de la Barbade & conduit le 20 Janvier dans la baie de Carlisle de Tabago.
<i>Le Général Washington</i> , de 18 canons de 4.	.....	.....	Pris par le vaisseau de guerre le <i>Seaford</i> à 5 lieues au vent de la Barbade, amené dans la baie de Carlisle le 19 Janvier.
<i>Le Hammond</i> , Corfaire de 16 canons.	.....	.....	Pris par le <i>Seaford</i> vaisseau de guerre ; sous un fort de la Martinique appelé <i>Fouke parte</i> , duquel on a tiré sur le Corfaire qui a tiré à son tour sur le fort.
Un senaut.	Cadix, 8,000 boisseaux de sel.	Perersbourg en Virginie.	Pris par le <i>George</i> Capitaine Askene & envoyé à Halifax.
<i>Le Dolphin</i> , Capitaine Turner, 130 tonneaux.	Boston, 133 boucauts de tabac, 100 barils de goudron, 10 de riz, 100 quintaux de côtes de baleines un muid de graine de lin & 1,000 douves.	Bilbao où il ramenoit dix Officiers François qui ont jetté à la mer des dépêches du Congrès.	Pris par le <i>Peace and plenty</i> , Capitaine Mackensie de Belfast, à cinq lieues au Nord du cap Finistere, & conduit à Belfast.
N. B. Ce vaisseau a déjà été compté N.° 44 ; mais on ignoreoit son nom & sa cargaison.			

ET DE L'AMÉRIQUE. CXCJ

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
------------------------------------	-----------------------------------	---------------------------	-----------------------------

Le <i>Lapwing</i> , 18 canons, 160 hommes.	Ce Corsaire Américain avoit fait 14 prises en 6 mois.	Pris par une lettre de marque & conduit à la Grenade.
--	---	-----------	--

On a rencontré le *Trident*, vaisseau de ligne qui porte les trois Commissaires. Il étoit déjà avancé dans sa route, & on espère recevoir bientôt des nouvelles de son arrivée en Amérique.

Il y a actuellement à la mer douze Corsaires de l'Isle de Gersey & douze de l'Isle Guernsey.

Vaisseaux pris sur les Anglois.

Le <i>Waddle</i> , Capitaine Scot.	De Liverpool.	New-York.	Pris & conduit à la Martinique.
Le <i>Taunton</i> , Capitaine Staunton.	Bristol.	Jamaïque.	Pris par un Corsaire Américain & conduit à la Martinique.
Le <i>Martin</i> ou <i>Mariane</i> , Capit. Blair.	Londres.	Saint Christophe.	Pris & conduit à la Martinique.
Le <i>Hetty</i> , Capitaine Barnwell.	New-York.	Dominique.	Pris & conduit à la Martinique.
Le <i>Grainville</i> .	De Londres.	Pour le Sénégal.	Pris par un Corsaire Américain, lorsqu'il alloit passer la barre du Sénégal.

excij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & charge- ment.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont de- venus.
Le Lovely Mary Capitaine Carter.	d'Irlande.	Pour la Bar- bade.	Pris par un Cor- saire Américain près de la Grenade
Le George, Ca- pitaine Mason.	Londres.	Jamaïque.	Pris par un Cor- saire Américain & conduit à la Martinique.
L'Anapolis Capitaine Hende- rick.	New-York.	Jamaïque.	Pris par un Cor- saire Américain après un combat dans lequel le Ca- pitaine Henderick a été blessé à mort.

Le bruit qui a couru que le Capitaine Améri-
cain Cunningham qui monte la *Revenge* étoit pris,
se trouve destitué de fondement. Ce Capitaine étoit à
Cadix le 20 Avril. Il en est parti vers le premier Mai.

F I N.

L E T T R E

*D'un Banquier de Londres, à M. ***
à Anvers.*

De Londres le 9 Juin 1778.

V OICI, Monsieur, une premiere suite des débats jusqu'à la clôture de la session. Celui du 26 Mai sur l'affaire du Général Burgoyne, vous paroîtra bien plus curieux ici que dans certains papiers publics qui prétendent donner ces fortes de pieces dans toute leur étendue, & qui se bornent à copier servilement les extraits infideles que le Ministère Anglois en fait répandre. J'ai mieux aimé différer de vous en rendre compte, pour pouvoir le faire d'une maniere qui justifie la confiance que vous voulez bien m'accorder, & j'ai attendu une édition qu'on m'assuroit devoir être revue par le Général lui-même. Les autres débats ne vous paroîtront pas moins intéressans, & quoique vous ayez pû les lire ailleurs, vous les croirez encore nouveaux.

Chambre des Communes, le 26 Mai.

Il se trouva une si prodigieuse quantité de monde sur toutes les avenues de la Chambre, que ses membres ne purent y pénétrer qu'avec

CXCIV. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les plus grandes peines. Milord North, pressé dans la foule, jusqu'à s'évanouir, fut emporté dans une maison voisine. Revenu à lui, il entra plus aisément, parce que les Huissiers avoient forcé la multitude de s'écarter. Mais il n'avoit plus sa montre: elle lui avoit été volée dans la bagarre. Le Président fit renvoyer tous les étrangers de la galerie, où on n'en vit rester qu'un seul qui étoit le fameux Garrick. Le Général Burgoyne fit ce qu'il put pour obtenir de l'Orateur de ne pas exiger une si stricte observation de l'ordre de la Chambre; mais on n'eut aucun égard à sa demande.

L'ordre du jour ayant été lu, *M. Wyner* se leva, & après avoir proposé plusieurs questions sur lesquelles il souhaitoit que le Général Burgoyne répondît, il fit la motion suivante: « que la Chambre se formât en grand Comité pour examiner l'état de l'armée qui s'est rendue prisonnière par une convention à Saratoga en Amérique, & aussi pour savoir du Lieutenant-Général Burgoyne qui commandoit cette armée, & qui a été compris dans cette convention, comment il a été relâché, & a pu revenir en Angleterre ».

M. Wilkes appuya cette motion, & demanda qu'on prît aussi des informations du Général pour savoir en vertu de quelle autorité il a employé les Sauvages qui ont fait usage sous ses ordres, du scalpel & de l'assommoir. *Mr. Wilkes* se plaignit amèrement de l'esprit

de cruauté qui avoit conduit cette guerre en général, & de la barbarie avec laquelle on avoit brûlé les maisons par-tout où l'armée avoit passé.

M. Charles Fox combattit la motion de M. Wyner en ce qu'elle paroïssoit charger l'Officier général. En conséquence il proposa le changement suivant, savoir, d'insérer après le mot *examiner*, qui est en italique, ces mots ci : *ce qui s'est passé dans l'armée du Nord sous le Lieutenant-Général Burgoyne*, &c.

Le Chevalier Meredith, M. Wilkes, M. George Grenville, M. Charles Fox & le Lord Nugent, parlerent en faveur de la motion.

Le Général Burgoyne : » je m'attendois bien que M. Wyner, qui a porté la motion me feroit quelques questions. Je me proposois de porter moi-même une motion pour embrasser en général toutes les questions qu'on peut me faire, mais comme la discussion paroît prendre une tournure différente, je me déclare pour le changement proposé par M. Fox. J'ose supplier la Chambre de m'entendre avec impartialité, & de s'intéresser en faveur d'un homme à qui dans tous les tems ont été refusés les moyens nécessaires pour réussir dans les commissions les plus difficiles. Sans appui, sans liaisons, ne redoutant aucun parti, n'étant l'esclave d'aucune cabale, je proteste sur la vérité & sur mon honneur, pour répondre à M. Wilkes, que j'ai envisagé l'alliance avec les Sauvages

cxcvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

comme un mal nécessaire. J'ai toujours vu en moi un soldat & jamais un bourreau. C'est d'après ces principes que j'ai réglé ma conduite, quelques efforts que fassent aujourd'hui mes ennemis pour me noircir aux yeux de mes compatriotes. Je puis assurer d'abord que mes ordres étoient péremptaires : c'est un point dont je ne me départirai jamais. Quant aux Sauvages, si j'ai fait une alliance avec eux ; c'est que je me suis vu obligé de gagner de vitesse le Congrès parce qu'ils étoient sollicités & recherchés par le Congrès de même que par les Anglois. J'ai témoigné dans plus d'une occasion aux Sauvages combien leur barbarie m'étoit odieuse. Il y a dans cette ville un M. Saint-Luc, autrefois au service de France & aujourd'hui à celui de la Grande-Bretagne. C'est un Officier qui n'est pas sans mérite. Comme il m'a injustement accusé de cruauté, je voudrois qu'on le fît venir à la barre de la Chambre pour que je puisse l'interroger. Je ne crains point de paroître devant lui, quoique je le sache capable de sacrifier tout à son ambition, & qu'il ait été mieux reçu à la Cour que moi.

Le Général Burgoyne dit ensuite, qu'il desiroit que le Lord Germaine au lieu de l'attaquer, établît la substance des allégations de M. Saint-Luc contre lui : qu'il étoit vrai que M. Saint-Luc avoit renvoyé les Sauvages, mais que dans le fait lui & les Sauvages avoient honteusement déserté.

» C'est moi même , poursuivit M. Burgoyne qui ai demandé à revenir en Angleterre ; je n'ai jamais été regardé comme prisonnier d'après la convention de Saratoga ; quoique je n'aie fait cette demande qu'à condition de retourner , si le Congrès l'exigeoit , dans le cas où les délais de la convention seroient prolongés au-delà d'un tems raisonnable. Je suis venu pour me justifier moi & mes troupes qui partagent l'opprobre d'une convention signée de ma main «.

» Une raison de plus me fait souhaiter que la Chambre continue à s'occuper de mon affaire , c'est que j'ai été souvent le sujet des débats les plus sérieux de cette Chambre , & que je dois desirer d'effacer les impressions qu'a du produire la liberté avec laquelle on s'est exprimé à mon sujet dans le public «.

» Ce qu'il y a de sûr , c'est qu'il existe un corps de délit , & que si les Ministres sont innocens , c'est moi qui suis coupable ; mais je demanderai toujours pourquoi ils m'ont donné des ordres peremptoires , & pourquoi en même-tems ils n'ont point ordonné au Général Howe de s'entendre & de coopérer avec moi. Ils sont condamnables , ou pour ne m'avoir point mis en état d'agir seul en me donnant des forces suffisantes , s'ils savoient que le Général Howe devoit suivre un plan qui n'avoit point de liaison avec le mien , ou , le sachant , pour m'avoir donné l'ordre pétemptoire d'aller à Albany. En tout ceci

cxcviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

je n'accuse point le Général Howe. Il doit avoir eu les plus fortes raisons pour se conduire comme il a fait. Soit que des ordres correspondans avec les miens lui aient manqué, soit qu'il ait été forcé par les circonstances à tourner tous ses efforts vers le Sud, il est possible qu'il se justifie très-complètement : mais encore faut il que ces affaires là soient discutées. Je prie tous les Ministres de se mettre pour un instant à ma place, à la place d'un homme à qui l'on ferme la bouche au tribunal de son pays aussi bien qu'à celui de la Chambre. J'ai demandé une enquête militaire, on ne me l'a point accordée. Pourquoi me refuse-t-on aussi une enquête parlementaire ? Celle-ci ne s'étend pas seulement à l'exécution du plan, mais au plan lui-même. Les Officiers & les Soldats de mon armée ont bien mérité de la patrie. Pourquoi la politique ministérielle m'interdit-elle la présence de mon Souverain à qui je dois rendre compte de leurs services ? Il est vrai que le Général Howe a bien voulu à ma recommandation nommer aux emplois vacans dans l'armée du Nord, mais cela n'empêche point que cette armée n'ait de justes prétentions aux grâces de la Cour.

Ici M. Burgoyne s'éleva avec la plus grande chaleur contre les Ministres qui, pour n'être pas forcés de rendre un compte, dont ils sont embarrassés, ne rougissent point de compromettre & de sacrifier l'honneur & la répu-

tation des Officiers & des Soldats Anglois employés dans cette expédition.

Il se plaignit que ses instructions , superflues sur certains points , étoient insuffisantes sur d'autres. Il insista de nouveau sur l'exhibition des papiers.

» On m'a fait un reproche sur ce que j'ai passé la rivière d'Hudson. Je prendrai la liberté de rappeler à la Chambre que je l'ai fait du consentement de mes Officiers qui se montroient tous persuadés qu'il n'y avoit pas d'autre parti à prendre. On me blâme aussi de m'être fait suivre de mon train d'artillerie après la prise de Ticondérago sur le prétexte qu'elle a ralenti ma marche & donné à l'ennemi le tems de rassembler ses forces contre moi , & que si je l'eusse laissée à Ticondérago , j'aurois été plus en état de gagner Albany. Cela peut bien être ; mais il faut observer en même-temps qu'il eût été impossible de se soutenir à Albany sans artillerie , & que je ne devois point m'avancer plus loin dans le pays «.

» Je proteste aussi que je n'ai voulu en aucune manière ôter le commandement du Canada au Général Carleton. Personne au contraire ne rend plus justice que moi aux talens , à la conduite & au zèle de ce Général. On a communiqué à la Chambre quelques - unes de mes lettres à ce sujet , mais au lieu de les donner par extraits comme on l'a fait , j'aurois voulu qu'on les produi-

CC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sît toutes & dans leur intégrité. Le Général Carleton a été continué dans le commandement du Canada & de l'armée avant que ma commission fût signée & même sollicitée, & j'ai moi même sù bon gré au ministère de l'avoir gardé. Quant à l'expédition d'Albany, ce n'est pas moi qui l'ai conseillée, quoique j'aie eu grande part au plan pour l'effectuer. J'en avois proposé un autre beaucoup plus étendu & tout différent. » Ici le Général essaya de prouver que le Général Frazer avoit toujours été du même avis que lui sur l'interprétation de ses ordres, & qu'ils avoient agi de concert dans l'exécution de ses plans «.

» Bien loin, poursuivoit-il, d'avoir eu le moindre différend avec le Chevalier Howe ainsi qu'avec le Général Carleton, je n'ai jamais rien dit ni même pensé à leur désavantage. Je suis bien sûr que ces Officiers seront aussi empressés que moi de justifier leur conduite & de venger leur honneur. Pour moi si je suis coupable, j'avoue que je le suis avec excès «. A cette occasion il dit des choses très-fortes & très-pathétiques. Il insista sur une enquête & assûra qu'il soutiendrait sa demande non seulement de sa vie, mais, ce qui lui étoit infiniment plus cher, de son honneur & de sa réputation.

» Au surplus, ajouta-t-il, quelle qu'ait pu être l'erreur ou même le crime du Général à Saratoga, il n'en doit rien résulter

au désavantage de ses troupes qui, par la conduite qu'elles ont tenue, par le courage & l'héroïsme dont elles ont donné des preuves éclatantes, mérite, j'ose le dire, des remerciemens publics. Il fit de son armée l'éloge le plus magnifique, & après avoir observé que depuis la catastrophe de Saratoga & la résidence de l'armée du Nord à Cambridge, elle n'a jamais manqué en rien aux devoirs que lui imposoient la discipline militaire, l'honneur des armes de Sa Majesté & celui de la Grande-Bretagne, il reprit ainsi le fil de son discours.

« Je demande une enquête pour qu'il soit décidé si d'après les principes de la foi publique les Américains ont été fondés à suspendre la convention de Saratoga sous prétexte d'une infraction de ma part. Je puis comparer ma situation à celle des Romains lorsqu'ils passèrent sous le joug des Samnites. Le Général fut appelé devant le Sénat, il prononça un discours pour se justifier, & il le termina en demandant que si l'ennemi étoit assez déraisonnable pour insister sur l'exécution des conditions de la paix, le traité ne fût point ratifié, mais qu'on le mît à mort comme une victime expiatoire, ou qu'on le renvoyât chargé de chaînes à l'ennemi. Je desiré qu'on tienne la même conduite relativement à moi, avec le Congrès, si l'on trouve de même que l'ennemi ait violé la foi publique. En conséquence je renouvelle mes

instances pour que mon affaire soit examinée dans un Comité de la Chambre «.

» Quant aux actes de barbarie de la part des Sauvages , je déclare que bien loin de les avoir provoqués , j'ai toujours fait en sorte qu'ils ne commissent aucunes cruautés sans sujet. La maison du Général Schuyler qui lui avoit coûté dix mille livres sterling, a été détruite , parce que ne pouvant la faire occuper moi-même , elle auroit servi de retraite & de forteresse à l'Ennemi. Lorsque je me suis trouvé avec ce Général , après la convention , je lui ai fait des excuses , non pas comme *Soldat* , mais comme galant homme , de la nécessité où j'avois été de brûler sa maison. Ce Général me répondit que ma conduite n'avoit rien de blâmable , & qu'en pareille circonstance il en auroit fait autant. M. Schuyler m'a traité avec toute l'honnêteté possible : il insista pour que deux de ses Aides de Camp m'accompagnassent , pour me procurer de meilleurs logemens , & à mon grand étonnement , après un jour ou deux de marche , je fus conduit dans une maison de M. Schuyler où sa femme & sa fille me reçurent avec toutes sortes d'égards & de cordialité. Elles me forcèrent de rester avec elles pendant six jours & me firent servir régulièrement une table de quatorze couverts pour moi & ma suite «.

Le Lord Germaine , ayant pris la parole , traita d'abord ce qui regardoit M. Saint-Luc.
 » Ce Canadien , dit - il , s'est annoncé chez

moi comme un homme qui avoit rendu de grands services à la tête des Sauvages ; & dans une conversation que j'ai eue avec lui , il m'a dit que le Général (M. Burgoyne) étoit un bon Officier avec les troupes réglées , mais qu'il n'en étoit pas de même avec les Sauvages , & qu'il ne prenoit point les mesures convenables pour retenir leur ardeur ; — *que c'étoit un brave homme , mais lourd comme un Allemand* ». Le Lord Germaine se défendit d'avoir laissé sortir de ses mains la lettre confidentielle du Général , en disant que c'étoit par mégarde (a) qu'elle avoit été jointe dans ses bureaux aux autres papiers ; & qu'il en étoit très-fâché.

» Quant à l'audience du Roi , il y a plusieurs exemples , poursuivit-il , du refus qu'éprouve M. Burgoyne : il faut qu'au préalable sa conduite ait été examinée dans un Conseil de guerre ; Sa Majesté avoit été consultée à ce sujet , & c'est moi-même qui en ai été chargé. » Il finit en disant que comme les militaires étoient les Juges les plus propres pour décider la question actuelle , il ne croyoit pas qu'il fût de la compétence du Parlement de s'en mêler en aucune manière ; qu'il pensoit que la Chambre ne pouvoit pas s'assembler en

(a) Belle excuse , a dit un Ecrivain Anglois , pour se justifier d'avoir trahi le secret d'une lettre écrite en confidence. C'est par inadvertance qu'on viole les loix les plus sacrées de l'honneur !

cciv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Comité pour examiner cet affaire, puisque l'Officier qu'elle regardoit ne pouvoit point être jugé par la Chambre tant qu'il seroit prisonnier des Américains. Il ajouta qu'on ne pouvoit point blâmer les Ministres qui avoient conseillé à Sa Majesté de ne point admettre le Général en sa présence. — Qu'ils avoient fait des recherches pour trouver un cas semblable au sien, & sur lequel on eût pu se régler pour lui faire avoir une audience du Roi, mais qu'il ne s'en étoit pas trouvé un seul «.

Le Général Burgoyne soutint qu'il pouvoit & devoit être jugé par la Chambre n'étant point prisonnier, qu'il nes'étoit point rendu à discrétion, & qu'il n'avoit besoin ni de rançon ni d'échange pour rentrer dans la jouissance de tous ses droits de Sénateur & de citoyen.

Qu'il lui avoit été *permis* de venir en Angleterre pour purger son honneur, & qu'il étoit tout prêt à subir le jugement de la Chambre.

Le Lord *George Germaine* repliqua que l'argument même employé par le Général Burgoyne prouvoit le fait que lui Lord Germaine avoit soutenu. Qu'on avoit *permis* au Général de venir en Angleterre. Que ce mot *permis* signifioit clairement qu'il étoit prisonnier; & que comme prisonnier il ne pouvoit pas être jugé par la Chambre.

M. *Luttrell* mit (a) en parallele la conduite

(a) Ce Député s'étoit déjà fait une mauvaise af-

du Général & celle du Ministre. Dans les anciens tems, dit-il, c'étoit la coutume des Bretons de donner des éloges & de faire des remercimens à ceux de leurs Officiers & Serviteurs qui avoient signalé leur zele & leur courage pour le bien public, quand même leurs efforts n'eussent point été couronnés du succès; mais aujourd'hui ces même Serviteurs ou Généraux n'obtiennent des éloges qu'en raison de leur négligence à remplir leurs devoirs.

» Le Lord *North*, dit-il, se défend d'être le Dictateur toutes les fois que le Parlement prend en considération les bévues du gouvernement. Si les armées de la Grande Bretagne sont heureuses ou malheureuses, ce n'est point lui qui a donné les plans; il n'y a rien de son fait. Dans tous les événemens qui intéressent la grandeur ou le bonheur de la nation, il ne met en avant que sa *timidité*; il n'est point *premier Ministre*, il n'est que l'instrument du Conseil privé; il n'a dans ce Conseil qu'une humble voix, & il ne peut-être comptable vis-à-vis de la nation de l'extravagance des plans qu'il

faire dans une des précédentes séances, pour un parallele de même nature entre Milord Chatham & les Ministres actuels, auxquels il avoit donné hautement les plus odieuses qualifications, défiant le Ministre & sa troupe de pensionnaires, de fournisseurs, d'espions, &c. & protestant qu'il se laisseroit plutôt conduire en prison que d'en retracter un *iota*.

entreprend de faire adopter à son Souverain. Si ces plans portent atteinte aux libertés de son pays: s'ils attaquent la constitution, il n'est alors que l'écho du Parlement. Sur quoi le noble Lord est-il hardi & entreprenant? Il ne se glorifie que d'un seul acte de son jugement & de son honnêteté, acte également glorieux & utile à la Couronne. C'est de ce qu'au milieu d'une crise de ruine menaçante & de calamité inouïe dans les annales de notre histoire, dont toute la fermeté, les lumières & la sagesse d'un Chatham auroient peine à nous tirer, il a fait choix d'un *Ministre de la guerre*, déclaré incapable de toute *opération vigoureuse*, & dont la disgrâce à la Cour de George II a été fondée sur la censure la plus formelle d'un Conseil de guerre qui lui a fait perdre la confiance de la nation & son propre honneur. Qu'est-ce que la nation peut attendre de ses Conseils? De quel plan heureux a-t-il été l'auteur? Pourquoi aurait-il été absous tandis que nous ferions succomber un brave Officier dont le seul crime est d'avoir été trop zélé, trop brave, trop entreprenant, trop tourmenté du bien de son pays, d'avoir *strictement suivi ses ordres*, & fait, tout ce dont la bravoure Angloise est capable pour mettre à exécution le plan du Ministre. Si, au lieu de tenir une pareille conduite il eût quitté ses drapeaux & désobéi aux ordres de ses supérieurs; s'il eût fui

le danger, il auroit pu prétendre à la protection du Lord North & aux dignités & récompenses accumulées sur le Lord Germaine. Le Général Burgoyne demande un jugement légal & public : il lui est dû, de même que le poids de notre censure doit tomber sur un homme qui ose se prévaloir de ce qu'il a été injustement absous «.

Le Lord George Germaine, attaqué directement par M. Luttrell, répondit du ton de la colere & de l'indignation, qu'il n'avoit jamais mérité par sa conduite un pareil outrage, qu'il méprisoit M. Luttrell, & que tout âgé qu'il étoit il tireroit vengeance de l'insulte qui lui étoit faite. Il continua à se répandre en injures personnelles, mais il fut interrompu par les clameurs générales pour l'ordre, dans la confusion où son emportement avoit jetté toute la Chambre. L'Orateur déclara que si la Chambre le secundoit il maintiendrait à l'ordre.

Le Lord North convint que le Lord G. Germaine s'étoit écarté de l'ordre, ce qui lui étoit échappé n'ayant aucun rapport à la question.

M. J. Luttrell répondit que les menaces & un ton arrogant ne le feroient pas renoncer aux privileges des Membres de la Chambre, & qu'en conséquence de son caractère public, il avoit droit d'exprimer publiquement & complètement tous ses sentimens.

Le jugement rendu par le Conseil de guerre

ccvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

sous le regne de Georges II, poursuivit-il, est une procédure publique, concernant un homme chargé d'un poste public de confiance, qui exigeoit du courage, du zèle, des talens, de l'intégrité & toutes les qualités essentielles requises dans un Ministre de la guerre, ainsi que dans un Général. Je n'ai point touché aux vertus ni aux vices personnels du Lord Germaine; & si on peut me reprocher de m'être écarté de l'ordre, relativement à la question, du moins on ne peut pas dire, qu'en rapportant un fait public sur le compte d'un Ministre, je me sois permis des personnalités.

Dans la confusion du débat, M. Luttrell, voulut sortir de la Chambre pour éviter qu'on le forçât de promettre qu'il ne feroit pas éclater son ressentiment de l'injure que lui avoit faite le Lord Germaine, mais l'Orateur ordonna au Sergent d'armes d'arrêter M. Luttrell & de le ramener à sa place.

L'Orateur déclara que comme il étoit échappé quelques expressions trop peu mesurées au Lord Germaine & à M. Luttrell, dans le cours du débat; il exigeoit qu'ils donnassent leur parole d'honneur de ne pas pousser plus loin cette querelle.

Le Lord G. Germaine répondit que s'il avoit dit quelque chose qui ne fût pas convenable, devant la Chambre, il en étoit fâché, & qu'il espéroit que la Chambre l'excuseroit

ET DE L'AMÉRIQUE. ccix
cuseroit. Il convint qu'il s'étoit écarté de l'ordre.

M. Luttrell , interpellé à son tour , parla en ces termes. » Si après avoir été insulté il faut que je sois emprisonné pour avoir rapporté une Sentence de Georges II , j'aime mieux encore subir cette peine que de renoncer aux privilèges du Parlement , en promettant de mépriser une insulte personnelle , qui n'étoit fondée ni sur l'*opinion publique* , ni sur aucune *sentence* , ni sur aucun *jugement* , & que de m'entendre adresser des épithètes , dont le sens est aussi personnel que l'expression. Je n'ai point d'autre réponse à faire & je m'en tiendrai à la décision de la Chambre.

Plusieurs Membres se leverent en ce moment & agiterent sur la question , si le Lord Germaine avoit fait , ou non , des excuses suffisantes.

Vers les onze heures , M. Buller proposa que l'honorable M. Temple Luttrell fut aussi-tôt arrêté par le Sergent d'armes.

La contestation dura jusqu'à minuit passé. Le Chevalier James Lowther , M. Knox , le Chevalier G. Yonge , M. Howard & d'autres opinerent que ce seroit violer le privilège du Parlement , de faire arrêter M. Luttrell sur les faits qui venoient de se passer dans la Chambre ; & ils firent une distinction entre des accusations sur des objets publics ou sur des objets particuliers.

M. Buller , M. Onslow & plusieurs mem ;

CCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

bres attachés au ministère, furent d'avis que le Lord Germaine ne pouvoit pas en honneur faire d'autres excuses, & que par conséquent il falloit faire arrêter M. Luttrell.

M. Luttrell se leva de nouveau. » Je fais, dit-il, de la bouche des plus anciens membres du Parlement & des divers partis, que les affaires publiques ne peuvent point reprendre leur cours que cette altercation ne soit terminée; & comme, à tout événement, je suis résolu à soutenir mon privilège de Député, je demande la permission d'appuyer la motion faite pour mon emprisonnement, afin que mon absence mette la Chambre en état de poursuivre une affaire de la plus grande importance pour tous les Militaires & pour la Nation en général. La session doit se terminer dans quelques jours par une prorogation, & il y a encore quantité d'affaires importantes à traiter; il est donc tems que cette dispute finisse. Je ne ferai aucune excuse pour avoir parlé d'un jugement public dont Milord Germaine est blessé: c'est par lui qu'il m'en est dû pour les insultes privées & personnelles qu'il m'a faites ».

Il étoit près d'une heure du matin & M. Luttrell alloit être mis sous la garde du Sergent d'armes, lorsque Milord Georges Germaine se leva pour s'excuser une seconde fois, & il demanda pardon directement à M. Luttrell des termes impropres dont il avoit usé à son égard dans la chaleur du

débat, se sentant blessé par les imputations qu'il lui avoit faites.

M. Luttrell dit alors que la Chambre paroissant satisfait des excuses qui venoient de lui être adressées, il se soumettoit aux ordres de la Chambre & promettoit de ne point donner de suite à cette affaire.

La modification de M. Fox ayant été rejetée par 144 voix, contre 96; pluralité 48: la question principale passa sur les deux heures à la négative sans qu'on allât aux voix.

Chambre des Pairs le 27.

La Chambre en Comité sur le Bill de la Milice.— Le Duc de Manchester fit remarquer à la Chambre une modification faite au Bill par les Communes qui pouvoit nuire au bien du service. Tous les Officiers de l'armée à la demi-payé, au-dessus des Subalternes, & à partir des Capitaines, qui seront appelés pour servir dans la Milice, perdront leur demi-payé (réforme) tant qu'ils y seront employés. Après avoir fait voir les divers vices & inconvéniens de cette clause, il demanda à la Chambre si, dix shillings par jour, qui par là se réduisoient à cinq, suffisoient pour payer & indemniser un Officier, qui auroit pû rester tranquille chez lui. Il soutint que la clause n'étoit pas moins défectueuse du côté politique, dans un moment où l'ennemi méditoit une descente en

Angleterre. » Les côtes de France , dit-il , qui bordent la Manche , sont couvertes de troupes. Ce n'est point une vaine allarme qu'on vous donne , Milords , car j'ai des raisons particulieres de croire que nous sommes menacés très - sérieusement d'une descente «. Il en conclut qu'on ne pouvoit pas sans indiscretion priver l'Angleterre de l'assistance de tous les Officiers réformés qui se verroient contraints par cette clause de chercher à s'excuser de servir dans la Milice.

On essaya de faire entendre au Duc de Manchester que c'étoit empiéter sur les droits des Communes , puisqu'il résulteroit de sa proposition une augmentation de charges pour l'Etat , & que les Communes avoient seules le droit de statuer sur cet article. En vain il allégua que les Pairs avoient modifié en 1756 le Bill pour la Milice en réduisant le nombre d'hommes de 63,000 à 31,000. — On lui répondit qu'il y avoit une grande différence entre diminuer de moitié un article de dépense & l'augmenter , & le Lord Denbigh assura , que le Bill seroit entièrement rejeté par les Communes s'il retournoit à leur Chambre avec quelque modification : enfin la motion du Duc de Manchester passa négativement.

Le Duc de Richmond éleva aussi-tôt une autre question sur ce que le Bill excluoit de la Milice tous les Officiers tenant com-

mission du Roi, excepté ceux à la demi-payé. Ce Seigneur se montra vivement affecté de cette clause, qui lui ôtoit l'espoir de servir sa patrie dans un moment de danger, ainsi qu'à plusieurs autres Officiers de distinction, du grade de Colonel & au-dessus. » J'ai l'honneur, dit-il, d'être Lieutenant-Général des armées du Roi, quoique je ne sois point actuellement employé; & quand je verrai l'ennemi au milieu de nos foyers je ne pourrai point me mettre à la tête de la Milice de ma Province. Tout Officier de grade supérieur, dont le corps ne sera point commandé, ou se trouvera aux Isles, ne pourra point s'armer avec ses concitoyens pour repousser l'ennemi. — Le Lord Radnor proposa d'ajouter ces mots, » & actuellement employés dans l'armée », mais le Lord Onslow soutint que la Chambre des Communes défendrait ses droits, & qu'il ne falloit point toucher à un Bill burlesque.

Le Duc de Manchester parla de nouveau de ses craintes d'une invasion, fondées, dit-il, sur des avis qu'il tenoit des meilleures sources, & qu'il savoit être de même parvenus au gouvernement, quoique les Ministres ne voulassent ni les communiquer, ni prendre aucunes mesures en conséquence. Après quelques débats, dans lesquels la Chambre fut rassurée au sujet du mécontentement qu'elle risqueroit de donner à celle des Communes, le Lord Chancelier fit voir que ce ne seroit

point une raison pour que le Bill fût rejeté. Entraînés par le poids d'un pareil suffrage, les Lords Deubigh & Hillsborough donnerent les plus grands éloges au Duc de Richmond sur les obligations que l'Angleterre avoit à son zèle, comme Militaire & comme Sénateur. — La clause fut rejetée sans qu'il y eût d'opposition.

Le Marquis de Rockingham ayant pris le fauteuil du Comité sur le Bill en faveur des Catholiques Romains, l'Archeveque de Cantorbery proposa une clause pour astreindre les Evêques & Prêtres quelconques de cette communion à un serment d'où dépendroit leur temporel. Le Duc de Richmond suggéra une modification à cette clause, qui satisfit les deux partis. — L'Archevêque demanda ensuite que le serment du *Test* fût exigé des Evêques Papistes ; mais le Lord Hillsborough, fit voir que ce serment étant susceptible de restrictions mentales, il ne seroit d'aucune utilité, & il qualifia d'imbécilles & d'insensés les auteurs du Bill & de la Formule proposée pour le serment (M. Dunning & le Chevalier Georges Savile).

On procéda au rapport du Bill, après que l'Archevêque de Cantorbery eut fait l'aveu que c'étoit le Lord Mansfield, qui, ne pouvant point venir lui-même à la Chambre, lui avoit recommandé de porter la motion du serment.

Le 28.

Une commission du Roi donna le consentement de Sa Majesté aux Bills qui se trouvoient en état, & au nombre de ces Bills furent celui du vote de crédit pour 1778, & celui des Catholiques Romains.

Chambre des Communes le 27.

M. David Hartley fit la motion suivante.

» Il sera présenté une humble adresse au Roi, pour lui remontrer que les grands & importans événemens qui sont parvenus à la connoissance du public, depuis l'ouverture de cette session, tant par rapport à nos progrès dans la guerre d'Amérique, qu'au sujet de la conduite de la France envers la Grande-Bretagne sont de la nature la plus allarmante & exigent qu'on prenne le plutôt possible la sage résolution de cesser dès-à-présent la guerre d'Amérique, & qu'on se décide à repousser avec toute la vigueur possible toutes les entreprises hostiles que la France pourra tenter «.

» Sa Majesté sera de plus assurée que la déclaration par elle faite, en assemblant le Parlement pour la présente session, » que Sa Majesté regarderoit le rétablissement de la paix en Amérique, comme le plus grand bonheur de sa vie & l'événement le plus glorieux de son regne, s'accorde parfaitement avec les dispositions de ses fideles Communes, & que la

nouvelle déclaration faite par Sa Majesté dans le cours de la session, qu'elle étoit déterminée à conserver & à maintenir le pouvoir & la réputation de l'Angleterre vis-à-vis des Puissances étrangères, n'est pas moins satisfaisante pour ses fidèles Communes, leur honneur national devant toujours leur être aussi cher qu'il peut l'être à Sa Majesté elle-même «.

» Il sera représenté à Sa Majesté que ces deux points, savoir de rendre la paix à l'Amérique & de maintenir l'honneur national aux yeux des Puissances étrangères, sont ceux que ses fidèles Communes ont le plus fortement à cœur, & qu'elles ne cesseront jamais d'y travailler avec autant d'ardeur que de bonne foi, jusqu'à ce qu'ils soient pleins & efficacement obtenus. On ajoutera que ses fideles Communes demandent à Sa Majesté la permission d'exprimer leurs sentimens de la maniere la plus solennelle, afin qu'il ne puisse rester aucun doute ni soupçon à qui que ce soit en Amérique sur la sincérité du désir qui les anime pour le rétablissement de la paix, qu'elles estiment à présent par-dessus toutes autres considérations quelconques; objet dans la vue duquel ses fideles Communes sont prêtes à concourir avec Sa Majesté dans telles autres mesures conciliatoires (ceci veut dire même en accordant l'indépendance) que Sa Majesté jugeroit nécessaires pour donner plus d'efficacité à leurs intentions : & pour qu'en même tems il soit connu

de toutes les autres Puissances étrangères , que les Communes de la Grande-Bretagne seront toujours prêtes , dans toutes les occasions justes & nécessaires , à faire éclater leur ressentiment de toutes les insultes qui peuvent être faites à la nation , & à repousser toutes les atteintes qu'on peut tenter de porter soit à la dignité de Sa Majesté , soit à l'honneur de ses peuples α. — Après quelques discussions sur cette motion , M. Hartley s'est laissé persuader de la retirer : le sort qu'elle a eu a été remarquable , en ce qu'elle avoit été portée par M. Hartley , appuyée par le Chevalier George Saville , soutenue du suffrage de Milord North , & que cependant elle a été rejetée par la Chambre.

Milord North avoit déclaré que le projet d'adresse étoit si sagement conçu , qu'il ne croyoit point que la Chambre pût s'y refuser. Ce projet avoit cependant eu des contradicteurs dans M. Grenville & dans le Lord New-Haven : l'un & l'autre sur le fondement qu'il menoit à faire accorder l'indépendance à l'Amérique (& c'étoit bien ce qu'entendoit & désiroit Milord North). Le Lord New-Haven y ajouta qu'il étoit persuadé que si on eût fait partir pour l'Amérique quinze mille hommes additionels votés cette année pour ce service , il eût fallu que la rébellion succombât.

Le Chevalier George Saville & le Lord Ongley approuvoient l'adresse, regardant l'A-

CCXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

mérique comme déjà en possession de l'indépendance, & voulant qu'avant la prorogation le Parlement donnât aux anciens sujets de la Nation cette marque de sa bonne volonté.

L'avis du Chevalier Guillaume Meredith avoit été absolument contraire, sur le motif de la tendance visible de l'adresse à laisser au Roi les pouvoirs nécessaires pour accorder l'indépendance. » Ce seroit, dit-il, la perte des deux Pays. Remarquons qu'il existe en Amérique deux intérêts distincts & séparés : dans les parties du Sud & du Nord de ce continent, qui s'accordent entr'eux sur la nécessité de dépendre de l'Angleterre. Les productions de celles du Nord sont exactement les mêmes que les nôtres. Supposez celles-là indépendantes, l'Angleterre devient leur rivale ; & par la supériorité de son capital ainsi que par ses avantages locaux, elle rend leur commerce presque nul. Les productions de celles du Midi sont différentes de celles des nôtres, il est vrai ; mais où trouveront-elles un débit plus avantageux que dans la Grande-Bretagne. Il n'y a pour elles en France ni especes, ni manufactures, ni crédit. Il faut de plus que dans leurs rapports mercantiles avec cette Nation, elles se soumettent à ses formes de gouvernement, pour lesquelles elles ont manifesté leur répugnance en se récriant, comme elles ont fait contre le Bill de Quebec. Ainsi quelques soient à d'autres égards les motifs qui leur font désirer une sépara-

tion , au moins l'intérêt commun de ces deux parties est-il de nous rester unis & de vivre dans notre dépendance. Le grand obstacle qu'elles y trouvent , c'est qu'il leur est impossible de mettre leur confiance dans un Ministère qui a causé tous leurs maux , & de se livrer à sa merci. C'est exactement ce qui arriva dans la révolution des Provinces-Unies. Le Duc d'Albe avoit commencé la guerre contre elles avec succès : mais quand Philippe voulut entrer en négociation , il eut le bon esprit de le renvoyer , concevant bien qu'un homme qui avoit mis le feu à la maison , n'étoit nullement celui qu'il convenoit de choisir pour l'éteindre.

Cette opposition , accompagnée de la menace faite par le Chevalier Meredith de se retirer de la Chambre plutôt que de donner sa voix pour la motion , décida M. Hartley à l'abandonner , mais non sans exprimer le plus vif regret de ce que les Américains n'auroient point cette preuve des favorables dispositions de la Chambre , paroissant convaincu que leur retour devoit être l'effet de leur choix & non de la nécessité.

M. Temple Luttrell voyant la Chambre prête à se vider , annonça que dans la prochaine séance il remettrait sur le tapis l'état de la marine. » Cette discussion , dit-il , est de la plus grande importance , car je suis bien assuré qu'il ne manque pas moins de dix mille hommes pour compléter le nom-

bre voté de gens de mer , & j'ai connoissance de divers autres articles ou les *deficit* ne font pas moins énormes ; les uns & les autres demandent la plus sérieuse attention de la Chambre α.

Dans cette même séance on agréa en Comité le Bill de l'annuité de quatre mille liv. sterling sur le fond aggregé pour la famille de Milord Chatham. Il fut arrêté ensuite que le Roi seroit supplié d'ordonner une somme de vingt-mille livres sterling pour liquider la succession du feu Lord , & que la Chambre alloueroit cette somme à Sa Majesté.

Le Chevalier Philipp Jennings Clerck se plaignit du mauvais traitement qu'éprouvoient les Membres de la Chambre quand ils se rendoient à celle des Pairs , où ils se trouvoient confondus avec la foule qu'il plaisoit aux Pairs ou au portier d'y laisser entrer , & souvent au milieu de filoux qui fouilloient dans leurs poches. Il fit voir combien il importoit pour la Chambre de se faire rendre de la part des Pairs les mêmes égards qu'elle avoit pour eux. — Il fut arrêté que cette matiere seroit prise en considération dès l'ouverture de la prochaine session.

M. Temple Luttrell exprima sa satisfaction de voir que la Chambre se fût relâchée sur l'ordre permanent qui interdit l'entrée de la Chambre aux étrangers , & qu'on avoit fait exécuter trop rigoureusement le 26 , lorsqu'il fut question pour la premiere fois du Général Burgoyne. Il déclara que son

intention étoit , si on eût persisté à faire observer cet ordre , de demander que tous les autres ordres semblables le fussent pareillement , quelque embarras qui pût en résulter. » C'est , dit - il , le droit incontestable de nos Constituans d'assister à nos délibérations ; & toutes les fois qu'on cherchera à le leur enlever , je m'y opposerai de tout mon pouvoir , ou je ferai si bien qu'on s'en repentira ».

M. Luttrell demanda aussi pourquoi il y avoit eu une exception lorsqu'on avoit fait sortir tout le monde de la galerie ? — M. Burke répondit qu'elle avoit été pour M. Garrick , à qui tout ce qu'il y avoit d'Orateurs dans le Sénat Britannique devoient leur talent , formé à son école , & qu'en sa qualité de leur maître , il avoit bien le droit d'assister , comme juge , à leurs combats. Ce suffrage emporta les applaudissemens de toute la Chambre ; & jamais peut-être l'art du Comédien n'a reçu un plus magnifique éloge.

A l'occasion des Auditeurs étrangers que M. Luttrell vouloit avoir , le Lord Ongley se plaignit amèrement de la scandaleuse licence avec laquelle on imprimoit les débats de la Chambre. » Les Gazettes , dit-il , en font les rapports les plus infidèles , chacune selon les affections & les goûts particuliers de ceux qui la dirigent. C'est la raison qui me fait souhaiter que nos portes soient fer-

CXXIIJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
mées aux étrangers , & je ne serai parfaitement content que quand un acte du Parlement aura été passé pour empêcher que les débats n'aient cette publicité , sur tout dans les circonstances actuelles. Il ajouta que la session étant près de finir , il ne manqueroit pas à l'ouverture de la prochaine , de porter une motion sur cet objet.

M. Temple Luttrell reprenant vivement la parole. » Ah , je vois clairement , dit-il , pourquoi on insiste si fort sur l'exclusion des étrangers. Je l'avois toujours bien soupçonné ; & je n'ai point été la dupe de tous les faux prétextes dont on avoit coloré cette prétention. Mais il est de la plus grande importance pour le maintien de la Constitution que les peuples n'ignorent aucuns détails de la conduite de leurs Représentans. Comme les papiers publics sont le seul canal par où cette connoissance puisse leur parvenir. Je déclare que si on veut user de rigueur sur ce point , ce sera par moi que mes Constituans apprendront tout ce qui se sera passé dans la Chambre.

Chambre des Communes le 28.

UNE motion faite pour que la Chambre s'ajournât au mardi 2 Juin , ne fut combattue que par M. Temple Luttrell , sur le motif de l'urgence des affaires. — Il y eut 74 voix pour l'ajournement , & 42 contre ; pluralité 32.

M. David Hartley demanda que le Roi fût supplié de ne point proroger le Parlement, & de permettre qu'il continuât de siéger, par courts ajournemens. — Il allégua pour motifs la crise actuelle des affaires, & le danger de laisser le sort du Royaume dépendre d'une cabale ministérielle qui avoit donné de si funestes preuves de la plus grande incapacité. — Il fit voir en second lieu, qu'il étoit nécessaire que le Parlement se trouvât assemblé pour *mettre la dernière main* à la négociation entamée par ses ordres avec les Américains.

Ici un Membre du même parti interrompit M. Hartley, & demanda la permission d'affirmer la Chambre que la dernière main étoit déjà mise à cette affaire, mais que c'étoit la main du Boureau de la Ville de Providence qui avoit brûlé, dans la place publique, les bills conciliatoires envoyés par le Général Pigot, Commandant à Rhode-Island, & qu'il savoit de bonne part cette encourageante nouvelle.

M. Hartley reprit les motifs de sa motion, pour y comprendre l'affaire du Général Burgoyne, qui ne pouvoit pas rester indécidée, sans que la Chambre se rendît coupable de la plus criante injustice, & de barbarie à son égard.

Le Général Burgoyne s'étant levé: » Monsieur, dit-il, en s'adressant, suivant l'usage, au Président, j'ai un sujet bien délicat à traiter, puisque je suis obligé de parler de moi-même ;

mais quand j'entends discuter les affaires de l'Amérique en général, & la conduite que j'y ai tenue, il m'est impossible de ne pas mettre mes sentimens au jour. — Je puis vous assurer, Monsieur, que je suis traité avec la dernière indignité; car mes ordres, pour cette malheureuse expédition, étoient précis & positifs. J'ai écrit plusieurs lettres à divers Membres de l'Administration, dans lesquelles j'exposois mon opinion particulière, & les motifs d'après lesquels je me serois conduit. Ces lettres ont été soustraites à la connoissance du Parlement. Celles qui ont été produites ne sont que des extraits informes d'où on a retiré tout ce qui pouvoit servir à me disculper. Je demande à être jugé. Il faut que justice soit faite: c'est l'espoir sur lequel je suis revenu en Angleterre. «

» Le Lord Germaine qui a dressé le plan de cette malheureuse expédition, a obtenu de la Chambre d'approuver sa conduite, & de le décharger de toute imputation. Pourquoi la Chambre auroit-elle eu une bonté aussi partielle pour l'un, tandis qu'elle s'armoit de tant de sévérité pour l'autre? La motion de M. Hartley tendant à me faire obtenir la même indulgence, il est absolument nécessaire de faire passer cette motion, car il n'y a que le courage du Parlement qui soit capable de donner une nouvelle vie à la Nation. En cas d'invasion ou de rébellion, je crois qu'il y a un acte qui autorise Sa Ma-

jesté

jesté à assembler le Parlement en quatorze jours, mais je suis persuadé qu'il n'y a personne qui n'aime mieux se fier aux ajournemens qui certainement seroient efficaces, qu'à un hazard qui peut manquer son effet, d'autant qu'il sera très-difficile de rassembler en si peu de tems tous les Députés dispersés dans toutes les Provinces du Royaume «.

» Je fais que l'Administration publie que je me suis jetté dans les bras du parti de l'Opposition. Je ne dirige point ma conduite sur les principes de tel ou tel parti. Dans d'autres occasions, j'ai voté avec l'Administration sur les affaires américaines, d'après la conviction où j'étois que les Américains sont coupables, & que nous devons maintenir notre suprématie sur eux. Mon opinion n'est point changée. Quelques fois, j'ai aussi voté contre l'Administration, parce que mes principes m'y portoient. Dans la circonstance actuelle, je vote contre l'Opposition; car dans ce cas ci, l'Administration n'est autre chose que l'Opposition, puisqu'elle s'oppose à la sûreté, à l'intérêt & à l'honneur de la Nation «.

» Ma conduite à l'avenir sera telle qu'elle a été jusqu'ici, & je voterai selon ce que le bien de mon pays exigera. Quoique l'Administration puisse me priver de mes appointemens & des dignités où j'aurois pu aspirer, je suivrai toujours invariablement la route que ma conscience m'indiquera, & l'intérêt

ccxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ne sera jamais ma bouffole. Je fais bien qu'en parlant ainsi , je m'expose à toute la haine des Ministres , mais ils m'ont déjà fait perdre les bonnes graces de mon Souverain ; que peuvent-ils me faire de plus ? Ils m'ont enlevé ce que j'avois de plus cher : le reste m'importe fort peu. Il y a cependant une chose qu'ils ne m'ôteront jamais , c'est la confiance de mes Constituans , la droiture de mes intentions , & l'honneur de mon nom «.

» Après le traitement que j'ai éprouvé & les persécutions que j'ai essuyées, quel est le Militaire qui aura le courage de compromettre sa réputation au point d'exécuter les ordres de pareils Ministres , & de se dévouer à leurs volontés ? Il est certain que si après n'avoir fait autre chose qu'exécuter leurs ordres *peremptoires* , je n'ai éprouvé de leur part que persécution , parce que j'ai été malheureux ; d'autres Officiers craindront , d'après ce qui m'arrive , de prendre du commandement , de peur d'éprouver le même sort. «

Le Général Burgoyne dit ensuite quelques mots pour faire voir qu'il n'étoit pas indigne du rang qu'il tenoit dans le militaire. » J'ai servi , dit-il , trente-deux ans dans l'armée , & peut être avec quelque espece d'éclat. La seule faveur que j'aye reçue de l'administration depuis ma première entrée au service , m'est venue du grand homme d'Etat dont les restes reposent aujourd'hui près de cette Chambre , & qui a daigné récompenser mes

services en Portugal. C'est par une suite de mes principes, que j'ai accepté le commandement d'une expédition qui a eu une issue si malheureuse. Je suis bien loin de désirer de recevoir *les honneurs d'une persécution* : je la crois au contraire très-cruelle pour moi, puisqu'elle me prive de la présence de mon Souverain, avant qu'il soit prouvé que j'ai mérité cette disgrâce. «

Sur l'article des armemens & des préparatifs actuels de la France, il s'expliqua ainsi :

» Pour moi, je ne crains point les suites d'une invasion, parce que je suis sûr que si la Nation sortoit de son engourdissement, cette invasion tourneroit à notre avantage, en nous procurant l'occasion de battre nos ennemis. J'ai pris la plus haute opinion du courage & de la force de la Milice d'un Peuple libre, depuis que j'en ai vu & éprouvé les effets. Comme je connois actuellement tout ce que peut faire une Milice ardente, je ne suis point effrayé des conséquences d'une descente quelconque. Mais il est nécessaire de ranimer l'ardeur de cette Milice, & je ne suis que trop persuadé, s'il est permis d'en juger par le passé, que la conduite du Gouvernement ne sera jamais propre à la tirer de sa dangereuse létargie. Il y a deux mois que la France nous a insultés ; & nous n'avons encore pris aucune mesure pour punir son audace, & pour soutenir notre honneur, à l'exception des vaines adresses du Parlement au trône.

» Les Hérauts de guerre auroient dû, Monsieur, accompagner votre voiture lorsque vous avez été présenter cette adresse, afin que l'action pût suivre immédiatement la résolution, & que l'ennemi eût à peine le tems d'apprendre votre intention avant d'en sentir l'effet. Alors le courage de la Nation auroit été ranimé, & ; comme cela seroit indubitablement arrivé sous le ministère glorieux du grand homme d'Etat que l'Angleterre vient de perdre, nous n'aurions pas été long-tems à forcer la Cour de France, non-seulement à se repentir de l'insulte qu'elle nous a faite, mais encore à renoncer au traité qu'elle a conclu avec nos sujets. »

Il parla ensuite des inconvéniens d'une prorogation, dans un tems où les peuples n'attendoient leur salut que de la sagesse & des lumières du Parlement; & il ajouta que quiconque seroit d'un avis contraire, se déclareroit l'ennemi de l'honneur & de la vertu de son pays.

M. *Rigby*, qui s'étoit déclaré ouvertement pour le sentiment contraire, se croyant apostrophé, répondit avec aigreur à M. *Burgoyne*. Quant à la motion de M. *Hartley*, il rappella à la Chambre que dans le tems d'une prorogation le Roi avoit le pouvoir de convoquer le Parlement à quinzaine, ce qui pouvoit suffire pour toute affaire urgente qui pourroit se présenter, au lieu qu'un ajournement à six semaines, qui seroit

le fait du Parlement même, se trouveroit être un terme beaucoup trop long, avec cette différence très-désavantageuse, que le Roi ne pourroit point le raccourcir. Il y ajouta cette observation, que si le Parlement n'étoit point prorogé, il ne pourroit faire aucun changement aux loix passées dans la session, puisque c'est une regle invariable, que les actes d'une session ne peuvent être redressés que dans une autre. — Il prétendit aussi que l'affaire du Général Burgoyne, ne devoit point intéresser le Parlement, puisqu'étant prisonnier de guerre, il n'étoit pas même possible au Roi de le faire juger par une Commission.

» Un Conseil de guerre, composé d'Officiers, tous pairs de M. Burgoyne, est le seul tribunal où il puisse être jugé, mais son état de prisonnier lui ôte cette ressource. Si ce Général étoit libre, je serois le premier à demander qu'on lui accordât un Conseil de guerre pour informer de sa conduite, parce que la défaite de Saratoga est une affaire dont il faut absolument prendre connoissance. J'ignore sur qui le blâme doit tomber, car quoiqu'on ait dit qu'une information avoit eu lieu, & que le Ministre avoit été purgé, je nie le fait, le Ministre n'a point été purgé, le rapport n'a point été fait, & le Ministre peut toujours être cité en Justice. M. Burgoyne a fait un long panegyrique du Lord Chatham. Ce Général a sa-

crié à l'idole du jour , & je le lui pardonne. Il marche à la popularité , sans doute il en a besoin. Toutes comparaisons sont odieuses. Je les déteste ; je ne m'en suis jamais servi , que je n'aye été provoqué à le faire. Qu'il me soit permis de dire , que quelque opinion que M. Burgoyne puisse avoir des talens du Général qu'on attend ici (le Général Howe), & qui pourroit avoir besoin d'un Conseil d'information pour se laver des imputations dont il est chargé par le Gouvernement , je ne lui ferai jamais l'outrage de le mettre en parallele avec d'autres. Le second motif sur lequel on a tant appuyé , est la non-chalance & la conduite du Ministère. La guerre n'a point été déclarée , & M. Burgoyne prétend que les hérauts , c'est-à-dire les Clercs de M. l'Orateur auroient dû suivre son carosse , lorsqu'il a présenté l'adresse de la Chambre au Trône. C'est pour cela que nous ne devons pas avoir de confiance dans le Ministère : c'est parce qu'il n'a point fait cette ridicule parade que nous ne devons rien espérer de sa capacité ! Ce n'est pas la mode aujourd'hui de déclarer la guerre. Il y a long-tems que nous sommes en guerre avec la France & l'Espagne , & l'Administration a dirigé cette guerre *le mieux qu'elle a pu*. La seule raison qui puisse avoir quelque poids en faveur de la motion , c'est l'attente du rapport des Commissaires. Elle auroit fait beaucoup d'impression sur moi , si M. Burgoyne ne

l'eût pas détruite, en reconnoissant qu'il existe un acte en vertu duquel le Roi est autorisé à assembler le Parlement en quatorze jours, dans le cas d'une invasion ou d'une rébellion. Au surplus nous ne pouvons pas être plus en danger, que dans ce moment-ci, où nous sommes menacés d'une invasion prochaine, le Maréchal de Broglie ayant le commandement des côtes de France, & de trente mille hommes. Mais je ne vois pas la nécessité que le Parlement siége tout l'été, pour que l'Orateur y vienne seul avec ses Clercs, sans y avoir affaire. Si les Américains acceptent les articles de conciliation qui leur ont été portés, le Parlement s'assemblera indubitablement à quatorze jours d'avance, & l'on peut s'en reposer à cet égard sur nos Ministres, dans le cas où l'on n'auroit pas de confiance en eux pour toute autre chose. Nous sommes aussi sûrs d'eux sur ce point, que de la majorité du Parlement. «

M. Thomas Townshend saisit un moment pour placer l'observation suivante.

« Puisque le Roi n'a pas jugé à propos de nommer un Conseil de guerre, en quoi peut-on blâmer un brave Officier lorsqu'il cherche à se justifier dans le seul lieu où il puisse recueillir des suffrages? Quelques-unes de ses lettres particulières ont été mises sous les yeux de la Chambre; il désire que toutes ses autres lettres particulières soient également produites devant vous, ou du moins

leurs extraits. Est-il rien de plus raisonnable ? Peut-il faire une demande plus modeste ? Il n'a pas besoin d'accuser d'autres personnes : il n'a pour objet que de se justifier. Comment donc M. Rigby ose-t-il traiter si cavalièrement un Militaire, qui tente tous les moyens possibles pour conserver sa réputation ? Du reste je prends note de l'affertion de M. Rigby, qui a avancé que nous sommes actuellement en guerre avec la France & l'Espagne, quoique nous ne l'ayons déclarée par aucun acte public. Je désirerois savoir dans quelle sorte de guerre nous sommes engagés, tandis que nous n'avons pas encore tiré un seul coup de canon, & que nous souffrons que l'ennemi fasse exactement tout ce qu'il veut. Si c'est là une guerre que le Gouvernement a conduite le mieux qu'il a pu, nous devons avoir la plus mauvaise opinion de sa capacité. »

M. Rigby, ainsi interpellé, reprit aussitôt la parole.

» Je reconnois que si j'ai dit que nous étions en guerre avec l'Espagne, — ce mot m'est échappé, je ne fais trop comment, car je n'ai point dessein de faire une pareille déclaration ; & en effet je n'ai aucun droit de la faire, parce que je ne fais aucune hostilité qui ait été commise contre l'Espagne.

L'Avocat général (Thurloe) alla plus loin : il mit en doute, si M. Burgoyne, comme prisonnier des Américains, avoit le

droit de prendre séance dans la Chambre. M. Fox & M. Townshend s'étant récriés sur ce propos qui bleffoit les droits d'un député, l'Orateur prit la défense de M. Thurloe, qui n'avoit, dit-il, avancé qu'un doute. M. Burgoyne jugeant le moment favorable pour éclairer la Chambre sur sa qualité actuelle, prit alors la parole. » Je puis assurer la Chambre que je ne suis point prisonnier de guerre, le Congrès n'ayant jamais entendu ni dit que la convention de Saratoga fût nulle. Il n'a point montré de crainte qu'elle soit déclarée nulle en Angleterre. Mais dans le doute, & pour le cas seulement où on refuseroit de ratifier le traité, il m'a fait donner ma parole de retourner en Amérique. Mon droit est donc fondé sur cette convention, comme celui d'un débiteur sur le terme convenu avec son créancier. En conséquence je suis aussi maître de mes actions, qu'aucun autre sujet quelconque dans ce Royaume, aussi capable de remplir toutes sortes d'emplois, & même aussi libre, que tout autre Militaire, de servir ma patrie, par-tout où il ne s'agira pas de l'Amérique. J'ai bien assuré les Membres du Congrès, qui ont sollicité pour moi cette permission, que j'aimerois mieux mourir en Amérique, que de revenir en Angleterre pour n'y être point libre suivant toute l'étendue de mon traité. Je suis donc à tous égards dans le même état que si la convention eût été ri-

CCXXXIV AFFAIRES D'ANGLETERRE

gèrement observée. Le doute de l'Avocat général est une raison de plus en faveur de la motion de M. Hartley : on voit de quelle conséquence il est que le Parlement continue à siéger, jusqu'à ce que mon affaire ait été complètement discutée, à la satisfaction de la Chambre & de la Nation.

» Avant de quitter l'Amérique, ajouta M. Burgoyne, j'ai voulu instruire de mes intentions les principales personnes revêtues de l'autorité dans ce pays. Ayant eu vent que quelques Membres du Congrès vouloient mettre à ma liberté des restrictions qui m'auroient empêché d'occuper ma place dans le Parlement, je leur ai déclaré la résolution où j'étois de périr plutôt parmi eux que de m'y soumettre. — Sur cela ils m'ont répondu, » que ce n'étoit point leur intention de me donner de pareilles entraves. » Nous aimons la paix, ont ils dit, & nous » la souhaitons : nous sommes persuadés qu'à » cet égard vous êtes dans les mêmes sentimens que nous. Retournez en Angleterre, » prenez votre place dans le Parlement, & » faites-y entendre la vérité. Si elle y pénètre par votre moyen, elle pourra être très-» avantageuse à notre cause. « Enfin le seul engagement que j'aie pris est de ne point servir en Amérique ; & aujourd'hui que l'Angleterre est menacée d'une invasion, si je vois ma patrie dans quelque danger réel, c'est moi qui marcherai le premier au devant de l'enne-

mi, avec ou sans la permission de la Cour, & si ce n'est pas comme général, ce sera en qualité de simple soldat. Je crois avoir également le droit de siéger dans le Parlement, & je n'ai point oublié ce qui fut répondu dans la guerre dernière, à un Lord, qui étoit resté prisonnier à Saint Cas. Il demandoit aux Commandans françois, si étant de retour en Angleterre sur sa parole, on l'accuseroit de l'avoir faussée en suivant ses devoirs dans le Parlement. » C'est tout de même, lui dirent-ils, que si vous nous demandiez, si vous romprez votre parole en faisant un enfant. »

A dix heures & demie passées, M. Burke se leva, & parla pendant trois quarts d'heure pour détruire les raisons alléguées par M. l'Avocat général relativement au droit de M. Burgoyne de siéger ou voter dans la Chambre jusqu'à ce qu'il ait dégagé sa parole vis-à-vis du Congrès. Après avoir établi ce point important, il démontra victorieusement qu'un Ministre en Angleterre, est responsable au Parlement des opérations qu'il lui recommande. Il ne peut, dit M. Burke, prendre aucunes mesures efficaces, lorsqu'elles sont de quelque conséquence, sans le concours du Parlement. Par conséquent, une chose telle que la responsabilité ministérielle n'auroit jamais existé, vu l'existence & l'inspection constitutionnelle du Parlement, si le Parlement lorsqu'il est mal conseillé par des

ccxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.
Ministres qui prétendent être suffisamment instruits , devoit être chargé de torts pour avoir cru les avis de ceux dont l'ambition & l'autorité ne peuvent être satisfaites que par le mensonge & la fourberie.

Le Chevalier Henri *Houghton* , sur les assertions du Général Burgoyne, demanda que toutes affaires cessantes, la Chambre se fît résoudre le doute de l'Avocat général. — Mais le Président s'étant levé, il déclara qu'il ne voyoit plus lieu à douter, & que l'Avocat général n'avoit pas reçu un pouvoir aussi étendu que celui dont il venoit de donner l'explication à la Chambre. » Comme on ne peut point, dit-il, contester une telle assertion, il est clair que le droit de l'honorable Membre (M. Burgoyne) à sa place dans la Chambre, est parfaitement valide.

M. *Fox* répondit à tous les points principaux des discours de M. Rigby & de l'Avocat Général. » Il est démontré, dit-il, que M. Burgoyne est un homme persécuté. On l'a indignement traité en son absence. On lui a refusé une grace qui est un droit pour tout citoyen de son rang dans ce pays: je veux dire un jugement public & impartial. Enfin il s'est vu grossièrement insulté dans les papiers publics, du consentement & peut-être à l'instigation de ceux mêmes qui l'employoient ».

» L'Avocat Général lui a fait la grace

de lui accorder *quelques talens*, un courage à l'épreuve, &c. ; mais il a dit que c'étoit un homme *malheureux*, & qu'à ce titre il avoit des droits à notre compassion. Sans doute M. Burgoyne a été malheureux, mais c'est de s'être trouvé soumis aux ordres d'une pareille administration, position dans laquelle les talens militaires les plus distingués ne pouvoient lui être d'aucune utilité, lorsqu'il étoit obligé de faire réussir des plans foibles & dont l'exécution étoit impraticable. Ainsi l'Avocat Général, au lieu de se complaire à repeter que M. Burgoyne est un homme malheureux, auroit dû dire en général que c'est une calamité d'être employé par nos Ministres, & que M. Burgoyne l'a partagée avec beaucoup d'autres. C'est une politique adoptée par ces Messieurs d'appeller *malheureux* tous les Officiers tant de terre que de mer dont ils se sont servi pour quelques opérations ; ils s'imaginent par-là soustraire à la connoissance du public leur propre ignorance & leur incapacité. Le Général Gage & l'Amiral Greaves ont été malheureux. Le Général Howe, quoique d'abord leur favori, s'est vû depuis long-tems au milieu de *ses victoires* gratifié de la même épithete. Le Lord Howe n'est gueres mieux noté sur les tablettes ministérielles. On n'a pas encore articulé le mot fatal au sujet de Carleton, mais on l'a souvent donné à entendre. Enfin, soit par un arrêt de la destinée, soit par l'aveugle-

CCXXXVIII AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ment des Ministres, tout homme marqué de
leur sceau a été sûr de voir son nom inscrit
sur la liste nombreuse des *infortunés*. C'est
comme je l'ai déjà dit, un lieu commun dont
ils se servent pour pallier leur ignorance &
leur incapacité aux dépens de ceux qui ont
eu le malheur d'être employés par eux. Si
vous demandez aux Membres de l'Adminis-
tration pourquoi nous avons perdu l'Amé-
rique, ils vous répondront que ce n'est pas
leur faute : l'Amérique a été perdue par des
hommes malheureux. Si vous en accusez
personnellement le Lord North, « ce n'est
point moi, vous dira-t-il, qui ai perdu l'A-
mérique. Les Américains ont été rebelles &
désobéissans, nos Généraux ont été malheu-
reux. Washington est un grand Général, (mau-
dits soient ses talens ils ont perdu notre
pays (a)). Nous avons le pouvoir & le
droit ainsi que les moyens de faire valoir
ce droit, mais Washington, Franklin, Adams
sont des hommes *supérieurs*; & ce n'est point
moi qui ai perdu l'Amérique ». C'est-là, je
l'avoue, une distinction très curieuse, ima-
ginée par le Lord North pour se justifier.
Mais il suffit pour l'apprécier de chercher
quel sens elle auroit sous une autre appli-
cation. Supposons donc que suivant la dis-

(a) C'est une exclamation de Milord North dans
le Parlement sur le Général Montgommery tué à
l'assaut de Quebec à la fin de 1775.

inction du Lord North quelqu'un s'avisât de dire : « Charles I. n'a point perdu la Couronne ni la vie, mais elles lui ont été *enlevées*; ou bien, Jacques II. n'a point perdu la Couronne, mais ce sont ses sujets Whigs qui l'ont détrôné ». Le Lord North répondra-t-il que cette explication diminue la perte de l'un ou de l'autre. ? Je n'en crois rien. Ce sera toujours pour Charles I. la perte de la vie, & pour Jacques II. celle de sa couronne & de sa dignité. Ainsi donc si les talens militaires de Washington ou les qualités éminentes des autres personnages dont j'ai déjà parlé, l'ont emporté sur les *rare talents* du Lord North & de ses collègues, au point d'occasionner la perte de l'Amérique, je connois assez la candeur & le bon sens de ce Lord pour être sûr qu'il conviendra franchement que l'Amérique a été perdue, non par les mauvaises opérations des Généraux sur lesquels il paroît avoir tant désiré d'en rejeter la faute, mais par l'incapacité de l'administration, qui, bien qu'honnête, ne possède point ces *maudites* qualités d'où résultent des plans sages exécutés avec vigueur ».

M. Fox fit ensuite une récapitulation des différentes manières dont le Lord North s'est excusé de la ruine de son pays. Il les présenta sous le point de jour le plus propre à en faire voir l'extravagance & l'absurdité, en répétant les formules ordinaires de

ce Ministre , toujours imputant les calamités publiques à l'animosité des factions. Selon lui , poursuivit-il , la faction a consommé en Angleterre tout ce que les Rebelles avoient laissé d'imparfait en Amérique. Enfin le Ministre dit avec son emphase & sa confiance ordinaires. » Jen'ai point perdu l'Amérique « . Et qui est-ce qui pourroit douter des assurances solennelles de Milord ? Personne assurément , sinon les Membres de l'Opposition dans le Parlement & la faction dans le Royaume.

Il releva plusieurs passages des discours de l'Avocat général d'une manière à en faire sentir tout le ridicule. Il le plaisanta beaucoup, entr'autres, de ses découvertes militaires, de ses recherches curieuses des droits de la nature & des gens , de ses allusions à l'histoire des anciens Romains , dont le sang ardent & courageux semble bouillonner dans les veines de cet impétueux Magistrat. Il s'attacha sur-tout à certaines distinctions que M. Thurloe prétendoit avoir puisées dans le droit , & cette discussion lui donna lieu d'entrer dans des détails très-lumineux sur les profondes connoissances de ce Jurisconsulte (*a*).

» Il me reste , continua-t-il , à examiner le seul argument spécieux allégué contre la

(*a*) C'est celui à qui le Roi vient de confier les sceaux de Chancelier.

motion. On a dit que le Roi avoit le pouvoir de convoquer le Parlement. En conséquence il usera de ce droit, si la nécessité le requiert. Mais si l'on veut convenir en même tems (ce qui est très-vrai) que c'est l'Administration qui doit assembler le Parlement; & si nous savons par des faits réitérés, ou pour mieux dire, par une longue suite de preuves que la conduite des Ministres a toujours porté le caractère de leur foiblesse, de leur corruption & de leur incapacité, peuvent-ils se flatter que le Parlement continuera d'avoir confiance en eux? Pour faire voir qu'il n'y a pas le moindre sujet d'espérer ce changement miraculeux, je prie la Chambre de se rappeler la conduite des Ministres avant les vacances des fêtes de Noël. Quand bien même on n'auroit pas une infinité d'autres preuves de leur mauvaise foi, cet exemple seul suffiroit pour les convaincre de tout ce qui a été avancé contre eux par leurs plus ardens Adversaires.

» Que firent alors les Ministres? Ils proposèrent le 10 Décembre un ajournement, quoiqu'ils fussent très-bien que le désastre de Saratoga engageroit la France à lever le masque, & à prendre ouvertement un parti que depuis long-tems elle méditoit en secret. Si donc, au lieu de prendre des vacances, le Parlement eût continué de s'assembler, & qu'on eût proposé & fait passer alors les bills conciliatoires qui n'ont passé qu'après le 20

ccxliij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Janvier, le Congrès ne se seroit pas jeté dans les bras de notre ennemi naturel, & nos propositions seroient arrivées en Amérique, avant qu'il eût été possible que le traité de Versailles entre la France & les Colonies fût ratifié d'une manière conforme à la constitution du nouveau Gouvernement établi chez les Américains. «

» Je demande à présent *s'il est raisonnable de proposer* de donner carte-blanche à des gens de cette espece. « Il récapitula toutes leurs fautes, & fit voir que si on avoit accompagné les propositions offertes à l'Amérique de forces navales suffisantes, réparties avec discernement sur les côtes de France & dans le voisinage de ses ports, l'Angleterre auroit été en état, ou d'empêcher le Ministère de France de signer le traité avec le Congrès, ou de le forcer d'entrer en guerre dans un tems où il n'étoit point préparé, & où elle eût été sûre du succès. » Je conviens, ajouta-t-il, de la vérité de ce que le Lord North a dit dans un autre débat, qu'il est impossible de procurer une défense complète à toutes les parties de ce vaste Empire, dans la situation actuelle des affaires. Mais cette circonstance même me fournit de nouvelles preuves de l'incapacité & de la négligence des Ministres, parce que, si nous avions pressé la France sur une explication, dans le tems convenable, & avant que ses flottes eussent été formées, nous aurions été en

état, avec la supériorité reconnue de nos forces, de frapper quelque coup décisif qui auroit forcé les François de renoncer à leurs engagemens avec l'Amérique, s'ils en eussent déjà pris, ou les auroit empêchés d'en contracter aucuns. «

Il poussa ses argumens un peu plus loin, relativement à l'état actuel de la Marine Angloise, comparé avec les forces combinées de la France & de l'Espagne. » Le Lord North, dit il, a prétendu que, quoique nous eussions moins de vaisseaux, nos forces à tout autre égard étoient supérieures, ou du moins égales à celles de la Maison de Bourbon. Selon lui, nos vaisseaux sont plus nets, mieux approvisionnés & mieux armés. Quelle a donc été la conduite de l'Administration? Nous avons laissé nos vaisseaux en Angleterre, sans en augmenter le nombre, & par ce moyen nous avons abandonné ce prétendu avantage que nous donnoient sur nos ennemis l'état où étoient nos vaisseaux, notre habileté, &c. «

» Une des raisons alléguées par les Membres des l'Administration pour préférer une prorogation à un ajournement, c'est que, dans ce dernier cas, nous ne pourrions changer ou annuler rien de ce qui a été fait dans le cours de la session. Voilà, je l'avoue, un motif bien déterminant pour préférer une prorogation; car jusqu'à ce que nous ayons appris à détruire tout ce que nous avons fait depuis l'origine de cette malheureuse contes-

tation, nous continuerons à travailler directement à notre ruine. Nous avons déjà révoqué le bill du port de Boston, celui de la Chartre de la Baye de Massachusset, & celui pour juger en Angleterre les personnes qui auroient commis des crimes en Amérique; nous avons abandonné nos prétendus droits de taxations si extravagans & si injustes, & avant de retirer aucun avantage de ces opérations, nous pouvons encore détruire tout ce que nous avons fait. C'est jouer sur le mot que de vouloir établir une différence entre une nouvelle session & la continuation de la même; car il est certain que, quoique nous ne puissions pas annuler, nous pouvons changer ou altérer les actes relatifs à l'Amérique, même en continuant nos séances, tout aussi bien que si nous étions prorogés. « (A cet endroit de son discours, M. Fox fut interrompu par les applaudissemens les plus bruyans qui partirent, à différentes reprises, de presque toutes les parties de la salle.)

» Il ne se présente, poursuit M. Fox, que trois hypothèses pour nous, relativement à l'Amérique & au succès de la Commission. Ou l'Amérique refusera de traiter à aucunes conditions quelconques: ou elle acceptera celles qui sont contenues dans la commission: on on réglera l'indépendance sur le pied d'un traité de commerce & de politique, & d'une union consolidée par une réciprocité d'intérêts & d'avantages mutuels. Dans tous ces

cas quelconques , il est de la plus grande nécessité que le Parlement soit prêt à donner son avis & sa sanction aux différentes mesures qu'il conviendra de prendre , & je maintiens que des hommes qui jusqu'à présent n'ont répondu à notre confiance que par des méprises continuelles , n'ont aucun titre pour la réclamer encore dans une circonstance aussi critique. «

» Je suis rempli de vénération pour M. Hartley , qui a fait la motion dont la Chambre s'occupe , & je suis bien aise de voir qu'il n'a jamais eu l'intention de fournir aux Ministres des prétextes plausibles , pour se sauver derrière le Parlement. Au surplus , mon avis n'est point du tout qu'il faille accorder l'indépendance à l'Amérique ; & sur ce point je suis d'un sentiment opposé à celui de M. le Duc de Richmond mon beau-frère ; parce qu'en supposant que la Commission manque son objet , j'espère au moins que des avantages mutuels pourront produire une autre espèce de liaison. L'objet du Duc de Richmond est de prévenir une guerre avec la France , mais si ce que dit M. Rigby est vrai : si nous sommes déjà réellement en guerre avec la France ; & si , comme je l'ai entendu , tout ce qu'a dit récemment le Lord North pour autoriser l'administration à déclarer l'Amérique indépendante , est un aveu qui annonce d'avance ce qu'il se propose de faire , j'adopterois bien

ccxlvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
certainement le système du Duc de Richmond, c'est-à-dire que j'aimerois mieux perdre directement & sans délai l'Amérique, que de la perdre, en nous engageant en même tems, avec des forces inégales dans une guerre avec la France, l'Espagne & cette même Amérique. Car si nos propositions conciliatoires sont rejetées par le Congrès, & s'il y a déjà un commencement de guerre avec la France, comme toutes les apparences le démontrent, & peut-être même avec l'Espagne, l'Amérique ne pourra se dispenser de tenir ses engagements antérieurs avec la France; & non-seulement nous perdrons l'Amérique, mais nous serons réduits à la déplorable nécessité de combattre pour la défense de notre liberté..... M. Rigby, d'après une manière de raisonner qui lui est particulière, prétend qu'une prorogation est préférable à un ajournement, parce que la Couronne peut profiter de la clause insérée dans l'acte (a) qu'il rapporte. Qu'il me permette de lui rappeler qu'il y a dans la clause une exception à laquelle il n'y a rien à répondre; c'est qu'il y est ajouté: nonobstant tous ajournemens de l'une & de l'autre Chambre α.

CECI n'est que l'esquisse imparfaite d'un

(a) C'est l'acte de la Milice où il est dit que dans certains cas le Roi pourra convoquer son Parlement sous quinzaine.

discours qui dura plus d'une heure & demie, & dans lequel M. Fox déploya toutes les richesses de l'éloquence la plus mâle & la plus persuasive. Il ne s'est rien dit de plus fort & de plus beau dans l'une ou l'autre Chambre pendant la présente session du Parlement. M. Fox pria aussi la Chambre, de considérer qu'il pouvoit arriver tel événement, pour lequel il faudroit sur le champ de nouveaux subsides, que le Parlement seul pouvoit octroyer. Il répéta encore que si le Parlement se fût trouvé assemblé quand la France fit son traité avec l'Amérique, il eût fait sentir aux Ministres la nécessité d'envoyer une flotte dans la Méditerranée, & leur en auroit fourni sur le champ les moyens.

Le Lord North, s'étant levé, parla ainsi : « M. Burgoyne a sans doute beaucoup de talens, mais il en a été bien récompensé. Il a été distingué par son Souverain, & il a obtenu le commandement d'une armée tandis qu'on n'a point donné la même marque de confiance à plusieurs Officiers plus anciens que lui. C'est un homme malheureux, mais je ne vois point qu'il soit persécuté. Il connoissoit le pays où les opérations de la guerre devoient avoir lieu, les forces qui devoient agir sous lui, & tout le plan qui devoit être exécuté; ainsi tout sembloit présager un heureux succès. Si ces circonstances ont porté l'administration à confier cette expédition à M. Burgoyne, elles en-

ccxlviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
gageoient également ce Général à l'accepter. L'administration & M. Burgoyne en étoient visiblement aux mêmes termes. Ils n'avoient d'autres vues & d'autres motifs, que ceux qui doivent conduire les hommes en pareilles circonstances, une mutuelle confiance, des espérances réciproques, fondées sur la raison & la probabilité. A quelle époque les choses ont-elles changé? L'expédition a manqué: je ne crois pas que ce soit par la faute du Général; mais c'est encore moins par celle des Ministres. Jusques-là M. Burgoyne avoit été un homme en faveur: il reste à chercher le moment où a commencé sa prétendue persécution.

Il avoit à ses ordres un certain nombre de troupes: il en est responsable en quelque maniere. La Nation a murmuré hautement de ce que cette armée n'avoit pas été employée efficacement. A son arrivée, il désire de voir son Souverain: cette grace lui est refusée; & de-là il présume qu'il est disgracié. Qu'il me soit permis de lui certifier qu'en cela il n'y a point de disgrâce particulière. Lorsqu'il y a sur quelqu'un une imputation de blâme ou de mauvaise conduite, l'usage en pareil cas est que le Souverain refuse de voir la personne inculpée, jusqu'à ce qu'on ait informé à son sujet. Peut-on dire que ce qui seroit arrivé à tout autre homme soit un malheur particulier pour M. Burgoyne? Il se plaint encore de ce que la Chambre a refusé

de l'entendre , mais il ne peut pas ignorer que cette Chambre n'est point le lieu propre pour une pareille information , au moins dans la position particulière où il se trouve. Si cette information étoit refusée dans un tems qui y seroit convenable , ou si on faisoit perdre à M. Burgoyne toute occasion de se justifier ; en pareil cas ce seroit à la Chambre elle-même à supplier la Couronne de nommer un tribunal d'information. Dans ce moment-ci M. Burgoyne est prisonnier , & sa parole le met dans la nécessité absolue de retourner chez les Américains. Pourquoi donc compromettre la forme d'un jugement , lorsqu'il est notoire que si M. Burgoyne étoit trouvé coupable , aucun châtimement ne pourroit lui être infligé ? »

Ici le Lord North se fit un mérite particulier de la conduite qu'il avoit tenue relativement à l'information proposée au sujet de Saratoga. Il s'efforça de défendre la part que le Ministre du département de l'Amérique (le Lord Germaine) avoit à cette affaire , & à l'aide de la mémoire la plus heureuse , il fit à la Chambre un long éloge de ses propres qualités comme Ministre , de sa candeur , de ses égards pour la réputation d'un Officier absent (le Général Howe) qui étoit à la veille d'être sacrifié aux clameurs d'une faction. Il insista enfin sur la générosité avec laquelle il s'étoit soumis à partager le blâme de la malheureuse affaire de Saratoga , tandis

ccl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'il étoit bien certain , ainsi que cela s'est vérifié par la suite , que lui & le reste de ses Collègues n'avoient aucun reproche quelconque à se faire sur la cause de ce désastre.

Ce Ministre , encouragé par l'attention qu'il remarqua qu'on lui prêtoit , commença à attaquer ses antagonistes , qu'il représenta comme les êtres les plus inexplicables qui eussent jamais existé. » Il fut un tems , dit-il , où l'on reprochoit sans cesse aux Ministres d'éviter de se rendre responsables en rien , & de se cacher derrière le Parlement , pour se mettre à couvert. Aujourd'hui les Ministres ne doivent rien prendre sur eux. Tout doit être laissé à la détermination du Parlement ; & ils n'ont plus à répondre de rien. Il faut que M. Fox choisisse entre l'un de ces deux partis. Les Ministres ne doivent point être responsables de ce que le Parlement a fait , ou peut faire. Toutes les mesures adoptées jusqu'ici ont été prises par le Parlement. L'étendue des pouvoirs exercés prouve incontestablement que ce sont des mesures parlementaires. Ce n'est point moi qui ai perdu l'Amérique , & je n'ai jamais imputé sa perte aux talens des Généraux Américains ou de quelques autres rebelles. Le Parlement a déclaré l'Amérique rebelle ; il a donné au Gouvernement des forces pour la subjuguier. Les Ministres ont fait valoir le mieux qu'ils ont pu , ces pouvoirs ; & si nos efforts n'ont point eu de suc-

cès, il ne s'ensuit point que le droit qu'on vouloit soutenir soit mal fondé, ou que les Ministres doivent être blâmés, parce qu'ils n'ont point réussi. — Avant de finir, continua le Lord North, je ne puis m'empêcher de faire quelques observations sur une espece nouvelle de persécution ministérielle, alléguée par M. Burgoyne. Il se plaint que les Ministres ont engagé plusieurs personnes à publier dans les Gazettes qu'il s'étoit jetté dans le parti de l'Opposition. Je ne vois pas quel avantage il y auroit pour l'Administration à faire semer de ces bruits, ni comment ils pourroient nuire à M. Burgoyne dans l'esprit du Public, à moins qu'il ne veuille embarrasser tout-à-la-fois l'Administration & l'Opposition. Pendant l'absence de M. Burgoyne, l'Administration n'a point voulu permettre qu'il fût fait d'information sur sa conduite: c'étoit uniquement pour empêcher la persécution dont il se plaint si amèrement aujourd'hui. Si M. Burgoyne vouloit écouter mes conseils, je lui recommanderois de ne se jeter ni dans le parti de l'Administration ni dans celui de l'Opposition, mais de se reposer sur la bonté de sa cause pour la justification de sa conduite, à moins qu'ils ne prévoient que le Corps qu'on appelle Opposition peut changer de nom, & devenir bientôt Administration. Dans tout autre cas, je crois qu'il commettrait une haute imprudence; car d'u-

ne mauvaise cause il ne pourroit pas en faire une bonne, & peut-être d'une bonne en feroit-il une mauvaise. »

Le Lord North s'étendit aussi sur les appointemens, les recompenses, les talens militaires & la conduite de M. Burgoyne. Il dit encore qu'il se flattoit qu'on lui supposoit un desir assez sincere de la paix pour croire qu'il feroit convoquer sans délai le Parlement, s'il y avoit quelque apparence à une réconciliation pour lequel l'administration avoit fait de si grands sacrifices. En général il mit dans son discours un mélange très-artificieux de complimens, de franchise & sur-tout de sarcasmes, & il répondit à M. Fox avec son adresse & son habileté ordinaire, c'est-à-dire en attaquant la partie déclamatoire du discours de M. Fox, & en mettant de côté les raisonnemens & les faits dont il laissa la discussion à la majorité de la Chambre.

M. Charles Turner soutint que le Parlement ne devoit point être prorogé : il assura la Chambre que le Maréchal de Broglie alloit arriver sur les côtes : qu'il le savoit de bonne part ; & qu'il y avoit des bâtimens frettés à Dunkerke pour une armée de vingt mille hommes : que si l'invasion s'effectuoit, il ne répondoit point que dans la terreur dont les peuples seroient saisis la multitude effarée ne courût aux maisons des Ministres pour les mettre en pieces ; & qu'on devoit sa-

voir qu'il n'y avoit aucun fonds à faire sur la milice, corps composé de parties trop disproportionnées entr'elles.

A onze heures & demie la motion de M. Hartley fut rejetée : 58 voix pour, 105 contre : pluralité 47. — Le Chambre s'ajourna au 2 Juin.

VOICI en substance ce qui se passa dans la même séance à l'occasion du rapport du Comité des 21, sur le marché pour les fournitures de rum.

Le Colonel *Barré* fit quelques remarques sur plusieurs des principaux faits qui s'étoient présentés pendant le cours de l'enquête : il rendit compte des motifs qui l'avoient engagé à la proposer, & montra les avantages qui en résulteroient, quoiqu'ellen'eût pas rempli, au moins pour le moment, le grand objet qu'on en avoit attendu, celui de découvrir des délits publics & de les punir d'une manière proportionnée à leur importance & à leur énormité. » Quelque peu de lumieres, dit-il, qu'on ait tirées de l'audition des témoins, les personnes qui ont proposé le Comité doivent voir qu'elles ne se sont pas prodigieusement trompées dans leurs premières conjectures. On a découvert beaucoup d'abus, quoiqu'il y en ait eu un bien plus grand nombre soustrait à la connoissance du Parlement; & si la malversation des gens en place n'a pas été démontrée dans toute son

évidence , on a toujours fait voir leur négligence & leur incapacité. Si on n'a pas administré des preuves de leur corruption , il est du moins bien clair qu'ils ont dépensé l'argent public avec la plus horrible profusion «.

Il observa en outre qu'il étoit trop tard pour s'occuper de l'examen du rapport , le Parlement étant sur le point de se séparer. » Je compte bien , ajouta-t-il , & je me fais même un devoir de revenir sur cet objet dans le cours de la prochaine session , & de fixer l'attention de la Chambre sur ce que ce rapport contient de plus intéressant «.

En conséquence , il proposa que le rapport fût mis sur le bureau pour être au nombre des affaires dont la Chambre s'occupera dès l'ouverture de la prochaine session.

M. *Jenkinson* convint avec le Colonel Barré qu'aucun Comité , relativement aux différens objets dont celui-ci étoit chargé , n'avoit mis plus d'ordre & d'intelligence dans son travail. Mais , ajouta-t-il , je demande la permission d'être d'un avis différent relativement à la manière dont on interprète les connoissances que l'enquête en question a procurées.

M. Barré prétend qu'il en résulte que si les Ministres & les gens en place ne sont pas coupables , d'une prévarication réelle , ils le sont au moins d'une profusion extra-

vagante dans l'emploi des fonds publics. Cela est faux & l'enquête n'administre pas plus de preuves d'une allégation que de l'autre. Cette enquête fait voir, je l'avoue, que dans certaines circonstances les Administrateurs ont été induits en erreur ; & c'est, selon moi, le seul avantage qu'elle ait produit, en ce que cette découverte avertira leurs successeurs de se mettre en garde contre de pareilles séductions, & que leur imprudence sera pour d'autres une leçon qui les rendra plus circonspects. Mais si d'un autre côté on considère la nature des circonstances où se sont trouvés les Administrateurs, la multiplicité des affaires dont ils étoient chargés & l'extrême vivacité qu'il falloit mettre dans toutes les expéditions, j'ose assurer que jamais on n'a porté plus de prudence & d'économie dans la gestion des finances de la nation.

M. *Hans Stanley* protesta qu'il ne voyoit pas non plus le moindre fondement aux inductions que le Colonel *Barré* tiroit du rapport.

Le Chevalier *Younge* soutint l'assertion du Colonel *Barré* & il alla même plus loin, puisqu'il prétendit que d'après le rapport les personnages intéressés étoient non seulement coupables de gaspillage & de profusion, mais de corruption & de malversation dans leurs places.

Le Colonel *Barré* répondit ainsi à M. Jen-

cclvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

kinson & à M. Stanley : » je suis charmé, dit-il, d'entendre un personnage de la volée de M. Jenkinson, aussi consommé dans les affaires, lui qui est depuis si long-tems attaché à la Trésorerie, dont l'administration a été l'objet de l'enquête, faire l'aveu loyal & naïf que quoique le Comité n'ait point découvert de malversation réelle, de gaspillage honteux, ni de profusion révoltante, cependant il en étoit résulté cet avantage signalé, savoir : que l'enquête avoit fait voir que l'administration avoit été induite en erreur : que cette découverte avertiroit les Ministres & leurs subordonnés de se tenir par la suite sur leurs gardes ; & qu'enfin elle les rendroit plus attentifs & plus circonspects.

CES débats, Monsieur, ont été jusqu'ici d'une telle importance qu'on en a formé un cahier ou pamphlet, que chacun s'empresse de lire, parce qu'on fait que les fragmens donnés par les Gazettes ne méritent pas grande confiance. C'est d'après ce Pamphlet que j'ai formé l'extrait que je viens de mettre sous vos yeux. Je prendrai le même soin pour ceux du 2 Juin dans les deux Chambres, sur lesquels on m'a fourni aussi des documens authentiques. Je vais terminer cette lettre par deux essais critiques sur la conduite des Ministres dans l'affaire de l'embargo, & dans celle de l'enterrement de Mylord Chatham. L'embargo, qui a causé les plus violens

violens murmures, quoiqu'il fût si nécessaire pour mettre les escadres en état de partir, pouvoit porter le plus grand préjudice au commerce d'Angleterre si sa durée eût été plus longue. Comment pouvoit-on le laisser subsister seulement deux jours sur le commerce de Russie, sans lequel il seroit impossible à la marine Britannique de se soutenir ?

Apperçu politique du 30 Mai au 6 Juin.

» Dans le tems même qu'on imprimoit le dernier apperçu, non-seulement l'horizon politique se couvroit de nuages, mais il s'y formoit une tempête dont l'explosion subite a allarmé la Grande-Bretagne. Un embargo général a été mis sur tous les bâtimens quelconques, & cet ordre est venu comme un coup de tonnerre au moment où l'on s'y attendoit le moins, & sans qu'il fût possible d'en deviner le motif. Le Public n'y avoit été préparé par aucun avis ; la Nation dont on met depuis si long-tems la patience à l'épreuve, n'a pas même été instruite des raisons qui lui ont attiré cette nouvelle insulte, une des plus sanglantes qu'elle ait reçues. Il y a quelques années (en 1766) que le Gouvernement mit un embargo sur les vaisseaux ; mais quoiqu'il ne portât que sur ceux qui étoient chargés de bled, article de premiere nécessité, & sans lequel tous les Habitans de la Ville de Londres alloient être en proie aux horreurs de la famine dont ils commen-

cclviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
coient déjà à sentir les atteintes, les Ministres prirent la précaution de se procurer un acte d'autorisation du Parlement, craignant d'être comptables d'une opération par laquelle on avoit attenté à la propriété de quelques particuliers pour assurer la vie de plusieurs millions de Sujets. «

» Quels reproches, ou plutôt quels châtimens ne méritent donc pas ces hommes sans principes qui usurpent ouvertement les propriétés, interrompent le commerce & arrêtent la circulation des provisions nécessaires à tout un Empire, sans daigner seulement colorer du moindre prétexte une conduite aussi téméraire? S'ils ont eu quelque raison pour agir ainsi, elle est restée cachée dans les ténèbres de leur conscience; & leurs langues démentent leurs pensées. «

» Ils poussent des clameurs insolentes pour la guerre, mais leurs timides opérations ne tendent qu'à la paix; & toutes leurs négociations sont basses & pusillanimes. «

» Dès le mois de Décembre, les Ministres avoient reçu des avis positifs que les François enverroient une flotte pour détruire la nôtre & les restes de notre armée en Amérique, & cette flotte est en effet partie le 13 Avril, sans que personne eût le moindre doute sur sa destination; cependant nous voilà au 6 de Juin, & la flotte angloise n'a pas encore mis à la voile pour combattre, intercepter ou poursuivre celle des François, & prévenir le coup fatal dont nous sommes menacés. «

» Malgré cela , on n'entend parler que de fêtes , de plaisirs & de gaieté à Saint James , à Whitehall , & chez tous les Ministres. Les cordons bleus , les places lucratives , les grosses pensions , les annuités , les marchés , les intérêts dans les affaires , enfin les graces de toute espece pleuvent sur les partisans de la Cour , comme si la Nation n'avoit ni dettes ni charges à supporter , point de guerre dispendieuse & sanglante à laquelle il fallût se préparer , enfin comme si la paix , la prospérité & la concorde regnoient dans toute l'Europe , & que nos Ministres fussent tous des Walshinghams , des Godolphins , des Marlboroughs , des Oxford & des Bolingbrokes , ou les plus grands génies dont aucun siècle ou aucun pays puisse se glorifier.

» Les Députés retournent dans leurs Provinces pour donner tous leurs soins à leurs fermes ; les Ministres vont jouir des plaisirs de la campagne , aux dépens d'une Nation qu'ils viennent d'appauvrir de quinze millions de plus , tandis que les Officiers de terre & de mer tant en Angleterre qu'au dehors , ne savent que faire , faute d'ordres & d'harmonie. — Comment tout cela finira-t-il ?

*Observations sur la cérémonie de l'enterrement
de Mylord Chatham.*

» Ni le Lord North , ni aucun autre Ministre , ne se sont trouvés au convoi du Lord Chatham. On n'y a remarqué de gens en

cclx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

place que le Lord Townshend Commandant Général de l'Artillerie, & le Lord Amherst Lieutenant Général de l'Artillerie. Mylord North s'étoit pourtant mis hors d'haleine pour venir donner sa voix, lorsqu'il a été question de demander au Roi que Mylord Chatham eût sa sépulture dans Westminster. Nous avons vu aussi les partisans du Ministère dans les deux Chambres combattre la proposition de faire une obligation à chaque Membre d'honorer ce convoi par sa présence, & soutenir qu'il seroit bien plus glorieux pour la mémoire de ce grand & excellent homme d'Etat, que les Membres des deux Chambres s'y rendissent en foule par le mouvement libre de leur volonté, qu'en vertu d'un ordre. Mais tout cela n'étoit que simagrée, les Ministres ne vouloient que gagner un peu de popularité, ou au moins diminuer en la partageant celle du Parti de l'Opposition qui s'étoit montré le premier dans cette affaire. Leur objet rempli, ils se sont laissés voir à découvert. Il n'a plus été question à la Cour des grands & éminens services du Comte de Chatham. On se rendoit bien plus agréable en parlant de la belle apparence de la Milice, & principalement de l'*invincibilité* des flottes & armées britanniques. «

» Une vile & scandaleuse mesquinerie s'est fait remarquer dans tout le cérémonial du convoi, Les Citoyens de Londres ont de-

mandé en vain à y assister. Tous les grands Officiers de l'Etat, & les principaux d'entre la Majorité des deux Chambres, ont été avertis sous main qu'on leur sauroit gré de n'y point paroître. C'est autant de paires de gands, de crêpes, de manteaux, d'anneaux funéraires, d'écharpes, &c. qui n'ont point été distribués; encore n'y en avoit-il pas pour la moitié des assistans. On a même poussé l'économie jusqu'à faire rapporter la plupart de ces articles, comme si on espéroit les faire servir bientôt pour quelqu'autre: comme si l'Etat avoit bien des hommes de l'espèce du Lord Chatham à enterrer. Les hérauts n'ont obtenu qu'avec peine & très-tard la permission de faire élever des barrières pour écarter la populace. Mais les bannes nécessaires pour garantir de la pluie qui ce jour là fut abondante, ont été refusées. Il n'y a point eu non plus de plate-forme depuis la salle de Westminster jusqu'à l'Abbaye pour garantir toute la procession de barbotter dans la boue. Sans doute on étoit bien aise de faire courir le risque aux Barré, aux Burke, aux Saville & autres dignes amis de l'illustre mort, de gagner des rhumes, & de mourir eux-mêmes des suites d'un généreux & honnête procédé. — La marche étoit ouverte par une demi-douzaine de boueurs qui balayoient le ruisseau. Enfin, tout ce qu'il auroit été possible de mettre d'auguste, ou même de décent, dans cette cérémonie payée

cclxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
par une grande Nation, a été négligé ; &
cependant elle lui coûtera vingt mille livres
sterling. «

» Les personnes qui ont vu l'Eglise de
Westminster, se représenteront le lieu où a
été enterré le Lord Chatham. C'est au pied
du monument des anciens Duc & Duchesse
de Newcastle, & de celui qui a été érigé
depuis au Chevalier Pierre Warren. «

» Une feuille d'argent appliquée au cer-
cueil porte l'inscription suivante. «

» Le très-noble & très-puissant Guillaume
Pitt Comte de Chatham, Vicomte Pitt de
Burton-Pynsent, dans le Comté de Somers-
et, né le 15 Novembre 1708, mort à
Hayes Comté de Kent le 11 Mai 1778. «

» L'année dernière, à peu près vers le
mois de Juin, la tête tournoit à toute l'An-
gleterre pour le pauvre Docteur Dodd. Ac-
tuellement, c'est à l'occasion de Mylord
Chatham. On vouloit sauver la potence au
premier : on se dispute pour l'enterrement
du second : une même chaleur pour l'un &
pour l'autre a agité les esprits ; mais l'intérêt
qu'ils ont inspiré n'est pas tout à fait le
même. Dodd étoit aimé du peuple pour ses
sermons, comme grand Orateur. On lui
connoissoit une ame généreuse & une charité
si ardente & si étendue, qu'elle l'a poussé
jusqu'à une indiscretion qui a fait sa perte.
Il a excité une compassion générale. L'ex-
Ministre étoit un politique profond, & aussi

grand prédicateur dans le Parlement, que l'autre dans la Chaire Evangélique. Vrai bourreau d'argent, son excessive prodigalité a chargé l'Angleterre de dettes énormes sans qu'il s'embarassât comment elles seroient payés. Comme le Docteur Dodd, il dissipoit son propre bien avec la même profusion que celui d'autrui. Outre le gros revenu qu'il a tiré long-tems de ses places, & ses pensions, il a reçu diverses donations (a) & legs considérables qui n'ont pas pu suffire à ses besoins, & à son goût pour la dépense. Plusieurs fondations charitables laissées par le Docteur Dodd feront bénir à jamais sa mémoire, quoique flétrie par l'erreur d'un moment. Mais la Nation gémera éternellement d'avoir eu à la tête de ses affaires un Ministre enthousiaste dont les extravagances l'ont perdue. «

» Voilà donc l'affaire de son enterrement terminée. Quel nouvel amusement la Cour va-t-elle donner à la populace ? Quelle autre balise nos Ministres jetteront-ils à ce Léviathan irrité pour occuper son attention, & empêcher qu'il ne les avale tout en vie ? Mal-

(a) Dix milles livres sterlings données par la Duchesse de Marlborough pour qu'il ne s'enrôlât point parmi les Whigs. — La terre de Pynsent, au Comté de Somerset, léguée à M. Pitt au préjudice d'un héritier naturel qui, actuellement, meurt de faim en Irlande, &c. &c.

heur à eux s'ils donnent le temps au peuple d'appercevoir l'abyme où il est prêt à tomber, & sur le bord duquel on l'a conduit malgré les réclamations de ce grand & excellent homme d'Etat. Les Ministres engagent une Nation ruinée dans des dépenses énormes pour sa sépulture, pour son monument, pour ses dettes, pour la subsistance de sa famille à perpétuité, comme s'ils vouloient en faire l'idole de la postérité, tandis que d'un autre côté ils font tout ce qu'ils peuvent pour que chacun remarque combien ils le détestent & le méprisent. Si, dans cette conduite, on ne reconnoît point le fléau précurseur de la ruine des Nations, par quels autres signes Dieu prend-il donc soin de la leur annoncer ? Car j'ai toujours vu se réaliser ce proverbe :

Quos Deus vult perdere primum dementat. α

PENDANT le Convoi, le Sonneur de l'Eglise de Saint Martin s'amusoit à jouer un air très-gai, quoique ceux des autres Paroisses fissent entendre un lugubre tocsin. On a sçu que ce n'étoit pas de son chef que ce Sonneur avoit imaginé de se divertir aussi scandaleusement, & qu'il étoit payé par un certain Parti; mais sûrement ce Parti ne lui avoit pas ordonné de jouer de préférence le *carillon de Dunkerque*; & c'est ce qu'il a fait pendant près d'une demi-heure au grand divertissement de tous les François qui l'ont

entendu. Voilà de ces hasards qui semblent amenés par quelque esprit malin. Celui-ci étoit sûrement un Démon politique : ce n'est pas le plus innocent de tous.

On a remarqué aussi que le soir même de l'enterrement le Roi a été à la Comédie. Sa Majesté avoit passé une partie de la journée à une fête annuelle que donnoient à *Salthill* (butte de sel) les Ecoliers du Collège d'Eton, qui sont dans l'usage de saler tous ceux qui y assistent sans mettre au bassin. Ils avoient délibéré pour saler Sa Majesté, qui s'en est rachetée en leur faisant donner cent guinées. Un des Gazetiers Anglois qui ont rapporté cette anecdote, demande si on croit qu'Henri IV de France qui assistoit en personne aux funérailles de ses amis & de ses Ministres, eût voulu passer dans le plaisir & la dissipation la journée de l'enterrement de Sully ?

Nouvelles d'Amérique.

LA gazette de la Cour du 13 Juin a rendu publique une lettre du Général Howe au Lord Germaine, datée de Philadelphie, le 11 Mai. — Voici, en substance, ce que porte cette lettre. — Le Général Clinton étoit arrivé le 8 Mai à Philadelphie, & le Chevalier Howe comptoit profiter de la permission du Roi pour repasser en Angleterre aussi-tôt qu'il auroit remis ses ordres & instructions, &c. à M. Clinton, son successeur.

cclxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Depuis le mois de Mars, les détachemens n'ont cessé de faire des excursions heureuses, principalement dans les Jerseys, d'où il a tiré par ce moyen les subsistances qui lui étoient nécessaires.

Le Colonel Mawhood a fait une descente en Mars, à Salem sur la côte de Jersey, & après avoir écarté l'ennemi, il a fait un grand fourage.

Le 4 Mai, le Lieutenant-Colonel Abercrombie a surpris un Corps Américain de neuf cents hommes à dix-sept milles (six lieues) de Philadelphie. Il a défait ce Corps, duquel il a tué, blessé ou pris deux cent cinquante hommes, sans avoir plus de neuf blessés. Cet avantage auroit été plus considérable, si le corps Anglois, composé de quatre cents hommes d'infanterie légère, de trois cents Chasseurs, & d'un parti de Dragons légers, n'eût pas été très-fatigué de sa longue marche. Le Major Maitland, chargé le 7 Mai d'une expédition sur le fleuve Delavarre, & secondé du Capitaine Henri de la marine, a détruit dans la partie supérieure du fleuve, depuis Philadelphie jusqu'à Trenton, quarante-quatre (a) bâtimens de diverses grandeurs, du nombre desquels étoient deux frégates, percées pour trente-deux & vingt-huit canons, & six corsaires percés pour seize & dix canons.

Il a fait deux établissemens sur le bord du

(a) La plupart étoient de vieux bâtimens marchands, & ceux de guerre étoient sur le chantier & seulement commencés.

Delavare dans le Jersey, l'un à Cooper's Ferry, l'autre à Billingsport, le premier pour couvrir les partis qui vont faire du bois, le second pour assurer la navigation du fleuve dans un endroit où le Chenal est étroit.

La lettre du Chevalier Howe est accompagnée d'une relation du Major Maitland, qui fixe l'expédition au 8 Mai au matin; c'est du bourg de Whithehill qu'il a chassé l'ennemi, où les Rebelles avoient une batterie de cinq canons, pour empêcher tous bâtimens de remonter. Quantité de provisions y ont été détruites par le feu avec les magasins, & les maisons des Habitans n'ont pas été épargnées, quoique le Commandant assure que ce fut par accident. Il a détruit encore plusieurs vaisseaux & magasins à la crique de Biles-Island & Bristol. Il n'a pu faire aucun mal aux galeres, qui étoient presque submergées.

Une lettre du Lord Howe, en date du 10 Mai, sur le vaisseau l'*Aigle*, devant Billingsford, adressée à l'Amirauté, porte que l'ennemi ayant fait descendre quatre galeres armées entre Bordenton & Bristol, il avoit fait partir dans la nuit du 6 le Capitaine Henri de la marine, avec un détachement de troupes légères, pour enlever ou détruire les frégates & autres bâtimens que l'ennemi avoit remontés au-dessus des passages de bas-fonds, lorsque l'armée du Roi prit possession de Philadelphie.

A cette lettre est jointe la relation du C

cclxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
pitaine Henri , qui met la crique de Cross-
well au nombre des lieux où ce détachement
a fait du dégât.

Les troupes étoient rentrées le Dimanche
10 à Philadelphie , sans avoir perdu un seul
homme.

Le Capitaine Henri paroît aussi regretter
que quelques maisons de Membres du Congrès
& autres Notables , aient été brûlées , malgré
les ordres & contre l'intention des Officiers.
Il est fâcheux que de pareils accidens soient
arrivés au moment où les Commissaires alloient
apporter la branche d'olivier , & proposer
des arrangemens de paix. Une telle conduite
annonce plutôt de la part du Gouvernement,
la résolution d'exercer une cruelle vengeance
sur des pays qu'il désespere de soumettre ,
qu'une envie sérieuse d'amener les esprits à
la conciliation par les voies de la persuasion
& de la douceur.

Ces deux lettres ont été apportées à Fal-
mouth par le paquebot le Swallow , qui y est
arrivé le 10 Juin. — Il étoit parti de Phila-
delphie le 15 Mai. — On prétend qu'il a
rencontré en route l'escadre de M. le Comte
d'Estaing , & qu'une de ses frégates lui a
donné chasse ; suivant d'autres rapports , il
n'a été chassé que par un Corsaire Américain ,
& étant plus fin voilier , il lui a échappé :
mais la première nouvelle est celle qui s'ac-
crédite le plus ; & les Ecrivains de parti re-
prochent au Gazetier de la Cour d'en avoir
fait un mystère. Les Commissaires partis

d'Angleterre le 21 Avril, n'étoient point encore arrivés à Philadelphie le 15 Mai.

Le Général Clinton à qui restera le commandement de Philadelphie & de l'armée, paroît être fortement soutenu par le Lord Germaine, qui a dit, dans la Chambre des Communes, que jamais Général ne s'étoit conduit avec plus d'habileté, & n'avoit montré plus de courage, que M. Clinton dans son expédition de la campagne dernière sur la riviere de Hudson.

On murmure hautement contre les ministres, sur ce qu'il se vérifie aujourd'hui, qu'ils savent déjà depuis quelque tems, que les Bills conciliatoires ont été rejettés par les Américains, & qu'ils ont cependant laissé le Parlement se séparer sans se faire autoriser à envoyer aux Commissaires de nouvelles instructions. Pendant ce tems-là, dit-on, le Docteur Benjamin Franklin fait négocier avec les Etats-généraux, relativement à certaines branches du commerce de l'Amérique; & on croit être certain, qu'il ne leur a fait porter ses propositions qu'après s'être bien assuré qu'elles seroient favorablement accueillies.

Il semble depuis quelques jours qu'on ne soit pas sans inquiétude relativement à l'Espagne; divers envois qui devoient se faire pour ce Royaume, des ports d'Angleterre, ayant été contremandés.

On croit que l'escadre de l'Amiral Byron

cclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
est partie pour Halifax dans la nouvelle
Ecosse , où elle pourra être rendue vers le
20 Juillet. Cet Amiral est destiné à rempla-
cer le Lord Howe , qui doit , dit-on , reve-
nir en Angleterre avec son frere , ou peu
de tems après lui. Son commandement à la
Nouvelle-York est passé au Commodore
Griffith. Il y a une chose remarquable sur
l'escadre de l'Amiral Byron , c'est qu'il n'a
point de frégates. En effet elles sont toutes
en Amérique.

Pour l'Amiral Keppel , comme il n'est ap-
provisionné que pour trois mois , on croit
qu'il ne s'écartera point de l'Angleterre , &
qu'il établira sa croisiere dans le golfe de
Biscaye.

Il se vérifie que l'Irlande est dans l'état le
plus déplorable. Faute d'argent , l'adminis-
tration ne peut y rien faire. Des trois cents
mille livres st. octroyés au Roi , il n'a pu être
levé par la tontine à six pour cent que soi-
xante mille livres. Les banqueroutes se sont
montées à plus de huit cents mille livres
sterling. Pour faire remplir la tontine , il
faudra que le Parlement donne jusqu'à dix
pour cent , car 7 & demi ne suffiront pas.
L'argent est extrêmement rare en Irlande ;
& il ne l'est pas moins en Angleterre , puis-
qu'il est avéré que le 14 Juin il n'y avoit
pas plus de deux mille livres sterling dans
l'échiquier. — On vient de calculer que
pour payer la dette nationale angloise en

ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxj

donnant une guinée par minute, elle ne le feroit complètement que dans 272 ans, 9 mois, une semaine, un jour, 17 heures, 15 minutes, & 32 secondes.

P. S. Du 16 Juin.

Les Gazettes angloises d'aujourd'hui me fournissent, Monsieur, des nouvelles très-intéressantes des Etats unis, que je m'empresse de vous envoyer, jugeant que vous trouverez un plaisir singulier à les lire.

Nouvelles très-autentiques des Etats-unis d'Amérique.

[Ce que l'on va lire est traduit d'une gazette Américaine copiée dans celles de Londres; mais il est nécessaire d'observer que l'exposé de ce qui s'est passé tant à Paris qu'au Congrès, peut n'être point parfaitement exact, quoique vrai en général. Il est à croire que c'est le précis de quelques lettres écrites de France par les Américains & publiés par des Particuliers d'York-Town, qui y ont ajouté ce qu'ils savoient. Les prochaines nouvelles d'Amérique apporteront vraisemblablement une copie authentique des deux traités, ainsi que des résolutions prises en conséquence par le Congrès: le tout imprimé par ordre & signé Charles Thompson.]

» O N a ici (à Londres) une Gazette d'York-Town, résidence actuelle du Congrès, datée du 4 Mai. M. Siméon Déan, frere de

M. Silas Déan, y étoit arrivé de France le Samedi 2 Mai avec des Dépêches des Plénipotentiaires Américains à Paris. Voici ce que l'on débite de leur contenu.

» La nouvelle de la défaite & de la captivité du Général Burgoyne fut reçue en France, au commencement de Décembre, avec autant de joie que si c'eût été une victoire remportée par les armées de cette Puissance. Nos Plénipotentiaires saisirent cette occasion de rappeler l'attention de la Cour de France sur l'objet de leur négociation. Le 16 Decem., M. Gérard, un des Secrétaires du Conseil d'Etat de France, se rendit chez nos Plénipotentiaires, & les informa, par ordre du Roi, « qu'après de longues & mûres délibérations dans le Conseil, sur nos affaires & sur nos propositions, il avoit été décidé, & que Sa Majesté Très-Chrétienne avoit résolu de reconnoître notre indépendance, & de conclure avec nous un traité d'amitié & de commerce : que dans ce traité on ne tireroit point avantage de notre situation actuelle, pour obtenir de nous des conditions qui, sans cette circonstance, pourroient ne point nous convenir, Sa Majesté désirant que ledit Traité une fois conclu fût durable, & que l'amitié respectueuse des deux Nations subsistât éternellement ; ce qu'on ne pouvoit espérer qu'autant que le même avantage qu'elles auroient trouvé l'une & l'autre à former cette alliance, les engageroit encore à la continuer : que l'intention

tention de Sa Majesté étoit donc que les conditions du traité fussent telles que nous pourrions le souhaiter, si notre Etat établi depuis long-tems jouissoit de toute la plénitude de sa force & de sa puissance, & qu'elles fussent de nature à nous satisfaire également, quand ce tems sera venu.

» Que le Roi Très-Chrétien étoit bien déterminé, non-seulement à reconnoître, mais encore à soutenir notre indépendance, par tous les moyens qui seroient en son pouvoir : qu'en agissant ainsi, il ne se dissimuloit point que son Royaume seroit peut-être bientôt engagé dans une guerre, & dans toutes les dépenses, risques & pertes qui l'accompagnent ordinairement : que cependant Sa Majesté n'attendoit de notre part aucun dédommagement pour cet objet : qu'elle ne prétendoit pas non plus nous faire entendre que ce fût uniquement notre intérêt qu'elle avoit en vue, puisqu'indépendamment des avantages réels qu'elle nous procureroit à nous & à notre cause, il étoit notoirement de l'intérêt de la France que le pouvoir de l'Angleterre fût diminué par notre séparation d'avec cette Puissance : que de plus Sa Majesté Très-Chrétienne, si elle s'engageoit dans une guerre avec l'Angleterre à notre sujet, n'entendoit pas même exiger que nous ne fissions point une paix séparée pour nous-mêmes, dans le cas où l'on nous feroit des propositions utiles & avantageuses : que la seule

eclxxiv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
condition requise par Sa Majesté Très-Chrétienne, & sur laquelle elle comptoit, étoit que, » *dans aucun traité de paix avec l'Angleterre, nous ne renoncerions à notre indépendance pour retourner sous l'obéissance de ce Gouvernement.*

» C'est d'après ces principes, & en vertu des pleins pouvoirs du Roi de France donnés à M. Gérard, Secrétaire du Conseil d'Etat de Sa Majesté, datés du 30 Janvier 1778, que ce Ministre & nos Plénipotentiaires ont signé à Paris le 6 Février un traité d'alliance & de commerce entre la Couronne de France & les Etats-unis de l'Amérique, presque sur le même plan qui avoit été tracé dans les instructions du Congrès aux Plénipotentiaires Américains.

Voici les articles les plus remarquables du traité d'alliance.

Article premier,

» Si la guerre se déclaroit entre la France & la Grande-Bretagne, pendant la présente guerre entre les Etats-unis & l'Angleterre, Sa Majesté Très-Chrétienne & les Etats-unis feront cause commune, & s'aideront mutuellement de leurs bons offices, de leurs conseils & de leurs forces, selon la nécessité des circonstances, ainsi qu'il convient entre de bons & fideles alliés.

Article deux.

» L'objet essentiel & direct de la présente alliance défensive est de maintenir efficacement la liberté, la souveraineté & l'indépendance absolue & illimitée desdits Etats-unis, tant en matière de gouvernement que pour l'objet du commerce.

Article trois.

» Le Roi Très-Chrétien renonce pour toujours à la possession de l'Isle Royale, ainsi qu'à celle de toutes parties quelconques du Continent de l'Amérique Septentrionale, lesquelles, avant le traité de Paris de 1763, ou en vertu de ce traité, auroient été reconnues pour appartenir à la Couronne de la Grande-Bretagne, ou aux Etats-unis, ci-devant appelés Colonies Britanniques, ou qui sont aujourd'hui, ou étoient précédemment, sous la domination du Roi de la Grande-Bretagne.»

Le traité de commerce est établi sur le pied de l'égalité la plus parfaite; & si l'on réfléchit à la situation de la France dont la puissance est si solide & si ancienne, & à celle des Etats-unis encore à leur berceau, on ne peut s'empêcher d'être émerveillé d'un si heureux événement qui n'a point d'exemple. En un mot, le discours que M. Gerard a tenu le 16 Décembre par ordre du Roi exprime des sentimens bien rares dans les Princes; &

cclxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
cette magnanimité, jointe aux principes d'égalité parfaite du Traité, place Sa Majesté Très-Chrétienne au rang des plus grands Monarques qui aient brillé dans l'Histoire du Monde.

L'indépendance de l'Amérique fait le plus grand plaisir à toutes les Puissances de l'Europe qui s'occupent du commerce. Elles attendoient que la France se déclarât pour reconnoître notre indépendance ; & bientôt on les verra embrasser hautement nos intérêts. L'Empereur, l'Espagne, la Prusse, sont déterminés à nous soutenir. Le 6 Novembre de l'année dernière, le Ministre de Prusse écrivit dans les termes suivans à l'un de nos Plénipotentiaires : » Quant aux renforts de troupes que la Grande-Bretagne pourroit recevoir des autres Puissances de l'Europe pour la campagne prochaine, je puis vous assurer, Monsieur, que votre Nation n'a rien à craindre de la Russie ou du Dannemarck, & que l'Allemagne ne fournira que quelques centaines d'hommes que le Duc de Brunswick, le Landgrave de Hesse & le Margrave d'Anspach sont tenus par leurs Traités d'envoyer annuellement pour recruter les troupes que ces Princes ont en Amérique à la solde de l'Angleterre. C'est avec une satisfaction bien sincère que je vous donne cette agréable nouvelle. « Le Roi de Prusse a refusé le passage par ses Etats aux troupes de Hesse & d'Hanau à la solde Britannique. Il a promis

ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxvi
qu'il seroit la seconde Puissance de l'Europe
qui reconnoîtroit l'indépendance de l'Amé-
rique.

Nos Plénipotentiaires nous assurent que si
la Grande-Bretagne échoue dans cette cam-
pagne en Amérique, il lui est impossible d'en
faire une autre, tant ses finances sont épuî-
sées, son crédit au-dehors ruiné, & tant il lui
est difficile de recruter des hommes chez elle.
La France fait les plus grands préparatifs de
guerre de tous les côtés. Elle a près de cin-
quante mille hommes qui marchent vers la
Normandie & la Bretagne. La Marine de
France & celle d'Espagne consistent actuelle-
ment en 270 voiles, qui n'attendent que des
ordres pour appareiller.

Ces nouvelles importantes ont été appor-
tées par la frégate de Sa Majesté Très-Chré-
tienne *la Sensible*, de vingt-huit canons & de
trois cents hommes d'équipage, commandée
par M. de Marigny. Elle est sortie de Brest
le 8 Mars, & après une traversée de qua-
rante-cinq jours, elle est arrivée le 20 Avril
à la Baye de Casco, d'où elle a fait voile le
23, pour s'en retourner, après être restée
deux jours pour faire de l'eau.

De Boston le 23 Avril 1778.

Nous avons reçu la nouvelle la plus au-
thentique de France, qu'en vertu du traité
qui vient d'y être conclu & signé, Sa Ma-
jesté Très-Chrétienne garantit l'indépendan-

cclxxviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ce, la souveraineté, la liberté & toutes les
possessions des treize Etats-unis de l'Améri-
que, & que de leur côté ces treize Etats
garantissent toutes les possessions de la France
dans les Isles de l'Amérique. Le procédé de
Sadite Majesté en cette occasion est vrai-
ment noble & magnanime. Elle n'a exigé
aucun monopole de notre commerce. Il est
laissé libre à tous ceux avec lesquels nous
voudrions commercer. Il y a autant de sa-
gesse que de grandeur dans cette conduite ;
car la France est très-certainement intéressée
à ce que ce traité soit durable, & il est sen-
sible qu'elle n'auroit pas pu y compter de
même, si elle nous eût imposé de dures con-
ditions. De plus nous recevons actuellement en
France des secours de toute espèce. Les deux
traités ont été signés le 6 Février, mais ils n'é-
toient pas encore publics au départ de la fré-
gate qui les a apportés au Congrès. On en
parloit seulement comme de quelque chose
que les circonstances rendoient très-proba-
ble ; le Ministre anglois pour rompre, s'il
étoit possible, cette union à laquelle on s'at-
tendoit, & recouvrer la dépendance des Co-
lonies, a fait passer deux bills qu'il appelle
conciliatoires, mais qui ne présentant rien
de certain, paroissent encore remplis d'arti-
fice. Le droit (pour nous servir des expres-
sions de ces Bills) le droit de nous taxer
n'y est pas abandonné. Le Parlement déclara-

re seulement qu'en considération de quelques inconvéniens qui résultent de l'exercice de ce droit, il se propose de n'en plus faire usage à l'avenir, excepté pour régler le commerce. Mais le Parlement prochain peut trouver cette déclaration non convenable; il peut la révoquer, & reprendre son droit. Des Commissaires sont nommés pour traiter avec toute corporation d'hommes en Amérique sur les moyens d'y pacifier les troubles, mais ils ne peuvent rien faire définitivement, à l'exception d'accorder des pardons, de déclarer & de révoquer une cessation d'armes, &c. Sur cela un Américain respectable dit dans une de ses lettres: *J'espère que les Américains n'auront pas l'âme assez basse pour accepter ce pardon, & je suis sûr qu'ils ne feront pas la folie de se débarrasser ou de désarmer sur la foi d'une déclaration de cessation d'armes de la part des Commissaires.* Il ajoute: *Croyez-moi, l'animosité de la Cour Britannique contre nous est aussi forte qu'elle l'ait jamais été; mais l'Angleterre est à présent dans la plus grande consternation: elle est hors d'état d'avancer, elle a honte de reculer, & elle craint une guerre avec la France & l'Espagne, guerre qui la ruinerait infailliblement.* Si elle parvient à nous diviser, à nous affaiblir, ou à nous engager par supercherie dans la soumission qu'elle nous demande, elle saura nous punir avec le tems. La France vient aussi de renouveler son alliance de cinquante ans avec les treize Etats-unis de la Suisse, alliance

cclxxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
qu'elle a fidèlement gardée depuis deux siècles : excellent augure pour nous.

On ne doute point en France de l'accession de l'Espagne au Traité. Ces événemens sont de la plus grande importance pour l'Amérique ; ils nous donnent une stabilité qui doit étendre & soutenir notre crédit en Europe, tandis que celui de la Grande-Bretagne s'y affoiblit de jour en jour. Il y a un vœu général dans toute l'Europe pour le succès de notre cause. Toutes les Nations désirent que l'Angleterre soit humiliée & sont prêtes à concourir avec nous pour accélérer son humiliation aussi-tôt que les circonstances leur permettront de le faire hautement. Si nous rentrions sous l'obéissance de l'Angleterre, nous aurions & l'Angleterre & toute l'Europe contre nous. Aujourd'hui nous sommes contre elle avec toute l'Europe. Il n'y a point à hésiter un moment sur le parti que nous avons à prendre.

Il est intéressant de remarquer que M. Siméon Déane n'étant arrivé à Falmouth, dans la baie de Casco, que le 20 Avril, avec la nouvelle de la conclusion du Traité, le Congrès n'en pouvoit point avoir connoissance, lorsqu'il a pris son arrêté motivé, du 22 Avril, pour rejeter les bills conciliatoires, dont le Général Washington lui avoit envoyé le 18 un exemplaire imprimé qui lui étoit venu de Philadelphie. Ainsi il n'est pas possible de dire que le courage des Améri-

cains ait eu besoin de ce réconfort ; & cette démarche spontanée de leur part sert autant à prouver la confiance qu'ils ont dans leurs forces & dans leurs moyens , qu'elle doit inspirer de confiance à leurs nouveaux alliés , dans la solidité de leurs engagemens.

L'arrivée de M. Siméon Deane , avec de si bonnes nouvelles , fut célébrée à Boston par des fêtes. Il y eut des illuminations dans la Ville le 23 Avril. On ne voyoit par-tout qu'embrassades & félicitations. Les treize santrés suivantes furent portées dans le Caffé Américain où s'étoient rendus toutes les Habitans les plus considérables de la Ville.

1°. Les Etats unis d'Amérique.

2°. Le Congrès.

3°. Louis XVI, Roi de France & de Navarre.

4°. Le Général Washington.

5°. Les Armées Américaines de Terre & de Mer.

6°. Les Plénipotentiaires Américains à la Cour de France.

7°. La mémoire des Héros qui ont péri en défendant la liberté Américaine.

8°. Puissent la liberté & l'indépendance de l'Amérique se perpétuer jusqu'à la postérité la plus reculée.

9°. La sécurité de l'esclavage , n'est point préférable à la liberté , même au milieu des dangers.

10°. Puisse la glorieuse résistance des Amé-

cclxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
ricains convaincre tous les Despotes, qu'il
n'est point possible d'affervir un peuple qu'on
a poussé à la résolution de briser ses fers.

11°. Puissent les Etats libres & indépen-
dants d'Amérique devenir l'asyle de tous ceux
que de cruels Tyrans se feront plus à oppri-
mer.

12°. Puissent les ennemis intérieurs de l'A-
mérique ne jamais goûter les douceurs de la
liberté.

13°. Que l'Union Américaine dure jus-
qu'à la consommation des tems.

M. Siméon Dean a fait mettre dans les Ga-
zettes Américaines qui ont annoncé son arri-
vée, qu'il faisoit avec empressement cette
occasion, pour faire connoître combien il
étoit reconnoissant de tous les procédés hon-
nêtes de M. de Marigny, Commandant de
la frégate la *Sensible*, & de la diligence qu'il
avoit mise dans son importante mission, dont
il souhaitoit qu'il fût récompensé comme il le
méritoit à son retour en France. — Il y a
joint ses félicitations, adressées à tous les
compatriotes, sur ce grand & heureux évé-
nement.

QUOIQUE dans tout ce que vous venez
de lire, Monsieur, vous ayez dû reconnoître
le caractère de la vérité, il convient, com-
me je vous l'ai observé, d'attendre les publi-
cations qui émaneront du Congrès même,
pour être certain de savoir tous ces détails

ET DE L'AMÉRIQUE. cclxxxiiij
dans leur plus parfaite exactitude. — Je vais
vous en communiquer quelques autres pour
lesquels vous n'avez nul besoin de confirma-
tion ultérieure. Ils sont extraits de Lettres
écrites aux Députés Américains en France ,
& qui m'ont été envoyées par mon Corres-
pondant , leur compatriote & leur ami. Je
vous garantis la vérité de tout ce qui va sui-
vre. Ces diverses Lettres roulent sur la joie
qui a éclaté dans toute l'Amérique, lorsqu'on
y a appris l'heureuse conclusion des deux
Traités , & sur les grands effets que cet évé-
nement doit produire dans des ames , qui
jusques-là avoient défendu la cause de l'indé-
pendance avec une si courageuse résolution ,
sans être assurées d'obtenir un appui tout à la
fois si imposant & si généreux.

Extrait d'une Lettre du 13 Mai.

» Je vois que le Ciel a résolu la perte de
l'Angleterre : je le vois , non-seulement par
les Traités en eux-mêmes , & par le bien pro-
digieux qu'ils feront à l'Amérique , mais par
la sagesse & le jugement avec lesquels ils ont
été conçus & par les excellens principes de
politique qui en font la base. Les secours &
l'alliance d'une aussi grande Puissance ne pou-
voient pas manquer de donner un nouveau
courage aux Américains ; mais la générosité
de ses procédés gagne nos cœurs , & nous
attache par d'aussi forts liens à nos bienfai-
teurs , qu'à l'indépendance même. »

Autre du même jour.

» Recevez mes félicitations sur l'admirable affaire que vous venez de terminer. Tout ne retentit ici que d'acclamations de joie, & des bénédictions que l'on donne à la France & à son Ministère. Ne manquez pas de lui faire remarquer, la conduite que le Congrès avoit tenue avant qu'il pût savoir que nous aurions l'assistance de Sa Majesté Très Chrétienne. Les Bills conciliatoires & le discours de Mylord North, avoient devancé M. Siméon Déane, & le Congrès les a rejettés avec la même fierté, que s'il eût été certain que notre cause seroit épousée par la France. Je puis vous certifier, qu'il n'y a pas eu une seule voix dans le Congrès, en faveur des propositions de l'Angleterre. Les Ministres de Versailles seront bien aises de savoir cette particularité, qui n'empêche point que nous n'attachions tout le prix que nous devons au bien qu'ils nous ont fait, & à des secours dont nous avons le plus urgent besoin; mais c'est que nous étions résolus à vaincre ou périr, & quand on fait des alliances, on a droit de se féliciter de s'être adressé à de braves gens. — On m'écrit du Congrès que les deux traités vont être publiés, avec des observations sur la magnanimité du Roi de France, & sur la fidélité de cette Cour à ses engagements avec les autres Etats.

Autre du même jour.

» Béni soit le Ciel, qui a couronné d'un si heureux succès vos importants travaux. — (La personne qui écrit cette Lettre est le Docteur Cooper, Prédicateur célèbre de Boston, & toujours suivi d'un nombreux auditoire. C'est à M. Benjamin Franklin qu'il écrit.) » J'ai reçu votre Lettre du 27 Février, un Dimanche, au moment où j'allois monter en chaire. «

» Je n'hésitai point à faire à haute voix la lecture du premier article de votre Lettre, contenant l'assurance de la signature des Traités. J'invitai la Congrégation à s'unir à moi pour en rendre de vives actions de grâces au Tout-puissant, & prier pour la conservation des jours précieux du Roi, de la Reine & de la Famille Royale de France, & pour la prospérité de ce Royaume. Je ne puis vous dire le merveilleux effet, & l'agréable surprise que produisit cette nouveauté, qui en étoit réellement une à plus d'un égard. « (Ceci se rapporte à la défense faite par le Congrès de prier pour le Roi d'Angleterre, & qui est très-scrupuleusement suivie.) » Toute l'Eglise ne fut qu'un chœur de voix qui articulèrent, après moi, chaque mot de cette prière, avec la plus grande ferveur. «

Autre du 14 Mai.

» La joie regne sur tout ce vaste conti-

cclxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
nent. De toutes ses parties, il se rend des
renforts à l'armée du Général Washington,
qui va être des plus formidables. La campa-
gne s'ouvrira aussi-tôt qu'il y aura sur terre
assez de fourage. «

» Comme on vous demande souvent des
nouvelles du Marquis de la Fayette, vous
pouvez dire, qu'il se porte à merveille, &
qu'il est ici généralement chéri & respecté.
Le Général Conway, le Chevalier de Portal,
& le Comte Pulawski, jouissent aussi de la
plus grande considération, ainsi que le Baron
de Stuben, qui est actuellement employé. «

*Extrait d'une lettre du Général HEATH, sous la
garde duquel est l'armée prisonniere de Bur-
goyne, aussi du 14.*

» On voit briller la joie dans les yeux de
tout le monde, depuis l'heureuse nouvelle de
la signature des Traités. Les Officiers Anglois
que j'ai occasion de voir journellement, en
paroissent consternés. Jusques-là ils ne vou-
loient pas croire que la France eût reconnu
ou voulût reconnoître notre indépendance ;
mais enfin, comme ils voyent que cela n'est
que trop bien confirmé, ils ne disent plus
mot, & leur morne silence peint la tristesse de
leurs ames. «

*Autre du Bureau de la guerre à Boston, le 14
Mai.*

» Depuis l'arrivée de l'heureuse nouvelle, notre papier monnoyé reprend crédit, & la valeur en est considérablement augmentée. Nous aurons à notre tour ce nerf de la guerre qui va manquer à nos ennemis. La fermeté, la résolution, l'unanimité, sont les mêmes dans tous les treize Etats unis. «

Toutes les lettres ci-dessus sont écrites de Boston ou des environs.

Liste des charges des différens vaisseaux arrivés en Amérique suivant les dernières nouvelles. (C'est la flotte que M. de la Motte Piquet avoit escortée.)

La Brune, environ	400 balles.
La Henriette	300
Les trois Amis,	180
Le tout	<hr/> 880

lainages & toiles, suffisantes pour habiller cinquante mille hommes.

Le Dean, chargé de

9,878 habits complets de soldats.

10,468 paires de souliers.

100,293 livres de plomb.

10,000 livres d'étain. } pour faite des ca-

57,685 livres de cuivre. } nons de fonte.

Le tout pour le compte du Congrès.

cclxxxviii AFFAIRES D'ANGLETERRE

Jamais encore, dans les années précédentes, le Congrès n'a eu en sa disposition une aussi abondante quantité de munitions.

La liste des prises au N°. suivant.

L E T T R E.

*D'un Banquier de Londres, à M.***
à Anvers.*

De Londres le 25 Juin 1778.

JE ne crains point, Monsieur, que vous me reprochiez de m'être appesanti sur des débats qui ont déjà paru dans la plupart des écrits publics. Une révolution aussi étonnante que celle que nous voyons s'opérer dans le système politique, non seulement de l'Europe, mais du monde entier, ne peut point être présentée sous un point de vue trop lumineux. Quoique je n'aye point lû ces débats dans les gazettes, j'en ai assez vû pour m'assurer que l'objet des gazettes n'a point été de rassembler tout ce qui s'y est dit d'intéressant, soit pour l'histoire du tems, soit pour les spéculations; & comme en me pressant moins, j'ai eu la faculté de le faire, vous ne pourrez qu'être bien aise de trouver ici tout ce qui peut satisfaire votre curiosité éclairée.

CCXC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du premier Juin.

Le Lord *Radnor* ouvrit la séance en observant que dans les jours d'assemblée publique, & ceux auxquels le Roi se rendoit au Parlement, le corps de la Chambre se trouvoit confondu avec la multitude : que dans d'autres jours les Membres des Communes étoient foulés & obligés de se tenir debout durant un long débat, pêle mêle avec les étrangers, derrière la barre, tandis que les Lords étoient bien différemment traités lorsqu'ils alloient entendre les débats de la Chambre des Communes, où ils étoient reçus honnêtement & où ils pouvoient s'asseoir, soit dans la Chambre, soit dans la galerie ; en conséquence il proposa d'ordonner la construction d'une galerie qui communiquât avec le vestibule, & dans laquelle les femmes & les Membres de l'autre Chambre pourroient entrer. La motion de ce Lord passa unanimement.

Séance du 2 Juin.

A quatre heures, suivant l'ordre du jour, on fit la troisième lecture du Bill qui attache une annuité au titre de *Chatham*. Le Duc de *Chandos* s'opposa vivement à ce Bill, désirant que l'annuité du moins ne fût pas rendue perpétuelle, mais qu'elle fût restreinte

au Lord Chatham vivant & à son fils, s'il en avoit un. Le Lord Chancelier (Bathurst) opina pour rejeter entierement le Bill. Le Duc de Manchester, le Duc de Richmond & les Lords Littleton, Cambden & Shelburne, parlerent pour le soutenir. Ce dernier assura que l'idée en avoit été donnée par le Roi lui-même. A six heures & demie la question ayant été mise aux voix, il y en eut quarante-deux pour le Bill & onze contre : ce qui fait une pluralité de presque trois contre un, & la seule qui ait été aussi considérable, dans cette session, contre le parti de la Cour.

Le Lord *Derby* proposa que les papiers relatifs à la convention de *Saratoga* fussent mis sous les yeux de la Chambre. Après un court débat dans lequel le Lord *Weymouth* se montra persuadé qu'on ne forceroit point le Congrès à l'exécution de la convention, il assura la Chambre qu'on ne pourroit point sans inconvénient discuter actuellement cette question, & il la fit rejeter sans qu'il fut besoin d'aller aux voix.

Voici qu'elle fut la motion du Lord *Derby*.

« Qu'il soit présenté une humble adresse au Roi pour qu'il lui plaise faire remettre à la Chambre avant la prorogation du Parlement, toutes les informations reçues relativement à la détention de l'armée actuellement prisonniere en Amérique, conformément aux conditions de la convention signée à *Saratoga* ». Sur quelques objections du

Lord Weymouth, il ajouta que dans un tems où la disette d'hommes étoit si grande, il convenoit de savoir ce qu'étoient devenus dix mille hommes, l'élite de l'armée Britannique.

Le Lord Effingham soutint la motion du Lord Derby d'après les mêmes principes. » Quicque je convienne, dit-il, avec le Lord Weymouth qu'on ne peut point forcer le Congrès à exécuter la convention, (en effet nous avons la douloureuse expérience que nous ne pouvons le forcer sur rien) cependant il est nécessaire de savoir de qui provient la faute, afin que le Parlement puisse prendre les mesures convenables pour y remédier.

Le Duc de Richmond releva ce que le Vicomte Weymouth avoit allégué pour s'excuser de rendre compte de cette affaire. » Il est bien singulier, dit-il, que ce Ministre ne puisse pas nous donner de mémoire quelques informations de tous les papiers relatifs à cet événement, puisqu'ils ont dû passer par ses mains. On aura d'ailleurs beaucoup de peine à se persuader que l'infraction de la convention puisse être imputée au Congrès, qui dans toutes les autres occasions a rempli ses engagemens avec la plus scrupuleuse ponctualité «.

Cette apologie du Congrès blessa le Comte Denbigh. » Il m'est impossible, dit-il, de supporter plus longtems de pareils éloges. Le Vicomte Weymouth n'a point le droit de

répondre à aucune question sur cette matiere ; & j'espère qu'il n'en fera rien. Quant à la prétendue ponctualité du Congrès à remplir ses engagements, c'est encore un fait auquel je ne puis nullement croire. Il alloit parler de l'affaire de Bennington ; mais on l'arrêta en le rappelant à l'ordre.

Le Duc de *Richmond* répliqua : » le papier public , où le Lord Denbigh a pris sa nouvelle au sujet de Bennington , est la Gazette de la Cour , que je ne regarde jamais. Je serois bien fâché de mettre aucune confiance dans ce recueil d'impostures. J'ai puisé ailleurs mes informations qui détruiront celles du Lord Denbigh. J'insiste donc sur la bonne foi rigoureuse du Congrès , & je soutiens qu'il en a donné des preuves en mille occasions. C'est sa *bonne foi* , c'est sa *vertu* qui l'ont enhardi à tenter & à exécuter des entreprises aussi difficiles. Une assemblée composée d'hommes aussi vertueux aura toujours les mêmes principes ; & je suis fâché d'ajouter que c'est à notre mauvaise foi & à notre dépravation que nous devons imputer tous nos malheurs.

Il fut question ensuite de faire la seconde lecture du Bill pour l'annuité du Comte de Chatham.

Dans le débat de la séance précédente le Duc de Chandos avoit assuré la Chambre qu'il avoit la plus haute opinion des talens du feu Comte & des insignes services qu'il

CCXCIV AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

avoit rendus à son pays. Il avoit observé qu'une annuité perpétuelle d'un revenu aussi considérable étoit de la plus sérieuse conséquence pour l'exemple; qu'il n'en connoissoit qu'un seul d'une annuité perpétuelle attachée aux descendans d'un homme qui avoit bien servi sa patrie, le grand Duc de Marlborough; que le feu Duc de Cumberland avoit rendu des services éminens à la nation, & que cependant il n'avoit été récompensé que par une annuité viagère: qu'il existoit actuellement un certain Lord (le Lord Hawke) à la bravoure & aux talens duquel la Chambre étoit peut-être redevable de ce qu'elle se trouvoit assemblée aujourd'hui; & que si le Bill en question passoit, la famille de ce Lord étoit en droit de former des prétentions à la même grace.

Ce Duc insista de nouveau sur les besoins pressans de l'état qui rendoient condamnable cet acte de générosité.

Le Comte d'Abingdon.

Je me déclare pour le Bill afin qu'on ne puisse pas dire que tandis que nous prodiguons des pensions, des titres & des établissemens à des gens qui méritent la corde ou la roue, nous refusons à d'autres qui ont bien mérité du public la récompense de leurs services.

Le Duc de Richmond,

Je conviens avec le Duc de Chandos de la nécessité indispensable où nous sommes d'adopter un plan général d'économie ; mais ce n'est pas dans cette circonstance que nous devons en faire usage , ce seroit mal commencer. Le premier objet d'économie qui doit nous occuper , est de supprimer des pensions & des places où il n'y a rien à faire, telles que celle de Gardien (a) des cinq ports qui rapporte annuellement quatre à cinq mille livres sterling , & celle d'Auditeur de l'Echiquier (b), qui en vaut près de 20 mille pour une signature qu'on donne à la passade. Ces sommes ainsi que toutes celles que l'on prodigue journellement à des gens en place doivent faire l'objet des recherches de la nation , & non pas l'argent octroyé pour entretenir les orphelins d'un des plus grands hommes d'état qu'ait eus la Grande-Bretagne.

Le Lord Chancelier appuya les objections du Duc de Chandos. » Je crois , dit-il , qu'une forte pension & un titre seroient des récompenses suffisantes. Le seul exemple qu'on puisse apporter en faveur de ce Bill, est celui

(a) Cette place venoit d'être accordée au Lord North.

(b) C'est le Duc de Newcastle qui en est en possession.

CCXCVJ AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
du Duc de Marlborough sous la Reine Anne.
Le Duc de Marlborough étoit doué des plus
grands talens , & comme homme d'état &
comme Général. Il fut nommé Ambassadeur
pour négocier les articles de la grande al-
liance qui, par la suite, mit un frein à la
puissance de la France & à l'ambition de
Louis XIV. Lorsque par son habileté
dans la négociation il eut réussi au point
de porter la Hollande & les Puissances Ger-
maniques à entrer dans cette alliance, la
Reine l'ayant gratifié d'une annuité de 5000
livres sa vie durant, envoya en 1702 par
le Secrétaire Harley, un message à la Cham-
bre des Communes pour rendre cette annuité
perpétuelle. Je voudrois pouvoir vous faire
entendre la lecture des procédés de cette
Chambre à l'occasion de ce message ; mais
je me contente à présent d'observer qu'après
une mûre délibération, les Communes re-
fuserent d'y acquiescer. Ce ne fut qu'au bout
de quelques années (en 1709) après des
victoires réitérées, après que le Duc eut rempli
l'Europe de l'éclat de son nom, & qu'il fut
devenu la terreur de la France, que le Par-
lement jugea à propos de rendre la pension
perpétuelle. Je rends toute la justice due au
mérite du feu Comte de Chatham ; mais
j'ose dire que la conduite du Parlement,
relativement au Duc de Marlborough doit
aujourd'hui servir de règle pour empêcher

ET DE L'AMÉRIQUE. ccxcvij
l'établissement d'un nouvel exemple qui
pourroit entraîner de grands inconvéniens.

Le Lord Cambden.

On a tort d'avancer que la Nation n'est pas en état de se charger d'une annuité de 4000 livres. Cette annuité doit être prise sur le *fonds agrégé* qui durera autant que la Nation se trouvera dans un état de *prospérité*, ce fonds étant le résidu du produit de toutes les taxes après que l'intérêt a été payé aux créanciers publics. Tant que ce fonds qui dérive des sources de richesses & de commerce que le feu Comte de Chatham a étendues & multipliées si heureusement, continuera d'avoir un résidu, après qu'on aura liquidé les intérêts de la dette, il ne pourra y avoir aucune impossibilité de payer cette annuité. Si jamais un événement aussi fâcheux avoit lieu & que le fonds ne pût pas suffire, il est très certain qu'alors le paiement cesseroit. Alors les descendans du Comte de Chatham seroient compris dans la détresse & la ruine générale de leur pays. » Le Lord Chancelier appuie principalement son opposition au Bill, sur ce que le feu Comte de Chatham avoit été amplement récompensé de ses services, & sur ce qu'il convenoit peu de faire au bout de seize ans ce qu'on auroit dû faire lorsqu'il étoit en place; il part de ce principe que George III, aussi bien que la Nation, avoient toujours eu en vue, que ce qui

ccxcviij AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

avoit été fait en faveur du feu Comte , étoit une récompense proportionnée à ses services. » A cela je répondrai au Lord Chancelier ce qui m'est arrivé lorsque j'avois l'honneur d'occuper un poste très-important dans l'administration avec le feu Comte de Chatham : il tomba malade & sa vie parut en danger : quelque tems après qu'il fut rétabli, j'eus un entretien avec le Roi ; & la conversation roulant sur la maladie du Comte de Chatham , Sa Majesté s'exprima à son sujet dans des termes que je n'oublierai jamais. Les voici : » si la mort avoit enlevé le Comte de Chatham je me serois cru *obligé de faire un sort à sa famille* ».

Le Lord Cambden employa ensuite les argumens les plus forts pour appuyer le Bill & faire voir qu'il y avoit une grande différence entre l'affaire du Duc de Marlborough & celle du Comte de Chatham. » Je n'y vois , poursuivit-il , d'autre rapport que les talens supérieurs de ces deux Grands-Hommes ; sans chercher à les mettre en parallèle , je dirai simplement , que c'est d'après les plans du feu Comte de Chatham que nos armes ont été victorieuses , même après son administration : que c'est lui qui , en faisant choix d'Officiers vraiment habiles & également honnêtes a garanti son pays d'une invasion : que c'est lui qui a subjugué l'Inde & garanti l'Amérique de tout danger de la part des François : que c'est lui qui a dé-

couvert des sources de commerce inconnues jusqu'alors & en a dirigé les canaux vers l'Angleterre ; que c'est lui enfin qui par ses conseils a élevé la nation à un degré de gloire où elle n'étoit jamais parvenue & dont on n'avoit point d'idée «.

» La famille d'Aristide a été précisément dans le même cas où se trouve aujourd'hui celle du feu Comte de Chatham. Cet illustre Athénien , après avoir rendu les plus grands services à la République , mourut insolvable ; mais la République prit sa fille sous sa protection. Cette fille devint l'enfant de l'Etat qui lui donna une dot en la mariant à un des meilleurs partis d'Athènes. Suivons , Milords , un si bel exemple. Que les vertus du pere deviennent les richesses des enfans. En leur assurant un fort , ce n'est qu'une justice que nous leur rendons. Ne craignons point que cette générosité ouvre la porte à des abus dangereux. Depuis la conquête ce n'est que le second Bill de cette nature. Loin de partager les craintes du Duc de Chandos , désirons plutôt que ce Bill en occasionne beaucoup d'autres semblables. Fut-il jamais un tems où la nation eût plus besoin d'encourager les hommes à de grandes & illustres actions ? Que le Ciel la préserve de se trouver dans un état de détresse & d'humiliation qui ne lui permette pas de donner quatre mille livres sterling par an aux descendans

CCC AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

d'un homme tel que fut le Comte de Chatham «.

Le Lord *Shelburne* qui parla après le Lord *Cambden*, se répandit également en éloges sur le feu Lord *Chatham*. Après avoir traité quelques points particuliers de sa glorieuse administration, il dit qu'il étoit prêt à recevoir tous les plans d'économie que proposeroit le Duc de *Chandos*. « Je désirerois, poursuivit-il, qu'on commençât par supprimer la grande addition faite en dernier lieu à la liste civile, les pensions & les places où il n'y a rien à faire, ainsi que les sommes d'argent octroyées par le Parlement & dont on ne rend pas compte. Ce sont là des objets qui méritent toute l'attention du Duc de *Chandos* & de la Chambre: des objets sur lesquels il est de notre devoir de délibérer, comme étant des abus qui font un tort infini à l'Etat; mais loin de détourner une nation d'accorder des récompenses à de vertueux citoyens, je soutiens au contraire que par de tels actes de générosité, elle place son argent au plus haut intérêt possible, & qu'elle encourage tous les citoyens à se porter aux grandes choses. C'est ce qui arrive actuellement en France où un Ministère sage & vraiment patriotique fait élever des monumens & des statues au Duc de *Sully* & à d'autres grands hommes de ce siècle & du siècle passé. »

» Le Lord Chancelier, en parlant du Comte de Chatham, a paru vouloir donner à entendre qu'il avoit peu mérité de sa patrie en ce qu'il n'étoit point mort dans le Ministère, mais je demande à tous ceux qui ont observé la manière dont les affaires ont été traitées depuis quelques années, si ceux qui sont restés en place ont beaucoup mieux servi leur pays ».

Le Lord *Radnor* fut un de ceux qui appuyèrent le plus fortement le Bill & qui donnèrent les plus grands éloges à la mémoire du feu Comte de Chatham. » Cependant, ajouta-t-il, ma conscience ne sauroit être d'accord dans tous les points avec les nobles Lords qui paroissent ne pouvoir assez louer sa conduite politique. Je rends justice à toutes ses éminentes qualités : je n'oublierai jamais l'étendue & l'importance de ses services ; mais je ne puis m'empêcher de rappeler une circonstance qui, selon moi, en diminue prodigieusement le mérite : c'est d'avoir dressé une proclamation contre un acte du Parlement, pendant sa dernière administration en 1766, relativement à l'exportation des grains, & d'avoir soutenu que cette proclamation avoit la même autorité qu'un acte du Parlement. Un tel procédé, si notre silence lui donnoit une sorte de sanction, seroit capable de produire les exemples les plus dangereux. Il pourroit à l'avenir fournir un prétexte pour rendre les Parlemens inutiles.

cccij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Au surplus, en citant cette anecdote, mon intention n'est point de chercher à parler contre le Bill: je suis si loin de le désapprouver, que s'il ne passoit point je serois le premier à former une protestation dans laquelle je ferois voir que le délabrement des finances de la nation allégué par le Duc de Chandos, & le besoin qu'elle a d'user d'économie ne sont point des motifs suffisans pour rejeter le Bill α.

Le Lord *Cambden* se leva pour disculper le Comte de Chatham au sujet du reproche que le Lord Radnor venoit de faire à sa mémoire, & il parla ainsi: » J'étois alors Chancelier. En vertu de ma place je fus consulté plus particulièrement qu'aucun autre des Ministres du Roi; par conséquent s'il y a quelque blâme à jeter sur tout le corps, c'est sur moi principalement que ce blâme doit tomber. Mais la Chambre se rappelle sans doute les circonstances où se trouvoit la Nation. On étoit menacé d'une disette générale dans toute l'Europe: le Royaume n'avoit fait qu'une très-mince récolte: on craignoit une famine; & on s'alarmait avec raison d'une exportation trop rapide. Je fus consulté: le Conseil fut assemblé sur le champ, & mon avis fut qu'une proclamation devoit être donnée tout aussitôt pour arrêter l'exportation. Le Comte de Chatham, qui étoit alors Ministre, porta ensuite l'affaire au Parlement pour y être

discutée. On proposa une indemnité (auto-risation). J'ai cru n'avoir rien fait en cela que de très-juste ; & , depuis , je n'ai point changé d'opinion. J'ai présumé que la famine dont nous étions menacés étoit un de ces cas de nécessité pressante à laquelle tout homme d'Etat doit céder & qui justifieroit ma conduite. Ce n'est pas dans des livres de loi que j'ai appris cette doctrine : c'est dans les ouvrages du célèbre Lock , que j'ai toujours regardé comme un oracle d'administration , & dont les écrits offrent à chaque page une foule de vérités auxquels il est impossible de ne pas souscrire. C'est ce sublime Génie qui m'a appris qu'il est des circonstances qui exigent l'exercice de la prérogative. Malheureusement c'étoit dans de pareilles circonstances que se trouvoit la nation. Il s'agissoit de sa conservation , & je ne me persuaderai jamais qu'en la conservant j'aie commis un crime. Au surplus qu'il me soit permis de dire au Lord Radnor qu'il est mal informé relativement à la conduite du feu Lord Chatham dans cette affaire ; car si ma mémoire ne me trompe , voici ce que répondit ce Lord quand on lui demanda son avis dans le cours du débat : *puisque'il faut que je parle , dit-il ; je pense que la proclamation est illégale* .

Le Lord Cambden fit ensuite l'éloge du désintéressement de son ami dans les différens postes lucratifs qu'il avoit exercés. Il apprit à la Chambre que le feu Comte , après

avoir eu l'occasion d'acquérir une fortune immense, avoit manqué même du nécessaire dans sa dernière maladie : qu'à peine avoit-il un domestique pour le servir ; qu'enfin il est mort avec le chagrin de laisser une nombreuse famille sans aucun établissement.

Le Lord *Littleton* parla aussi en faveur du Bill & s'étendit particulièrement sur le désintéressement du Comte de Chatham. Lorsque ce Lord, dit-il, étoit Trésorier général des troupes, il refusa les droits qui lui revenoient sur le subside ; & le *tant par livre* qu'il eût dû toucher fut offert au Prince à qui le subside étoit accordé, (le Lord *Littleton* fit entendre que c'est le Roi de Prusse ; mais nous croyons que c'est le Roi de Sardaigne) ce Prince ne voulut point l'accepter ; de sorte que cet argent est resté sans emploi, jusqu'à ce que M. Charles Townshend fut fait Chancelier, époque à laquelle la somme fut appliquée au service courant de l'année.

Le Duc de Richmond.

Je ne suis point de l'avis du Lord Radnor ni du Lord Cambden par rapport à la conduite du feu Lord Chatham au sujet de l'embargo mis sur l'exportation des grains, contre les termes exprès d'un acte du Parlement. La conduite du Lord Cambden dans cette affaire fut telle qu'il vient de le dire ; mais celle du feu Comte fut bien différente ;

car

car au lieu de reconnoître l'illégalité de la proclamation, il persista jusqu'à la fin à la soutenir. Je me souviens même qu'il traita l'indemnité parlementaire comme tout-à-fait ridicule & inutile.

A sept heures le Duc de Bolton fit la proposition qu'il avoit annoncée dans une séance précédente, savoir : qu'au lieu d'une prorogation du Roi, la Chambre s'ajournât pour délibérer sur les affaires importantes de la nation. Il s'ensuivit des débats très-intéressans, qui durèrent jusqu'à dix heures. Enfin la motion fut rejetée par 40 voix contre 22 : pluralité 18.

[Ces nouveaux débats étant très-longs, on est obligé de les réserver pour le N.^o XLVIII. Ils roulent sur des matières si intéressantes, qu'on se seroit reproché de ne les pas donner ici dans toute leur étendue, d'après les cahiers authentiques dont on a eu communication. Il sera aisé de reconnoître que les Gazettes Angloises même n'en avoient rendu compte que très-superficiellement.]

On a inscrit sur les registres de la Chambre, la protestation suivante contre le Bill intitulé : *Acte pour affecter & assurer une certaine annuité au Comte de Chatham & aux héritiers en ligne directe de feu Guillaume Comte de Chatham, auxquels ledit titre de Comte de Chatham sera dévolu, en considération des services importants que*

CCCVj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
*ledit Comte de Chatham a rendus au Roi & au
Public. «*

Nous sommes d'un avis différent.

1°. Parce qu'il nous est impossible de donner notre consentement à une profusion aussi peu convenable de l'argent public, dans un tems où la Nation est accablée sous le fardeau de ses dettes, & engagée dans une guerre dangereuse & qui entraîne des dépenses considérables.

2°. Parce que nous craignons que par la fuite des tems un esprit de faction ou de cupidité ne s'autorise de cet exemple pour enrichir des familles particulières aux dépens du Public.

Signé,

Bathurst, Chancelier.
Chandos.

Archevêque d'York.

Paget.

Chambre des Communes le 2 Juin.

Le Chevalier James *Lowther*, ayant retiré sa motion tendante à assurer un douaire à la Duchesse de Cumberland, vû l'attention que le Roi paroïsoit donner à celui de la Duchesse de Gloucester, il entra dans quelque discussion sur le Bill du Commerce d'Irlande, & sur celui des Papistes, demandant au Lord Nu-

gent & au Lord New-Haven, moteurs du premier, ainsi qu'au Chevalier George Saville, moteur du second, des éclaircissemens sur ce qu'ils comptoient faire à l'appui de ces Bills, dans la prochaine session. Le Lord Nugent déclara qu'il insisteroit pour que la liberté d'importation fût accordée à l'Irlande, le Bill d'exportation ne pouvant être, sans cela, d'aucune utilité à ce Royaume. Il fit voir que l'Irlande ne pouvoit pas donner de longs crédits, & qu'elle y seroit cependant contrainte, si dans son commerce avec les Colonies, elle n'avoit pas la permission d'en importer les denrées.

Le Chevalier George Younge protesta qu'il s'opposeroit au Bill d'importation : attendu que l'Irlande ne se trouve dans une situation aussi gênée que pour avoir voulu aider le Gouvernement au-delà de ses moyens.

Le Lord *New-Haven* annonça qu'il proposeroit d'étendre le Bill d'importation jusques sur les sucres.

M. *Gilbert* observa qu'il conviendrait de faire préalablement un examen approfondi du commerce des deux pays.

Le Chevalier George *Saville*, interpellé sur le Bill des Papistes, assura la Chambre que tous les non-Conformistes en général désiroient que l'on accordât aux Catholiques les mêmes privilèges qu'aux autres sujets de Sa Majesté.

Le Chevalier James *Lowther* proposa une

cccviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
adresse au Roi pour obtenir que le Parlement
restât assemblé. Pour cet effet, il essaya de
faire comprendre à la Chambre, combien il
seroit difficile de rassembler, sous quinzaine,
les Députés, dispersés jusques dans les Pro-
vinces les plus éloignées.

Cette motion fut appuyée par M. Temple
Luttrel, sur ce qu'il en avoit une à faire rela-
tivement aux équipemens des vaisseaux. —
Il assura à la Chambre, que quoique le Par-
lement eût voté 60,000 hommes de mer, il
n'y en avoit pas plus de 51,000 existans.

M. *Penton*, l'un des Lords de l'Amirauté,
soutint en réponse, qu'au 31 Décembre der-
nier, le nombre des Gens de Mer portés sur
les livres étoit de 59,869, & celui des Ma-
telots passés en revue de 56,704.

M. Temple *Luttrel* récusait l'autorité des Li-
vres de l'Amirauté, prétendant les avoir
trouvés en défaut sur plus d'un article. Il
soutint qu'il n'y avoit pas plus de 30,000
hommes de mer sur les vaisseaux Anglois en
Europe : qu'il n'en comptoit que 13,000
sur ceux de la station d'Amérique : 3,000
à la Jamaïque ; & moins de 4,000 dans les
autres parties du monde : en tout (a),
51,000.

(a) Le Gouvernement s'en est procuré environ
douze cents par le dernier embargo : il compte en
lever près de quinze cents sur la flotte attendue de
la Jamaïque : le nombre total, lors de l'arrivée de

Cette discussion fut interrompue par la demande que fit M. Fitzpatrik, d'être écouté pendant quelques instans. » J'arrive, dit-il, de l'armée du Général Howe ; & puisqu'on ne juge point à propos d'informer la Chambre de l'effet que les Bills conciliatoires ont produit dans cette armée, je vais en parler comme témoin oculaire. — La Chambre saura donc qu'ils ont été reçus on ne peut pas plus mal, & que l'armée entière en est dans la consternation. Elle s'attendoit à un renfort de vingt mille hommes ; & ce sera une puissante escadre Françoisise qu'elle verra arriver. Elle a en horreur, elle méprise souverainement les Ministres qui l'ont réduite à une situation si humiliante. L'indignation de plusieurs Officiers d'entre les plus qualifiés, a éclaté jusqu'au point qu'ils ont arraché & mis en pieces leurs cocardes, s'écriant, dans leur désespoir, qu'ils étoient des hommes (a) perdus & déshonorés. »

cette flotte, pourra donc être de 54,000, dont 33,000 sur les vaisseaux d'Europe, y compris ceux de l'escadre de Byron, vu que sa destination étant secrète on ne peut en faire l'attribution à aucune station éloignée.

(a) Depuis l'arrivée de M. Fitzpatrick on a reçu des nouvelles de même nature, par lesquelles on apprend que dans l'emportement de leur colere contre les Ministres pour ces mêmes Bills conciliatoires, deux Officiers Anglois se sont défaits, l'un en se pendant, l'autre en se jettant par une fenêtre.

CCCX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Les Américains s'en sont moqués, comme d'une nouvelle extravagance de nos Ministres ; & la manière indécente & ridicule dont on les leur a fait parvenir , en les répandant parmi le bas-peuple , nous a mérité de leur part les qualifications les plus insultantes. J'ai parlé à deux ou trois Membres du Congrès. Ils ne conçoivent pas comment des Ministres , l'objet de leur détestation , ont osé tenter de traiter avec eux. Ils se feroient attendus , s'il devoit leur venir quelque proposition , qu'elle leur auroit été portée de la part de Mylord Chatham , & peut-être par le Général Burgoyne. Mais le Lord Chatham est mort , & la Cour a fait à M. Burgoyne le plus mauvais accueil. J'apprends , à mon arrivée ici , tant d'étranges choses , que je ne puis plus être étonné de rien. Comment deux hommes de principes aussi opposés que le lord Carlisle & le Gouverneur Johnstone , ont-ils pu être choisis pour cette mission conciliatoire ? N'auroit-on pas dû les embarquer séparément sur deux vaisseaux : mais sans doute on a pris leur parole d'honneur , que le mot d'Amérique ne seroit pas prononcé une seule fois dans la traversée. » — M. Fitzpatrick apprit à la Chambre que la Ville entière de Falmouth où il étoit débarqué , lui avoit paru être dans une telle anxiété sur les affaires de l'Amérique , qu'il ne seroit point surpris s'il entendoit dire qu'il y eût éclaté un soulèvement. Il parla avec éloge du Général

Howe aimé & chéri de son armée qui regrette de le voir partir, & qui en feroit encore bien plus affectée, si elle savoit que ce sera pour éprouver en Angleterre un traitement aussi dur & aussi injuste que celui qu'on a fait au Général Burgoyne.

Le Lord *Germaine* répondit aux inculpations relatives au général Burgoyne, que le Roi avoit fait assembler un Conseil d'Officiers généraux, qui n'avoient pas voulu (a) prendre connoissance de son affaire. Quant aux Bills conciliatoires, il prétendit que s'ils n'avoient été rejettés que comme venant du Ministère actuel, ce seroit, de sa part, un obstacle bientôt levé, étant tout prêt à donner sa démission dès que l'intérêt de la paix le requéreroit.

M. *Burgoyne* apprit à la Chambre qu'il avoit bien d'autres griefs contre les Ministres, que le refus qui lui avoit été fait de voir le Roi. » Ce n'est point, dit-il, à des Officiers respectables par leur rang & par leur bonne réputation, qu'on a demandé des informations sur l'affaire de Saratoga. On a choisi des gens perdus d'honneur,

(a) Milord *Germaine* a fait insérer l'article suivant dans les Gazettes.

» Les Officiers généraux nommés pour examiner la conduite du Général Burgoyne s'étant assemblés, ils ont débuté par lui adresser cette question par écrit: comment êtes vous venu en Angleterre? Le Général a répondu de même: avec la permission du Congrès.

des Officiers cassés, comme M. de Saint-Luc. On s'est abaissé jusqu'à entendre un de ses valets, qui a été le mien, & que j'ai chassé. C'est après que de si méprisables témoins ont eu une audience secrète du Ministre, qu'on m'a déclaré que le Roi ne permettoit point que je parûsse en sa présence. Encore n'ai je appris ce fatal arrêt, qu'après avoir ouvert mon cœur à Mylord Germaine dans un entretien qu'il m'accorda à l'instant de mon arrivée, & qui sembloit m'annoncer toute autre chose, à en juger par l'air d'amitié avec lequel il m'avoit reçu. Aussi en ai-je été plus frappé que s'il eût levé tout-à-coup le poignard sur mon sein. « — M. Burgoyne fit retomber sur M. de Saint-Luc, toutes les atrocités commises par les Sauvages de son armée qui étoient sous les ordres de ce partisan. » Il n'est devenu, dit-il, mon ennemi, que parce qu'il m'a toujours trouvé opposé à ses projets, quand je pouvois remarquer qu'il se piquoit de réparer tous les meurtres de soldats & d'Officiers Anglois dans la dernière guerre sous les ordres des Généraux François, par les excès de barbarie qu'il commettoit sous les miens. Il a fait entendre aux Ministres que les Sauvages auroient pu rendre de

Aussitôt le Conseil s'est levé après avoir arrêté que le Général Burgoyne se trouvant, de son propre aveu, dans cette position, il n'étoit pas possible de prendre aucune connoissance militaire de son affaire.

grands services, mais que je les ai congédiés. Si en réprimant leur fureur sanguinaire, je les ai congédiés, je m'en fais gloire. Mais je maintiendrai toujours que c'est lui qui a déserté avec ses Sauvages, mécontent de la rigidité avec laquelle je suivois le plan concerté dès l'année 1776 entre M. Carlton & moi, de ne jamais laisser agir les Sauvages séparément, & de refuser plutôt leurs services, si on ne pouvoit pas les astreindre à suivre l'armée, & à former un Corps commandé par un nombre suffisant d'Officiers Anglois. «

Aux autres raisons que M. Burgoyne avoit déjà apportées pour faire voir la nécessité de tenir le Parlement assemblé, il ajouta qu'il vouloit proposer de demander que la Chambre eût communication de tous les papiers sur la convention de Saratoga, ou qu'au moins le Lord Germaine informât la Chambre des mesures qu'il avoit prises pour recouvrer une armée aussi aguerrie, aussi bien disciplinée que la sienne, & qui en valoit une, du double plus forte par le nombre.

— Il expliqua aussi ce qu'il avoit entendu par les mots *désertion honorable*. « Je suis fâché, dit-il, d'avoir donné lieu de penser que les troupes à mes ordres eussent songé à désertir. J'ai voulu seulement dire que le soldat songeoit à chercher les moyens de passer aux autres armées angloises. Mais les sentimens de tous nos Officiers généraux me sont bien connus; & je suis convaincu, que

quand la totalité de l'armée prisonnière, eût été rejoindre le Chevalier Howe ou le Chevalier Clinton, elle auroit été renvoyée sur le champ. «

» Quant à l'agrément donné par le Congrès à mon départ pour l'Angleterre: je répéterai encore comment la chose s'est passée. Le Président du Congrès avoit eu l'honnêteté de m'envoyer l'arrêté pris pour retenir mon armée. Je chargeai d'une lettre de remerciemens & de remontrances pour le Congrès, un de mes Aides de camp, qui devoit en remettre une seconde au Président, si le Congrès, après avoir délibéré sur la première, ne changeoit point de résolution. Dans cette seconde, je demandois la liberté de passer en Angleterre, tant pour ma santé, que pour régler un compte très-long & très-compiqué, promettant, pour le cas où la suspension seroit prolongée au-delà d'un certain tems (ceci doit vouloir dire, si le Roi refusoit sa ratification à la convention,) que je retournerois en Amérique, dès que j'y serois rappelé par le Congrès; & qu'aussi-tôt que ses intentions m'auroient été signifiées, (a) j'irois mettre ma personne entre ses mains, & attendre le sort du reste de l'armée avec laquelle j'ai servi. Je me flattois que le Gouvernement

(a) Il est clair, d'après cette déclaration, qu'aujourd'hui M. Burgoyne n'attend pour s'en retourner, qu'un ordre du Congrès.

recevroit de moi des lumieres , qui ne pouvoient guères lui parvenir par une autre voie ; & j'espérois que par l'appui que je donnerois dans la Chambre à un nouveau plan du Ministère , je réparerois les disgrâces qui m'ont fait perdre la faculté de servir l'Etat à la tête de mon armée. «

» Mais que ma position est différente ! Je ne puis pas même obtenir de la Chambre , un examen complet & impartial de mon affaire , quoique ce soit un objet national de la plus grande importance. Mais au moins je dirai ici hautement , que l'existence de l'Empire Britannique dépend du courage des Militaires , & que l'ame de ce courage , c'est la justice du Gouvernement. Que ne pourroit-on pas attendre d'une armée angloise , si son ardeur naturelle pour la gloire étoit soutenue par une sage distribution des punitions & des récompenses ? La plus belle récompense , qui pût flatter mon ambition , seroit de voir ma conduite scrutée par mes Juges naturels , & honorée ensuite des applaudissemens de mon pays. Si au contraire , on me trouve des torts : si j'ai désobéi , si sans être autorisé par les circonstances , ou pressé par mes ordres , (car je soutiendrai toujours que j'en ai eu de positifs) si sans nécessité , dis je , j'ai marché témérairement à l'ennemi , si j'ai tenté de surmonter des difficultés supérieures aux forces humaines , que l'Etat m'en punisse , même quand il ver-

roit en moi un fils chéri: que l'Esprit de Manlius prononce mon arrêt. «

I, liſtor, deliga ad palum.

» Voilà, Monsieur le Préſident, le moyen d'exciter dans vos Généraux de vrais ſentimens de gloire: voilà le moyen de contenir en eux une dangereuſe ardeur. «

» Je renouvelle mes prieres, mès inſtances pour être jugé, quoique je ne me déguife point que ſi je ſuis coupable, c'eſt au plus haut degré que je le ſuis. Une armée perdue: l'attente de tout un Royaume trompée: une guerre étrangere cauſée ou accélérée: des torrens de ſang anglois inutilement verſés: tant de familles plongées dans le deuil! ſi tous ces maux ſont l'effet de ma mauvaiſe conduite, comment puis je eſpérer qu'on me plaigne de mes fatigues & ſouffrances particulieres, de tant de nuits paſſées dans les angoiſſes d'eſprit les plus cruelles, de tous les efforts ſurnaturels que j'ai faits, & de tous les obſtacles que j'ai vaincus par mon courage & ma perſévérance. Tout cela ſera-t-il une compenſation ſuffiſante, aux yeux des hommes, aux yeux de Dieu, pour la détrefſe actuelle de ma patrie? J'oſe pourtant ſolliciter un Jugement, comme la grace la plus ſignalée qu'on puiſſe me faire. J'y ſacrifierois les liens les plus doux qui puiſſent m'attacher à la vie: ma fortune, mon honneur, ma tête même; & j'oſerois preſque dire que mon ſalut éternel en dépend. «

» Mais si on persiste à me traiter avec une rigueur barbare : qu'au moins je sois le seul malheureux, le seul persécuté. La conduite de mon armée est au-dessus de tout reproche ; & c'est-là ma consolation. Je dis plus , elle a des droits aux remerciemens de la patrie. Au milieu de son désastre , qu'elle étoit encore imposante & respectable ! Que ce moment , ce terrible moment , à mes yeux au moins , lui a fait d'honneur ! Dans l'attente d'une réponse du général ennemi , au refus que je venois de faire de conditions ignominieuses , la totalité de mes troupes offroit un aspect dont il est impossible de faire le tableau. L'idée seule peut se représenter cette ardeur comprimée , ce courage souffrant , cette farouche résignation , dans les regards de ces braves gens fixés tous sur moi , & où je lisois la résolution désespérée de périr plutôt que de se déshonorer. «

» Quant aux ordres peremptoires que je soutiens avoir reçus , ils existent dans la lettre du Lord Germaine au Général Carlton , du 26 Mars 1777. » Vous ordonnerez à M. Burgoyne de passer le lac Champlain , & ensuite , par tous les efforts dont il sera capable , de se rendre en toute diligence à Albany où il se mettra sous les ordres du Général Howe. — Il dit dans la même lettre : » J'écrirai par le premier paquebot au Général Howe. « — Et un peu plus loin : » Jusqu'à ce que M. Burgoyne ait reçu les ordres du Général Howe , l'intention de Sa Majesté est

qu'il agisse (a) selon les circonstances. — Il est clair par cette lettre, que tandis que les ordres les plus positifs m'étoient donnés le 26 Mars d'aller, d'aller au plutôt me mettre à Albany sous les ordres du Général Howe, il n'y en avoit point encore à cette époque, d'expédiés au Général Howe pour lui prescrire de coopérer avec moi, quoique, par mon projet donné à la Cour le 28 Février, j'eusse bien articulé que je ne proposois l'expédition, qu'en supposant que l'armée du Canada eût pour unique objet d'effectuer une jonction avec le Général Howe, après que ce Général auroit coopéré avec moi pour m'aider à me mettre en possession d'Albany. — Mais le défaut de concert entre le ministère & le Chevalier Howe a fait avorter ce plan, le Chevalier Howe ayant écrit à M. Carleton le 5 Avril, que d'autres opérations convenues le mettroient dans l'impossibilité de prêter aucune assistance à l'armée septentrionale, si ce n'est de laisser, ainsi qu'il l'a fait, un corps à l'entrée de la rivière d'Hudson. Il est sensible que j'ai été trompé par les ordres positifs partis d'Angleterre le 26 Mars, avec la promesse de les donner de même au Général Howe, qui écrivoit le 5 Avril, qu'il en

(a) M. Burgoyne a qualifié cette dernière période de *réserve insidieuse* (Saving clause) qui exposoit M. Burgoyne au reproche d'avoir toujours fait trop ou trop peu, vu que quelques lignes plus haut on lui recommande de faire tous les efforts dont il sera capable.

avoit d'autres, & qui s'y est tenu, malgré ce qu'il a pu apprendre de ceux du 26 Mars. »

Mylord *Germaine* se défendit d'avoir entendu des Officiers cassés, & autres témoins suspects. Il protesta même qu'il avoit refusé de voir un homme qui s'annonçoit pour avoir des choses importantes à communiquer contre M. Burgoyne, ayant su que M. Burgoyne avoit été son bienfaiteur. — Quant aux mesures prises pour recouvrer (a) l'armée Britannique, il se défendit de s'en expliquer avant qu'elles eussent été mises à exécution, quoiqu'il lui parût que les Américains cherchoient à éluder la convention, la faisant dépendre de la *ratification de la Cour de la Grande-Bretagne*. » Il est visible, ajouta-t-il, qu'ils y ont mis cette difficulté, d'après les plaintes que le Général avoit faites d'une violation de leur part.

M. *Fox* rendit compte à la Chambre de quelques récits que lui avoit faits M. Fitzpatrick sur l'état de foiblesse de l'armée & de la flotte en Amérique, qui ne pourroit que se tenir sur la défensive devant le Comte d'Estaing. Il l'amusa de la surprise que cet Officier avoit marquée en apprenant que les Ministres s'étoient joints à l'opposition pour obtenir que les plus grands honneurs fussent rendus aux cendres du Lord Chatham, &

(a) Lorsque le Général Burgoyne partit du Canada pour son expédition, cette armée étoit forte de 8,256 hommes de troupes réglées. — Suivant les derniers états de revue, il n'en restoit que 3,164.

CCCXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

qu'on assurât la subsistance de sa famille.
 » Grands Dieux, s'est écrié M. Fitzpatrick ! comment cela se peut-il , après ce que je viens de voir en Amérique. Je parle du dernier jour de Saint André (fête Ecoissoise.) Il n'y a pas plus de cinq mois que tous les partisans du Gouvernement, persuadés qu'ils faisoient la chose qui lui seroit la plus agréable , ont renversé en Amérique la statue du Lord Chatham & celle du Lord Cambden ; & en Angleterre , Mylord Chatham est mis après sa mort au rang des Dieux , par les mêmes Ministres qui le détestoient. Mais c'est ainsi que fut publié l'apothéose de Romulus, par les Conjurés qui l'avoient fait tomber sous leurs coups. »

M. Fox revenant à l'affaire du Général Burgoyne (a), déclara qu'il ne croyoit point qu'il dût être jugé par un Conseil de guerre, puisqu'on ne le chargeoit d'aucune faute contre les articles de guerre , ni contre l'acte

(a) Avant que M. Burgoyne partît pour prendre le commandement de l'armée du Nord en Amérique, il étoit bien persuadé qu'il alloit devenir le principal instrument de la soumission des Rebelles. Dans un entretien qu'il eut au Café d'Arthur avec diverses personnes, il dit qu'avant de revenir en Angleterre il espéroit forcer l'Amérique à rentrer dans son devoir. M. Fox qui étoit présent lui fit cette prophétie singulière : *Burgoyne , ne vous flattez pas tant , car je parierois que la premiere fois que vous reviendrez en Angleterre , ce sera en qualité de prisonnier sur votre parole.*

(L'Éditeur de ce Recueil se souvient d'avoir lû dans le tems cette prophétie dans les papiers publics.)

de discipline. Il insista, avec le reste du parti, sur la nécessité de continuer la session, ce qui n'empêcha point que la motion du Chevalier Lowther ne fut rejetée par 94 voix contre 54 : pluralité pour la prorogation, 40.

Le 3 Juin.

Au moment où l'Huissier à verge noire vint annoncer que le Roi mandoit les Communes à la Chambre des Pairs, M. Temple Luttrell faisoit la motion dont il avoit parlé la veille, & qui fut interrompue par ce message.

La motion portoit en substance, que le service des Gens de Mer qui se seroient enrôlés volontairement, auroit un terme, savoir de trois ans pour les bons Matelots, de quatre ans & demi pour les Matelots ordinaires, & de six ans pour les hommes de terre : que ceux qui auroient servi ce tems respectivement, ne pourroient plus être contraints à monter sur les vaisseaux du Roi ; & que tous ceux qui se trouvent actuellement enrôlés, profiteroient des avantages de cette loi. —

On a fait l'essai d'un projet à-peu-près pareil sous Guillaume III, mais il fallut l'abandonner, parce qu'il ne restoit pas un nombre suffisant de bons matelots au service.

Affaires d'Irlande.

CE N'EST pas en Angleterre seulement ;
Tome X.

cccxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Monsieur, que s'agissent les grands intérêts de la Couronne Britannique. L'Irlande offre aussi à nos observations une scène des plus curieuses. Il s'y prépare une même révolution qu'en Angleterre dans la Religion & dans le commerce: les mêmes signes y annoncent un renversement total des fortunes. Ce seroit manquer entièrement l'objet de ce recueil que de laisser de côté les affaires particulieres de ce Royaume, qui peut-être avant peu suivra l'exemple des Etats-unis d'Amérique, après avoir éprouvé les mêmes traitemens de la part du gouvernement. Je vais donc vous rendre un compte succinct des derniers débats de son Parlement dont la session doit être aussi sur le point de finir.

Ce Parlement n'est point encore séparé. Il y a très-long-tems qu'on n'a vu une session prolongée si avant dans la saison. Il ne reste assemblé que pour attendre les actes passés dans les dernieres séances du Parlement Britannique & se conduire en conséquence. La Noblesse & les Habitans aisés sont actuellement par ressentiment ce qu'ils auroient dû faire depuis long-tems par esprit de patriotisme: ils encouragent leurs manufactures. Il y a six mois que le plus petit particulier n'auroit pas voulu porter un habit s'il n'eût été de drap Anglois; & aujourd'hui le premier Pair de ce royaume ne s'habille que de Draps d'Irlande. Il en est de même pour tous les autres articles.

On assure aussi que la résolution de révoquer les Loix contre les Papistes occasionne en Irlande de violentes dissensions. Le placard suivant fut distribué le Samedi 6 Juin aux portes de plusieurs Curés & Vicaires des environs de Dublin. » *Très-chers freres*, vos prieres les plus ferventes sont devenues nécessaires ainsi que votre concours dans tout acte légal en faveur de la Religion Protestante, indignement livrée entre les mains des Papistes & des faux Protestans ».

*Chambre des Communes d'Irlande. Séance
du 24 Mai.*

Les Bills revenus d'Angleterre ayant été mis en Comité, M. Gardiner se leva; & après un court préambule, demanda qu'on lui permît de présenter les articles d'un Bill pour adoucir le sort des Sujets Catholiques Romains de Sa Majesté dans ce royaume. Cette motion fut secondée par M. Barry Barry qui insista fortement pour ce Bill comme étant une opération que l'humanité sollicitoit autant que la nécessité dans les circonstances actuelles.

M. Burke prit ensuite la parole. » Si on veut, dit-il, procéder tout-à-coup à la confection d'un Bill de cette importance, ce sera précipiter une affaire qui demande les délibérations les plus réfléchies. Je pense qu'on ne pourroit rien faire de mieux que de nommer un Comité pour reviser les loix

concernant le Papisme , & de prendre le rapport de ce Comité pour base d'un Bill ». M. Isaac Corry observa que les non-Conformistes qui se trouvoient en grand nombre dans son pays (Newry) étant aussi très-molestés, le Parlement , pendant qu'il s'occupoit du soulagement des Papistes , devoit songer en même tems à celui de cette classe de Sujets.

M. *English* s'étendit beaucoup sur le préjudice causé aux intérêts de l'Irlande par les loix penales qui en ont fait sortir quantité de Soldats, d'Hommes d'états & de Manufacturiers, lesquels ont servi à défendre & à enrichir d'autres royaumes. Il ajouta que quoique la session fût déjà fort avancée, il espéroit néanmoins que personne ne regretteroit le tems qu'on employeroit pour tirer de peine des millions de Sujets. M. *Rowley* prétendit qu'on ne pouvoit aucunement se reposer sur la bonne-foi de gens qui n'étoient pas eux-mêmes les maîtres de leur conscience : que les loix concernant le Papisme avoient été établies sagement ; & qu'il ne consentiroit jamais au renversement de ce Boulevard de la sûreté publique. Il exhorta la Chambre à user de précaution en touchant à ces loix ; & il lui rappella que l'objet de sa mission étoit de consulter les intérêts du royaume & non de suivre uniquement tout ce qu'elle voyoit faire au Parlement d'Angleterre.

M. *Ogle* dit , qu'il lui sembloit que la question étoit plus importante qu'aucune de celles

qui avoient été discutées dans la Chambre depuis qu'il y avoit séance, » c'est d'elle, dit-il, que dépend l'existence même des intérêts des Protestans ». Il ajouta : » je ne me ferois point attendu à voir mettre cette matière sur le tapis dans un moment où nous touchons de si près à la clôture de la session, après qu'on a déjà retiré une motion de même nature, par la seule raison que la session paroissoit trop avancée. Je ne suis point ennemi du Tolerantisme; je voudrois que la façon de penser de tout homme en matière de Religion fût entièrement libre : tout ce que je demande c'est qu'on ait des mœurs ».

» Les loix concernant le Papisme sont tellement tissues ensemble que nous n'en pouvons pas revoquer une partie sans annuler la totalité. On nous dit que l'Angleterre va revoquer ses loix de Papisme, & qu'il convient que nous suivions son exemple. J'avoue que je ne suis nullement disposé à le faire quand je pense que c'est une opération des Ministres Anglois. J'apprehende les suites de tout ce qui vient de pareils Ministres qui sont les seules personnes qui ayent l'oreille du Roi & dont les avis ont rendu méprisable, & conduit au bord du précipice un Empire cidevant couvert de gloire. Il est généralement reconnu que ces loix étoient nécessaires lorsqu'elles ont été faites; comment se peut-il qu'elles le soient moins aujourd'hui? l'Eglise

cccxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
Romaine a-t elle changé de maximes ? Mais
je ne veux point discuter la question pour le
présent. Je me borne à demander plus de
tems pour l'examiner mûrement «.

M. *Ponsonby* desira qu'on remît le Bill à
la prochaine session quoiqu'il avouât qu'il
ne le désapprouvoit pas.

M. *Robert Stewart* fut du même sentiment.
Le Chevalier *Henri Cavendish* jugea qu'on
devroit adoucir les loix penales en question ;
& qu'en accordant quelques faveurs aux Ca-
tholiques Romains & en les attachant au
pays plus étroitement , on verroit que leurs
consciences ne sont point soumises au Pape
comme on le prétend. Il observa aussi que
la conduite loyale qu'ils ont tenue depuis la
fin des troubles en Irlande méritoit quelque
récompense.

M. *James Fitzgerald* insista sur la nécessité
de prendre ce parti , assurant que si on le
différoit jusqu'à la prochaine session , les deux
tiers des Catholiques en Irlande passeroient
dans l'intervalle en Angleterre ou en Améri-
que.

Le Chevalier *Hercules Langrishe* plaida
fortement en faveur des Papistes & soutint
que le meilleur moyen de s'assurer de leur
fidélité , c'étoit de leur accorder la permis-
sion d'acquérir des terres.

M. *Ogle* proposa d'ajouter à la motion
ces mots : » autant que cela seroit compatible

avec la sûreté de l'état & avec les intérêts des Protestans «.

Le premier Avocat général (M. Burg) pria les Membres de la Chambre de considérer quel effet produiroit une pareille modification dans les votes. » Elle jetteroit nécessairement l'alarme , dit-il , dans tous les esprits en ce qu'elle seroit soupçonner que les articles du Bill contiennent quelque chose de désavantageux à la sûreté de l'état & à l'intérêt des Protestans. La question consiste à savoir si le Bill doit être présenté ou non. Aucun Membre de la Chambre ne peut s'y opposer , à moins qu'il ne pense qu'il n'y a point de changement à faire aux loix concernant le Papisme. Si on croit qu'il y ait une seule ligne dans ces loix rigoureuses qu'il faille supprimer , il faut voter pour la motion ; & dans le cas contraire on ne peut qu'opiner pour qu'elle soit rejetée. Or nous ne pouvons pas savoir quels changemens il s'agit de faire avant d'avoir vu les articles du Bill. Dira t-on que ce soit agir contre la sagesse que de jeter un coup d'œil une fois dans l'espace d'un siècle sur un Code de loix severes , & de voir si elles n'auroient pas besoin d'être adoucies ? Prétendra-t-on que c'est mal faire que d'examiner si un Catholique Romain peut posséder un cheval qui vaille plus de 5 livres sterling ? Sera-ce une chose déplacée de vérifier si nous devons continuer encore d'opposer les enfans à leurs

cccxxvii] AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Pères , & de souffrir qu'il soit de l'intérêt des premiers de piller les autres? Ne devons nous pas plutôt considérer les Catholiques d'Irlande comme des concitoyens & des Chrétiens & les traiter en conséquence » ?

M. *Mason* observa que si on rejettoit le Bill , les Papistes quitteroient ce Royaume ; & que s'il étoit nécessaire de prendre des précautions de sûreté ou qu'il y eût des objections à faire , le tems convenable pour les unes & les autres seroit celui où l'on redigeroit le Bill.

M. *Ogle* répondit que tout ce qu'il avoit en vue par sa modification , c'étoit de calmer les alarmes des Protestans ; & qu'au moyen de cette modification le Bill auroit ensuite toute l'extension qui seroit ou qui pourroit être compatible avec la sûreté de l'Etat & l'intérêt des Protestans.

M. *O'hara* replica que la motion renfermoit le titre du Bill projeté , & que ce que M. *Ogle* desiroit pourroit-être fait par forme de provisoire.

M. *Dillon* insista pour que la modification de M. *Ogle* fût retirée ; & ce dernier finit en effet par la retirer.

M. *Sheridam* dit qu'il se levoit en qualité de Protestant & d'Irlandois pour solliciter les avantages qu'il étoit dans le pouvoir de la Chambre de procurer aux Catholiques Romains. Il ajouta que de tel côté qu'il portât ses regards dans le Royaume d'Ir-

lande il ne voyoit que la funeste influence de notre mauvaise politique qui séparoit l'intérêt des Papistes de celui des Protestans & aigrissoit les uns contre les autres ; que les loix concernant le Papisme étoient aujourd'hui dures & oppressives : qu'elles étoient contraires à l'humanité , à l'esprit de tolérance du Protestantisme & à la saine politique : que lorsqu'elles furent faites , ce fut pour des raisons d'état indispensables & pour se mettre en garde contre le danger dans des momens de trouble ; mais que présentement la même nécessité ne subsistoit plus : que le danger étoit passé ; & que continuer ces loix aujourd'hui seroit une chose aussi absurde que continuer l'usage d'un remède dangereux administré dans une maladie désespérée , après que cette maladie auroit entièrement cessé. Il termina ainsi. » Je ne voudrois pas qu'on pût reprocher au Protestantisme d'avoir adopté la superstition & la fausse politique qui , jusqu'ici sembloient l'appanage exclusif des Papistes.

M. Yelverton prit la parole & dit avec beaucoup de gayeté «. J'ai peur que ce ne soit ici un parfait *Hibernisme*, & que nous ne justifions l'observation déjà faite , que nous discutons nos Bills avant de les avoir vus. Je suis fâché de ce qu'on prodigue inutilement tant d'éloquence. Est-ce pour amuser la galerie que nous mettons au jour toutes nos raisons pour ou contre un Bill que nous ne

CCCXXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

connoissons pas ? Il ne nous en restera plus pour le tems où il nous sera présenté. Nous ressemblerons à cet Ecrivain qui, après avoir épuisé tout son sujet dans une longue préface, n'avoit plus rien à dire dans son livre. Je voudrois que nous ne fussions pas comme les Papistes dans *Tristram Shandy*, qui baptiserent l'enfant avant qu'il fût né.

La question passa ensuite à l'affirmative sans qu'il y eût plus de six voix contraires. MM. Gardinier, Barry & Yelverton eurent ordre de rédiger & de rapporter les articles du Bill.

Le Chevalier *Edward Newenham* demanda la permission de présenter les articles d'un Bill pour le soulagement des Sujets de Sa Majesté en Irlande appelés non Conformistes, & elle lui fut accordée.

M. Ogle pria le Secrétaire d'Etat de lui dire s'il y avoit lieu d'espérer que le Bill de la Milice fût rapporté à la Chambre.

M. *Heron* répondit qu'il n'avoit encore rien appris à ce sujet.

Séance du 5 Juin.

L'Avocat Général (M. Scott) ouvrit la séance, par ce discours. » Il n'est plus nécessaire d'entrer dans des détails sur l'état des affaires qui ont engagé la Chambre à passer le vote pour lever 300000 livres. Je me contenterai donc de faire voir pourquoi on avoit jugé à propos de proposer différens

moyens pour se procurer cette somme. Tous ceux dont on a fait usage pour remplir la souscription à six pour cent sont demeurés sans succès ; & même les 166,000 livres votées pour être empruntées par (a) *debentur*, ne sont pas à moitié remplies. Il n'est possible d'en accuser que la détresse générale occasionnée par les dernières banqueroutes qui se sont montées à 800,000 livres sterling. On a cru devoir essayer de tirer cet argent d'Angleterre ; mais après les recherches les plus soigneuses , il n'a pas été possible d'y trouver des fonds à moins de sept & demi pour cent. C'est ce qui me décide à proposer d'arrêter que cet intérêt soit accordé à tous les souscripteurs de la tontine pour la dite somme.

M. *Ohara* engagea fortement la Chambre à rejeter cet avis , prétendant que si on l'adoptoit , il n'y auroit plus aucune espérance d'en faire préférer un autre ; & que cette hausse d'intérêt détruisant le crédit public , elle entraîneroit une banqueroute nationale. L'expédient qu'il proposa de son côté fut de donner une prime de dix pour cent à chaque souscripteur.

M. *Barry Barry* jugea que donner sept & demi pour cent , ce seroit en effet une usure , & qu'en prenant ce parti il ne seroit plus possible de réprimer les usuriers , puisque les

(a) Ce sont des billets de Gouvernement.

cccxxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

poursuites contre eux se faisoient au nom de la Couronne. Il ajouta que la détresse actuelle de la Nation ne seroit point de durée, la multitude des banqueroutes ne provenant que de celle d'un seul homme dont les effets seroient payés dans onze mois, après lequel tems le crédit reprendroit sa consistance. Il opina enfin pour qu'on essayât de lever la moitié de la somme à cinq pour cent; ou pour qu'on donnât une annuité de deux pour cent sur chaque somme de cent livres souscrite pour les *debentur*.

M. George *Montgomery* proposa, comme une modification, de mettre une taxe de deux shellings par livre sur toutes les places & pensions de ceux qui résident dans le Royaume, & de 4 shellings par livre sur les places & pensions de ceux qui n'y résident point, en exceptant la famille royale & les Juges.

M. *Ponsonby* approuva cette idée, mais il dit, qu'en l'exécutant, on s'écarteroit de l'ordre; attendu que nulle taxe semblable ne pouvoit être imposée autrement que dans un Comité de subsides.

M. *Giraltou* demanda si les membres de la Chambre entendoient lever 300000 livres sur le peuple, sans contribuer, par une taxe sur eux-mêmes, à alléger le fardeau d'un pays ruiné? Il voulut savoir pareillement si on avoit dessein d'ouvrir de nouveau un comité de subsides? Il ajouta enfin que ce co-

mité devoit restituer plutôt les sommes par lesquelles il s'est déjà enrichi aux dépens de la Nation.

Le premier Avocat (M. Burgh) répliqua que non-seulement il consentiroit à supporter une taxe sur son salaire, mais que même la totalité de ses appointemens étoit au service du Public, & que tout son regret étoit de n'avoir pas davantage à lui offrir, le tout ne se montant qu'à 100 livres par an. Il avoua qu'il y avoit à la vérité des émolumens attachés à sa place, mais qu'ils étoient casuels. Suivant lui, l'expédient de M. George Montgommery avoit été proposé trop inopinément pour qu'on pût y répondre convenablement; & par rapport à la question concernant le Comité de subside, ce n'étoit point au Gouvernement à la décider. Les actes en faveur du Commerce d'Irlande qui venoient d'être passés en Angleterre demandoient de l'égalité: c'étoit à la Nation de juger si elle vouloit ouvrir les portes du commerce qui avoient été fermées si long-tems; & cette considération pourroit donner lieu d'ouvrir le Comité de subside.

Le Colonel *Burton* observa que toute la question consistoit à savoir si les besoins du Gouvernement autorisoient à payer 4,500 livres d'intérêts extraordinaires pour se procurer l'argent nécessaire? Quant à la légalité de l'intérêt, il dit que le Statut portoit: qu'on ne devoit pas donner plus de six pour

cent d'un capital dont le paiement étoit retardé : que dans le cas présent , il ne s'agissoit point de retardement , mais d'extinction totale , puisque c'étoit un argent qui ne seroit jamais rendu. Il ajouta que quand même on pourroit trouver de l'argent en Irlande par *debentur* à six pour cent , ce seroit une opération ruineuse pour la Nation , en ce que non seulement elle engageroit les gens à argent à placer à hypotheque , & hors du commerce , mais qu'elle feroit tomber tous les anciens *debentur* à 67 livres.

M. Ogle soutint que , lorsque quelqu'un s'étoit cassé un bras ou une jambe , il ne falloit point perdre le tems à demander comment le malheur étoit arrivé , mais plutôt s'empres- ser à lui porter les secours nécessaires : que quand il avoit donné son consentement au vote de crédit , c'étoit dans la persuasion que ce vote auroit son exécution , & que ce ne seroit point un pur compliment : que par conséquent si on ne pouvoit point se procurer la somme dont il s'agit à moins de sept & demi pour cent , il falloit se résoudre à payer cet intérêt ; que cependant il avoit un expédient qui pourroit être agréable à tout le monde : c'étoit de donner cette annuité , mais de ne former aucun dividende du bénéfice de la survivance , que ce bénéfice ne fût monté à un & demi pour cent , & de procéder ensuite comme on l'a proposé d'abord. Par ce moyen , dit-il , on remplira toutes les

vues qu'on a pu avoir, & on se dédommagera du surcroît d'intérêt.

L'Avocat Général (M. Scott) répliqua aux objections faites à sa motion qui passa unanimement.

M. Gardiner présenta les articles du Bill pour adoucir le sort des Catholiques Romains de l'Irlande, lequel, après quelques difficultés, a été lu & mis en comité pour le 15, avec ordre de l'imprimer.

Voici en substance ce que porte ce Bill.

» Tout Catholique Romain, qui aura prêté le serment d'allégeance & fait la déclaration prescrite par l'acte, aura la faculté d'acquérir toutes sortes de biens fonds, & de les tenir à bail, ou autrement, pour tel nombre d'années, ou sur tel nombre de têtes que ce soit, avec une sécurité aussi entière que tout autre sujet du Roi: il pourra de même en disposer par testament ou de telle autre manière qu'il lui plaira, de sorte que tous les actes passés jusqu'ici, pour l'objet de découverte, seront révoqués par le présent acte, pourvu toutefois qu'aucun franc Tenancier exerçant des droits acquis à titre de Papiste, n'ait le pouvoir de voter aux élections, excepté les Protestans qui auroient des baux à vie. Et pour que des parens papistes ne puissent point faire ressentir d'humeur à leurs enfans qui auroient embrassé la Religion Romaine, & ne prétendent point leur refuser

cccxxxvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
pour cela leur subsistance , il est porté dans cet
acte , que sur demande adressée à la Cour de
Chancellerie , & à la discrétion du Chancel-
lier , il sera accordé une provision aux enfans
dans ce cas , sur les biens réels ou personnels
du pere jusqu'à la concurrence du tiers desdits
biens , ainsi qu'il plaira à la Cour. A compter
de la passation de l'acte , des peres papistes ne
pourront point être rendus tenanciers pour
leur vie , sur ce que leurs enfans seroient de-
venus protestans.

Le 6 Juin.

M. *Foster* fit le rapport de la résolution
du Comité de donner sept & demi pour cent
aux Souscripteurs de la tontine , & la Cham-
bre ordonna de porter ce rapport au Lord
Lieutenant. Il n'y eut d'opposition que de la
part de M. *Manfell* , M. *Barry* ayant retiré sa
motion , depuis que des gens à argent lui
avoient fait entendre que l'emprunt ne pour-
roit être levé par le moyen d'une prime de
dix pour cent , qu'en détournant du com-
merce tout l'argent qui y est employé.

Séance du 11 Juin.

Le Lord Lieutenant donna le consente-
ment royal dans la Chambre des Pairs ,
en présence des Communes , à divers actes
d'administration , parmi lesquels il n'y en
avoit point qui eût rapport aux grandes af-
faires politiques du jour.

Les

Les Communes de retour dans leur Chambre, M. *Barry-Barry* proposa de faire mettre sous les yeux de la Chambre des listes des personnes qui ont souscrit pour la tonne à six pour cent & des sommes souscrites. Cette motion passa à l'affirmative.

La Chambre en Comité sur le rapport du Comité de subsides ; l'Avocat général (M. Scot) demanda qu'il fût octroyé au Roi une somme de 10,000 livres sterling ; sur certains droits mis en conséquence de l'extension donnée au commerce. L'Orateur fit cesser ce grand Comité, en reprenant son fauteuil, & il fut arrêté que le rapport du Comité seroit reçu le lendemain 12.

Le Chevalier *Edouard Newenham* annonça que le Lundi 15 il proposeroit d'ajouter cette clause au Bill des Catholiques : » d'abolir l'usage du Test Sacramentel de la part de ceux qui ont à justifier des qualités requises pour exercer un Office ou emploi quelconque «.

JE ne vous ai point encore fait connoître ; Monsieur, le nouvel acte passé en Angleterre en faveur des Catholiques. C'est une piece trop essentielle pour que je diffère plus long-tems à vous l'envoyer.

BILL pour affranchir les Sujets de Sa Majesté qui professent la Religion Catholique, de certaines peines & inhabiletés auxquelles ils étoient assujettis par un acte des onzieme & douzieme années du règne de Guillaume III.

Ce Bill porte qu'il est à propos de révoquer certaines dispositions renfermées dans un acte des onzieme & douzieme années du règne de Guillaume III pour empêcher les progrès du Papisme.

Ces dispositions sont celles qui concernent la persécution des Catholiques, Evêques ou Prêtres, ou des Jésuites; celles qui condamnent à un emprisonnement perpétuel lesdits Evêques, Prêtres ou Jésuites, & autres Catholiques Romains qui tiennent des écoles, qui se chargent de l'éducation ou de l'inspection des jeunes gens, ou qui en prennent en pension dans ce Royaume ou dans les états qui en dépendent; celles qui déclarent les personnes élevées dans la Religion Catholique, ou professant cette même Religion, incapables d'hériter ou de prendre à titre de descendance, de legs ou de fideicommis, aucunes terres, ténemens ou héritages dans le Royaume d'Angleterre, la Principauté de Galles & la ville de Barwich sur la Tweed, & qui attribuent au plus proche parent qui est Protestant, le droit de prendre possession & jouir de ces terres, tenemens & hérita-

ges : celles qui rendent les Catholiques Romains inhabiles à acheter aucun manoir , terre , tenement ou héritage en Angleterre , dans la Principauté de Galles ou dans la ville de Berwick sur la Tweed , & qui défendent de laisser jouir désormais , à compter de la date dudit acte , aucun Catholique Romain d'aucuns de ces sortes de manoirs , terres , ténemens ou héritages , soit en propriété ou à aucun titre de confiance.

Il est statué en outre , dans ce Bill , que toutes personnes qui possèdent ou réclament aucunes terres , tenemens ou héritages à des titres qui , jusqu'à ce moment , ne leur ont pas été contestés en justice , quoique dérivant d'aucune descendance , legs , fideicommiss ou achat , continueront d'en jouir comme si ledit acte n'eût jamais été passé : pourvu cependant que rien de ce qui est contenu dans le présent acte ne puisse être appliqué à aucune action ou procédure actuellement pendante en justice : que rien de ce qu'il renferme ne pourra être étendu à aucune autre personne qu'à celles qui prêteront & signeront le serment d'allégeance envers Sa Majesté , dans l'espace de six mois , à compter de la date de la passation du présent acte , si à cette époque elles ont vingt-un ans révolus , ou si elles ne les ont point , dans l'espace de six mois , après qu'elles auront atteint cet âge ; ou si elles ont quelques maladies d'esprit , qu'elles soient détenues en

CCCXI AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

prison , ou qu'elles se trouvent par-delà les mers , dans l'espace de six mois , après la cessation de ces obstacles.

Ledit serment sera reçu dans les Greffes de Sa Majesté à Westminster & dans les autres lieux accoutumés , par toute l'Angleterre & la Principauté de Galles ; & il sera tenu un registre de ces sortes de sermens , qui seront prêtés en la même manière qui est prescrite par les Loix actuellement en vigueur , pour les sermens des personnes qui obtiennent quelque office ou emploi.

DANS ma lettre du 29 Mai , page clxxj ; je vous ai rendu compte des allarmes que ce Bill a répandues en Ecosse. Vous avez vu qu'il en a été sérieusement question dans l'assemblée générale du Clergé de ce Royaume , qui ne s'est abstenue d'adresser à ce sujet des remontrances au Roi , que parce que la nature du Bill n'étoit pas encore bien connue. Je ne puis donc me dispenser de mettre sous vos yeux ce qui s'est passé depuis cette assemblée. Une pareille innovation dans la constitution Angloise est une affaire si grave , qu'on ne fauroit la suivre avec trop d'attention. Nous en saisirons beaucoup mieux l'intelligence des nouveaux débats auxquels il est vraisemblable qu'elle donnera lieu dans la prochaine session.

Voici la motion faite le 28 Mai dans cette

ET DE L'AMÉRIQUE. cccxli
même Assemblée générale par le Réverend
M. Gilies de Glasgow.

» Attendu qu'il a été porté depuis peu au
Parlement un Bill pour le soulagement des
Catholiques Romains en Angleterre, lequel
a déjà passé dans la Chambre des Commu-
nes, & qu'il peut se faire que le Parlement
soit séparé avant qu'une autre assemblée du
Clergé d'Ecosse soit convoquée, l'assemblée
actuelle donnera des instructions particulieres
à ses Commissaires afin que dans leurs assem-
blées respectives ils veillent avec le plus grand
soin aux intérêts de la Religion Protestante
dans cette partie des Royaumes-unis. Il
leur sera recommandé de redoubler de vi-
gilance lorsqu'il sera fait quelque proposi-
tion pour étendre le Bill à l'Ecosse ; & dans
le cas où il se présenteroit quelque circon-
stance qui exigeroit une séance extraordinaire
de la commission, comme le Modérateur de
l'assemblée demeure à une grande distance
d'Edimbourg, ladite assemblée ordonnera à
son principal Clerc que lorsqu'ils en seront
requis par le Presbitere d'Edimbourg ou par
dix Ministres quelconques de cette Eglise, il
ait à convoquer une assemblée extraordinaire
de la commission par des avis qui seront in-
sérés dans les papiers publics. L'assemblée
générale charge tous ses Membres d'instruire
leurs constituans des résolutions ci-dessus,
afin que ceux-ci puissent envoyer les infor-

cccxlj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
mations convenables aux assemblées de la
commission.

Cette motion ayant été rejetée à la pluralité de 183 voix, contre 24, le parti qui la soutenoit fit porter sur les registres de l'assemblée générale la protestation suivante:

« I Quoique nous ayons la plus grande horreur pour tout ce qui a l'air de persécution en affaire de conscience; cependant nous ne pouvons point nous empêcher de penser qu'il n'est point d'événement plus digne de l'attention particulière de cette Eglise, que la révocation d'une loi qu'un intérêt aussi puissant que celui de la conservation de notre existence, a rendu autrefois nécessaire pour défendre dans ces pays la Religion réformée contre les artifices & la violence d'une communion, obligée par ses principes d'intolérance, de poursuivre tous ceux dont les opinions religieuses different des siennes ».

« Quoiqu'on nous ait assuré que le présent Bill concernant les Catholiques Romains ne s'étendoit point au-delà de l'Angleterre, cependant comme nous avons sù par la même voie qu'on se proposoit de faire une pareille loi pour cette partie des Royaumes-unis, nous ne pouvons nous empêcher de croire que le silence & l'inactivité de cette assemblée nationale, dans une circonstance aussi importante, & en particulier le refus qu'elle fait de donner à la commission aucune inf-

truction spéciale sur cet objet , augmenteront les craintes des peuples dont nous sommes chargés , au lieu de les diminuer, d'autant plus que la proposition de révoquer une loi passée à l'époque mémorable de la révolution leur a déjà donné une allarme générale ; sur-tout parce que ,

II L'intérêt actuel du Protestantisme en Ecosse nous oblige de nous tenir de plus en plus sur nos gardes & de faire tous les efforts possibles pour son soutien & sa conservation. En effet , nous ne sommes que trop fondés à croire que les Emissaires Papistes montrent depuis quelque tems une activité qui a eu un succès extraordinaire, & qu'il est de toute notoriété qu'en plusieurs lieux de l'Ecosse , & même dans la Métropole , (Edimbourg) le Papisme n'a cessé de prendre un accroissement considérable depuis quelques années.

III. Par le Bill rejeté on ne se propo-
soit que l'esprit & l'intention des injonctions
qui se font annuellement , en recommandant
à la commission de *veiller scrupuleusement à
l'intérêt de l'Eglise en toute occasion , pour que
l'Eglise & son établissement actuel ne souffre
aucun des préjudices que la commission peut pré-
venir , parce qu'elle en seroit responsable , c'est-
à-dire , qu'on vouloit se précautionner contre
tout danger possible & peut-être probable ,
à la faveur de la clause ordinaire par laquelle
lesdits Commissaires sont autorisés à tenir une*

cccxliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
correspondance avec le Comité pour la r'formation
des montagnes & des isles, à l'effet d'empêcher
les progrès du Papisme & de la superstition ;
d'étendre la connoissance de la vraie Religion ,
de porter la réforme dans ces parties, & à
leur donner toute sorte d'assistance & de protec-
tion, en s'adressant, s'il est besoin, au Gou-
vernement pour en obtenir un remede convenable
& un prompt redressement : en ajoutant à
ladite clause une instruction spéciale pour
veiller soigneusement à l'effet de savoir si
avant la prochaine tenue de l'assemblée géné-
rale il seroit porté au Parlement aucun Bill
pour l'Ecosse semblable au Bill pour l'Angle-
terre, qui a donné lieu à la présente motion.

Signé de John Gillies & de 13 autres
Membres de l'assemblée générale.

Hostilités commencées par l'Angleterre.

CE titre, d'une petite discussion que je vais
entamer, répond, Monsieur à celui qui an-
nonçoit le combat des frégates Françoises
contre l'Amiral Keppel dans la plupart des
Gazettes de Londres vendues au Gouverne-
ment Anglois. C'en'étoit point, il est vrai, la
Gazette de la Cour ; mais c'étoient diverses
lettres venues de l'escadre, & qu'on avoit
osé intituler *hostilités commencées par la
France*. Je vous laisse à penser quelle a
été, je ne dirai point ma surprise, mais

mon indignation, lorsqu'en lisant celles de M. Keppel, je me suis assuré que ce titre y étoit démenti à chaque mot, & que cet Amiral ne pouvoit avoir eu d'autre intention que d'en venir aux hostilités qu'il avoue lui-même. J'établis mon opinion sur un usage connu de tout le monde, & auquel n'ont jamais manqué les Commandans des nations en paix qui se rencontrent à la mer.

Le Commandant d'un vaisseau supérieur en forces désire-t-il prendre quelque information du Capitaine d'un vaisseau moindre que le sien, portant pavillon national, fût-ce un vaisseau de cent canons, vis-à-vis d'une corvette de huit, il lui envoie son canot & un Officier pour le prier de se rendre à son bord. Si celui-ci ne peut point le faire, c'est son Lieutenant ou un autre Officier qui se détache pour y aller; & il seroit blâmé de s'y refuser ou de se plaindre. En effet, l'envoi du canot est une honnêteté suffisante, & telle qu'elle pourroit passer pour excessive, s'il n'étoit pas convenu, de même qu'il est raisonnable, que les avances partent de celui qui ayant la force de son côté ne peut point craindre le reproche de s'être compromis. Voilà l'usage, c'est à-dire, la loi; elle est aussi ancienne que l'existence des marines respectives, au moins parmi les nations civilisées qui sont en paix. Un Amiral aussi instruit, aussi expérimenté, aussi honnête que M. Keppel, ne pouvoit certainement pas l'ignorer. Cette base posée, lisons & jugeons.

Gazette de la Cour de Londres du 27 Juin 1778.

De l'Amirauté le 24 Juin.

Les trois lettres de l'honorable Amiral Keppel, deux desquelles vont être données ici tout au long & une par extrait, sont parvenues cet après midi au bureau de l'Amirauté.

Copie d'une lettre de l'Amiral Keppel, dattée à bord du Victory, en mer le 18 Juin 1778, au sieur Philippe Stephens, Secrétaire de l'Amirauté.

M O N S I E U R ,

Hier, un peu avant midi, la flotte étant en ordre de bataille & gouvernant Sud-Sud-Ouest, vent Ouest, le cap Lizard restant à l'Ouest à la distance de vingt-cinq milles, nous vîmes deux vaisseaux qui paroissent reconnoître la flotte & deux corvettes à leur suite.

Les deux vaisseaux François, PAROISSOIENT RECONNOITRE la flotte Angloise. Ce n'est point là un acte d'hostilité. Ces vaisseaux ne faisoient rien qui pût autoriser l'Amiral Keppel à s'écarter à leur égard des usages qui s'observent entre les Nations en paix; encore moins à insulter leur pavillon. M. d'Estaing a été observé & suivi par deux frégates Angloises pendant près de cent vingt lieues, & il ne leur a fait aucune insulte.

J'ordonnai aussi - tôt à toute la flotte de donner chasse , & entre cinq & six heures du soir ; le *Milford* se mit par le travers du vaisseau le plus sous le vent qui étoit une grosse frégate Française.

Ce vaisseau François sous le vent , étoit la *LICORNE* , commandée par M. de BELISAT. Il dut être surpris de voir toute une flotte de 21 vaisseaux de ligne chasser sa fregate , qui n'est nullement une GROSSE FRÉGATE , n'ayant que 26 canons de huit & six de quatre. Remarquez s'il vous plaît que cette chasse duroit depuis midi , & qu'il étoit six heures. Il y avoit eu du tems de reste pour songer que le moyen le plus court comme le plus honnête , que le seul enfin de ne pas exposer un Officier étranger à se compromettre , étoit de lui envoyer un canot , & que toutes les autres civilités qu'on pourroit lui faire seroient très-mal interprétées par un Officier jaloux de son honneur & instruit de son métier. Plus M. Keppel avoit de forces , plus l'outrage qu'il faisoit au pavillon François étoit grand. Cela est sensible.

Je fis le signal aux vaisseaux qui donnoient chasse , de m'amener leur chasse. Le Chevalier William Burnaby , par toutes les paroles civiles qu'il adressa à l'Officier François , ne put point le déterminer à le suivre.

Je ne demanderai point en quelle langue étoient

cccxlviij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE
*ces paroles civiles , parce qu'il ne falloit dans ce
cas que des civilités de fait , qui ne remplacent
point celles de parole.*

Mais l'*Hector* portant sur lui & tirant un
coup de canon à boulet , le vaisseau François
gouverna pour le joindre , & alors l'*Hector*
fit voile avec ce vaisseau vers la flotte.

Ici ce n'est plus une incivilité négative :
comme de vouloir parler aux gens sans s'y pren-
dre par les voies honnêtes. C'est une incivilité po-
sitive , c'est-à-dire une violence ouverte. L'*HEC-*
TOR de 74 canons en tire un à boulet sur le pa-
villon d'une Puissance avec laquelle sa Nation n'est
point en guerre. *M. de Bélifat* a dû dire alors ,
« quoiqu'on ne m'ait point fait prisonnier , je suis
molesté , puisqu'on m'emmene de force à un *Ami-*
ral étranger après avoir tenu en contrainte le
pavillon du Roi pendant toute une demie journée.
C'étoit une rude vexation ».

L'autre vaisseau François fût ferré de près
par l'*Arethuse* & par le *Cutter* , l'*Alert* que sui-
voient à quelque distance de l'arrière le *Vail-*
lant & le *Monarque*.

Cet autre vaisseau étoit la *Belle Poule* de
26 canons de 12 & de 4 de 6 , La relation qui
la concerne fait le sujet de la seconde piece. *M.*
de la Clocheterie dit deux fois dans sa relation que
l'escadre étoit à 4 lieues de distance , & il ne parle
point de ces deux vaisseaux.

Je ne puis donner ici à vos seigneuries d'autres informations sur cette chasse, si ce n'est qu'un Officier du *Vaillant* qui avoit passé toute la nuit dans le canot, est venu ce matin (18) à mon bord. Son Capitaine l'avoit chargé de me dire qu'il seroit revenu, conformément au signal d'abandonner la chasse, s'il n'eût pas vu que la frégate Française livroit combat à l'*Arethuse*.

Deux vaisseaux de 74 canons ne veulent point abandonner la chasse d'une petite frégate Française, parce qu'ils la voient aux prises avec une des leurs ; cependant ils s'abstiennent de secourir leur frégate, ce qu'ils pouvoient faire seulement en s'approchant de plus près des combattans ; cependant ils laissent finir le combat sans prendre la frégate qui avoit eu l'avantage sur la leur. Dans le même-tems l'Amiral Keppel venoit de se faire amener à coups de canon la *Licorne*, & il ordonnoit d'abandonner la chasse de la *Belle Poule*. Voici ce qu'il est naturel d'inférer de cette singulière conduite ; c'est que ses ordres, n'étoient offensifs que pour le cas de résistance aux actes de violence qui lui étoient commandés, dans la vue de susciter un ressentiment qu'on se promettoit de qualifier d'hostilités. Apparemment la manière dont s'étoit engagé le combat avec la *Belle Poule* ne faisoit pas assez bien son affaire. Il sera plus hardi quand il aura pris la *Licorne*. Il lui falloit la prise d'un vaisseau qui eût l'air d'avoir des torts.

cccl AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Hier au soir à 9 heures , j'envoyai le Chevalier Charles Douglas vers l'*Hector* & l'*Amérique* , qui étoient sous le vent , pour faire savoir à leurs Capitaines que je leur ordonnois d'amener la frégate François (la *Licorne*) à poupe du *Victory* , & je donnai en même-temps ordre au Chevalier Charles Douglas de marquer toute l'honnêteté possible au Capitaine François , l'informant que je le verrois lorsque les vaisseaux & la frégate (l'*Aréthuse*) auroient rejoint la flotte le lendemain ; en même-temps il devoit accompagner la frégate (la *Licorne*) & me l'amener sans lui faire aucune molestation.

Quel mélange d'honnêtetés & de violences ! Il ne peut s'expliquer que par le développement que je viens de faire des vues secrètes de M. Keppel.

Mais à mon grand étonnement , j'ai vu ce matin vers les neuf heures , que le vaisseau François (la *Licorne*) paroissoit courir au large.

Comment M. Keppel marque-t-il tant d'étonnement de ce qu'après vingt & une heures d'une injuste & outrageante détention , M. de Béli-sat a pris le parti de s'en aller , s'il a crû en trouver le moment favorable ? N'est-il pas visible que l'Amiral Anglois ne vouloit que pousser sa patience à bout , pour qu'il se portât à quelqu'acte de ressentiment qui pût être qualifié de première hostilité ; & afin de mettre la

nécessité & les conséquences d'une déclaration de guerre sur le compte de la France , & tout l'avantage de l'état de guerre non déclarée du côté de l'Angleterre ?

Un des vaisseaux qui l'escortoient ayant tiré à son avant un coup de canon , la frégate Françoisse a répondu aussi-tôt en lâchant toute sa bordée , & faisant feu de toute sa mousqueterie sur l'*Amérique* dans le moment où le Lord Longford étoit sur le plat bord parlant au Capitaine François de la *maniere la plus civile*. L'*Amérique* reçut plusieurs boulets & il a eu 4 hommes blessés. Alors le Capitaine François a amené. Sa conduite eût mérité que l'*Amérique* lui donnât tout son feu ; mais l'humanité & la prudence du Lord Longford l'ont emporté sur son ressentiment : ce qui lui fait beaucoup d'honneur.

Voilà un second coup de canon tiré à la Licorne par un vaisseau qui en avoit 74 ; & ce coup de canon est suivi des civilités les plus grandes du Lord Longford son Capitaine. Si je compte bien , c'étoit la troisième fois que M. de Bélisat recevoit des civilités de la part de l'Amiral Anglois & deux coups de canon de gros calibre dans les intervalles. M. de Bélisat , ennuyé de la plaisanterie , crut que pour son honneur personnel ainsi que pour celui de sa nation il convenoit qu'elle cessât. Falloit-il que ce fût sans rendre un seul coup de canon , toute

sa baterie étant dehors ? Il vaudroit autant dire qu'il avoit des excuses à faire. Calculez les différences de calibre & les trois civilités pour trois coups de canon ; que certainement M. de Bélisat auroit préférés ; & vous conviendrez qu'il en devoit bien une douzaine des siens pour n'avoir rien aux Anglois. C'étoit toute sa bordée ; & M. Keppel ; témoin digne de foi ; nous assure qu'il l'envoya toute entiere au vaisseau Anglois de 74 canons avec sa mousqueterie pour la bonne mesure. Il faut convenir cependant que toute cette bordée de pieces de 8 ne fit pas grand mal au vaisseau de ligne , puisqu'il n'eût que quatre hommes blessés. M. de Bélisat ne pouvoit pas moins faire pour l'honneur du pavillon. Nous ne savons point si la Licorne n'avoit pas perdu du monde des deux coups de canon qu'elle avoit essuiés. Après avoir tiré cette très-petite satisfaction, la Licorne se rendit aux vaisseaux de ligne. M. Keppel prétend qu'on lui a fait grace de ne la point couler bas, & il vante beaucoup la modération du Lord Longford ; mais ce Capitaine se feroit deshonoré par une conduite différente ; & il auroit été blâmé de l'Amiral , à qui il importoit beaucoup plus que la prétendue faute de M. de Bélisat fût punie dans les autres vaisseaux de sa nation , que dans le vaisseau même de cet Officier.

Je crois n'avoir point mal fait en envoyant cette frégate à Plymouth. La conduite qu'elle a tenue & le combat livré par l'autre frégate

ET DE L'AMÉRIQUE. cccliij
gate à l'*Aréthuse* doivent me justifier de l'avoir prise & envoyée dans un port.

Signé KEPPEL.

P. S. La frégate *Françoise* s'appelle la *Licorne*, de 32 canons, & elle est montée de 230 hommes.

On voit que M. Keppel a des scrupules sur la conduite qu'il a tenue avec la *Licorne*. Il n'a que 21 vaisseaux de ligne, & il aura appris qu'il y en avoit 32 prêts à sortir de Brest. Aussi s'est-il bientôt décidé à retourner à la rade de *Sainte Helene* où il a eu un entretien avec Milord *Sandwich*, qui s'y étoit rendu exprès de Londres. C'est ce qu'on remarquera encore dans sa troisieme lettre, par les précautions qu'il a prises de recommander un soin particulier de tous les effets de la *Pallas* dont il s'est saisi depuis.

Extrait d'une lettre écrite par l'Amiral Keppel, à bord du *Victory*, en mer, le 20 Juin 1778, à midi, N. 37 - 00. E. 19 lieues, au sieur *Stephens*, Secrétaire de l'Amirauté.

M O N S I E U R,

HIER (19), avant midi, nous vîmes revenir le *Vaillant* & le *Monarque*, qui s'étoient détachés de la flotte le 17 pour donner chasse. Le *Vaillant* remorquoit un vaisseau désarmé, que nous reconnûmes bientôt pour être l'*Aréthuse*. Cette frégate avoit perdu

cccliv AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

son grand mâ, & elle étoit d'ailleurs très-délabrée.

*Ce mâ est venu à terre à la côte de France ,
& il étoit écrit dessus : ARÉTHUSE.*

L'*Aréthuse* avoit joint , le 17 au soir , la chasse qui s'est trouvée être une forte frégate François avec du gros canon , (la *Belle Poule.*)

C'étoit la BELLE POULE , de 26 canons de 12 , & 4 de 5 , commandée par M. de la Clocheterie.

Le Capitaine Marshall avoit requis le Capitaine François de mettre en panne, lui signifiant qu'il avoit ordre de le conduire à son Amiral qui vouloit lui parler.

Point de canot envoyé par l'Amiral Anglois : c'est un ordre signifié de sa part , comme il feroit à un Barbaresque , à un Forban.

Mais l'Officier François ayant refusé net de faire l'un & l'autre , le Capitaine Marshall tira un coup de canon en avant de la frégate , & le Capitaine François lâcha à l'instant même toute sa bordée sur l'*Aréthuse* qui étoit alors très-près du vaisseau François , & par son travers. Il s'ensuivit un combat entre les deux vaisseaux , qui dura plus de deux heures.

Il y a une observation importante à faire ici. La Relation de l'Amiral Keppel differe en plusieurs points essentiels de celle de M. de la Clocheterie ; mais vous n'hésitez pas , Monsieur , à croire celle ci de préférence , & même sans que l'Amiral puisse s'en offenser. Je me fonde sur ces deux raisons : c'est qu'ici M. Keppel parle sur un rapport qu'on lui a fait , & que l'Amirauté ne publie qu'un Extrait de sa Lettre. Il n'en est pas de même par rapport à la LICORNE : l'Amiral avoit vu ce qui s'étoit passé ; & sa lettre a été publiée en son entier. Comme on connoît les infidélités de la plupart des rapports , & qu'il y a tant de preuves , seulement depuis cette guerre , de celle des Ministres Anglois , dans leurs Extraits des Lettres de leurs propres Généraux , il est constant que cette piece informe ne peut point se soutenir devant la Lettre de M. de la Clocheterie , principal acteur dans cette scene. & qu'on a eu si peu d'intérêt de ménager. Nous sommes donc en droit de nous servir de la Lettre de l'Officier François , pour compléter & restituer le texte altéré & tronqué de celle de M. Keppel. On vous dit ici que le Capitaine Marshall tira un coup de canon en avant de la frégate , & que le Capitaine François lâcha à l'instant même toute sa bordée. Suivant M. de la Clocheterie , ce fut l'Anglois qui sur son refus d'aller trouver l'Amiral , lui envoya toute sa bordée. Je fais de plus un fait , c'est que cette bordée de l'Anglois , la premiere tirée , tua & blessa plusieurs hommes sur la Belle Poule , ce que n'auroit pas fait un

ccclvj AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

seul boulet tiré à l'avant. Mais pourquoi s'évertuer à prouver la vérité d'un rapport fait avec ingénuité par M. de la Clocheterie, qui en l'écrivant ignoroit le sort des autres frégates Françaises, & ne pouvoit pas deviner à quel degré la circonstance d'avoir reçu ou donné la première bordée seroit aggravante, après l'insulte qui venoit de lui être faite, par un ordre absolu d'aller à poupe de l'Amiral Anglois? L'exemple du passé ne laisse lieu à aucun doute. M. Marshall n'a fait que suivre celui du Lord Howe, en 1755, qui envoya toute sa bordée à l'Alcide, pour réponse à M. Hocquart, qui lui demandoit si on étoit en paix ou en guerre.

L'Aréthuse ayant beaucoup souffert dans ses mâts, ses voiles & ses agrès, & le vent lui manquant pour gouverner, elle se trouva dans une situation qui ne lui permit pas de porter sur le vaisseau François, malgré tous les efforts que fit pour cela le Capitaine Marshall.

Il paroît, dans la relation de M. de la Clocheterie, que les efforts que fit le Capitaine Marshall, furent pour arriver vent arrière sur son escadre : ce qui est bien plus croyable, dans l'état délabré où elle étoit.

La frégate françoise, courant sur terre, avec sa mitaine dehors, elle entra dans une petite baie, d'où il sortit au point du jour

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclviij
(le 18) des bateaux qui la remorquerent,
& la mirent tout-à fait en sûreté.

Le vaisseau françois ne courut sur terre qu'après avoir tiré plus de cinquante coups de canon, dans l'arriere de la frégate angloise, sans que celle-ci ait pu en riposter un seul. J'ai vu une lettre de Dunkerque, d'un Marchand François témoin du combat, qui assure que l'Aréthuse avoit tout son arriere fracassé.

Le Capitaine Marshall paroît s'être comporté dans toute cette affaire avec beaucoup de résolution & de courage. Il donne de grands éloges à la conduite de ses Officiers & de son équipage. L'Aréthuse a eu huit hommes tués, & 36 blessés. Les François ont dû faire une perte considérable.

On m'assure que les canons anglois sont chargés à mitraille, tandis que ceux des François ne sont chargés qu'à boulets. Si cela est ainsi, la perte doit être en effet plus considérable sur le vaisseau françois.

Je ne dois pas négliger d'informer vos Seigneuries, par cette même relation, que le sieur Fairfax, Capitaine du cutter l'*Allert*, a eu aussi part à l'action. Il se mit par le travers d'un schooner de dix canons & de dix pierriers, compagnon de la Frégate qui a attaqué l'Aréthuse. Ayant requis le Comman-

ccclviii AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

dant du *schooner* de venir à la flotte, il répondit qu'il suivroit l'exemple de la frégate. Celle-ci ayant tiré sur l'*Aréthuse*, le *schooner* tira également sur l'*Allert*. Aussitôt, le Capitaine Fairfax se mit bord à bord, & dans cette situation, ayant combattu transferrés l'un contre l'autre, pendant plus d'une heure, le vaisseau françois se rendit. Le Capitaine Fairfax lui avoit tué cinq hommes, & en avoit blessé mortellement sept. L'*Allert* a eu quatre hommes blessés, deux desquels paroissent l'être mortellement.

Ce SHOONER est le *Lougrelle Coureur*, commandé par M. de Rosily. — On l'accuse d'avoir donné son feu le premier, comme la frégate, après avoir refusé comme elle d'aller parler à l'Amiral. En conséquence il a été pris par celui avec lequel il s'étoit battu. Les vaisseaux de ligne le Vaillant & le Monarque s'étoient abstenus de prendre la Belle Poule ne s'étant point battus avec elle, & pour éviter l'inculpation d'Hostilité. Mais M. Keppel s'autorisant de la conduite à laquelle il avoit poussé la Licorne, auroit fait prendre la Belle Poule le 18, si elle n'avoit pas été entourée par des roches, au milieu desquelles elle avoit cherché un abri. Le 17 il avoit ordonné d'en abandonner la chasse.

Les deux relations du combat de la Belle Poule diffèrent encore entre elles sur l'éloignement où étoit l'escadre, pendant le combat. M. Keppel a dit dans la lettre précédente, que le Vaillant & le Monarque suivoient à quelque distan-

ce de l'arrière l'Aréthuse & l'Allert. M. de la Clocheterie parle deux fois de l'escadre angloise comme étant à quatre lieues de distance, & il ne dit point avoir vu deux vaisseaux de cette escadre, à quelque distance de l'arrière de l'Aréthuse. Je suis bien tenté d'en conclure qu'il n'y en avoit point, & que le rapport fait à M. Keppel à cet égard étoit faux. Certainement l'Officier François n'auroit pas manqué de dire que deux gros vaisseaux de ligne étoient à portée de soutenir la frégate avec laquelle il se battoit. — On aura induit M. Keppel en erreur à cet égard, pour entrer d'autant mieux dans ses vues, & l'aider à faire briller la modération de ses ordres.

M. Keppel a aussi omis de faire mention d'une circonstance intéressante. C'est qu'après que l'Allert étoit venue heler en anglois M. de la Clocheterie, qui avoit répondu qu'il n'entendoit pas l'anglois, cette corvette avoit été en rendre compte à l'Aréthuse, qui à son tour étoit venue heler en anglois la Belle Poule, & mettre une seconde fois M. de la Clocheterie dans l'obligation de dire qu'il n'entendoit pas l'anglois. Il y avoit déjà plus de six heures que M. de la Clocheterie étoit chassé. Il n'a signifié son refus d'aller sous la poupe de l'Amiral, qu'après une troisième parole, qui lui fut portée en françois, & qui fut suivie du coup de canon ou de la bordée de l'Aréthuse. La seconde parole en anglois étoit inutile, si on ne cherchoit point à donner de l'humeur au Capitaine François, & si ce n'étoit pas une insulte qui annonçoit la bordée.

ccclx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Hier , plusieurs Bâtimens Marchands françois ont passé au milieu de notre flotte , sans que nous leur ayons rien dit. Je n'ai pas cru devoir interrompre leur commerce , en aucune manière. L'Isle d'Ouessant étoit alors à vue , du haut des mâts.

En lisant ce dernier paragraphe de la lettre de M. Keppel , je crois avoir sous les yeux ses instructions. Il doit y être dit : » Faites toujours en sorte de paroître n'avoir usé que de » représailles. « En conséquence , il respecte le commerce françois , après avoir pris (a) deux frégates & un Lougre du Roi , parce que le commerce ne lui a rien fait , & qu'il prétend avoir été insulté par une des frégates & par le Lougre. Mais j'espère avoir assez démontré que l'insulte est venue de sa part , & que les vaisseaux du Roi n'ont fait qu'y répondre comme ils le devoient.

Copie d'une lettre de l'Amiral Keppel au sieur Philipp Stephens , Secrétaire de l'Amirauté , à bord du Victory , en mer le 20 Juin 1778.

MONSIEUR,

Le 18 , de grand matin , on apperçut un vaisseau au Nord - Ouest portant sur notre flotte , mais peu après on le vit virer de bord. Le *Foudroyant* , le *Courageux* & le *Robuste* furent envoyés à la poursuite , & après

(a) La *Licorne* & la *Pallas*. Il sera question de cette dernière dans sa troisième lettre.

avoir fait réparer, autant que le tems le put permettre, le mal qu'avoit souffert le *Milford* de la part de la frégate *Françoise* (a) qui l'avoit heurté tandis qu'il lui parloit : je l'envoyai pareillement en chasse. Le 19 au matin la *Proserpine* ayant joint, je lui ordonnai aussi de chasser. Le vent étoit mou & de l'est. Avant midi, les frégates & les autres vaisseaux étoient tout auprès de la chasse qui étoit une frégate *Françoise*. Le signal ayant été fait aux vaisseaux d'amener la chasse à la flotte, ils l'y conduisirent, l'Officier François n'ayant eu aucun moyen quelconque d'éviter ce qui lui est arrivé.

Cet Officier François est M. de Ransane, & sa frégate est la *Pallas* de 26 canons de 8, & de 6 de 4. — Il avoit soutenu plus de trente heures de chasse, depuis le 18 de grand matin jusqu'au 19 à midi, & cette chasse lui étoit donnée par un vaisseau de ligne de 80 canons, deux de 74, & deux fortes frégates. Il ne paroît point qu'on lui ait adressé des civilités assaisonnées de coups de canon, comme à la *Licorne* & à la *Belle Poule*. N'en ayant point reçu, il n'en avoit point à rendre, pour l'acquit de sa conscience ; & il falloit bien qu'il cédât à une force aussi supérieure dont il étoit enveloppé.

D'après la conduite tenue le 18 au matin

[a] La *Licorne*.

ccclxij AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

par la frégate François la *Licorne*, je crus devoir retenir pareillement ce vaisseau. J'ordonnai à M. Hood, Capitaine du *Robuste*, de prendre à son bord les Officiers de cette frégate, & de distribuer son équipage parmi les vaisseaux qu'il avoit avec lui. Je lui fis dire de déclarer au Capitaine François que la conduite étrange du Capitaine de la *Licorne* m'avoit mis dans la nécessité d'en user ainsi.

Vous aurez observé dans tout ce paragraphe, le soin extrême que prend M. Keppel de faire entendre que la première insulte étoit venue de la Licorne, & qu'il n'a fait que venger l'honneur du Pavillon Anglois. Mais se sera-t-il flatté qu'on n'apprécierait point sa propre conduite, qui dans chacun des détails qu'il en donne, porte tout le caractère de provocation & d'hostilité?

En même tems je recommandai au Capitaine Hood de veiller à ce que les Officiers François & leurs Gens fussent traités avec la plus grande honnêteté, & qu'on eût tout le soin possible de tout ce qui étoit à bord de la frégate. Cette frégate s'appelle la *Pallas* de trente-deux canons & de deux cens vingt hommes. Selon ce qu'on a pu apprendre il y avoit huit jours qu'elle étoit sortie de Brest pour tenir croisière.

Je suis, &c.

Signé, A. KEPPEL.

M. Keppel recommande qu'on prenne soin de tout ce qui est à bord de la Pallas, pour donner à sa piraterie une couleur d'honnêteté, comme il avoit cherché à en donner une de civilité à ses coups de canon. La Pallas ne lui ayant rien fait, il eût été encore plus honnête de ne point s'en saisir. S'il étoit mécontent de la Licorne, n'étoit-ce pas assez de l'avoir prise & envoyée à Plimouth? Où s'arrêtera la satisfaction qu'il juge lui être nécessaire? Je demanderai aussi quel droit il avoit de faire distribuer les matelots de la Pallas sur les vaisseaux anglois? Je me doute bien que c'étoit pour renforcer leurs équipages qui sont très-foibles. Mais ne devoit-il pas laisser les matelots de ce vaisseau François aussi intacts que ses effets? On voit une incohérence dans toute cette conduite, qui décele, ou plutôt qui manifeste le vice des intentions; & il n'y aura personne en Europe qui, en l'envisageant sous son vrai point de vue, ne se croie obligé de prononcer que les HOSTILITÉS ONT ÉTÉ COMMENCÉES PAR L'ANGLETERRE.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du premier Juillet.

J'ai eu le temps, Monsieur, de recueillir les suffrages sur l'affaire des Frégates françoises. Il semble qu'en général on ne la regarde point ici comme un augure favorable

pour entrer en guerre. Les Marchands en sont consternés, parce qu'ils voyent le moment s'approcher d'une déclaration de guerre qui leur portera le plus grand préjudice; & ils accusent hautement M. Keppel d'une injuste témérité. Les partisans du Ministre ne se plaignent pas moins de sa conduite, parce qu'en même temps qu'ils reçoivent la nouvelle de l'arrivée de ses prises dans les Ports Anglois, les rapports uniformes des Officiers & des Equipages François leur apprennent qu'il y a dans le Port de Brest trente-deux vaisseaux de ligne tout prêts à sortir, avec quinze Frégates. Ils trouvent que M. Keppel a été un peu trop vif, ou qu'au moins il n'a pas mis assez de dextérité dans l'exécution de ses ordres, & que s'il s'ensuit une guerre ouverte ce sera par sa faute. Les amis de M. Keppel alléguent en vain pour sa justification, que dans les mers Britanniques (devant Brest) les Amiraux Anglois ont eu de tout temps le droit de faire venir à poupe, sans autre cérémonie, les Vaisseaux de guerre des autres Nations. Cette justification ne satisfait point des Ministres, qui n'ont pas actuellement 32 vaisseaux de ligne équipés & en état de faire tête à l'armée navale du Roi de France. Ils savent qu'outre ce nombre, il y en a encore plusieurs autres dans Brest même, huit à Rochefort, cinq à Toulon, & cent mille hommes sur les côtes de Picardie, de Normandie & de Bretagne.

Après avoir fait un pareil coup, disent-ils, M. Keppel a eu grande raison de revenir au plus vite, avec toute son Escadre, demander un renfort de vaisseaux & des ordres ultérieurs. Mais les Marchands qui attendent d'un jour à l'autre une flotte de l'Inde & deux des Isles Angloises ne sont pas aussi contents qu'il ait quitté sa station, dans un moment si critique. Ils n'ont dormi un peu plus tranquilles cette nuit, que sur l'assurance qui leur a été donnée que M. Keppel alloit repartir pour sa premiere destination.

Le moment est arrivé où les Ministres doivent gémir d'une disette de Matelots, dont ils sont eux-mêmes la cause. Dans les autres guerres, à peine éprouvoient-ils ce besoin, qu'il rentrait une flotte, soit de la Virginie, soit de la Caroline, soit de la nouvelle Yorck ou de la nouvelle Angleterre, &c. qui leur fournissoit plusieurs milliers d'excellens Matelots. Aujourd'hui cette ressource leur manque, & M. Keppel s'en retournera, forcé par les circonstances, sans avoir plus de forces réelles, que celles avec lesquelles il étoit rentré. Peut-être seulement n'aura-t-il fait que mettre à terre un grand nombre de malades, qu'à peine on aura pu lui remplacer. Il doit être certain que ce sont les vives appréhensions de la Nation pour les flottes attendues qui pourront lui faire donner promptement l'ordre de repartir. On peut en juger par l'événement qui s'est passé depuis sa rentrée.

Il s'étoit fait honneur dans sa Lettre du 20 Juin de n'avoir point touché aux vaisseaux Marchands François, ne voulant point interrompre leur commerce ; & cependant le 29 au matin, on a vu entrer à Portsmouth deux bâtimens François, pris par le *Fox*, une de ses frégates. L'un de ces bâtimens est l'*Aimable Victoire*, Capitaine Vincent, de la Martinique, chargée uniquement des productions de cette Isle pour le Havre : l'autre est la *Sainte-Marthe*, Capitaine Guillaume Détaille, du Havre pour Brest, chargée de farine. Le Capitaine Windfor les a pris l'un & l'autre à quinze lieues de Plymouth. Il est évident que c'est cet acte d'hostilité, si contraire aux protestations faites le 20 par l'Amiral Keppel, & publiées le 27 à Londres sous la sanction de la Cour, qui décidera les Ministres à faire repartir au plutôt M. Keppel, de peur que dans de pareilles circonstances deux ou trois vaisseaux détachés de Brest n'enlèvent toutes les flottes attendues de l'Inde, de la Jamaïque & des Isles du Vent : toutes trois fort mal escortées.

En attendant que tout ceci se débrouille, & que les événemens nous facilitent le rapprochement de tout ce que je vois de discordant & de bizarre dans la conduite du Ministère Anglois, je vais vous transcrire ici, Monsieur, un petit morceau de poésie qui étoit joint à une lettre que je viens de recevoir de Brest. Comme vous êtes bon

ET DE L'AMÉRIQUE. ccclxvij.

François, & que vous le lirez par les yeux de votre cœur, je ne doute point que vous ne le trouviez excellent. On ne peut pas juger autrement un impromptu inspiré à une ame guerrière & triomphante, par un transport héroïque qui n'appartient qu'au beau sexe François.

Plusieurs Dames qui étoient sur le Conquérant lorsque la Belle-Poule rentra dans le port de Brest pour s'y radoubier, monterent sur cette frégate. Elles voulurent bien embrasser les Officiers en leur donnant des cocardes, & l'un d'eux fit ces vers.

Marchons amis, volons à la victoire :
De notre vie embellissons le cours.
Allons cueillir les lauriers de la gloire
Pour les unir aux mirthes des amours.
Que notre sort sera digne d'envie !
Jeunes Héros, quelle félicité
D'être à la fois bénis de la patrie
Et couronnés des mains de la beauté !
Suivons, amis la plus belle carrière :
Toujours l'honneur fut chéri de Cipris.
Rien n'est si beau que la vertu guerrière,
Quand un baiser peut en être le prix.
Sexe charmant recevez notre hommage.
Qui mieux que vous fait former de grands cœurs ?
Les fiers Anglois maudiront votre ouvrage,
Et nous serons doublement leurs vainqueurs.

L'escadre de M. Keppel étoit encore le 30 Juin à Sainte Helene, *attendant* un renfort de six vaisseaux de ligne, qui *attendoient* des matelots de la Jamaïque, &c. qu'on craint fort que l'escadre Françoisse n'ait *attendus* & pris dans la station que M. Keppel a quittée avec tant de précipitation.

On paroît fort inquiet ici de la sensation que fera en France la prise des vaisseaux l'*Aimable Victoire* & la *Sainte Marthe*, qui n'avoient aucune relation avec le commerce d'Amérique. Les fonds sont baissés de 2 $\frac{1}{2}$. pour cent. Que sera-ce si on apprend la sortie de l'escadre Françoisse, avant que M. Keppel soit retourné à sa station! C'est pour le coup qu'on dira qu'avec l'Empire d'Amérique, l'Angleterre a encore perdu l'empire des mers. Quel malheur!

Nouvelles très-fraîches des Etats-unis.

Un bâtiment Hollandois, qui vient d'arriver à Portsmouth, a rencontré deux vaisseaux Américains, qui lui ont demandé des nouvelles, & de qui il a appris ce qui suit :

L'un de ces vaisseaux étoit la frégate Américaine le *Boston*, la même sur laquelle M. Adams, Député du Congrès, a passé en France. Cette frégate faisoit route pour Nantes avec quatre prises Angloises. Elle en avoit envoyé à Boston une cinquième, chargée de Pharmacie pour l'armée Angloise. Sous l'escorte du *Boston* étoit le *Saratoga*,

parti du Maryland avec des dépêches importantes pour les Députés du Congrès à Paris. Elle a fait entendre que ces paquets contenoient la ratification des Traités d'alliance & de commerce avec la France. Le *Saratoga* est sorti de la baye de Chésapéak sans avoir vû un seul vaisseau de guerre Anglois. Avant son départ le *Fier Rodrigue* y étoit arrivé de France avec un chargement considérable , & qui avoit fait le plus grand plaisir. Toute la Colonie étoit dans l'yvresse de la joie , au sujet de la conclusion & ratification des Traités. L'armée du Général Washington , considérablement augmentée , serroit toujours de très-près Philadelphie ; & l'opinion générale étoit que le Chevalier Clinton ne tarderoit point à l'évacuer. Il y étoit dans la même position où le Général Howe s'est vu à Boston , en Mars 1776 , lorsque , sans attendre l'aveu de la Cour , il a pris le parti d'en sortir. Le papier-monnoye du Congrès avoit repris la plus grande faveur : personne ne doutant plus de l'indépendance de l'Amérique , depuis qu'on savoit que les propositions des Commissaires avoient été rejetées par le Congrès d'une voix unanime. — Suivant le rapport du Capitaine Hollandois , le Boston doit être entré à Nantes avec son convoi le 30 Juin.

L'autre vaisseau Américain qui l'a araisonné , est la goëlette le *Spy* (l'Espion) par-

ccclxx AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tie de Boston le 11 Juin. Il présume qu'elle sera entrée à Brest le 3 Juillet. Cette goëlette dit avoir vu aux atterrages de Boston, deux frégates Françaises, qui annonçoient l'approche d'une forte escadre, (sans doute celle de M. le Comte d'Estaing) attendue de jour en jour à Boston. Si cela est, la traversée de cet Amiral François aura été très courte, & il sera arrivé (toujours dans la supposition qu'il n'y ait point d'erreur) vers le même tems où l'Amiral Byron est sorti de la Manche. — On étoit persuadé aussi à Boston, que les Anglois évacueroient avant peu Philadelphie. La goëlette l'*Espion* étoit chargée de paquets intéressans pour la Cour de France, vraisemblablement c'étoit un *Duplicata* de la ratification du Traité. Il y a grande apparence que ces paquets seront arrivés à Paris, en même tems que vous parviendra, Monsieur, ce petit supplément de nouvelles. Si on ne les a pas reçus encore, vous pouvez assurer hardiment qu'ils ne tarderont pas.

PRISFS FAITES A LA MER.

Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & charge-ment.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus &c.
Un vaisseau estimé 20,000 livres sterling, armé par un Officier François passager sur ce bâtiment.	Chargé d'effets pour l'armée Américaine.	. . . . .	Pris par la frégate de guerre l' <i>Expériment</i> , & conduit à Rhode-Island.
Le double Retour monté de 20 canons.	Saint Malo, chargé de lainage, de quincaillerie, d'armes, de piqures de Marseille & de bonneteries d'Angleterre.	Salem près de Boston.	Pris le 10 Avril après un combat d'une heure par le <i>Général</i> , vaisseau de guerre de 18 canons & conduit à Halifax.
La bonne Louise de Paris.	De la Guadeloupe pour Salem, ayant à bord 16 Officiers François, parmi lesquels des Ingénieurs.	Salem près de Boston.	Les Officiers & équipages retirés de dessus le vaisseau qui s'étoit perdu le 3. Avril par un vaisseau Anglois armé qui lui donnoit la chasse.
La Calipso, bâtiment François au service du Congrès, de 28 canons percé pour 32.	.....	.....	Pris le 23 Mars à 23 lieues de New York par le vaisseau armé le <i>Northumberland</i> de 26 canons, après un combat où la <i>Calipso</i> a eu 9 tués & 24 blessés.

CCCLXX AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont venus.
<i>Le Stork</i> , Capitaine Brown.	Charles-Town Caroline Méridionale avec tabac & indigo pour 80,000 liv. sterl.	Pour France.	Pris & conduit à Saint-Christophe par une frégate du Roi.
<i>Le Duc de Choiseul</i> , brigantin.	Caroline Septentrionale chargé de tabac.	Bordeaux.	Pris par le <i>Prince de Galles</i> , vaisseau de ligne, Amiral Barrington, envoyé à Plymouth.
<i>La Virginie</i> . Capitaine Nicolson, frégate.	.....	.....	Pris par le vaisseau de guerre l' <i>Emerald</i> .
<i>La Louise au disque</i> , Capitaine Adderfon.	Cadix, chargé de canons.	Pour la Virginie.	Envoyé à New-York par le vaisseau de guerre le <i>Sénégal</i> .
Un gros floop, Capitaine Steel.	Vitginie, 105 boucaux de tabac.	Bordeaux.	Pris par le <i>Levant</i> lettre de marque, Capitaine Martin.
<i>Le Colombus</i> , Corsaire de 32 canons.	.....	.....	Détruit par le vaisseau de guerre le <i>Diamand</i> de 32 canons, en sortant du port bloqué de Providence.

Le vaisseau François conduit à Waterford par un Corsaire de Guernesay est condamné & sera vendu dans la première semaine de Juin.

Vaisseaux pris sur les Anglois.

<u>Noms & désignations des vaisseaux.</u>	<u>Lieu de leur départ & chargement.</u>	<u>Lieu de leur destination.</u>	<u>Ce qu'ils sont devenus, &c.</u>
<i>L'Expériment.</i> , Capitaine Valley.	Pensacola.	Corke.	{ Conduit à Charles-Town.
Un brigantin.	Londres.	Méditerranée.	{ Pris par un Sloop Corsaire à la hauteur de Viana.
<i>Le Royal George</i> Capitaine Neave.	Illes Angloises.	Halifax.	{ Pris par les Américains & conduit à la Guadeloupe.
Cinq vaisseaux dont un Ecossois	.....		{ Pris par Cunningham dans le courant d'Avril - & conduits à Cadix.
<i>La Marie-Anne</i> , Capitaine Kiough	Dublin.	Illes Angloises	{ Pris par un Corsaire Américain & conduit à la Martinique.
Un vaisseau.	{ Halifax chargé de 8.700 galons de melasses, & 570 quintaux de sucre. }	.....	{ Pris par le Cor- saire l'Echo.
Un vaisseau.	{ Chargé de rum & café. }	Terreneuve.	{ Pris par le Cor- saire le Nembrod, Capitaine Bowles.
<i>Le Lovely Betfy</i> , Capitaine Thomas.	New-York.	Philadelphie.	{ Pris le 20 Février par un Corsaire Américain & con- duits à la Guade- loupe.
Et un brigantin.	d'Antigua.	. . . . .

ccclxxij AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Noms & désignations des vaisseaux.	Lieu de leur départ & chargement.	Lieu de leur destination.	Ce qu'ils sont devenus, &c.
<i>Le Lively</i> , Capitaine Calvert.	De Lancastre.	Grenade.	Pris le 10 Mars devant Curaçao.
<i>Le Thomas Henri</i> , Capitaine Pearle.	Du convoi de Gorke parti en Janvier.	Pour les Isles.	Pris & conduit à Saint Domingue.

La flotte de Quebec a été rencontrée le 8 Mai par le vaisseau le *Salisbury* revenant de l'Inde, à deux cents lieues Ouest des Sorlingues.

De Salem près de Boston le 3 Avril.

Le sieur Stapleton, Capitaine du Corsaire l'*Achile*, est rentré ici d'une croisière dans laquelle il a fait cinq prises très-riches. Il a débarqué ses prisonniers à la Martinique.

De Boston le 6 Avril.

Le *Streamer*, Capitaine Hawkins, est arrivé ici de la Rochelle en sept semaines avec un chargement de petites armes, de balles, de poudre, &c.

F I N.





